

Jean Lamarre

LES CANADIENS FRANÇAIS DU  
**MICHIGAN**

Leur contribution dans le développement  
de la vallée de la Saginaw et de la péninsule de Keweenaw  
1840-1914



SEPTENTRION

LES CANADIENS FRANÇAIS  
DU MICHIGAN



Jean Lamarre

LES CANADIENS FRANÇAIS  
DU MICHIGAN

Leur contribution dans le développement  
de la vallée de la Saginaw  
et de la péninsule de Keweenaw

1840-1914



SEPTENTRION

Les éditions du Septentrion remercient le Conseil des Arts du Canada et la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC) pour le soutien accordé à leur programme d'édition. Nous reconnaissons également l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour nos activités d'édition.

Photo de la couverture : Groupe de bûcherons dans un camp d'hiver, possiblement au Michigan, à la fin XIX<sup>e</sup> Michigan. F. W. Harmer, Archives nationales du Canada, C51336.

Mise en pages : Folio infographie

Si vous désirez être tenu au courant des publications  
des ÉDITIONS DU SEPTENTRION  
vous pouvez nous écrire au  
1300, av. Maguire, Sillery (Québec) G1T 1Z3  
ou par télécopieur (418) 527-4978  
ou consulter notre catalogue sur Internet:  
[www.septentrion.qc.ca](http://www.septentrion.qc.ca)

© Les éditions du Septentrion  
1300, av. Maguire  
Sillery (Québec)  
G1T 1Z3

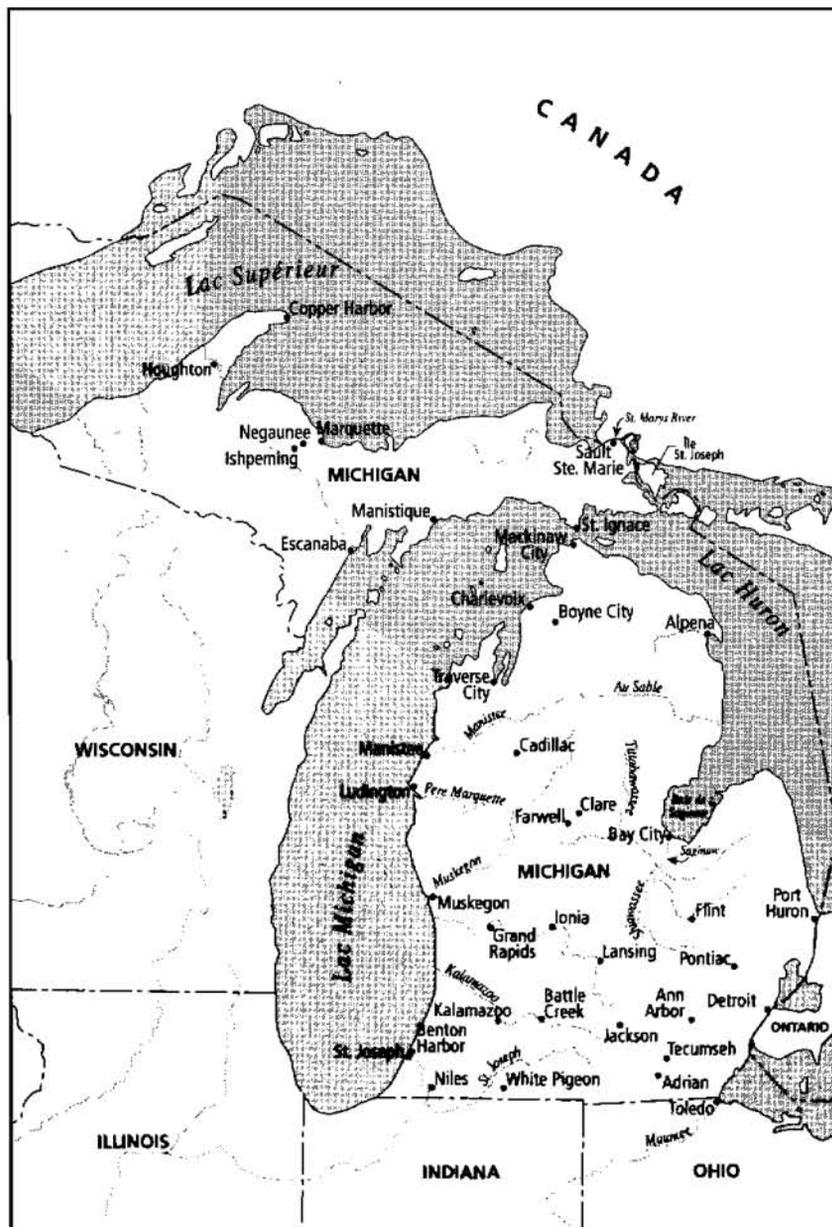
Diffusion Dimedia  
539, boul. Lebeau  
Saint-Laurent (Québec)  
H4N 1S2

Diffusion en Europe :  
Diffusion de l'édition québécoise  
Librairie du Québec  
30, rue Gay-Lussac  
75005 Paris  
France

Dépôt légal - 2<sup>e</sup> trimestre 2000  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISBN 2-89448-146-2

À Ginette et Fanny

# Le Michigan



## Présentation

**D**ÉPUIS LE DÉBUT DE LA COLONISATION FRANÇAISE en Amérique du Nord, les colons français n'ont cessé d'essaimer sur le continent. Leur goût pour l'aventure, la fascination qu'exerce sur eux la traite des fourrures et leur volonté d'améliorer leur condition ont fait en sorte que la Nouvelle-France s'est étendue à un point tel qu'elle est devenue, un siècle à peine après sa création, un immense empire dont les limites s'étendaient jusqu'au Grand Nord, à l'ouest, au-delà du fleuve Mississippi, à l'est, jusqu'aux colonies anglaises et, au sud, jusqu'au golfe du Mexique.

La traite des fourrures a constitué l'élément moteur de cette mouvance. Dès le **xvii<sup>e</sup>** siècle et jusqu'au début du **xix<sup>e</sup>** siècle, les Canadiens français ont participé activement à toutes les étapes du commerce des fourrures. Que ce soit comme canotiers, traiteurs ou voyageurs, ils ont pris part activement à ce commerce qui gravitait autour des Grands Lacs et ont ainsi contribué à repousser constamment les frontières de la colonie. Ce faisant, ils sont entrés en contact avec certaines tribus amérindiennes avec lesquelles ils ont tissé des liens si solides que certains d'entre eux ont décidé de s'y fondre.

Si cet éparpillement de la population a menacé la survie de la Nouvelle-France, il a toutefois donné naissance à une multitude de petites communautés canadiennes-françaises isolées sur le continent qui, malgré les traités de paix, les changements d'allégeance et le déclin de la traite dans la région au début du **xix<sup>e</sup>** siècle, se sont tant bien que mal maintenues.

L'industrialisation qui a marqué le continent au **xix<sup>e</sup>** siècle et l'économie de marché qui a bouleversé le monde agricole ont posé certains

problèmes et attisé chez certains Canadiens français ce désir de bouger. Le mouvement migratoire des Canadiens français du Québec, qui se dessine avant les années 1860, se dirige également vers la Nouvelle-Angleterre et le Midwest américain. Le mouvement vers le Midwest, et principalement vers le Michigan, ne doit pas surprendre puisqu'il s'inscrit en continuité avec celui que les colons associés à la traite avaient entrepris avant eux et est venu stimuler, alimenter certaines communautés établies depuis fort longtemps dans cette région et leur insuffler un nouvel élan.

Dans cette migration canadienne-française du XIX<sup>e</sup> siècle, le Midwest américain, et tout spécialement l'État du Michigan, a représenté une destination importante. En 1890, 537 298 individus d'origine canadienne-française vivaient aux États-Unis. De ce nombre, la grande majorité, soit 72 %, habitaient les États du Nord-Est<sup>1</sup>. Toutefois, de ce nombre, 137 168 Canadiens français, soit 26 % de tous ceux qui vivaient aux États-Unis, résidaient dans les États du Midwest<sup>2</sup>, et 58 377 d'entre eux, soit 43 %, habitaient le Michigan<sup>3</sup>.

Nous avons analysé le processus d'émigration des Canadiens français de 1840 à 1914 vers deux régions de l'État, soit la vallée de la rivière Saginaw, qui comprend les comtés de Bay et de Saginaw, et la péninsule de Keweenaw — surnommée très justement « Copper Country » — qui regroupe les comtés de Houghton, de Keweenaw et d'Ontonagon. Le choix de ces régions s'explique, d'une part, parce qu'elles furent marquées respectivement par le développement de l'industrie forestière et l'industrie minière, les deux grands axes économiques qui ont caractérisé le développement industriel du Michigan au XIX<sup>e</sup> siècle. Mais aussi parce que ce sont les deux régions au Michigan qui, hormis celle de Detroit, ont attiré le plus grand nombre de Canadiens français.

La période retenue (1840-1914) coïncide avec le début du processus d'industrialisation qui touche simultanément les deux régions et qui favorise l'arrivée de milliers de migrants parmi lesquels un bon nombre sont d'origine canadienne-française. Notre étude se termine en 1914, l'année où prend fin la plus importante grève qu'ait connue la péninsule de Keweenaw, un conflit marquant à plusieurs niveaux, et dont l'issue a modifié profondément les relations sociales au sein des communautés de cette région.

Cette étude a mis l'accent sur le fait que le processus de colonisation française sur le continent a laissé des traces bien longtemps après la Conquête. Elle veut rendre compte de cette réalité, particulièrement dans la région du Michigan, voisine des Grands Lacs, qui fut longtemps la plaque tournante du commerce des fourrures et l'endroit où bon nombre de petites communautés canadiennes-françaises et métisses se sont établies. Leur présence n'est pas étrangère au fait que la migration de certains Canadiens français au cours du *xix<sup>e</sup>* siècle ait été orientée dans cette direction. Cette migration s'inscrit dans la mouvance qui marque la vie des Canadiens français depuis le début de leur établissement sur ce continent.

Nous avons aussi cherché à savoir qui étaient ces immigrants, d'où il provenaient, ce qui les a poussés à se rendre au Michigan, comment ils se sont adaptés à la réalité industrielle au Michigan et quelles furent les stratégies mises de l'avant pour y parvenir. Pour répondre à ces questions, nous avons cherché à identifier les migrants, à recréer leur univers au Canada français, à reconstituer leurs itinéraires ainsi que la réalité sociale à laquelle ils ont dû s'adapter au Michigan. Enfin, en fonction de ces nouvelles connaissances, nous avons réexaminé le mouvement migratoire global vers les États-Unis afin d'en préciser ou d'en réévaluer certains aspects.

L'étude a révélé que les Canadiens français ont participé au recul des différentes « frontières » sur le continent et mis en évidence leur mobilité géographique exceptionnelle. Elle a également levé le voile sur une dimension régionale jusque-là négligée du mouvement migratoire global qui a mené des milliers de Canadiens français à parcourir l'Amérique du Nord.

Dans le premier chapitre, nous présentons un survol de l'évolution de la réalité du Canada français afin de comprendre le contexte socio-économique de la migration. Le deuxième chapitre analyse sommairement le développement socioéconomique des deux régions d'étude afin de mieux saisir leur pouvoir d'attraction sur les Canadiens français. Enfin, dans les deux derniers chapitres, nous analysons la migration, le développement des communautés immigrantes et leur déclin, d'abord dans la vallée de la Saginaw, puis dans la péninsule de Keweenaw.

Plusieurs personnes ont contribué à la réalisation de cette étude. Mes premiers remerciements vont à Bruno Ramirez qui m'a aidé à trouver la sensibilité nécessaire pour comprendre les migrants. Je dois

beaucoup à John P. DuLong, de Berkley, Michigan, un grand ami, qui m'a stimulé et avec qui j'ai partagé mes découvertes. Mes remerciements aussi à Jean-François Cardin qui, par ses remarques judicieuses, m'a permis d'améliorer cette étude. Je remercie également l'Ambassade des États-Unis (ASUSI) pour avoir subventionné une partie de mes recherches au Michigan. Je remercie chaleureusement Madame Theresa Sanderson Spence, directrice du Copper Country Historical Collection, à la Michigan Technological University de Houghton, Madame Anna Mae Maday, de la Hoyt Public Library à Saginaw, et M. Leroy Barnett, l'archiviste de référence aux archives d'État à Lansing, Michigan. Enfin, je tiens à remercier toute l'équipe de rédaction des éditions du Septentrion, principalement Gaston Deschênes, pour leurs commentaires judicieux.

## PREMIER CHAPITRE

### Le Québec au XIX<sup>e</sup> siècle

C'est un fait reçu de tous, le Bas-Canada, depuis deux ou trois ans, est plus pauvre qu'il ne l'avait été depuis un demi-siècle. Le numéraire a disparu ; le crédit est nul ; les propriétés foncières sont grevées d'hypothèques ; la banqueroute est l'ordre du jour ; le commerce est mort et l'agriculture menace de le suivre dans la tombe. Que nous reste-t-il donc ? Les manufactures ? elles ont été étouffées en embryon. L'exploitation des forêts ? elle a hâté la ruine du pays. Ce qui nous reste, je vais le dire ; c'est la pauvreté [...]<sup>1</sup>.

C'EST EN CES TERMES que le directeur du collège de Nicolet, J.-B.-A. Ferland, commentait la situation économique qui prévalait au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle au Québec. Il répondait ainsi au questionnaire préparé par le comité d'enquête mis sur pied en 1849 par l'Assemblée législative de la province du Canada afin d'analyser les causes de la migration vers les États-Unis, dont l'ampleur suscitait de vives réactions chez les élites politiques. Mais ce commentaire pourrait avoir été énoncé par des milliers de Canadiens français qui, où qu'ils résidaient, étaient témoins et victimes de cette détérioration de l'économie.

En fait, de 1760 à 1850, la société canadienne-française a été marquée par des transformations socioéconomiques et démographiques profondes qui ont engendré des difficultés économiques affectant à divers degrés l'ensemble de la population. La détérioration constante des conditions socioéconomiques a constamment obligé les Canadiens

français à réagir, à s'adapter à ces nouvelles situations et à élaborer diverses stratégies pour en limiter ses effets. Plusieurs options se sont présentées. La pratique saisonnière de la traite des fourrures, le travail temporaire dans les chantiers forestiers, l'exode rural, la colonisation et la migration vers les États-Unis, toutes des options qui impliquaient une mobilité spatiale, se sont avérées des stratégies de survie qui ont été expérimentées par des milliers de Canadiens français cherchant à pallier la détérioration de leurs conditions de vie.

### **Le développement socioéconomique du Québec**

La conquête de la Nouvelle-France en 1760 semblait avoir sonné le glas de la survie pour les Canadiens français en Amérique. En 150 ans d'existence, la population de la Nouvelle-France n'avait atteint que 70 000 habitants. Selon les dispositions du traité de Paris puis de la Proclamation royale de 1763, la disparition de la société canadienne-française semblait n'être qu'une question de temps<sup>2</sup>.

La réalité fut cependant tout autre. La faible immigration britannique vers le Québec, de même que les turbulences sociopolitiques des colonies américaines et la crainte qu'elles s'étendent au nord ont eu tôt fait de modifier l'attitude de la métropole face à sa nouvelle colonie. L'adoption de l'Acte de Québec, dès 1774, puis de l'Acte constitutionnel, en 1791, a permis à la population franco-catholique et à ses élites religieuse et économique de se réapproprier certaines prérogatives essentielles au maintien de leurs caractéristiques économiques, linguistiques et religieuses. L'Acte de Québec redonnait vie aux institutions canadiennes-françaises en réintroduisant le régime seigneurial et les lois civiles françaises tout en légalisant l'Église catholique et en garantissant aux Canadiens français le droit de pratiquer leur religion. De plus, dans le but de contrer le désir d'expansion vers l'Ouest des colonies américaines rebelles, l'Acte de Québec plaçait sous le contrôle colonial émanant de Québec un large territoire à l'ouest des Appalaches, autour des Grands Lacs, qui devenait ainsi partie intégrante de la réalité géopolitique du Québec. L'Acte constitutionnel de 1791, quant à lui, scindait la province en deux entités politiques, le Haut et le Bas-Canada, et réaffirmait le contenu de l'Acte de Québec, tout en amendant cependant une section de la loi de 1774 pour y insérer une disposition stipulant que toute nouvelle concession de terres soit

dorénavant effectuée en « franc et commun soccage », limitant ainsi le régime seigneurial aux régions déjà sous son influence<sup>3</sup>.

Ces changements constitutionnels ne sont néanmoins pas les seuls éléments qui ont permis le maintien de cette communauté. En fait, depuis le début du xviii<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>, la population du Québec a connu un développement démographique spectaculaire. Elle a augmenté à un rythme prodigieux, doublant tous les 27 ans, avec un taux moyen de natalité oscillant autour de 50 pour mille entre 1760 et 1850 ce qui, malgré un fort taux de mortalité, a produit néanmoins un taux d'accroissement naturel d'environ 25 pour mille<sup>5</sup>. Ce fort taux a propulsé la population du Québec vers des sommets, passant de 70 000 en 1765 à 161 000 en 1790 puis à 335 000 en 1814 et à 697 000 en 1844 pour finalement atteindre 890 000 habitants en 1851<sup>6</sup> dont 75 % étaient d'origine canadienne-française.

Cette croissance de la population canadienne-française s'est réalisée sans véritable contrainte au cours de la seconde moitié du xviii<sup>e</sup> siècle. Cependant, dès le début du xix<sup>e</sup> siècle, la pression démographique a commencé à créer certains encombrements dans plusieurs seigneuries. En fait, de 1784 à 1844, la population canadienne-française a augmenté de 400 % alors que la superficie des terres occupées n'a cru que de 275 %<sup>7</sup>. La nouvelle génération a été contrainte de se rendre aux confins des seigneuries pour s'établir.

Bien que les seigneuries comportaient encore des terres disponibles, cet élargissement du territoire d'établissement ne s'est toutefois pas réalisé sans difficulté. Voulant profiter des conséquences positives de la pression démographique sur le prix des terres et de l'émergence d'un commerce du bois de plus en plus profitable au début du xix<sup>e</sup> siècle, les seigneurs se sont montrés plus exigeants quant aux obligations (cens et rentes) et plus réticents dans la concession de nouvelles terres à des particuliers. Cette situation a forcé plusieurs Canadiens français à s'orienter vers de nouvelles régions d'établissement.

Au début du xix<sup>e</sup> siècle, les Canadiens français pouvaient aller s'établir dans les portions plus au nord et au sud des seigneuries de la vallée du Saint-Laurent. Cependant, ces terres, généralement de piètre qualité et isolées des voies de communication, ont exercé peu d'attrait. Les Cantons de l'Est constituaient une autre possibilité<sup>8</sup>. Cette région, ouverte à la colonisation britannique à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, offrait encore des possibilités d'établissement. Plusieurs obstacles décourageaient les

Canadiens français. Peu d'aménagement avait été réalisé à cette époque dans cette région et les voies de communication demeuraient fort rudimentaires. Les Cantons de l'Est revêtaient aussi un caractère résolument anglo-protestant et l'isolement dans lequel les Canadiens français se seraient retrouvés explique en partie leur réticence à s'y établir en grand nombre<sup>9</sup>. Mais c'est surtout le système de vente de terres appliqué dans cette région qui a rebuté les Canadiens français, dont peu comptaient sur le capital nécessaire à l'achat. Néanmoins, plusieurs Canadiens français s'y sont établis. En 1831, les Canadiens français ne représentaient que 20 % de la population<sup>10</sup>, soit environ 10 000 habitants. La mauvaise conjoncture économique des années 1830 et 1840 dans les seigneuries a toutefois stimulé les Canadiens français à s'y établir puisque la population francophone atteint 15 000 habitants en 1844 et 30 000 en 1851, soit 37 % de la population totale des Cantons<sup>11</sup>. Malgré ces possibilités d'établissement, les Canadiens français ont vécu au début du XIX<sup>e</sup> siècle de sérieux problèmes dans la recherche de nouvelles terres.

Afin de pallier ce problème, ils ont opté, à partir du début du XIX<sup>e</sup> siècle, pour une subdivision graduelle de la terre familiale<sup>12</sup>. Le recours à la subdivision est apparu à plusieurs comme une option valable et cette pratique fut répandue de plus en plus au Québec à partir des années 1820<sup>13</sup>. Toutefois, cette subdivision s'est avérée, à moyen terme, très néfaste en réduisant constamment la surface cultivable par famille et en diminuant d'autant sa productivité<sup>14</sup>. L'application répétée de cette méthode a mené à l'émergence graduelle d'une nouvelle entité territoriale dans les seigneuries, soit celle de l'emplacement. Ces emplacements représentaient des espaces de petite dimension, pouvant accommoder une construction et comprenant un lopin de terre, mais dont la taille réduite ne permettait plus qu'une agriculture d'appoint, insuffisante pour produire tout ce dont un ménage avait besoin pour sa survie. Cette réalité a transformé les fermiers en journaliers agricoles, cherchant à trouver sur le marché du travail salarié un revenu qui comblerait les pertes encourues par l'absence d'une agriculture réalisée sur une grande échelle. Ainsi, au cours des années 1820, un prolétariat rural a émergé, constitué d'un nombre de plus en plus important d'emplacitaires réduits à chercher de l'emploi rémunéré sur les fermes environnantes ou dans les petits villages voisins. Or, dans le marché du travail agricole et artisanal, la demande en main-

d'œuvre restait faible et irrégulière<sup>15</sup>. Sans terre et incapables de vendre leur force de travail avec régularité comme journaliers agricoles, ces Canadiens français sont donc devenus des candidats tout désignés à la migration afin de trouver de l'emploi.

De 1760 à 1850, la majorité de la population canadienne-française s'est maintenue dans un cadre de vie essentiellement rural et agricole. En 1760, 75 % de la population habitait des régions rurales. En 1851, la population rurale du Québec s'élevait encore à 70 % alors que Montréal et Québec regroupaient environ 30 % de la population<sup>16</sup>.

Au niveau économique, le Québec s'était développé au sein d'un système de type colonial dont le produit d'échange privilégié était la fourrure. Cependant, l'agriculture, et principalement la culture du blé, permettait d'accéder à l'autosuffisance<sup>17</sup>.

L'examen de l'évolution de la production de blé et de l'importance que ce produit représentait au sein des exportations agricoles au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle montre une très nette tendance vers une diminution<sup>18</sup>. En effet, plus le siècle a progressé, plus la proportion du blé dans l'ensemble des exportations agricoles a diminué. De plus, non seulement l'importance du blé par rapport aux exportations agricoles a diminué, mais sa production a également décliné. En 1827, elle atteignait 2,9 millions de boisseaux. En 1844, elle n'était plus que de 942 829 boisseaux<sup>19</sup>.

L'irrégulière production de blé au Québec a subi, à partir de 1833, un effondrement décisif<sup>20</sup>. Le fait qu'au cours des années 1830 le Québec soit dans l'obligation d'importer du blé haut-canadien et américain pour combler ses besoins démontre clairement l'importance des problèmes agricoles. Cet effondrement de la production de blé a été accentué par la manifestation de nombreux fléaux naturels au cours des années 1830 et 1840 au Québec. L'invasion de la « mouche à blé » durant les années 1830 a détruit les récoltes dans de nombreuses localités du Québec et a significé à court terme pour de nombreux fermiers une détérioration des conditions matérielles de vie, la disette et la misère.

Cette situation a eu aussi pour effet d'accroître l'endettement des fermiers. Déjà, depuis le début du siècle, la volonté de certains fermiers de mécaniser leurs moyens de production pour conserver ou accroître leur part du marché les avait poussés à avoir recours au crédit<sup>21</sup>. Mais la mauvaise conjoncture des années 1830 et 1840 a fait que l'endettement

a atteint des proportions alarmantes<sup>22</sup>. Il était de plus en plus difficile pour les fermiers d'honorer les emprunts<sup>23</sup> et plusieurs fermiers ont dû se départir de leurs terres. La vente forcée de terres par le fermier a eu pour effet de libérer une nouvelle main-d'œuvre qui est venue rejoindre les exclus de la subdivision des terres, augmentant ainsi le nombre de candidats à la recherche d'un travail salarié.

### Les stratégies de survie

Les Canadiens français ont donc eu à trouver des solutions, cette fois-ci à l'extérieur du secteur agricole. Parmi celles-ci, l'exode vers les centres urbains, la colonisation, le recours au travail temporaire dans la traite des fourrures, le travail saisonnier en chantiers et la migration vers les États-Unis se sont avérés des solutions qui ont été tentées par de nombreux Canadiens français. Nous nous attarderons toutefois seulement aux trois dernières options.

Or, toutes les stratégies expérimentées par les Canadiens français ont eu comme caractéristique commune le recours à une mobilité spatiale, à une mouvance, soit à l'intérieur soit à l'extérieur des frontières politiques. Cet élément a agi constamment comme soutien dans la recherche de solutions à leurs difficultés et comme appui dans l'élaboration de stratégies de survie. Ce recours à la mouvance constitue un trait distinctif, voire récurrent de la réalité socioéconomique et culturelle des Canadiens français dont l'origine remonte au tout début de la colonisation française sur le continent et qui doit être considéré attentivement de manière à mieux comprendre la nature des solutions choisies par les Canadiens français en situation de crise.

Paradoxalement, les manifestations de cette mobilité spatiale, ses répercussions et sa réalité historique ont été longtemps laissées dans l'ombre dans l'historiographie, surtout durant la période 1760-1930<sup>24</sup>. L'image à laquelle les chercheurs ont généralement associé les Canadiens français, surtout après la Conquête, fut celle qui les assimilait essentiellement à des êtres ruraux, conservateurs, et surtout sédentaires, des caractéristiques qui, au nom de l'idéologie de la «survivance» prônée par l'élite cléricale, pouvaient seules assurer la pérennité des particularités franco-catholiques et la survie des Canadiens français comme peuple distinct dans une Amérique du Nord anglo-protestante. Cependant, des études récentes ont démontré la centralité

et la puissance des mouvements migratoires au sein de la collectivité canadienne-française tout au long de son histoire<sup>25</sup>. Elles ont conclu que la mobilité chez les Canadiens français constituait un trait fondamental sur lequel il fallait se pencher si l'on voulait vraiment comprendre l'identité québécoise dans sa continuité<sup>26</sup>.

Cette propension des Canadiens français à se déplacer sur le continent trouve ses origines d'abord dans leur participation à la traite de fourrures.

### *La traite des fourrures*

La traite des fourrures a été au cœur du développement économique, géographique et social du Québec du xvii<sup>e</sup> siècle jusqu'au début du xix<sup>e</sup> siècle. Au-delà d'une agriculture rudimentaire qui a retenu une bonne portion de la population coloniale dans la vallée du Saint-Laurent, la traite des fourrures et sa rentabilité ont attiré un nombre important de colons vers ce type d'activité.

À l'origine, l'organisation de la traite était simple et le commerce était accessible à tous. Bien que l'exportation des fourrures ait pratiquement toujours été sous le contrôle de divers monopoles jusqu'à la Conquête<sup>27</sup>, chaque colon avait la possibilité de commercer directement avec les Amérindiens qui périodiquement se rendaient à Montréal, Québec et Trois-Rivières pour troquer leurs fourrures contre des marchandises<sup>28</sup>. Au fur et à mesure que le territoire de chasse s'est éloigné de la vallée du Saint-Laurent, les Amérindiens ont graduellement espacé leurs visites en colonie<sup>29</sup>, obligeant les colons à se rendre dans les villages amérindiens, troquant, le temps d'une expédition, leurs habits de colons contre le costume de « coureurs des bois », s'improvisant traiteurs et s'initiant à la géographie, aux voies de communication fluviale, à la culture et au langage des autochtones.

L'éloignement continu du territoire de traite a amené certains marchands à établir de nombreux postes de relais sur les grandes routes de commerce reliant Montréal aux Grands Lacs. Des postes comme Detroit, Michilimackinac, Sault Sainte-Marie, Fort-Michipicoten, Fort-Camanistigoyan, Fort Kaministiquia, Grand Portage et la baie des Puants, et plus au sud le Fort Miami (Indiana) et ceux de Vincennes et Kaskaskia en Illinois furent ainsi construits. Ces postes jouaient au départ le rôle de halte de ravitaillement pour les expédi-

tions. Mais ils sont devenus des points stratégiques servant de lieux de transit où les fourrures de l'Ouest étaient transportées avant d'être réacheminées vers Montréal<sup>30</sup>. Ces avant-postes ont constitué les bases sur lesquelles s'est appuyée la pénétration de la traite vers l'intérieur des terres. Très peu peuplés à l'origine, ces postes se sont transformés en îlots d'établissements semi-permanents dont le développement s'est maintenu jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>31</sup>. Les quelques résidents attachés à ces établissements ont pu développer une agriculture rudimentaire dont la production a assuré servi à la fois à leur auto-suffisance et à alimenter le commerce.

Le réseau de communication de la traite des fourrures a créé rapidement un lien étroit entre le Québec, et principalement Montréal, et la région des Grands Lacs qui s'est révélée le lieu de commerce privilégié. Avec le refoulement constant de la région de traite, les Grands Lacs ont constitué la plaque tournante autour de laquelle s'est articulé le commerce des fourrures.

Or, jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, cette étroite relation entre Montréal et la région des Grands Lacs a été perturbée à plusieurs reprises par des changements politiques. Le traité de Paris de 1763, l'Acte de Québec de 1774, la « Révolution américaine », le traité de Jay de 1794 et le traité de Gand en 1814 ont tous, à divers niveaux, modifié la relation étroite entre Montréal et la région des Grands Lacs. Mais elle s'est maintenue et les Canadiens français sont toujours demeurés présents dans la traite des fourrures jusqu'au premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle.

À partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le travail dans la traite est venu répondre plus précisément à un malaise qui se dessinait au niveau agricole. Les fermiers, et surtout leurs jeunes fils, s'y sont donc engagés. Cette volonté des jeunes de participer à la vie rude de l'Ouest s'explique « par le besoin qu'ont les jeunes gens en surnombre de gagner leur vie et par l'insuffisance des revenus de l'agriculture<sup>32</sup> ». Les nombreux départs vers les « Pays d'en Haut » à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle étaient à ce point réguliers qu'ils étaient perçus dans certaines régions du Québec comme un phénomène tout à fait normal<sup>33</sup>.

Par leur longue expérience de travail et leurs excellentes connaissances des voies fluviales, les canotiers canadiens-français sont demeurés une main-d'œuvre hautement convoitée. En 1798, par exemple, la North West Company, créée en 1785 par des marchands écossais,

comptait à son service 1257 travailleurs, agissant comme interprètes, guides et surtout comme canotiers et dont la grande majorité était d'origine canadienne-française<sup>34</sup>.

Cette relation entre les Canadiens français et la traite des fourrures a commencé à se relâcher en 1821 alors que les lieux de chasse de la North West Company se déplaçaient de plus en plus vers l'Ouest, là où la Hudson Bay Company concentrait ses activités depuis plusieurs décennies. Éloigné de plus en plus de Montréal, son port d'exportation, la North West Company est devenue rapidement moins compétitive face à la Hudson Bay Company, à un point tel que ses dirigeants devront accepter la fusion des deux compagnies en 1821.

Cette fusion a marqué un point tournant dans la participation des Canadiens français à ce marché du travail. La disparition de la North West Company a d'abord tari une source importante de travail d'appoint pour de nombreux Canadiens français qui avaient jusque-là dominé cette force de travail. Dorénavant, pour ces derniers, « l'Ouest ne s'atteignait plus dans le cadre d'une activité économique organisée<sup>35</sup> ».

Malgré ces bouleversements, les Canadiens français sont demeurés présents dans la traite. L'American Fur Company a, jusque dans les années 1840, maintenu une politique de recrutement qui favorisait leur embauche<sup>36</sup>. De 1827 à 1846, « nombreux sont non seulement les engagés et voyageurs canadiens au service de l'American Fur Company mais aussi les traitants et les représentants de la compagnie<sup>37</sup> ». Dès le début des années 1830, les principaux lieux d'exploitation des fourrures étaient définitivement rendus plus à l'ouest des Grands Lacs et les activités sur le territoire même du Michigan étaient sur le point de cesser. Dans cette situation, plusieurs Canadiens français affectés aux différents postes de traite de la région des Grands Lacs ont décidé de s'y établir. Et « [...] les descendants des traitants, des commis et des voyageurs canadiens-français devinrent des colons qui en territoire américain se fondirent dans le reste de la population<sup>38</sup> ».

Jusqu'en 1830, les Canadiens français ont donc maintenu leur participation à la traite des fourrures et ont continué à afficher une forte mobilité spatiale dans la région du Nord-Ouest et particulièrement à celle du Michigan. Les Canadiens français ne se sont jamais confinés aux limites géographiques du territoire national. Ils ont constamment fait preuve d'une absence de « conscience frontalière »

dans leur mouvement, allant là où les activités de la traite les menaient et conservant un accès direct aux Grands Lacs.

Leur participation à la traite paraît significative à plus d'un titre. À l'origine, la présence des Canadiens français dans ce marché du travail avait représenté une stratégie de survie à laquelle ils avaient fait appel ponctuellement pour améliorer leurs conditions de vie. Mais il y eut plus. Cette participation a ouvert de nouveaux horizons économiques aux Canadiens français. Elle leur a permis de sillonner la région des Grands Lacs, de se familiariser avec ses voies de communication, de prendre contact avec les postes de traite et d'évaluer les ressources dont ils disposaient. Elle a donc contribué à élargir leurs connaissances géographiques et à définir un territoire économique qui allait bien au-delà des frontières du Québec.

Ces connaissances n'ont probablement pas été étrangères au fait que, lorsque des difficultés économiques graves ont touché le Québec au cours des années 1830 et 1840, et que les stratégies de survie internes furent épuisées, amenant plusieurs Canadiens français à recourir à la migration, certains se soient rendus vers l'Ouest — et notamment le Michigan — à la recherche de meilleures possibilités.

Mais déjà, alors que les possibilités d'emplois dans le secteur de la traite se contractaient à partir des années 1830, au moment même où les difficultés agricoles au Québec se faisaient plus présentes, les Canadiens français avaient su développer depuis quelques années de nouvelles stratégies pour pallier la détérioration de leurs conditions de vie. Une d'entre elles fut de quitter vers les chantiers forestiers.

### *L'industrie forestière*

Avant le début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'exploitation forestière est demeurée un secteur marginal au Canada. Malgré la présence d'importantes ressources forestières, l'industrie du bois s'est limitée à la présence de modestes scieries disséminées sur le territoire. Les coûts élevés de transport entre la métropole et sa colonie nord-américaine ont constitué un obstacle important au développement d'une industrie forestière dynamique. L'Angleterre préférait s'approvisionner dans la région de la Baltique, où la production forestière était facilement accessible et moins coûteuse<sup>39</sup>. Ce n'est qu'au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle, alors que la conjoncture européenne est perturbée par les guerres napoléoniennes,

que Londres émit une politique commerciale protectionniste qui favorisa au Canada les débuts de l'exploitation forestière<sup>40</sup>.

L'exploitation des ressources forestières fut démarrée par des entrepreneurs américains, canadiens et britanniques dont plusieurs avaient quitté la région de la Baltique pour transférer leurs opérations au Canada afin de profiter du contexte économique favorable qui s'y installait<sup>41</sup>. Plusieurs régions canadiennes furent l'objet d'un développement mais c'est toutefois dans la région de la vallée de l'Outaouais que la première exploitation forestière fut lancée<sup>42</sup>. À cette époque, l'Outaouais couvrait un immense territoire, qui comprenait le bassin de la rivière des Outaouais et la zone reliant l'Outaouais à la baie Georgienne en passant par le lac Nipissing. La région s'étendait alors de la barrière du Long-Sault aux portes de la baie d'Hudson et des Grands Lacs. L'Outaouais était le pays des « coureurs de bois » et des « traitants », une région qui se trouvait au cœur de l'itinéraire que suivaient les fourrures quittant l'Ouest en direction de la vallée du Saint-Laurent<sup>43</sup>. Cette région comptait sur un immense potentiel forestier et sur un système fluvial adéquat pour le transport du bois qui, en peu de temps, ont transformé ce territoire vierge en une région forestière dominante au Canada<sup>44</sup>.

L'exploitation des ressources de la vallée fut amorcée par un entrepreneur américain originaire de Woburn, Massachusetts, Philemon Wright, qui, en 1797, vint explorer la région. Il y revient en 1800 pour s'y établir, amenant avec lui plusieurs bûcherons américains recrutés en Nouvelle-Angleterre. Il mit en place la première infrastructure urbaine de ce qui allait devenir la ville de Hull sur la rive est de la rivière des Outaouais et érigea la première scierie en 1801. Dès 1807, le premier radeau de bois équarri coupé dans les chantiers de Wright quittait l'Outaouais en direction du port de Québec, traçant ainsi l'itinéraire que suivraient pendant près d'un demi-siècle des milliers de radeaux de bois destinés au marché métropolitain<sup>45</sup>.

Les débuts de l'exploitation forestière ont eu cependant peu d'effet sur le peuplement de la région. Jusqu'en 1814, la vallée de l'Outaouais est demeurée très peu peuplée. La guerre européenne terminée, la demande en bois colonial s'est accrue sur le marché métropolitain. Elle a favorisé l'essor du secteur forestier et a créé de nouvelles occasions d'emplois qui attirèrent de nouveaux travailleurs, parmi lesquels se trouvèrent de nombreux Canadiens français. Le fait que le bois prenait

la direction du Québec pour être expédié vers la métropole via le port de Québec a créé des relations étroites entre ces deux régions, si bien que plusieurs comtés de la vallée du Saint-Laurent sont devenus les principales sources de main-d'œuvre pour les chantiers. Dans la conjoncture économique de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, « l'exploitation forestière [a] constitu[é] la porte de salut [sic] au milieu des difficultés nombreuses qui assaillaient la vallée du Saint-Laurent entre 1815 et 1850<sup>46</sup> ». À l'insuffisance de l'agriculture, le fermier a répondu par la migration saisonnière vers les chantiers. Plusieurs communautés de la vallée du Saint-Laurent ont été témoins d'un mouvement de va-et-vient saisonnier, un mouvement qui ne s'orientait plus comme auparavant vers les postes de traite de la région des Grands Lacs durant la saison d'été mais qui prenait plutôt la direction des chantiers forestiers de la vallée de l'Outaouais durant les mois d'hiver<sup>47</sup>. Plusieurs agriculteurs ont participé à cette migration saisonnière, mais ce sont surtout les fils de fermiers — ceux qui trouvaient difficilement du travail durant l'hiver et qui cherchaient à économiser en vue de s'établir sur une terre — qui ont été les plus nombreux à se présenter dans les chantiers de l'Outaouais<sup>48</sup>.

Les Canadiens français en sont venus rapidement à dominer la force de travail dans les chantiers<sup>49</sup>. Au cours des années 1830, toutes les grandes opérations de coupe dans la vallée étaient réalisées par une main-d'œuvre principalement d'origine canadienne-française<sup>50</sup>. Les livres de comptes de Wright indiquaient qu'entre 1832 et 1840 les Canadiens français constituaient pas moins de 90 % des 230 travailleurs employés dans ses divers chantiers. Des années 1810 aux années 1840, les Canadiens français ont toujours représenté plus de 50 % de la main-d'œuvre des chantiers de l'Outaouais<sup>51</sup>.

En se dirigeant vers les chantiers, les Canadiens français n'ont pas éprouvé de problèmes graves à s'adapter au travail dans les camps de bûcherons. Tous les fermiers, jeunes ou moins jeunes, étaient déjà familiers avec le maniement de la hache pour avoir souvent eu à défricher leur propre terre. Le travail de chantier s'inscrivait donc en continuité avec la culture de travail des Canadiens français.

À partir de 1835, l'industrie forestière de la vallée a bénéficié du marché américain qui s'est ouvert graduellement aux produits canadiens. Jusque-là, les besoins des villes américaines avaient été comblés

convenablement par les ressources forestières des États de New York et de la Pennsylvanie. Mais ces ressources montraient des signes d'épuisement, si bien que certains entrepreneurs américains ont manifesté de l'intérêt pour les produits canadiens<sup>52</sup>. Le marché américain était toutefois à la recherche de bois manufacturé pour répondre aux besoins de ses centres urbains en pleine croissance<sup>53</sup>. La demande américaine a accéléré la mise en place de scieries plus efficaces et mieux outillées à partir des années 1840. Le bois de sciage a pris une part de plus en plus importante dans les exportations, pour finalement remplacer le bois équarri dans les années 1850 comme principal produit de la vallée<sup>54</sup>.

Cette transformation a exigé une force de travail plus stable et plus importante numériquement. Le mouvement de va-et-vient des travailleurs a ralenti et de petites communautés canadiennes-françaises furent créées de part et d'autre de la rivière des Outaouais. Un grand nombre de Canadiens français, en provenance notamment de la région de Montréal et des comtés situés à l'ouest de l'île de Montréal, sont venus créer dans les années 1840 des communautés dans la région, au nord de la rivière des Outaouais, dans les comtés de Pontiac et de l'Outaouais, mais aussi au sud, dans les comtés de Glengarry, Prescott et Russell, formant même certains îlots d'établissement dans le comté de Carleton qui englobait la ville de Bytown (Ottawa). En 1844, ils étaient évalués à 3400, répartis dans les quatre comtés, alors qu'en 1850 leur nombre était estimé à 10 248, une augmentation de 300 % par rapport à 1844<sup>55</sup>.

La crise économique de 1837 obligea la métropole à réévaluer ses politiques commerciales et, en 1842, elle réduisit la protection accordée au bois canadien en diminuant du quart la taxe imposée au bois étranger<sup>56</sup>. Cette baisse a réduit les exportations du tiers entre 1841 et 1842<sup>57</sup>. Mais, plus significative, cette baisse des exportations laissa les entrepreneurs avec des surplus de production qu'ils furent incapables d'écouler, amenant un ralentissement notable des activités dans les chantiers<sup>58</sup>.

Toutefois, dès le milieu de la décennie, l'accroissement de la demande britannique est venue ramener une certaine stabilité dans le secteur. Les exportations canadiennes vers la Grande-Bretagne ont repris de la vigueur, atteignant près de 500 millions de pieds mesure de planche, un sommet jamais égalé<sup>59</sup>. Toutefois, dès février 1846, lors du

vote du budget, les autorités métropolitaines imposaient de nouvelles diminutions de tarifs sur le bois. Ces dispositions ont ouvert davantage le marché métropolitain aux produits étrangers et ont réduit conséquemment le niveau d'exportation de bois canadien qui, dès 1848, fut ramené autour de 350 millions de « pieds mesure de planche ». L'industrie forestière canadienne entra alors dans une période de crise dont les effets furent ressentis jusqu'en 1850.

Cette crise a eu un effet désastreux pour des milliers de ménages canadiens-français. La surproduction a amené les entrepreneurs à réduire leurs activités, entraînant d'importantes mises à pied. Les jeunes gens, les fermiers et les journaliers qui avaient pris l'habitude de se rendre aux chantiers chaque hiver voyaient disparaître leur revenu d'appoint. Pour plusieurs qui s'étaient établis dans la région, cette crise a signifié la perte de leur seul revenu<sup>60</sup>.

À partir du début des années 1850, la situation dans le secteur forestier s'est stabilisée. Ce secteur fut l'objet au cours des années suivantes de nouvelles réductions tarifaires qui libéralisèrent entièrement le marché britannique en 1866<sup>61</sup>, mais les besoins croissants du marché américain sont venus compenser. La décennie 1850-1860 fut témoin de la consolidation du processus d'industrialisation avec l'arrivée de plusieurs entrepreneurs du Maine et de l'État de New York<sup>62</sup>.

Le développement de l'industrie forestière dans la vallée de l'Outaouais a donc constitué une autre option qui s'est offerte aux Canadiens français. En cette période d'instabilité économique au Québec, la forêt constituait le seul secteur dynamique et créateur d'emplois. La crise qui a frappé dans ce domaine au cours des années 1840 a eu des effets encore plus pernicious. Les Canadiens français ont été amenés à réviser leur stratégie et à chercher ailleurs des solutions à leurs problèmes. Pour plusieurs, la migration vers les États-Unis s'imposa de plus en plus. D'ailleurs, plusieurs témoignages recueillis lors de l'enquête de 1849 ont révélé qu'au cours des années 1840 de nombreux ouvriers, journaliers et « draveurs » établis dans les comtés voisins de la vallée de l'Outaouais avaient quitté la région pour se rendre aux États-Unis. Le notaire L. Letellier, de la ville de Québec, soulignait que c'était « après avoir été à l'école des chantiers qui débouchent à Bytown qu'ils [les Canadiens français] vont chez nos voisins [américains]<sup>63</sup> ».

### *La migration vers les États-Unis : la Nouvelle-Angleterre*

La migration vers les États-Unis s'est avérée en fait une stratégie à laquelle de nombreux Canadiens français ont très tôt recouru<sup>64</sup>. La Nouvelle-Angleterre, le Midwest et même la lointaine Californie<sup>65</sup> sont apparus dès la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle comme des régions qui pouvaient répondre à leurs attentes. Qu'il s'agisse de trouver des emplois temporaires, d'acquérir des terres fertiles et à bon prix ou d'espérer la richesse rapide par la prospection minière, les États-Unis ont attiré très tôt bon nombre de Canadiens français. Au sein des diverses destinations possibles, la région de la Nouvelle-Angleterre, limitrophe au Québec, a constitué le pôle d'attraction le plus important.

En fait, dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, plusieurs Canadiens français avaient pris l'habitude de franchir la frontière pour profiter des emplois saisonniers dans les secteurs agricole et forestier du nord de la Nouvelle-Angleterre. Dès 1809, des chefs de ménage et leurs fils, originaires de Saint-Jean et de Missisquoi, au sud de Montréal, allaient régulièrement travailler dans l'État du Vermont. Suivant la rivière Richelieu et le lac Champlain, ils s'arrêtaient dans les communautés bordant le lac et s'engageaient pour la saison comme journaliers agricoles ou comme travailleurs forestiers. Au même moment, des Canadiens français en provenance de la Beauce sillonnaient la rivière Chaudière et les rivières Penobscot et Kennebec pour se rendre au Maine et s'engager dans les chantiers forestiers. D'autres encore, originaires de la ville de Québec et des comtés situés dans la région du Bas-Saint-Laurent, se rendaient au Maine en utilisant le portage du Témiscouata pour travailler aux champs ou dans les forêts<sup>66</sup>.

Ce mouvement migratoire est demeuré modeste au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Les six États de la Nouvelle-Angleterre regroupaient en 1840 8700 Canadiens français. De ce nombre, 8000, soit plus de 90 % du contingent, étaient concentrés dans le Maine et le Vermont, deux des États américains limitrophes au Québec, alors que les quatre autres États, situés plus au sud en Nouvelle-Angleterre, se partageaient une population de 700 individus<sup>67</sup> (voir tableau 1.1).

Ces migrations étaient avant tout temporaires. Les migrants se rendaient aux États-Unis avec l'objectif d'y travailler quelque temps, pour ensuite revenir au pays avec les épargnes accumulées afin

d'acheter une nouvelle terre, d'améliorer leur équipement ou de régler leurs dettes. Dans certains cas toutefois, ces migrations saisonnières, souvent annuelles et répétitives, ont donné naissance à des colonies semi-permanentes peu peuleuses. Au Vermont, par exemple, de petites concentrations se sont formées dans les régions forestières de Burlington, Winooski et de St. Albans, ainsi qu'au Maine, dans les régions agricoles de la Madawaska et d'Aroostook et dans les régions forestières de Waterville, de Skowhegan et d'Augusta<sup>68</sup>.

TABLEAU 1.1  
Population canadienne-française  
en Nouvelle-Angleterre, 1840-1860

États	Nombre			Accroissement (%)	
	1840	1850	1860	1840-1850	1850-1860
Connecticut	50	250	1 980	400	692
Maine	2 500	3 680	7 490	47	103
Massachusetts	500	2 830	7 780	466	140
New Hampshire	50	250	1 780	400	612
Rhode Island	100	300	1 810	200	503
Vermont	5 500	12 070	16 580	141	37
<b>Total</b>	<b>8 700</b>	<b>19 380</b>	<b>37 420</b>	<b>136</b>	<b>93</b>

Source : Yves Roby, *Les Franco-Américains*, Sillery, Septentrion, 1990, p. 18.

La concentration géographique de l'effectif démontre clairement qu'avant 1840 la proximité géographique, les possibilités d'emplois saisonniers et la présence de moyens de communication naturels ont contribué fortement à façonner l'orientation que les Canadiens français ont donnée à leur migration en territoire américain<sup>69</sup>.

À partir des années 1840, la Nouvelle-Angleterre a traversé une période qui a transformé profondément l'économie de la région et qui, conjuguée à la mauvaise conjoncture économique au Québec, a à la fois donné une nouvelle impulsion à la migration et amorcé une réorientation dans la destination des migrants.

En effet, l'économie américaine a connu un essor remarquable. Le processus d'industrialisation a démarré véritablement au sortir de la crise économique de 1837, entraînant dans son sillon l'ensemble de l'appareil manufacturier américain. La région du sud de la Nouvelle-

Angleterre, dont les États du Massachusetts, du Rhode Island, du Connecticut et du New Hampshire, là où était concentrée la majorité des industries manufacturières de coton, de laine et des usines de chaussures, a profité grandement de ce développement qui s'est traduit par la création de nouvelles manufactures et par une demande accrue en main-d'œuvre. L'augmentation du nombre de manufactures et la compétition féroce qui se développa ont amené les divers entrepreneurs à jouer d'audace pour accroître leur part du marché. Alors que les matières premières et la technologie étaient accessibles à tous les entrepreneurs à un prix semblable, le salaire versé aux travailleurs s'avérait le seul élément sur lequel les entrepreneurs pouvaient véritablement exercer un contrôle. La main-d'œuvre manufacturière, constituée à cette époque de jeunes filles de fermiers et des membres de familles agricoles, a donc subi durant les années 1840 des diminutions salariales répétées qui, conjuguées à une mécanisation accrue des moyens de production, ont créé un fort ressentiment et mené à plusieurs grèves et au départ volontaire d'une partie importante de la main-d'œuvre. Ces emplois vacants, de même que de nouveaux emplois liés à l'expansion manufacturière, requéraient peu de qualification et offraient de bas salaires. Ils furent comblés d'abord par les immigrants irlandais qui étaient arrivés plus tôt et en grand nombre dans la région, puis par des Canadiens français qui sont venus les rejoindre à partir des années 1850.

Des changements importants sont également venus bouleverser le secteur agricole. La Nouvelle-Angleterre n'avait jamais été une région idéale pour l'agriculture. La piètre qualité des terres, jumelée à une topographie peu propice à la culture, et principalement la culture du blé, avait constamment limité la productivité des terres et confiné les fermiers à une agriculture de subsistance. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les terres, exploitées de façon soutenue et intensive depuis de nombreuses décennies, montraient des signes d'épuisement. Cherchant à améliorer leur sort, plusieurs fermiers ont décidé de se départir de leurs fermes à l'est pour aller s'installer plus à l'ouest sur les terres nouvellement ouvertes à la colonisation et plus facilement accessibles depuis l'ouverture du canal Érié en 1825 et l'introduction de la navigation à vapeur sur les Grands Lacs.

Graduellement, la production de blé des terres de l'Ouest est venue compétitionner avantageusement la production de pauvre

qualité du Nord-Est. Les départs constants des fermiers vers l'Ouest ont contribué à accroître les difficultés des fermiers du Nord-Est. Car non seulement l'arrivée des produits de l'Ouest sur le marché limitait l'accès des produits agricoles du Nord-Est, mais les nombreux départs de familles agricoles privaient les fermiers d'une main-d'œuvre saisonnière essentielle lors des périodes des semailles et des moissons. De plus, les besoins en main-d'œuvre requis par le développement de l'industrie manufacturière, par les nombreux travaux d'infrastructure et par la construction de canaux et de chemins de fer ont attiré un nombre croissant de journaliers agricoles qui désertèrent les campagnes pour profiter de ces occasions d'emplois. Bien que plusieurs Canadiens français aient profité de cette rareté de main-d'œuvre pour trouver de l'emploi saisonnier sur les fermes du Nord-Est, le secteur agricole entraînait résolument dans une période de crise qui allait s'aggraver au fur et à mesure que la production de l'Ouest allait concurrencer celle du Nord-Est. Ainsi, la demande en main-d'œuvre saisonnière agricole a diminué, écartant ce secteur comme source d'emploi pour les Canadiens français.

Le secteur de l'exploitation forestière en Nouvelle-Angleterre fut également touché par certaines transformations. L'industrie forestière était concentrée surtout dans l'État du Maine, surnommé le « Pine Tree State », et qui, jusqu'en 1840, a dominé la production de pin blanc au niveau national<sup>70</sup>. L'industrie forestière tablait sur les communautés agricoles avoisinantes pour trouver une partie de la main-d'œuvre saisonnière requise pour les travaux dans les chantiers. La migration est-ouest des familles américaines a donc également privé l'industrie d'une partie de sa main-d'œuvre, permettant aux Canadiens français, qui avaient déjà pris l'habitude de s'y faire engager, d'avoir un accès plus large aux emplois dans les chantiers du Maine.

Toutefois, l'industrie forestière de cet État a traversé une période d'ajustement structurel à partir des années 1850 alors que l'épuisement de ses ressources en pin a obligé les entrepreneurs à se tourner vers l'exploitation d'autres essences moins en demande sur le marché, notamment l'épinette<sup>71</sup>. Cette conjoncture a créé des difficultés à plusieurs propriétaires qui décidèrent de quitter la région pour porter leurs activités plus à l'ouest, là où le pin était plus accessible. Bien que l'exploitation forestière au Maine se soit poursuivie pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, le départ d'entrepreneurs a réduit les possibilités d'emplois

dans ce secteur. Selon un témoignage recueilli lors de l'enquête de 1857, de jeunes Canadiens français qui avaient pris l'habitude d'aller travailler chaque hiver dans les chantiers du Maine ont cessé de s'y rendre à partir de 1855 après que plusieurs d'entre eux furent revenus sans salaire à la suite de la faillite d'entrepreneurs forestiers<sup>72</sup>.

Les nombreux changements socioéconomiques qui se sont produits en Nouvelle-Angleterre de 1840 à 1860 ont amené des modifications profondes dans les possibilités d'emplois et les pôles de développement économique et ont créé une forte demande en main-d'œuvre saisonnière qu'une migration plus vigoureuse des Canadiens français a contribué à combler. En effet, de 1840 à 1850, la population canadienne-française a plus que doublé en Nouvelle-Angleterre, atteignant 19 380 personnes en 1850, une hausse de 120 % par rapport à 1840. Cette augmentation démographique s'est poursuivie, bien qu'à un rythme un peu moins rapide entre 1850 et 1860, atteignant le chiffre de 37 420 personnes. Suivant l'émergence de nouveaux pôles de développement, les Canadiens français ont amorcé une réorientation de leur mouvement migratoire vers les États du Sud. Bien qu'en nombre absolu les États du Maine et du Vermont aient vu de 1840 à 1860 l'effectif canadien-français s'accroître constamment, leur attraction, en pourcentage, s'est toutefois fortement atténuée à l'avantage des États du Sud.

La tendance qui s'amorce dans la distribution des Canadiens français en Nouvelle-Angleterre ne doit pas nous faire perdre de vue que, de 1840 à 1860, le Maine et le Vermont ont maintenu leur domination sur tous les autres États comme destination principale des Canadiens français en Nouvelle-Angleterre. Ces États ont regroupé plus de 80 % de l'effectif en 1850 et près de 65 % en 1860. L'industrie forestière et, à un moindre niveau, le travail agricole et manufacturier ont donc continué à exercer une attraction sur les Canadiens français jusqu'à la guerre civile.

#### *La migration vers les États-Unis : le Midwest*

Mais « l'émigration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre ne fut qu'une facette de leur étonnante mobilité géographique<sup>73</sup> ». Et le Midwest américain — qui regroupe les États de l'Indiana, de l'Illinois, du Michigan, du Minnesota, de l'Ohio et du Wisconsin — a également

exercé une attraction chez bon nombre d'entre eux. Dès 1836, *La Gazette* de Montréal soulignait qu'un grand nombre de Canadiens avaient quitté définitivement les rives du Richelieu pour aller s'établir au Michigan<sup>74</sup>.

L'existence d'un mouvement migratoire vers la région du Midwest avant la guerre civile n'a rien de surprenant. Même si, contrairement à la Nouvelle-Angleterre, cette région était située à bonne distance du Québec, cet éloignement n'avait jamais jadis empêché les Canadiens français de s'y rendre régulièrement au temps de la traite et d'y créer de petites communautés.

De plus, à la lumière de la conjoncture agricole des années 1830 et 1840 au Québec, la possibilité d'acquérir des terres fertiles et à bon marché à l'Ouest fut perçue comme un exutoire par plusieurs familles agricoles qui désiraient fuir la réalité de misère sans pour autant renoncer définitivement à l'agriculture comme mode de vie<sup>75</sup>. Faute de terres fertiles à coloniser au Québec et devant l'absence d'un « Midwest » canadien, plusieurs familles ont envisagé leur migration vers le Midwest américain comme une solution valable, voire naturelle. Cette migration était d'autant plus logique que la haute productivité agricole des terres de blé du Midwest était en partie à l'origine des difficultés économiques que rencontraient les fermiers canadiens-français chez eux. Suivant le même raisonnement que celui qui avait guidé les fermiers du Nord-Est américain, certains fermiers canadiens-français ont jugé que l'avenir agricole se trouvait dans le Midwest et s'y sont dirigés. Bien que plusieurs jeunes hommes allaient travailler temporairement dans des chantiers forestiers du Michigan et du Wisconsin avant 1860, le mouvement migratoire vers l'ouest avant la guerre civile a revêtu un caractère permanent et familial, axé vers l'acquisition d'une terre et visant le maintien dans le secteur agricole<sup>76</sup>.

Malgré la distance qui séparait le Québec du Midwest, la migration vers la région des Grands Lacs s'effectuait dans de bonnes conditions. L'ouverture du canal Érié en 1825 avait transformé les déplacements jadis périlleux vers l'Ouest en un voyage plus rapide et sécuritaire. Les Canadiens français pouvaient emprunter différents itinéraires pour s'y rendre. Selon leur lieu de départ, ils pouvaient emprunter la rivière Richelieu, le lac Champlain et la rivière Hudson pour atteindre Albany et s'embarquer sur un des navires qui

sillonnaient régulièrement le canal Érié et atteindre le lac Érié et rejoindre l'Ouest. D'autres utilisaient les bateaux à vapeur et les voiliers qui se relayaient sur la « voie traditionnelle » d'accès vers le Sud-Ouest pour se rendre dans la région des Grands Lacs, en empruntant le Saint-Laurent et le lac Ontario, puis le canal Welland ouvert en 1829 pour atteindre le lac Érié et se diriger vers les terres de l'Ohio ou de l'Illinois<sup>77</sup>. D'autres enfin pouvaient utiliser le passage du Nord, via la rivière des Outaouais, la baie Georgienne puis le lac Huron pour rejoindre le lac Michigan via Michillimakinac et atteindre le Wisconsin, l'Illinois et l'Indiana<sup>78</sup>.

Avant 1850 la migration vers le Midwest se faisait dans de meilleures conditions que celles que devaient subir ceux qui voulaient atteindre la Nouvelle-Angleterre. Si la migration vers le Nord-Est se déroulait dans des conditions convenables pour ceux qui habitaient près d'un important cours d'eau donnant accès à cette région, les migrants qui résidaient dans des régions plus isolées devaient entreprendre un long voyage en charrette qui pouvait souvent durer de trois à quatre semaines<sup>79</sup>. Mais pour la majorité des Canadiens français qui résidaient à proximité du Saint-Laurent, la grande région des Grands Lacs était facilement accessible en empruntant les navires qui remontaient le fleuve.

Le Midwest ne fut pas pour autant accessible à tous. L'établissement sur une terre exigeait des familles qu'elles disposent d'un certain capital. Seules les plus fortunées ou celles qui pouvaient compter sur l'aide d'amis ou de parents déjà établis dans la région ont pu s'établir dans le Midwest.

Cette migration a donné naissance à plusieurs communautés. Une d'entre elles s'est développée en Illinois, autour du village agricole de Bourbonnais, dans le comté de Kankakee, au sud de Chicago. Cette colonie fut créée en 1830 par Noël Levasseur, d'origine canadienne-française, qui, après avoir été associé quelque temps à la traite des fourrures au début du XIX<sup>e</sup> siècle, s'est établi dans la région. Le développement démographique de ce village fut lent jusqu'au début des années 1840 alors que Levasseur entreprit un voyage de recrutement fructueux au Québec puisque près de 1000 familles canadiennes-françaises auraient répondu à son appel<sup>80</sup>.

Cette attraction est également confirmée par les conclusions auxquelles est parvenu le comité créé en 1849 par l'Assemblée légis-

lative sur l'immigration aux États-Unis. S'appuyant sur les observations des élites cléricales des diocèses de Montréal et de Québec pour la période 1844-1848, les membres du comité concluaient que les terres de l'Ouest américain avaient attiré un nombre important de familles canadiennes-françaises au cours de la deuxième moitié des années 1840. Selon les témoignages recueillis, la majorité des 1000 familles qui auraient quitté le diocèse de Montréal entre 1844 et 1848 avaient choisi le Midwest comme destination et se seraient dirigées vers la grande région de Chicago-Bourbonnais, vers St. Louis, Missouri, et vers l'État du Wisconsin. Les 4000 paroissiens qui auraient quitté le diocèse de Québec se seraient dirigés à peu près également vers les terres de l'Illinois, d'une part, et, d'autre part, vers les États du Maine, du Vermont et de New York<sup>81</sup>.

Ce mouvement vers le Midwest s'est poursuivi dans les années 1850. Les conclusions d'une seconde étude sur l'émigration menée en 1857 indiquaient que les migrants se partageaient maintenant à peu près également entre les États de l'Est et de l'Ouest. La majorité des familles qui se rendaient au Midwest s'établissaient dans l'Illinois et se livraient à l'agriculture, alors qu'une minorité, surtout des jeunes gens, travaillaient dans les chantiers forestiers, dans les scieries et dans les mines de fer du lac Supérieur au Michigan<sup>82</sup>.

L'amélioration des voies de communication au cours des années 1850 a favorisé le mouvement migratoire en direction du Midwest. La fin de la construction de l'Illinois Central Railroad (1853) dont l'itinéraire s'arrêtait dans la communauté canadienne-française de Kankakee, en Illinois<sup>83</sup>, et l'ouverture du canal Sault Sainte-Marie (1855) qui permettait un meilleur accès aux lacs Supérieur et Michigan ainsi qu'à la région de la Haute péninsule du Michigan, et au Wisconsin, ont grandement facilité les déplacements vers cette région. Le travail de recrutement du controversé père Charles Chiniquy auprès de ses ex-paroissiens des comtés de Bellechasse et de L'Islet a également contribué à l'augmentation de l'effectif canadien-français en Illinois<sup>84</sup>.

Si bien qu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle le Midwest comptait sur des communautés canadiennes-françaises bien organisées. La population canadienne-française en Illinois était estimée à près de 8000 habitants en 1851 et à près de 20 000 en 1859<sup>85</sup>. À Bourbonnais même, le nombre de Canadiens français était estimé à 7000 en 1856<sup>86</sup>. Au Wisconsin, on

en comptait près de 8000 en 1850 : 10 ans plus tard, le nombre de Canadiens français était estimé à 18 000<sup>87</sup>.

Cet attrait pour le Midwest s'est toutefois dilué à l'aube de la guerre civile. Les chercheurs sont unanimes à soutenir qu'à partir de 1860 la Nouvelle-Angleterre a supplanté l'Ouest comme destination privilégiée des Canadiens français<sup>88</sup>. Ils soulignent que l'établissement sur les terres de l'Ouest aurait exigé un capital important, que le voyage par bateau ou en train aurait été long et coûteux et que le Midwest ne vivait ni un développement important de son réseau ferroviaire ni une industrialisation massive, deux phénomènes que le Nord-Est expérimentait et qui auraient créé dans cette région de nouvelles possibilités d'emplois, détournant les Canadiens français des prairies de l'Ouest vers les manufactures du Nord-Est américain.

Si la Nouvelle-Angleterre fut davantage attrayante que le Midwest à partir de la guerre civile, les raisons données ne semblent pas satisfaisantes. Les causes évoquées par les auteurs ne sont pas des éléments nouveaux qui surviennent au cours des années 1850. Mis à part l'inauguration d'une liaison ferroviaire en 1851 liant Montréal et Portland, au Maine, les obstacles à la migration vers l'Ouest étaient présents avant 1860 et avaient fait partie de la réalité avec laquelle les migrants avaient dû composer au moment de quitter pour l'Ouest. De plus, de 1840 à 1860, alors que la migration semble partagée entre les deux régions, la Nouvelle-Angleterre jouissait déjà d'une position géographique avantageuse par rapport au Midwest et d'un développement économique plus diversifié qui aurait dû la favoriser largement comparativement au Midwest. Les causes de cette migration plus prononcée vers la Nouvelle-Angleterre sont donc à chercher ailleurs.

L'une d'entre elles est liée au fait que la « frontière » agricole, celle que certaines familles canadiennes-françaises voulaient atteindre par leur migration, s'était déplacée de 1840 à 1860 vers des régions beaucoup plus reculées et plus difficiles d'accès que ne l'avait été le Midwest, soit les Dakota, le Montana et le Kansas<sup>89</sup>. Compte tenu de la distance et des coûts inhérents à un tel déplacement, il est compréhensible que la « frontière » agricole américaine ait exercé moins d'attrait pour les Canadiens français et que plusieurs d'entre eux aient dû oublier leur « rêve » agricole pour se contenter des possibilités d'emplois manufacturiers que leur offrait la Nouvelle-Angleterre.

Une autre explication réside dans le fait que l'agriculture canadienne-française s'est redressée après la guerre civile en s'orientant progressivement vers l'industrie laitière<sup>90</sup>. La rentabilité de cette activité agricole reposait sur la capacité des fermiers de pouvoir acquérir les équipements nécessaires pour faire la transition. Les cultivateurs canadiens-français possédant un certain capital, ceux-là même qui avaient été les plus susceptibles de se diriger vers l'Ouest avant la guerre civile ont pu décider de rester au Québec, de prendre part plus activement à cette réorientation agricole. De leur côté, les fermiers les plus démunis n'ont pu véritablement y participer et ont dû se résoudre à se rendre dans le Nord-Est trouver du travail.

Il faut également nuancer l'assertion concernant l'absence de développement économique dans le Midwest au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. À l'instar de la Nouvelle-Angleterre, le Midwest a amorcé dans les années 1840 un processus d'industrialisation, différent certes de par sa nature de celui au Nord-Est. Cet essor a été soutenu, d'une part, par une amélioration sensible de ses moyens de communications et, surtout, par l'exploitation des ressources forestières et minières.

Enfin, l'ouverture à la colonisation d'un « Ouest canadien » à partir de 1870, après l'acquisition de la terre de Rupert des mains de la Hudson Bay Company et la création de la province du Manitoba par le gouvernement canadien, s'est avérée une nouvelle option pour les Canadiens français qui désiraient demeurer dans le secteur agricole. La possibilité d'aller résider au Manitoba a pu satisfaire ceux qui auraient été tentés d'aller s'établir sur la « frontière » agricole américaine<sup>91</sup>.

Ces explications permettent de mieux comprendre l'attrait de la Nouvelle-Angleterre. Toutefois, cette situation n'a pas pour autant mis fin à l'attraction qu'exerçait le Midwest dont les avantages se sont diversifiés à partir de la fin de la guerre civile. En marge du courant migratoire dominant vers la Nouvelle-Angleterre, les Canadiens français, avec des objectifs différents de ceux de leurs prédécesseurs dans la région, ont été de plus en plus nombreux à se diriger vers le Midwest<sup>92</sup>.

Au sein du Midwest, l'État du Michigan s'est avéré la destination par excellence des Canadiens français tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. En terme de migration canadienne-française, le Michigan a été pour le Midwest ce que le Massachusetts fut pour la Nouvelle-Angleterre. Alors qu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle le Wisconsin et l'Illinois comptaient

tous deux environ 8000 Canadiens français sur leur territoire, le Michigan en regroupait déjà près de 20 000<sup>93</sup>.

Vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la plus forte concentration de Canadiens français au Michigan se retrouvait dans les régions qui avaient servi jadis de chef-lieu à la traite, notamment dans la région du Sud-Est, principalement autour de Detroit. Le comté agricole de Monroe, adjacent au lac Érié, regroupait à cette époque de 7000 à 8000 Canadiens français, alors que les comtés agricoles voisins de Macomb et de St. Clair, au nord de Detroit, en comptaient de 4000 à 5000. Le comté de Wayne, qui inclut la ville de Detroit, en regroupait quant à lui près de 8000. Les Canadiens français formaient aussi d'autres concentrations plus faibles, notamment à Michillimakinac, ancien poste de traite, et sur les rives du lac Supérieur où quelques mines de cuivre et de fer étaient en exploitation<sup>94</sup>. En tout, vers 1850, ce sont près de 20 000 Canadiens français qui résidaient au Michigan, dont 14 000 étaient nés au Canada<sup>95</sup>.

En fonction des stratégies auxquelles les Canadiens français ont eu recours aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles afin de résoudre leurs problèmes économiques et agricoles récurrents, la migration vers le Michigan a constitué une option qui s'est inscrite en parfaite continuité avec le passé, tout en présentant un nouvel éventail de possibilités.

\* \* \*

Les Canadiens français, majoritairement ruraux, ont vécu lors de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle d'importantes difficultés économiques. Les pressions démographiques intenses et l'accès limité à la terre ont posé des problèmes sérieux aux Canadiens français. Ces derniers ne sont pas restés passifs et ont élaboré plusieurs stratégies dans le but d'améliorer leurs conditions de vie.

Dans un premier temps, les fermiers canadiens-français ont choisi de privilégier des solutions « internes », qui n'ont pas toutefois donné les résultats escomptés. Les Canadiens français ont donc opté pour d'autres solutions. L'engagement dans la traite des fourrures, et plus tard dans l'industrie forestière naissante — des stratégies qui relevaient toutes d'une mouvance — a été expérimenté afin d'améliorer leur situation. Les transformations structurelles de la traite dans les années 1820, conjuguées aux modifications de la politique tarifaire britannique

des années 1840, ont eu pour effet de rendre ces stratégies moins attrayantes. Les Canadiens français ont donc dû avoir recours plus massivement à la migration vers les États-Unis, une stratégie qui était loin d'être nouvelle, mais vers laquelle de plus en plus de Canadiens français vont se tourner.

Si le choix du lieu de migration fut guidé d'abord par des considérations économiques et géographiques, les expériences de travail antérieures ont grandement influencé l'orientation que les Canadiens français lui ont donnée. Parmi les destinations, ils ont choisi celles qui leur convenaient le mieux, selon leur culture de travail, leur structure familiale, les facilités d'accès et les objectifs économiques fixés. La Nouvelle-Angleterre a constitué une destination attrayante. Mais le Midwest, et particulièrement le Michigan, a très bien cadré dans leurs plans. La migration vers le Michigan s'inscrivait en parfaite logique avec la situation économique dans laquelle se trouvaient les Canadiens français au XIX<sup>e</sup> siècle, d'autant plus qu'elle était cohérente avec la tendance continentale menant irrésistiblement les gens de l'Est vers les terres de l'Ouest.

Il faut rappeler que l'engagement des Canadiens français dans la traite des fourrures ne leur a pas seulement permis d'améliorer leurs conditions de vie. Il leur a permis aussi de se familiariser avec toute la région de l'Ouest et surtout celle des Grands Lacs. Les déplacements continentaux et la réalité des Grands Lacs leur étaient familiers et constituaient des sujets faisant partie de leurs préoccupations dans leurs discussions quotidiennes. De plus, le territoire du Michigan a longtemps fait partie intégrante de la réalité géopolitique du Québec. En dépit des nombreux traités dont il fut l'objet, le Michigan est demeuré un territoire auquel les Canadiens français ont longtemps eu accès librement. La migration vers cette région n'a donc jamais été perçue comme une expatriation mais plutôt comme un déplacement à l'intérieur d'une réalité canadienne-française à laquelle appartenait le territoire du Michigan.

Une partie des problèmes agricoles au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle était intimement liée à la haute productivité du blé des terres du Midwest. Tout comme les Américains du Nord-Est qui ont quitté les terres peu productives de l'Est pour celles de l'Ouest, les Canadiens français, dépourvus d'un Ouest bien à eux, se sont approprié une partie de celui

des Américains. Les Canadiens français qui allaient travailler temporairement comme journaliers sur les fermes de la Nouvelle-Angleterre au début du XIX<sup>e</sup> siècle ont bien pris conscience que ces fermiers étaient aux prises avec des problèmes similaires aux leurs. Si la solution était valable pour les Américains, elle a dû paraître tout aussi valable aux Canadiens français. Enfin, notons que l'expérience de travail dans l'industrie forestière de l'Outaouais les a amenés à suivre cette industrie au gré des nouvelles régions d'exploitation, et notamment au Michigan.

Bref, si le Michigan, durant les années 1840 et 1850, s'est avéré une région attrayante pour les Canadiens français, c'est que cet État possédait, à la fois, un potentiel agricole et un potentiel industriel qui satisfaisaient bon nombre d'entre eux en fonction de leur culture de travail et des objectifs qu'ils s'étaient fixés. Le Michigan fut une destination naturelle pour les Canadiens français qui étaient porteurs d'expériences de vie et de travail compatibles avec cette réalité.

Au Michigan, les Canadiens français se sont dirigés particulièrement vers deux régions soit la vallée de la Saginaw et la péninsule de Keweenaw. Ces deux régions ont connu de rapides développements à partir de 1840 à la suite de l'exploitation industrielle de leurs ressources forestières et minières.



## CHAPITRE 2

# Le développement de la vallée de la Saginaw et de la péninsule de Keweenaw, 1840-1914

In a few years these impenetrable forests will have fallen; the sons of civilization will break the silence of the Saginaw; the banks will be imprisoned by quays; its current, which now flows on unnoticed and tranquil, through a nameless waste, will be stemmed by the prows of vessels. We are perhaps the last travelers allowed to see the primitive grandeur of this solitude<sup>1</sup>.

ALEXIS DE TOCQUEVILLE, 1831

### Le développement de la vallée de la Saginaw, 1840-1900

C'est en ces termes pour le moins prémonitoires qu'Alexis de Tocqueville, lors du voyage qui l'avait conduit dans la vallée de la Saginaw en 1831, entrevoyait le développement futur de la région<sup>2</sup>. Il avait vu juste. Durant le demi-siècle suivant, la vallée allait être témoin d'une colonisation importante qui, conjuguée aux débuts de l'exploitation forestière, allait modifier radicalement sa physionomie, et transformer cette zone « frontière » en une région dominante de l'industrie du bois au Michigan<sup>3</sup>.

#### *La colonisation de la vallée*

Avec ses immenses ressources forestières et sa proximité du vaste réseau hydrographique des Grands Lacs, le Michigan était bien

positionné pour devenir une région dominante dans la production forestière américaine<sup>4</sup>.

Au cœur de cette région forestière, la vallée de la Saginaw, située à l'est du Michigan, possédait tous les éléments nécessaires pour devenir un des plus importants centres forestiers de l'État. Située à l'embouchure de la baie de Saginaw, la vallée comptait sur un réseau hydrographique idéal pour ce type de développement. De nombreux affluents à bon débit drainaient une région fortement boisée de pin blanc de près de 6000 milles<sup>2</sup> (8880 km<sup>2</sup>) avant de se déverser dans la rivière Saginaw à lent débit et dont les 20 milles de longueur (30 km) étaient le site idéal pour ériger des scieries<sup>5</sup>. Aussi, la baie de la Saginaw offrait un accès direct aux lacs Huron et Érié, permettant à la production de la vallée d'atteindre facilement les marchés de l'Est<sup>6</sup>.

Mais, jusqu'au milieu des années 1830, il n'y a pas eu d'incitations à son développement puisque les premiers États producteurs de bois comme le Maine, New York et la Pennsylvanie fournissaient tout le bois nécessaire<sup>7</sup>. Il a fallu attendre quelques années avant qu'une conjoncture particulière s'installe au niveau continental, favorisant le développement forestier de la vallée.

La vallée de la Saginaw a connu un lent processus de colonisation. Organisée en comté et ouverte à la colonisation en 1822, la vallée de la Saginaw ne comptait en 1840 que 892 habitants<sup>8</sup>. L'accès difficile à un territoire densément boisé et la réputation d'insalubrité qui lui avait été accolée ont découragé les colons à venir s'établir en grand nombre dans la région avant les années 1830<sup>9</sup>. Certains colons s'y sont tout de même aventurés au début du XIX<sup>e</sup> siècle ; parmi eux, plusieurs étaient d'origine canadienne-française<sup>10</sup>. Dès 1815, Louis Campau, au service de l'American Fur Company, était assigné à Saginaw City pour établir des relations commerciales avec les Amérindiens et y ériger un poste de traite. Campau y a construit la première habitation de la vallée<sup>11</sup>. Quelques mois plus tard, alors que les relations commerciales avec les Amérindiens s'intensifiaient, la direction de l'American Fur Company envoyait, à Saginaw City, Jean-Baptiste Desnoyers, un autre de ses employés canadien-français pour appuyer Campau dans ses activités<sup>12</sup>. Alexis De Tocqueville, de passage en 1831 dans la région, rapportait que la population se limitait à une trentaine de colons blancs d'origine canadienne, britannique et américaine, habitant quatre à cinq maisons en rondins<sup>13</sup>. La population de la vallée, bien qu'elle ait plus que doublé

par rapport à 1830, demeurait toutefois sous la barre du millier, passant de 400 habitants à seulement 920 en 1837.

Plusieurs parmi ces nouveaux arrivants dans les années 1830 étaient d'origine canadienne-française. Jos Tromble, par exemple, originaire du comté de Wayne, situé dans le sud-est du territoire, s'est établi dans la vallée vers 1829-1830<sup>14</sup>. Venu pour faire le commerce des fourrures, il se portait acquéreur d'une terre au nord de Saginaw City sur la rive est de la rivière Saginaw, près de l'embouchure de la Baie de Saginaw. Cette localité prendra d'abord le nom de « Lower Saginaw » pour ensuite être rebaptisée « Bay City » en 1859<sup>15</sup>. Il y érigea un magasin-comptoir dont les affaires ont semblé profitables. À la suite de Jos, Leon Tromble est venu s'y établir en 1831. Originaire de Detroit et ancien traiteur de fourrures, Leon travailla comme agent agricole au service du gouvernement américain. Il entreprit seul la construction d'une habitation près de la rivière Saginaw et sa famille vient le rejoindre l'année suivante. En 1834, Benjamin Cushway et John B. Trudell, tous deux anciens commerçants de fourrures, sont venus également s'établir à Lower Saginaw. Trudell y érigea une habitation tout près de la demeure de Leon Tromble, tout comme Cushway qui lui ajouta une forge pour desservir les Amérindiens et les traiteurs<sup>16</sup>.

En 1835, Jos et Mader Tromble, deux neveux de Leon, arrivaient à Lower Saginaw par bateau. D'origine canadienne-française, ils sont considérés comme les véritables fondateurs de Lower Saginaw puisqu'ils furent les premiers à mettre la région en valeur et en exploiter le potentiel économique<sup>17</sup>. Les Tromble acquièrent plus de 300 acres de terre sur la rive est de la rivière et cherchèrent à stimuler l'établissement de nouveaux colons. Enfin, en 1836, Benoît Tromble s'amenait dans la région et achetait une terre de Jos Tromble, alors qu'en 1838 Jos Marsac, un chasseur de métier, également d'origine canadienne-française, est venu à son tour s'installer à Lower Saginaw<sup>18</sup>.

Cette première phase de colonisation voit arriver quelques promoteurs en provenance de l'Est qui se sont montrés intéressés par les avantages de la vallée. Un des plus importants est Norman Little. Originaire de l'État de New York, Little est le fils du D<sup>r</sup> Charles Little qui avait visité Saginaw City en 1822. Ce dernier avait acquis plusieurs acres de terre dans le but de mettre cette région en valeur<sup>19</sup>. Toutefois, c'est son fils, une décennie plus tard, qui a cherché à concrétiser le rêve paternel. Norman Little s'est établi à Saginaw City en 1835 et, en 1836,

il a acquis pour la somme de 55 000 \$ des holdings de la Saginaw City qui appartenaient au D<sup>r</sup> Abel Millington de Ypsilantis<sup>20</sup>. Little érigea les premières infrastructures villageoises dont une ville « frontière » a besoin afin de pouvoir accueillir convenablement promoteurs, spéculateurs et colons<sup>21</sup>.

Lower Saginaw s'est développé également dans les années 1830. Mais le rythme de développement fut plus lent. Après l'établissement des Tromble, Marsac, Trudell et autres, des promoteurs et des spéculateurs sont venus s'établir dans la région. Albert Miller, nommé juge du comté de Saginaw, s'est porté acquéreur dès 1836 d'un territoire au sud de Lower Saginaw, à l'embouchure de la rivière qu'il nomma Portsmouth, et chercha à attirer des investisseurs.

En 1837, James Fraser, un immigrant écossais arrivé récemment dans la région, s'installa à Lower Saginaw et créa la Saginaw Bay Land Company pour mettre la région en valeur. Cette compagnie a acquis une large partie des terres appartenant à John Riley, un Métis, qui possédait sur la rive est de la rivière à la hauteur de Lower Saginaw près de 640 acres qui lui avaient été octroyés par le traité de 1819. En 1843, Fraser décida de restructurer la Saginaw Bay Land Company en s'associant entre autres à James G. Birney, de New York, et à son beau-frère Daniel H. Fitzhugh, qui furent à l'origine du développement significatif que connaîtra Lower Saginaw à partir des années 1850<sup>22</sup>.

#### *Les débuts de l'exploitation forestière, 1840-1860*

Cette colonisation toute limitée et sans véritable plan directeur a créé les premières incitations au développement de l'industrie forestière dans la vallée<sup>23</sup>. C'est donc en réponse à une demande locale que les premières scieries sont créées dans les années 1830, marquant ainsi les débuts d'une exploitation préindustrielle des ressources forestières<sup>24</sup>. Dès 1832, les frères Gardner et Ephraim Williams, établis dans la région depuis 1827, ont érigé la première scierie à vapeur à Saginaw City<sup>25</sup>.

Une deuxième scierie est érigée en 1836. Surnommée « The Big Mill », elle fut construite sur la rive est de la Saginaw River, dans un petit village nommé Buena Vista, pour le compte de trois entrepreneurs de New York, Mackie, Oakley et Jennison<sup>26</sup>. Enfin, une autre scierie est érigée à Portsmouth en 1837 et financée entre autres par le juge Miller<sup>27</sup>. Les premières scieries étaient de petite taille et possé-

daient une capacité de production très limitée. La scierie érigée en 1832 pour les frères Williams n'avait qu'une capacité de production de 2000 pieds mesure de planche par jour, alors qu'à la même époque des scieries au Michigan pouvaient produire jusqu'à 10 fois plus<sup>28</sup>.

Ces modestes développements furent freinés par la crise financière de 1837. Mackie, Oakley and Jennison, de même que le juge Miller ont dû fermer leur scierie<sup>29</sup>. La reprise économique du milieu des années 1840 a suscité à nouveau l'intérêt des promoteurs et des colons du Nord-Est et de petits îlots de peuplement se sont développés autour de Saginaw City, East Saginaw et Lower Saginaw<sup>30</sup>.

Sur la rive ouest de la rivière Saginaw, trois petits îlots de peuplement se sont développés pour fusionner en 1877 et former West Bay City. Il s'agissait du village de Banks, qui fut créé dans les années 1830 par Joseph et son frère Mader Tromble, et du village de Salzburg fondé par Daniel Fitzhugh au moment où s'amorçait l'extraction de sel près de Saginaw City vers 1859-1860. Enfin, le village de Wenona fut érigé par Henry W. Sage qui acheta en 1863, avec John McGraw de New York, une centaine d'acres de terre entre Salzburg et Banks pour la somme de 21 000 \$ pour y construire une scierie moderne dont la production débuta en 1865<sup>31</sup>.

Si bien qu'entre 1830 et 1860 la vallée de la Saginaw s'est développée grâce aux efforts de promoteurs et d'entrepreneurs qui ont réussi, tant bien que mal, à mettre sur pied une infrastructure qui a su attirer des colons à Saginaw City, East Saginaw et à Lower Saginaw (Bay City). En 1860, ces villes comptaient respectivement sur une population de 1699, 3000 et 810 habitants<sup>32</sup>.

Mais, au-delà des efforts des promoteurs, le début de l'exploitation industrielle des ressources forestières fut l'élément central qui a véritablement donné le second souffle au développement de la vallée et stimulé l'arrivée massive de nouveaux colons<sup>33</sup>.

### *Les mutations dans l'industrie forestière*

Les années d'après-crise furent témoins d'importantes transformations économiques dans la vallée. L'exploitation forestière de type pré-industriel a fait place à une exploitation de type industriel à la faveur d'une conjoncture particulière dans l'industrie forestière qui a provoqué un déplacement des principaux lieux de coupe de pin et qui a

favorisé les débuts de l'exploitation massive des ressources forestières de la vallée<sup>34</sup>.

Depuis ses débuts, l'industrie forestière en Amérique du Nord s'était déplacée constamment sur le continent. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la première « frontière » du pin était dans la région du Nord-Est. Mais, graduellement — suivant la ceinture naturelle de pin qui s'étendait du Maine vers le Minnesota en traversant du côté américain New York et la Pennsylvanie et, du côté canadien, les provinces du Nouveau-Brunswick, du Québec et de l'Ontario pour finalement atteindre la baie d'Hudson —, la « frontière » forestière a progressé d'est en ouest en fonction de l'épuisement des ressources en pin facile d'accès<sup>35</sup>.

Le tableau 2.1 permet de suivre l'évolution de la « frontière » forestière américaine. Jusque dans les années 1830, le Maine, surnommé le « Pine Tree State », a dominé la production nationale<sup>36</sup>. Durant les années 1840 et 1850, l'État de New York délogeait la Maine et, en 1860, la Pennsylvanie détrônait New York. En 1870, le Michigan accédait au premier rang national, un titre qu'il a conservé jusque dans les années 1890.

La succession de différents États au titre du plus important producteur forestier national illustre bien l'itinéraire qu'a suivi la « frontière » du pin. Le déclin qu'a connu ces régions ne signifie pas pour autant que toute activité forestière y a cessé<sup>37</sup>. Il faut plutôt voir la marginalisation de certains États comme le résultat de leur difficulté à atteindre les ressources en pin et à les exploiter. Quand les ressources sont moins accessibles, les coûts de production sont plus élevés, augmentant les difficultés à écouler la production sur le marché et diminuant d'autant la rentabilité. Dans cette perspective, plusieurs entrepreneurs ont planifié leurs activités futures et ont porté leur attention sur la prochaine « frontière » forestière. Plusieurs d'entre eux ont acquis plus à l'ouest des terres à bois à faible prix, et ont érigé des scieries afin d'être en bonne position lorsque le développement forestier atteindra cette nouvelle « frontière »<sup>38</sup>.

Dès les années 1840, des entrepreneurs forestiers de l'est du continent ont démontré pour les ressources de la vallée un vif intérêt qui s'est traduit par des investissements importants. Leur arrivée a eu des répercussions appréciables sur la nature des opérations forestières dans la vallée. Cet effet peut sans doute être le mieux illustré par l'achat qu'ont réalisé les entrepreneurs Curtis Emerson, du Vermont,

TABLEAU 2.1

Liste des États forestiers les plus producteurs, 1840-1900  
 en terme de valeur de production (1840-1870)  
 et en terme de productivité (1870-1900)

Années	Rang				
	Premier	Second	Troisième	Quatrième	Cinquième
1840	New York	Maine	Pennsylvanie	Virginie	Caroline du Sud
1850	New York	Penn.	Maine	Ohio	<b>Michigan</b>
1860	Penn.	New York	<b>Michigan</b>	Maine	Ohio
1870	<b>Michigan</b>	Penn.	New York	Wisconsin	Indiana
1880	<b>Michigan</b>	Penn.	Wisconsin	New York	Indiana
1890	<b>Michigan</b>	Wisconsin	Penn.	Minnesota	Washington
1900	Wisconsin	<b>Michigan</b>	Minnesota	Penn.	Arkansas

Sources: Ces données sont tirées de la compilation réalisée par Martin D. Lewis dans une annexe de son livre *Lumberman from Flint*, Detroit, 1958, à partir des statistiques contenues dans la publication gouvernementale de Henry B. Steer, *Lumber Production in the United States, 1799-1946*, U.S. Department of Agriculture, Misc. Publication, n° 669, Washington, D.C., 1948, p. 11.

et Charles Grant, de New York, qui, en 1846, se sont portés acquéreurs de la vieille scierie de Mackie, Oakley et Jennison fermée durant la crise. Ils ont acheté la scierie pour la somme de 6000 \$. Mais ils ont acquis également 175 acres de terres de pin dans les environs et ont investi 10 000 \$ pour améliorer l'équipement vétuste de la scierie afin de hausser la capacité de production annuelle à trois millions de pieds, transformant ainsi un modeste « moulin à scie » en une scierie moderne pouvant produire pour un vaste marché<sup>39</sup>.

Dès 1847, le premier cargo de pin produit par l'Emerson Mill quittait la vallée en direction des quais de la C. P. Williams and Company d'Albany, New York, qui, avec Buffalo et Tonawanda, était l'un des plus importants centres de distribution de bois à l'Est<sup>40</sup>. L'excellent accueil qui lui est réservé a accru l'intérêt des entrepreneurs de l'Est envers la vallée<sup>41</sup>. Ce premier envoi de bois a marqué les débuts véritables de l'industrie manufacturière du bois de la région<sup>42</sup>.

Au début des années 1850, le *Bangor Daily Whig and Courier*, un quotidien de Bangor, Maine, annonçait à l'intention des entrepreneurs

de la région que 10 000 acres de terres de pin étaient à vendre dans la vallée de la Saginaw<sup>43</sup>. Les Murphy, Dorrs, Leadbetter, tous des entrepreneurs originaires du Maine, sont venus investir dans la vallée au cours des années 1850 et 1860<sup>44</sup>. Charles Merrill, qui avait exploité une scierie à Lincoln, Maine, est venu s'établir dans la vallée au milieu des années 1850 et C. K. Eddy a fait de même juste après la guerre civile<sup>45</sup>. Des entrepreneurs originaires du Vermont, dont Ammi W. Wright et Esra Rust, ont investi dans la région et exploité des scieries dans les années 1850<sup>46</sup>.

Des entrepreneurs forestiers de New York ont également manifesté un intérêt pour les ressources de la vallée. Samuel Webster, dans les années 1850, mais aussi Daniel Hardin, A. T. Bliss, W. S. Green, Albert F. Cook, James Tolbert et Wellington R. Burt dans les années 1860 ont, entre autres, investi dans la région<sup>47</sup>. Le plus connu d'entre eux fut sans doute Henry W. Sage, un entrepreneur d'Ithaca, New York, qui déménagea en 1864 ses chantiers situés au lac Simcoe en Ontario pour ériger avec son partenaire, John McGraw, la scierie la plus productive de la vallée à Wenona<sup>48</sup>. Enfin, même des entrepreneurs canadiens furent attirés vers la vallée. A. H. Mershon (Marchand), qui avait travaillé dans l'industrie forestière dans l'État de New York avant de retourner au Canada où il fut responsable d'une importante scierie, est venu s'installer à Saginaw en 1851 et, avec l'aide de Jesse Hoyt, érigea la première usine de sablage de la région<sup>49</sup>. L'arrivée de ces entrepreneurs s'est traduite par une augmentation du capital investi, par la création de nouvelles scieries plus productives et par une plus forte demande en main-d'œuvre.

En 1840, le comté de Saginaw ne comptait que six scieries, avec un capital investi de 18 000 \$ soit un investissement moyen de 3000 \$ par scierie. Dix ans plus tard, le nombre de scieries avait augmenté à huit, mais le capital investi atteignait 103 000 \$, soit une moyenne de 12 950 \$ par scierie, une hausse de plus de 300 %. De 1850 à 1855, le nombre de scieries est passé de 8 à près de 60. De 1850 à 1855, la production est passée de 7 millions de pieds mesure de planche à près de 100 millions de pieds et le nombre de travailleurs est passé d'une centaine à 843<sup>50</sup>.

Les entrepreneurs de l'Est ont également doté les nouvelles scieries de moyens de production à la fine pointe de la technologie. La vapeur devint le principal moyen d'alimenter les scieries en énergie, actionnant plus de 90 % d'entre elles en 1860<sup>51</sup>. Des scies plus perfor-

mantes furent également introduites dans les années 1840 et 1850, notamment des « gate saws », « mulay saws » et scies circulaires, permettant d'améliorer la productivité et la qualité de la coupe<sup>52</sup>.

L'exploitation industrielle des ressources forestières a posé des problèmes de recrutement aux entrepreneurs. Ce problème n'était pas nouveau. Chaque fois que la « frontière » forestière avait progressé vers des régions isolées et moins peuplées, ils avaient dû faire face à ce problème<sup>53</sup>. Dans la vallée, le développement démographique des communautés agricoles avait permis de combler en partie cette nouvelle demande<sup>54</sup>. Mais, dans les années 1850, la communauté avoisinante n'a pu suffire. En 1854, le journal *Saginaw Times* faisait paraître une annonce indiquant que l'ouverture de nouvelles scieries dans la région nécessitait la présence immédiate de 500 nouveaux travailleurs dans la vallée<sup>55</sup>.

Pour pallier cette situation, les entrepreneurs du Nord-Est avaient établi une stratégie de recrutement qui consistait à puiser les travailleurs qualifiés à même leur ancienne force de travail dans les centres forestiers de l'Est et à les amener avec eux vers les nouvelles régions d'exploitation de l'Ouest<sup>56</sup>. Dès les années 1830, plusieurs entrepreneurs du Maine recrutaient déjà des travailleurs du Nord-Est pour les assister dans leur déplacement vers l'Ouest<sup>57</sup>. En 1838, certains d'entre eux annonçaient dans le quotidien *Daily Whig and Courier*, de Bangor, qu'ils requéraient les services de travailleurs familiers avec l'utilisation de scies circulaires, de même que de charretiers et de bûcherons pour travailler dans les forêts de pin de l'Ouest<sup>58</sup>. De nombreux travailleurs employés dans les forêts du Maine, du Vermont ou de l'État de New York se sont donc retrouvés dans les États de la Pennsylvanie et du Michigan<sup>59</sup>. Cette stratégie de recrutement a transformé les travailleurs forestiers en travailleurs migrants, imitant en cela l'industrie à laquelle ils étaient liés en se déplaçant au même rythme que la « frontière » forestière<sup>60</sup>.

Il est difficile d'évaluer combien de travailleurs forestiers de la vallée sont venus à partir des États de l'Est. Mais il semble que la grande majorité des travailleurs qualifiés y furent recrutés<sup>61</sup>. Les conditions s'y prêtaient d'ailleurs particulièrement bien. L'épuisement des ressources dans les régions d'origine réduisait graduellement les possibilités d'emploi et les travailleurs se retrouvaient rapidement devant un dilemme : devenir fermier dans un secteur en déclin dans le

Nord-Est ; travailleur dans l'industrie manufacturière embryonnaire ; ou travailleur forestier, suivant l'industrie forestière dans son déplacement. Plusieurs travailleurs expérimentés ont choisi la dernière option qui leur assurait une continuité dans l'emploi<sup>62</sup>. Ainsi s'est-il créé un marché migratoire du travail dans l'industrie du bois, créant des relations directes entre les anciennes et les nouvelles régions d'exploitation.

Avant la guerre civile, la grande majorité des travailleurs forestiers de la vallée provenaient donc des États de l'Est, et principalement du Maine, du Vermont, de l'État de New York et de la Pennsylvanie, avec quelques-uns en provenance de l'État voisin de l'Ohio<sup>63</sup>. Ces Américains n'ont toutefois pas été les seuls à contribuer à la force de travail. Progressivement, des milliers d'immigrants d'origine allemande, irlandaise, scandinave et canadienne, tant anglophones que francophones, se sont intégrés à la force de travail de la vallée<sup>64</sup>.

À cette époque, le travail forestier ne constituait souvent qu'un travail d'appoint. La grande majorité de la population de la région vivait d'abord de l'agriculture et allait chercher en hiver un revenu complémentaire en travaillant dans les bois ou en vendant à la scierie voisine le produit du défrichage de leur terre. Cette complémentarité entre l'agriculture et le travail forestier fut parfaite avant la guerre civile. Cependant, après la guerre civile, les besoins plus importants des scieries en bois ont prolongé la durée des opérations de coupe, si bien que la complémentarité fut beaucoup moins nette. Cette situation a amené les compagnies forestières à rechercher une main-d'œuvre plus nombreuse, mais aussi plus étroitement liée à l'industrie forestière<sup>65</sup>.

#### *La nature des travaux et les conditions de travail dans l'industrie forestière*

Les opérations liées à l'exploitation forestière peuvent se diviser en trois types bien précis : la coupe des arbres en forêt, le transport des billots vers les scieries et, enfin, la transformation des billots en planches dans les scieries. Mais, quel que soit le type d'activités, la main-d'œuvre recrutée fut tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle essentiellement masculine. La grande majorité des opérations requéraient chez ceux qui les exécutaient de grands efforts physiques que peu d'enfants ou de femmes étaient en mesure d'effectuer.

La durée de la saison de coupe pouvait varier selon les conditions climatiques mais, en général, elle s'amorçait au début de l'automne pour se terminer au début du printemps<sup>66</sup>. Avant la guerre civile, les camps étaient construits de manière fort rudimentaire. Compte tenu de la présence de pin à courte distance, les premiers camps étaient situés à proximité des villages et généralement près d'un cours d'eau. Les activités étaient à cette époque très simples et se limitaient à la coupe des arbres, à leur transformation en billots et à leur transport vers la scierie voisine ou vers les rives d'un cours d'eau avoisinant, de manière à ce qu'ils puissent facilement, avec la débâcle du printemps, flotter sur la rivière vers la scierie.

Les activités reliées à la drave n'ont débuté dans la vallée que dans les années 1850 puisque la proximité des lieux de coupe et des lieux de transformation avait rendu jusque-là cette opération inutile. C'est au printemps, au moment où les glaces se mettaient à fondre et que le niveau d'eau était suffisamment élevé, que s'amorçait la drave. Au début, soit avant 1850, les draveurs étaient recrutés surtout parmi les bûcherons qui avaient travaillé durant l'hiver dans les camps. Mais, rapidement, les compagnies forestières firent appel à des spécialistes pour ce genre de travail qui commandait des salaires élevés de 2,50 \$ par jour en moyenne<sup>67</sup>. Leur travail consistait d'abord à libérer les billots entreposés près des cours d'eau durant l'hiver et encore emprisonnés sous la neige et la glace. Les draveurs devaient par la suite contrôler la direction des billots sur ces rivières à fort débit à l'aide d'une pôle, de manière à ce qu'ils atteignent la scierie le plus rapidement possible. La drave avait lieu du mois d'avril à la mi-novembre, mais la durée de cette opération pouvait varier en fonction de la quantité de billots à livrer<sup>68</sup>. Une fois la drave amorcée, pas de repos : dans la mesure où il n'y avait pas moyen d'arrêter le courant, il fallait y aller jusqu'à la fin de la saison. Grâce à l'évolution et à la diversification des opérations forestières dans les années 1850 avec l'arrivée de plusieurs compagnies forestières dans la vallée, Charles Merrill, lui-même un entrepreneur de la région, mettait sur pied en 1856 une compagnie privée de drave sur la rivière Tittabawassee pour amener les billots vers sa scierie de East Saginaw sur la rivière Saginaw<sup>69</sup>.

Une fois les billots arrivés à proximité de la scierie, la dernière opération consistait à transformer ces billots en planches. Jusqu'au milieu des années 1870, les scieries de la vallée furent construites tout près de

la Saginaw River puisque les rivières constituaient, jusque-là, le seul moyen d'alimenter les scieries en bois. Une fois les billots arrivés près de leurs scieries respectives, ils étaient tirés de l'eau par un système de poulies et de cordes qui les hissait sur une rampe vers le premier étage où ils étaient coupés dans le sens de la longueur. Les planches étaient ensuite sablées sommairement puis mises à sécher sur les quais des compagnies près de la rivière, prêtes à être embarquées sur des navires en direction des marchés de l'Est. Ces processus de transformation s'amorçaient en avril ou en mai pour se terminer en septembre-octobre<sup>70</sup>.

Au début, ce furent essentiellement des fermiers voisins, ou les fils de fermiers américains ou immigrants, qui ont constitué la force de travail dans les scieries. Et même si certains travailleurs apprenaient rapidement les rudiments du travail en scierie, dans les années 1850, plusieurs entrepreneurs ont décidé de faire appel de plus en plus à une main-d'œuvre spécialisée expérimentée qui travaillait déjà à l'Est<sup>71</sup>.

Avant la fin des années 1850, les conditions de travail dans toutes les phases de l'exploitation forestière dans la vallée étaient dans l'ensemble difficiles. Avant les années 1870, les camps étaient généralement de petite taille et produisaient peu. Ils pouvaient accommoder entre 20 et 30 travailleurs, souvent moins, et ne produisaient que de 1,5 à 3 millions de pieds mesure de planche par saison<sup>72</sup>. Les travailleurs des chantiers travaillaient du lever au coucher du soleil, six jours sur sept, alors que le dimanche était une journée de repos<sup>73</sup>.

Dans les camps, les travailleurs étaient isolés et se trouvaient souvent à la merci de leurs employeurs. De plus, le travail de coupe pouvait causer de graves accidents. En fait, lacérations profondes, fractures dues à la chute d'arbres et maladies contagieuses (variole, typhoïde) étaient communes chez les travailleurs en forêt. De plus, la distance qui séparait généralement le lieu de coupe et le lieu où des soins adéquats pouvaient être prodigués était telle que plusieurs blessures ou maladies, bénignes au départ, devenaient souvent fatales. Comme le disaient certains bûcherons à l'époque, le travail en forêt était si dangereux que « going to the pineries [was] like going to the war<sup>74</sup> ». On savait dans quel état on y entrait mais on ne savait jamais dans quel état on en ressortirait. Le travail des bûcherons était si dangereux qu'il fut longtemps qualifié de « Widow-maker »<sup>75</sup>. Il n'est pas étonnant de constater que les principales revendications des tra-

vailleurs aient porté surtout sur l'amélioration de la sécurité au travail et sur une meilleure salubrité des camps. L'insatisfaction des travailleurs face à leurs conditions de travail s'est manifestée particulièrement par une très forte mobilité de la force de travail dans les chantiers forestiers.

Les camps qui comptaient sur un effectif imposant étaient généralement ceux qui offraient les meilleures conditions de travail ; l'investissement initial pour l'ouverture du camp avait été si important que les entrepreneurs ne désiraient pas voir la production perturbée par une main-d'œuvre trop fluctuante<sup>76</sup>. Toujours pour réduire les départs volontaires, plusieurs compagnies avaient instauré des plans de bonis — pouvant équivaloir à 10 % du salaire saisonnier — qui étaient remis seulement aux travailleurs qui étaient demeurés à l'emploi de la compagnie pendant toute la saison<sup>77</sup>.

Les travailleurs en forêt recevaient un salaire qui variait selon leurs qualifications. Avant la guerre civile, ils recevaient, en moyenne, un salaire oscillant entre 20 \$ et 26 \$ par mois, soit autour d'un dollar par jour de travail, incluant le gîte et les repas<sup>78</sup>. Le paiement du salaire était effectué en chèques de salaire différé (*time checks*). Ces chèques étaient encaissables aux bureaux de la compagnie situés dans le village voisin<sup>79</sup>. Dans certains cas, les employeurs payaient leurs employés en partie en argent et en partie en marchandises au moyen de bons échangeables à un magasin général propriété de la compagnie forestière<sup>80</sup> situé dans le village voisin. Évidemment, tous les achats effectués par les travailleurs durant la saison de coupe, que ce soit du tabac, des vêtements ou de nouvelles bottes, étaient scrupuleusement notés et soustraits du salaire à verser à la fin de la saison.

Dans les scieries, les salaires versés variaient également selon les qualifications des travailleurs. Vers 1850, le salaire moyen d'un travailleur en scierie était de 1 \$ par jour. En 1860, il était à 1,12 ½ \$<sup>81</sup>, soit de 30 \$ à 50 \$ par mois, mais les travailleurs devaient se nourrir et se loger<sup>82</sup>. Avant 1880, la journée de travail était de 12 heures. Dans les scieries, contrairement aux opérations de coupe et de drave, les enfants et les femmes pouvaient trouver plus facilement des emplois. Les enfants étaient souvent engagés comme garçons à tout faire, balayeurs ou messagers, et étaient payés la moitié du salaire d'un adulte mâle. Les femmes ont occupé surtout des postes de commis dans les scieries et recevaient en moyenne entre 25 % et 30 % du salaire d'un homme<sup>83</sup>.

Les travailleurs des scieries étaient payés, selon les employeurs, à la semaine, deux fois par mois ou plus généralement une fois par mois<sup>84</sup>.

*La guerre civile et la consolidation  
du développement forestier, 1860-1880*

La guerre civile a perturbé profondément le développement du secteur forestier, créant des problèmes financiers sérieux pour les compagnies, provoquant une contraction des marchés, une importante pénurie de main-d'œuvre et une baisse de la production<sup>85</sup>. Toutefois, dès 1863, la situation s'était stabilisée et la production atteignait près de 134 millions de pieds mesure de planche, soit près de 10% de plus qu'en 1860. Mais à partir des années 1870, comme le montre le tableau 2.2, le nombre de scieries se stabilise et la production augmente de façon constante, atteignant un record de plus de un milliard de pieds mesure de planche en 1882. Cette hausse de production a eu des répercussions sur les occasions d'emplois. En 1860, les scieries de la vallée employaient en moyenne 14,2 travailleurs. Or, en 1870, elles employaient en moyenne 46,1 travailleurs<sup>86</sup>.

La vallée de la Saginaw est devenue le lieu de production par excellence au Michigan après la guerre civile. Ce développement s'est appuyé sur l'introduction de nouvelles technologies qui ont permis d'améliorer la productivité mais qui ont aussi modifié sensiblement les relations relativement harmonieuses qui avaient caractérisé jusque-là les rapports entre les entrepreneurs et les travailleurs.

Les camps forestiers furent les premiers à subir des transformations importantes. Avec l'épuisement des ressources forestières à proximité des villages, les entrepreneurs ont établi leurs chantiers plus à l'intérieur des terres, rendant ainsi leur accès plus difficile. Au nombre des améliorations, la scie, plus rapide et plus facile à manier, est venue remplacer graduellement la hache. L'application plus rigoureuse d'une division du travail et l'engagement de travailleurs spécialisés ont contribué aussi à améliorer l'efficacité et la productivité des camps. Les travailleurs besognaient encore 12 heures par jour et six jours par semaine. Les salaires, généralement versés aux travailleurs des bois sous forme de chèque à paiement différé, ont continué à varier selon le type d'emploi. Mais, en moyenne, ils se sont maintenus autour

TABLEAU 2.2

Nombre de scieries et production de pin en millions de pieds,  
dans la vallée de la Saginaw, 1850-1892

Année	Nombre de scieries	Production	Année	Nombre de scieries	Production
1850	8	8	1872	n.d.	602
1852	n.d.	90	1874	n.d.	583
1856	n.d.	110	1878	64	574
1858	43	106	1880	57 ou 61	873
1860	57	125	1882	70	1011
1862	77	128	1884	70	964*
1864	77	215	1886	64	785
1866	n.d.	349	1888	63	863
1868	89	457	1890	58	815
1870	83	577	1892	n.d.	708

Sources : Les informations contenues dans ce tableau sont tirées de différentes sources. S'il y a convergence de vues quant à l'évolution de la production, les auteurs ne s'entendent pas tous sur le nombre de scieries en opération dans la vallée à différentes époques. Dunbar, 1980, p. 397; Sweet, 1900, p. 499-500; Leeson, *History of Saginaw*, Chicago, 1881, p. 383, 389; Benson, 1976, p. 210; George Lewis et C.B. Headley, *Annual Statement of the Business of Saginaw Valley and the Shore for 1868*, East Saginaw, 1869, p. 3-4; *Lumberman's Gazette; The Industries of the Saginaws. Historical, Descriptive and Statistical* (East Saginaw, Michigan, 1887), p. 32-39.

\* Données tirées de l'*Annual Review of the Saginaw Board of Trade* qui a publié de 1880 à 1892 le résumé des activités économiques dans la vallée. Avant 1884, le Board of Trade donnait séparément la production de pin et de bois dur. Par la suite, l'organisme additionne les deux types de production, ce qui donne une production plus élevée et explique que mes chiffres soient différents dans certains cas de ceux qui sont généralement indiqués pour la production de pin. Notons qu'en 1890 il fut impossible de séparer les deux types de production.

de 20 \$ à 25 \$ par mois, allant de 15 \$ pour les journaliers jusqu'à 30 \$ à 40 \$ par mois pour les travailleurs qualifiés<sup>87</sup>.

La composition ethnique de la main-d'œuvre, relativement homogène avant la guerre civile, s'est fortement diversifiée par la suite. Aux Américains, aux Allemands, aux Irlandais et aux quelques Canadiens se sont ajoutés des Suédois, des Polonais et même des Amérindiens auxquels se sont joints des Canadiens français et des Canadiens anglais en plus grand nombre<sup>88</sup>.

L'amélioration toute relative des conditions de travail n'a pas pour autant éliminé le problème récurrent des entrepreneurs, soit la forte mobilité des travailleurs des bois. Les conditions de travail sont demeurées difficiles et la qualité de la nourriture de même que les conditions sanitaires laissaient encore souvent à désirer.

Enfin, l'introduction, dans les années 1870, du « *railroad logging* », soit des chemins de fer étroits, comme une solution de rechange aux rivières pour acheminer les billots vers les scieries a modifié profondément l'industrie forestière. Elle a cessé de dépendre des conditions climatiques pour produire pendant toute l'année<sup>89</sup>. Cette prolongation de la saison de la coupe, conjuguée aux effets de la politique de coupe des compagnies forestières, dont le mot d'ordre se résumait souvent à « *Cut out all you can and get out* », a épuisé rapidement les ressources forestières et accéléré la mouvance de la « frontière » du pin vers de nouvelles régions.

Mais c'est le travail en scierie qui a ressenti le plus vivement les effets de la modernisation des moyens de production. Celle-ci s'est d'abord traduite par l'introduction de scies plus performantes<sup>90</sup> qui ont grandement augmenté la productivité. En 1860, une scierie devait engager un travailleur pour chaque 1000 pieds de bois mesure de planche qu'elle voulait produire par jour; en 1888, avec la même force de travail, elle pouvait produire trois fois plus<sup>91</sup>. Les salaires ont augmenté de manière sensible, passant en moyenne de 1 \$ par jour en 1850 à 2,30 \$ en 1872<sup>92</sup> (voir le tableau 2.3).

Enfin, au cours des années 1870, le chômage structurel s'est installé. Auparavant, ces périodes d'inactivité étaient courtes et concentrées surtout au printemps, à la fin des opérations de coupe, et à l'automne lorsque cessaient les activités dans les scieries<sup>93</sup>. Or, l'introduction de nouvelles technologies a allongé la saison de la coupe, et étiré celle de la transformation. Compte tenu que les compagnies recrutaient toute leur main-d'œuvre pour le début de leurs activités, tous les postes étaient comblés lorsque les travailleurs des chantiers étaient finalement libérés<sup>94</sup>.

Avec la croissance de l'industrie forestière, les petites villes environnantes se sont rapidement étendues, au point de devenir des centres urbains multi-ethniques où une multitude de secteurs économiques connexes, tels la construction navale, la production manufacturière, la construction de chemins de fer et les services public se

TABLEAU 2.3

Évolution du salaire pour certains types d'emplois en scierie, dans la vallée de la Saginaw, de 1860 à 1877, par jour (en dollars)

Type d'emplois	Années			
	1860	1873*	1874	1877
Superviseur	1,75	5,00	4,00	3,50
Limeur	2,50	4,38	3,50	3,00
Mécanicien	1,75	4,68	3,75	3,25
Opérateur de scie circulaire	2,00	5,00	4,00	3,25
Opérateur de scies multiples	1,50	4,07	3,25	,50
Finisseur	1,12 1/2	3,13	2,50	2,00
Journalier	1,12 1/5	2,19	1,75	1,25

Sources: *Lumberman's Gazette*, 16 août 1877, p. 100. Le salaire de 1873 est basé sur le fait qu'au cours de cette année les dirigeants des scieries décidaient de faire subir aux travailleurs une baisse de salaire de 12,5%. Ce qui signifie que le salaire que nous donne le *Lumberman's Gazette* en 1874 a déjà été amputé de 12,5%, d'où le résultat auquel nous sommes parvenus pour 1873.

\* Selon nos calculs personnels. Notons que la hausse salariale n'est pas de même nature pour tous. Un superviseur a vu son salaire augmenter de 130% alors que celui du journalier n'a été haussé que de 60%.

sont développés<sup>95</sup>. Comme le montre le tableau 2.4, les principales villes forestières de la vallée ont vu leur population croître de façon considérable après la guerre civile.

La ville de Saginaw fut, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, beaucoup plus peuplée que Bay City. Mais, à partir de 1880, cette dernière a réussi à réduire considérablement l'écart. Après la guerre civile, ces villes ont cessé de n'être que des lieux de transit pour les travailleurs. Elles sont devenues des lieux où les gens ont voulu s'établir et où des communautés plus stables ont pu croître, soutenues par des institutions sociales. Ce développement démographique a vraiment collé au dynamisme de l'industrie forestière. Toutefois, les modèles d'expansion ont différé. Pour Saginaw City, le développement démographique le plus fulgurant a eu lieu entre 1864 et 1870, soit au sortir de la guerre civile, alors qu'on observait une augmentation démographique de 110%; Bay City bénéficiait pendant la même période d'une hausse de seulement 46%. La crise économique des années 1870 a par contre

TABLEAU 2.4

Population des principaux centres forestiers  
de la vallée de la Saginaw, 1860-1900

Villes	Années								
	1860	1864	1870	1874	1880*	1884*	1890*	1894	1900
Saginaw	4704	8928	18 811	27 148	29 541	42 845	46 322**	44 643	42 345
East Saginaw	3000	n.d.	13 225	n.d.	19 016	29 100	**	-	-
Bay City	1583	4848	7064	13 690	27 040	38 902	40 730	42 82	40 747
West Bay City	-	-	-	-	6397	9492	12 981	-	13 119

Sources: McGaugh, 1950, p. 124-125. \*L'astérisque signifie que les données sont tirées de Kilar, 1987, p. 238. Inclus East Saginaw et West Bay City. Pour les villes d'East Saginaw et de West Bay City, les données sont tirées des recensements d'État publiés. \*\* Notons qu'en 1889 East Saginaw et Saginaw fusionnent et qu'en 1877 les villages de Banks, de Salzburg et de Wenona fusionnent à leur tour pour former West Bay City, qui elle-même fusionnera en 1905 avec Bay City.

perturbé davantage Saginaw City puisque sa population n'a augmenté que de 8,8 % entre 1874 et 1880, alors que la population de Bay City a connu une hausse de près de 94 % entre 1870 et 1874 et de près de 98 % entre 1874 et 1880, sa plus forte croissance du XIX<sup>e</sup> siècle.

La crise de 1873 a éprouvé durement le secteur forestier. La surproduction à l'origine de cette crise a mené à l'effondrement des prix du bois. Elle a en fait constitué un problème récurrents tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. La production forestière, demeurée longtemps dépendante des conditions climatiques, était forcément aléatoire. Il aurait toujours été possible pour les entrepreneurs de se consulter, de se concerter pour maintenir un niveau constant de production mais le fort esprit individualiste et la volonté de faire le maximum de profits ont fait en sorte que les discussions ont rarement donné des résultats concrets.

Cette crise a commencé à se faire sentir à l'automne 1873. Dès septembre, les entrepreneurs se sont consultés pour trouver des solutions et l'une d'elles fut de retarder l'envoi de travailleurs dans les bois et de rappeler les travailleurs déjà au travail<sup>96</sup>. Les entrepreneurs imposaient aussi une réduction salariale de 12,5 % en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> novembre, ramenant ainsi les salaires au niveau de ceux d'avant la guerre civile<sup>97</sup>. La réduction des activités de coupe à l'hiver de 1873-1874 a créé un chômage important et entraîné la baisse des salaires<sup>98</sup>.

Cette diminution de salaire fut la première d'une série de baisses durant les années 1870. D'un salaire moyen quotidien de 2,30 \$ en 1872 pour les travailleurs des scieries, on passa à 1,75 \$ en 1874, puis à 1,25 \$ en 1877, une chute de près de 50 % en cinq ans. En mai 1877, le salaire d'un journalier en scierie oscillait entre 0,90 \$ à 1,25 \$ par jour<sup>99</sup>.

La situation pour les travailleurs s'est détériorée au fur et à mesure que la crise s'est prolongée. Le marché du travail est demeuré fort encombré et les nombreux travailleurs à la recherche d'emploi furent, en l'espace de quelques semaines, réduits à l'état de vagabonds, errant à la recherche de gîte et de nourriture, mendiant aux portes des hôtels<sup>100</sup>. Dans ces conditions, l'agriculture a attiré plusieurs familles<sup>101</sup>. Mais de nombreuses familles ont préféré quitter la vallée à la recherche d'emplois.

#### *Le déclin des activités forestières, 1880-1900*

Les premiers signes de la reprise se sont manifestés à partir de l'automne 1878 par une augmentation rapide de la production<sup>102</sup>. Cette sortie de crise a eu enfin un effet positif sur l'emploi : le nombre moyen de travailleurs dans les scieries a augmenté à 62 dès 1880, alors qu'il avait oscillé entre 49 à 56 durant la crise. C'est au niveau salarial que la reprise s'est manifestée avec le moins de vigueur. Ce n'est en effet qu'à la fin des années 1870 que les salaires ont augmenté à nouveau. En 1879, les journaliers dans les scieries gagnaient en moyenne entre 1,12 ½ \$ et 1,50 \$ par jour et le salaire quotidien des travailleurs qualifiés oscillait entre 2 \$ et 4 \$<sup>103</sup>. Après avoir oscillé autour de 590 millions de pieds mesure de planches durant les années de crise, la production a atteint 873 millions en 1880, pour ensuite, en 1882, parvenir à un record de plus d'un milliard de pieds mesure de planche<sup>104</sup>. La crise avait toutefois éliminé près d'une vingtaine de scieries dont le nombre était passé de 83 en 1870 à 61 en 1880.

Cette reprise fut toutefois éphémère. Dès 1884, le secteur forestier a connu un déclin structurel progressif, non plus seulement tributaire d'une mauvaise conjoncture économique mais lié à l'épuisement des ressources naturelles. Dès le début des années 1880, plusieurs signes indiquaient que les beaux jours de l'industrie forestière de la vallée étaient résolument derrière elle. Plusieurs entrepreneurs avaient commencé à explorer de nouvelles régions forestières. Dès 1881, le *Saginaw*

*Courier* indiquait que bon nombre d'entrepreneurs s'étaient rendus à Duluth, dans le Minnesota, pour vérifier la qualité des terres à bois<sup>105</sup>. Ce fut le cas d'un entrepreneur d'East Saginaw qui fit dès 1882 l'acquisition de terres de pin sur la rivière Ontonagon, dans la haute péninsule<sup>106</sup>. Les travailleurs ont aussi pris conscience que le marché du travail se dégradait. Des centaines de travailleurs des chantiers ont quitté la vallée de la Saginaw après la saison de coupe 1882-1883 avec en poche leur salaire et leurs économies pour se rendre plus à l'ouest et s'établir sur une terre<sup>107</sup>. Plusieurs scieries ont été mises en vente dont celle de Henry W. Sage en février 1882<sup>108</sup>.

Une nouvelle crise de surproduction a débuté en mai 1884 et a mené à une chute de 30 % du prix du pin<sup>109</sup>. Cette crise s'est traduite par la disparition d'un bon nombre de scieries et par de nombreuses pertes d'emplois. « NO MEN WANTED », c'était ce qu'on pouvait lire sur la porte d'entrée des principaux bureaux de recrutement des compagnies durant l'hiver 1884-1885<sup>110</sup>. Les salaires ont également subi une diminution importante. Dans les bois, les salaires pour la saison 1884-1885 tournaient autour de 12 \$ par mois, alors qu'ils étaient autour de 25 \$ à 30 \$ par mois au tout début des années 1880<sup>111</sup>. Les salaires versés aux travailleurs des scieries ont tous subi des baisses importantes et un nombre important de travailleurs furent réduits au chômage.

#### *La grève dans la vallée de Saginaw de 1885*

Depuis les tout débuts des activités forestières dans la vallée, les relations de travail n'avaient jamais posé de problèmes sérieux. Face à des employeurs dont les moyens pour promouvoir leurs intérêts étaient imposants, les travailleurs avaient toujours éprouvé des difficultés à s'organiser collectivement. Le caractère saisonnier du travail nuisait à l'émergence d'une solidarité et d'une conscience de classe. L'isolement dans lequel ces travailleurs étaient confinés et l'individualisme qui les caractérisait constituaient des obstacles de plus à l'émergence d'un militantisme ouvrier<sup>112</sup>.

Dans ces conditions, il est étonnant de constater que des grèves eurent lieu. Ces arrêts de travail ont toutefois revêtu un caractère spontané, non organisé, limité dans le temps et dans l'espace, et n'ont impliqué qu'une fraction des travailleurs. Des grèves de ce genre

furent déclenchées en 1865 et en 1870 à Saginaw City et en 1872 à Bay City et à Saginaw City<sup>113</sup>. Leur but était d'obtenir des augmentations salariales et une diminution de la journée de travail mais aucune n'a donné de résultats concrets<sup>114</sup>. La grève qui éclata en 1885 fut par contre de nature différente<sup>115</sup>.

Cette grève, déclenchée par les travailleurs des scieries et des manufactures de sel, dura près de deux mois et se solda par un autre échec pour les travailleurs. Au-delà du résultat, elle fut un point tournant dans l'histoire de la région puisqu'elle a, d'une part, illustré le malaise qui existait depuis plusieurs années dans les relations ouvrières et, d'autre part, marqué le début de la fin pour l'industrie forestière.

Au moment où la saison de travail en scierie avait repris au printemps de 1885, les propriétaires avaient fait savoir qu'à la suite de la baisse du prix du bois les salaires seraient réduits de 12 % à 25 %<sup>116</sup>. Cette décision — qui faisait passer le salaire moyen de 1,98 \$ à 1,77 \$ par jour — fut bon gré mal gré acceptée par les travailleurs. Toutefois, pour compenser cette perte de salaire, les travailleurs ont demandé que la journée de travail soit réduite de 11 heures à 10 heures et que les salaires leur soient versés régulièrement toutes les deux semaines. En effet, près de 50 % des quelque 5000 travailleurs des scieries n'étaient payés qu'une fois par mois, ce qui les empêchait de planifier leur budget et les obligeait à avoir recours au crédit pour boucler leur fin de mois. Enfin, tous les travailleurs désiraient être payés en argent sonnante alors que près de 20 % étaient payés en monnaie de magasin (*store's money*), ce qui les contraignait à acheter les produits seulement à ce magasin. Or, la réponse négative des entrepreneurs à leurs demandes a créé un fort mécontentement chez les travailleurs.

Entre-temps, soutenu par le mouvement national pour l'obtention de la journée de 10 heures, un projet de loi fut présenté à la législature du Michigan par Thomas Barry. Membre des Knights of Labor, Barry avait été élu en 1884 à la législature du Michigan sous la bannière démocrate-whig. Ce projet de loi incluait toutes les manufactures, ateliers, scieries, camps de bûcherons, mines et toute autre manufacture<sup>117</sup>. Il fut accepté par une majorité des membres de la législature.

L'analyse traditionnelle de cette grève veut qu'elle soit née d'un simple malentendu concernant le moment où la nouvelle loi entrerait en vigueur<sup>118</sup>. Certains journaux avaient parlé de cette loi sans spécifier le moment où elle entrerait en application. Les travailleurs auraient

cru que la loi était en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1885 alors qu'elle entrerait en vigueur officiellement le 15 ou le 18 septembre 1885<sup>119</sup>. Ce malentendu aurait conduit au déclenchement de la grève afin de forcer les entrepreneurs à respecter cette nouvelle législation au début de juillet.

Toutefois, une étude plus récente présente une hypothèse différente<sup>120</sup>. Dès le début de cette grève, les travailleurs savaient que la loi des 10 heures ne devait entrer en vigueur qu'au milieu du mois de septembre puisque c'était Thomas Barry, un élu sympathique aux ouvriers — et qui s'est même par la suite improvisé comme le leader de la grève — qui avait piloté ce projet de loi à la législature. Or c'est parce que les travailleurs savaient pertinemment que la loi n'entrerait en vigueur qu'au mois de septembre qu'ils ont déclenché la grève dès juillet. Ils savaient que la mi-septembre coïncidait avec la fin des activités de transformation du bois, et qu'ils devraient donc patienter jusqu'à la reprise des activités des scieries au printemps 1886 pour profiter de la réduction. Les travailleurs ont exercé des pressions sur leurs employeurs afin qu'ils puissent profiter dès l'été 1885 de la réduction de la journée de travail<sup>121</sup>.

Les grévistes étaient d'origines ethniques fort diverses. L'arrivée de milliers de migrants en provenance du Canada et de divers pays européens avait créé une forte diversification ethnique de la force de travail<sup>122</sup>. Cette diversité aurait pu, comme ce fut le cas dans plusieurs grèves qui ont été déclenchées aux États-Unis à cette époque, poser des problèmes d'organisation, de logistique et de communication. Or, il n'en fut rien. Une excellente cohésion entre les travailleurs, voire une grande solidarité, s'est manifestée, menant à l'émergence d'une conscience de classe. Jamais les entrepreneurs n'ont pu jouer sur cette diversité pour affaiblir la solidarité des grévistes. La cohésion a été favorisée par la tenue de réunions quotidiennes à Bay City de tous les grévistes et sympathisants à Madison Park et au Lafayette Hall<sup>123</sup>. Au sein d'une force de travail dominée par des Américains d'origine, ce sont toutefois les travailleurs d'origine polonaise et allemande qui furent à l'avant-garde de cette grève à Bay City et qui furent arrêtés lors des descentes policières<sup>124</sup>. Et quand la grève s'est étendue à Saginaw City, ce sont des Canadiens français qui se sont montrés les plus actifs<sup>125</sup>.

TABLEAU 2.5

Origine ethnique de la main-d'œuvre travaillant dans les scieries et manufactures de sel de la vallée au 1<sup>er</sup> juillet 1885, en nombre et pourcentage

Origine	Nombre	Pourcentage
États-Unis	2119	38,0
<b>Québec</b>	<b>1330</b>	<b>23,9</b>
Allemagne	1121	20,1
Pologne	584	10,5
Irlande	200	3,6
Suède	67	1,2
Bohême	15	0,3
Écosse	8	0,2
Angleterre	3	0,1
Non déterminée	107	2,1
<b>Total</b>	<b>5554</b>	<b>100,0</b>

Source: State of Michigan, *Third Annual Report of Bureau of Labor and Industrial Statistics*, Lansing, 1886, p. 125.

Le tableau 2.5 révèle la diversité ethnique de la main-d'œuvre mais aussi l'importance des Canadiens français au sein de la force de travail au moment où la grève fut déclenchée. La présence significative de ceux-ci a eu pour effet de rendre leur participation encore plus essentielle afin de mener à bien la grève. Or, les Canadiens français se sont compromis de plusieurs façons. D'une part, le Lafayette Hall, un *building* qui fut érigé dans les années 1860 par la Société de bienfaisance canadienne-française Lafayette de Bay City pour abriter ses bureaux et servir la communauté, fut un des lieux de réunion usuel des grévistes afin d'établir la stratégie à adopter lors de la grève<sup>126</sup>. Le fait que cette salle clairement identifiée ait été utilisée pour tenir les réunions illustre bien la participation des Canadiens français dans cette grève.

Mais leur collaboration est allée bien au-delà. Le mercredi 12 août 1885, alors que la grève commençait à diminuer d'intensité, les grévistes ont perturbé les activités de deux manufactures de sel dont la production avait repris de manière irrégulière à Bay City. Un groupe de 300 grévistes munis de bâtons a réussi sans difficulté à faire arrêter les

opérations. En s'éloignant de l'usine, les grévistes ont rencontré le shérif Brennan et ses aides qui avaient été alertés. Le shérif ordonna le dispersement mais, devant le refus des grévistes, des coups de feu furent tirés dans les airs. Certains grévistes eurent la nette impression que les coups de feu étaient dirigés dans leur direction. Ils foncèrent sur les forces de l'ordre et un bagarre suivit, au terme de laquelle les principaux leaders furent arrêtés et emprisonnés. Neuf grévistes furent formellement accusés d'avoir eu une conduite incitant à l'émeute. Et cinq d'entre eux étaient d'origine canadienne-française, soit Peter Payment, Charles Lamaux, Fred Hamon, Théodore Shabaneaux et Alex Gravel<sup>127</sup>.

Cette grève, qui dura deux mois, se solda en août par un échec pour les 5550 travailleurs qui avaient paralysé les 77 scieries de la vallée et les 58 manufactures de sel adjacentes aux scieries<sup>128</sup>. Cet arrêt de travail avait permis aux entrepreneurs d'écouler la production qui encombrait encore les quais et de faire remonter le prix du bois<sup>129</sup>. Le 1<sup>er</sup> septembre 1885, toutes les scieries et les manufactures de sel fonctionnaient à nouveau normalement<sup>130</sup>. Et, à la mi-septembre, la majorité des usines diminuèrent les heures et les salaires<sup>131</sup>.

Mais cette grève a revêtu une signification qui allait bien au-delà de la seule volonté de réduire la journée de travail. Elle traduisait la frustration de la population et des travailleurs des diverses communautés face à des employeurs qui n'avaient constamment cherché qu'à protéger leurs propres intérêts. Certains, on l'a vu, avaient montré depuis déjà quelques années un désintéressement pour la vallée, pour sa population et pour ses ressources jadis tant convoitées. La grève a aussi forcé de nombreuses familles à quitter la région<sup>132</sup>. Plusieurs directeurs de compagnies avaient indiqué clairement qu'ils n'engageraient pas l'année suivante les leaders de la grève<sup>133</sup>. Mais, plus important, cette grève a mis un terme à « l'ère du pin » dans la vallée, alors que les relations de type paternaliste qui avaient depuis toujours caractérisé les relations ouvrières furent rompues.

L'industrie forestière est demeurée active encore quelques années. Mais, à partir de 1886, la production de pin est demeurée instable pour ensuite amorcer une diminution lente mais constante<sup>134</sup>.

Dès lors, de nombreux projets seront présentés dans le but de diversifier et de stimuler l'économie de la vallée et de ces centres urbains. Les autorités politiques de Saginaw City et d'East Saginaw décidèrent le 3 mars 1890 de fusionner afin d'insuffler un nouveau

dynamisme à cette région. En 1891, la Saginaw Improvement Company fut mise sur pied. Son objectif était de stimuler le développement économique de la région, particulièrement — ce qui était révélateur de la nouvelle « vocation de la région » — dans le domaine de l'agriculture par la vente de terres à prix abordables<sup>135</sup>.

À Bay City, par contre, les industriels ont continué à exploiter le domaine forestier. Plusieurs entrepreneurs ont continué à importer des billots du Canada ou du nord du Michigan pour faire fonctionner leur scierie. Si bien que, lorsque les activités forestières ont définitivement pris fin, Bay City était mal préparée pour relever de nouveaux défis économiques<sup>136</sup>.

En parallèle au développement forestier au Michigan, l'exploitation des mines de cuivre dans la péninsule de Keweenaw a connu un essor considérable au XIX<sup>e</sup> siècle et a marqué aussi le développement industriel du Michigan.

#### **Le développement de la péninsule de Keweenaw, 1840-1914**

No copper of any account had yet been obtained from any but the Pittsburg or Cliff mine, nor was any of consequence shipped from the Point, save as aforesaid, while I was interested there. Shareholders, who had raised their \$10,000 to \$50,000 in fond expectation of early returns, found in time that every cent, and generally more, had been expended in constructing a rude pier whereon to land their supplies, cutting a road thence to their location, building a few rude shanties, drawing up their tools [...], another, and still another assessment being required [...] to sink a shaft on the vein far enough to determine that they had any ore or metal to mine. By this time, their patience, or their faith [...] had generally failed, and they were ready to sell out for a song, or abandon the enterprise in despair or disgust. Such is, in essence, the history of most mining enterprises on Lake Superior<sup>137</sup>...

HORACE GREELY, 1868.

Tel était le dur jugement que portait le célèbre journaliste américain sur la réalité minière dans la péninsule de Keweenaw en 1868.

Pourtant, 20 ans auparavant, Greely avait été fasciné par le potentiel minier de la péninsule. Il avait visité la région en 1847 et il en était revenu si impressionné qu'il s'était porté acquéreur d'actions minières et qu'il était même devenu directeur de la Pennsylvania Mining Company qui exploitait le secteur.

À l'instar de plusieurs autres investisseurs, Greely a rapidement pris conscience que des sommes considérables devaient être investies dans le secteur minier avant de pouvoir espérer en retirer quelques bénéfices que ce soit. Même si plusieurs avaient perdu des montants d'argent énormes dans l'aventure minière, d'autres gens d'affaires ne se sont pas laissés décourager et ont continué à investir dans la région.

C'est dans ce contexte que la péninsule de Keweenaw — qui comprend les comtés de Houghton, d'Ontonagon et de Keweenaw — s'est développée graduellement. L'exploitation de ressources minières s'est avérée le moteur du développement social et économique de la région, transformant graduellement ce territoire isolé en une région minière de première importance en Amérique.

#### *Les premières explorations, 1840-1860*

La péninsule de Keweenaw est située dans la partie nord-ouest de la haute péninsule du Michigan. Elle forme un bras de terre qui s'avance vers le centre du lac Supérieur. Le territoire possédait d'importantes ressources minérales et forestières. Mais ce sont surtout ses immenses ressources en minerai de cuivre qui lui ont permis de se développer.

Le potentiel minier de la péninsule de Keweenaw était connu depuis fort longtemps. Mais plusieurs obstacles devaient disparaître avant de pouvoir entreprendre une exploitation systématique. Le plus grand était de taille : la région n'appartenait pas aux États-Unis<sup>138</sup>. La partie est de la péninsule, allant de Mackinac à Sault-Sainte-Marie, faisait partie du territoire depuis son organisation en 1805. Mais la partie ouest, qui incluait les régions minières, était toujours demeurée une possession de la nation chipewyanne. En plus, la péninsule présentait un environnement hostile et peu attirant. Les hivers étaient rigoureux alors que, durant la chaude saison, la haute péninsule était prise d'assaut par une grande variété de moustiques, notamment le « Keweenaw Eagle » dont la dénomination seule illustre bien les ravages qu'il pouvait causer. La région était aussi fortement isolée. Le

centre urbain le plus près, Green Bay, était situé à près de 300 milles (556 km) au sud et la navigation sur le lac Supérieur, impossible pendant les cinq mois d'hiver, était périlleuse quand le lac était balayé par des vents<sup>139</sup>. Il fallut donc attendre que ces obstacles soient levés et qu'une conjoncture favorable se manifeste pour que la péninsule soit l'objet d'un quelconque développement.

En 1820, après qu'une expédition menée par Henry R. Schoolcraft eut confirmé l'existence de dépôts de cuivre dans la région<sup>140</sup>, des négociations furent entreprises avec les Amérindiens et aboutirent au traité du Fond du Lac, en 1826, qui accordait aux Américains l'autorisation d'effectuer des explorations minières sur les terres amérindiennes<sup>141</sup>. Un autre obstacle fut levé en 1837 lorsque la partie ouest de la péninsule fut annexée — sans l'accord des Amérindiens — au territoire du Michigan qui accéda au même moment au rang d'État.

Le gouverneur du nouvel État du Michigan, Stevens T. Mason, s'empressa en 1837 de nommer Douglass Houghton au poste de géologue officiel de l'État. Il entreprit d'arpenter l'ensemble du nouvel État et de subdiviser le territoire afin d'accélérer sa mise en valeur. En 1841, Houghton confirmait la présence d'importants dépôts de cuivre dans cette région. Mais il mettait toutefois en garde les prospecteurs potentiels, en précisant que les dépôts étaient emprisonnés dans le roc et que leur extraction ne pouvait se réaliser qu'avec le recours à des moyens techniques perfectionnés<sup>142</sup>. Dans ce contexte, les autorités américaines n'ont pas tardé à entreprendre de nouvelles négociations avec les Amérindiens<sup>143</sup>. Dès 1842, le traité de La Pointe était signé et octroyait aux Américains toutes les terres à l'ouest de Chocolay River, incluant ainsi la région du cuivre. Toutes les conditions étaient donc réunies pour amorcer la mise en exploitation de la région.

#### *La « Fièvre du cuivre », 1843-1847*

Dès 1843, le gouvernement américain créait une agence minière dans le petit village de Copper Harbor, situé sur les bords du lac Supérieur du côté ouest de la péninsule de Keweenaw. Cette agence était chargée d'accorder des permis d'exploration minière dans la région<sup>144</sup>. À l'été 1843, seulement quelques prospecteurs intéressés avaient débarqué à Copper Harbor<sup>145</sup>. Mais, dès le printemps 1844, la péninsule de Keweenaw fut prise d'assaut par une horde de prospecteurs amateurs et de

spéculateurs confiants de trouver le filon qui leur apporterait la fortune instantanée. La « fièvre du cuivre » venait de s'emparer de la région.

Rapidement, des régions d'exploitation se dessinèrent. Une première se développa à l'extrémité nord-est de la pointe de la péninsule de Keweenaw, où s'étaient créés de petits villages comme Copper Harbor, Eagle Harbor et Eagle River. La deuxième s'étendit à l'autre extrémité de la péninsule, soit dans la direction sud-ouest où la prospection se faisait sur les rives de la rivière Ontonagon. Enfin, une troisième, et la plus riche, prit forme autour du lac Portage<sup>146</sup>.

Dès 1845, 45 compagnies minières détenaient des permis de prospection. En octobre 1846 il y en avait 102<sup>147</sup>. Parmi les mines exploitées, la mine Cliff, située près de Copper Harbor et propriété de la Pittsburg and Boston Company, fut en 1845 la première en exploitation dans la région alors que la Quincy Mine Company, créée en 1846, concentrait ses activités près du lac Portage<sup>148</sup>. Les difficultés auxquelles les compagnies minières ont dû faire face ont fait en sorte que peu d'extraction a été réalisée<sup>149</sup>. Or, en mars 1847, la politique gouvernementale de permis d'exploration fut remplacée par une politique de vente ou de location de terre minière, ce qui ralentit les explorations et mit fin à la « fièvre du cuivre » qui animait la région depuis 1843<sup>150</sup>.

Ce bref engouement a néanmoins contribué à attirer l'attention des financiers du Nord-Est sur le potentiel de la région. Il a aussi attiré des travailleurs dans cette région isolée, si bien que les comtés d'Ontonagon et de Houghton furent officiellement créés en 1843<sup>151</sup>.

La « fièvre du cuivre » a laissé la place à une prospection et à une exploitation mieux planifiée, bien qu'aussi aléatoire. Le succès des mines Cliff et Quincy, jumelé au fait que, depuis 1855, les actions des compagnies minières de la région étaient inscrites à la Bourse de Boston, a permis aux capitalistes de New York et de Pittsburgh de suivre l'évolution des activités minières et de venir investir dans la région<sup>152</sup>. De même, des entrepreneurs de l'Ouest américain, ayant de l'expérience dans le domaine de l'extraction du plomb dans le Wisconsin et dans l'Illinois, sont venus investir dans la haute péninsule<sup>153</sup>. Leur venue s'est traduite par l'amorce de travaux aux nouvelles mines Isle Royale, Portage, Montezuma, Albion, Shelden, Huron et Dodge au début des années 1850. Si bien qu'en 1854 29 mines étaient en

exploitation dans le comté de Houghton et employaient 1135 travailleurs<sup>154</sup>. Mais le développement minier est demeuré incertain. Beaucoup de compagnies ont investi, mais peu d'entre elles ont atteint leur objectif<sup>155</sup>. De 1845 à 1865, plus de 300 compagnies furent organisées dans la région et 13 109 154 \$ y furent investis. De toutes ces compagnies, trois seulement, dont la mine Cliff, ont payé des dividendes<sup>156</sup>.

Les embûches à surmonter dans la péninsule pour rentabiliser les opérations étaient nombreuses. Une de celles-là était de pouvoir composer avec un environnement densément boisé. La première tâche était d'abattre des arbres afin d'amorcer la prospection, de sorte que le développement du secteur minier s'est vu étroitement lié aux opérations forestières. Le secteur forestier ouvrait en quelque sorte la voie au secteur minier. Toutefois, le rôle du secteur forestier ne se limitait pas qu'à celui-ci. L'industrie minière nécessitait une grande quantité de bois pour la construction de l'infrastructure indispensable à l'exploitation de la mine. Du bois était exigé, notamment pour la construction du bâtiment principal protégeant l'entrée du puits (*shaft house*) et pour l'érection de murs de soutien (boisage) qui supportaient les galeries souterraines. Les besoins en bois de l'industrie minière ont donc mené au développement d'activités forestières<sup>157</sup> et les compagnies ont toujours eu à leur service un nombre important de « constructeurs de charpente » à qui était confiée la construction des infrastructures. Les compagnies se devaient aussi de créer toute une infrastructure villageoise afin de pouvoir attirer des gens à venir travailler dans des régions aussi isolées. Rapidement, de petits villages se sont créés, constitués de quelques maisons de pensions en rondins, d'un magasin général et souvent d'un hôpital pour satisfaire aux exigences minimales des travailleurs et de leur famille<sup>158</sup>. L'industrie forestière est donc devenue un domaine d'activités très dynamique, qui s'est développé en parallèle avec le secteur minier.

#### *La nature des travaux miniers et les conditions de travail*

Le travail de mineur s'effectuait dans des conditions généralement difficiles. C'était un travail très dur physiquement et dangereux, qui se déroulait dans un endroit sombre, humide et poussiéreux. Les mineurs travaillaient habituellement en équipe de deux ou de trois. Chaque

équipe travaillait en moyenne 10 heures par jour, 6 jours par semaine. La mine était en exploitation continuellement, employant en alternance des travailleurs sur deux quarts de travail, un de jour et l'autre de nuit<sup>159</sup>. Les mineurs étaient payés selon les termes d'un contrat signé avec leur employeur, selon la quantité de cuivre ou de roc retiré<sup>160</sup>.

Dans les années 1840, un bon mineur pouvait recevoir autour de 30 \$ par mois, un travailleur non qualifié, entre 15 \$ et 20 \$ et un artisan autour de 40 \$. Dans les années 1850, les mineurs gagnaient en moyenne 34 \$, les travailleurs de surface entre 26 \$ et 28 \$. Et, durant la guerre civile, les salaires ont augmenté rapidement : les mineurs recevaient 65 \$ et plus par mois et les travailleurs de surface en moyenne 55 \$<sup>161</sup>.

Avant la guerre civile, la grande majorité des opérations minières étaient effectuées par les travailleurs eux-mêmes, sans l'aide d'aucune machine. Plus tard, le moteur à vapeur prendra la relève : les chariots sur rail transportant le roc à la surface seront tirés par des fils de fer mus par moteur et des pompes actionnées par la vapeur se chargeront de tirer l'eau hors de la mine.

L'extraction minière passait par plusieurs étapes. Le roc détaché des parois par gros morceaux était sorti de la mine et acheminé vers le « Rock House ». C'est là que s'activaient ceux que l'on nommait « travailleurs de surface ». Les gros morceaux de roc étaient alors posés sur d'immenses tamis de fer. À l'aide de marteaux, les travailleurs concassaient, dans un bruit d'enfer, le roc dont les morceaux se faufilaient à travers le tamis pour tomber dans un chariot situé plus bas. Une fois rempli, ce chariot était acheminé sur des rails vers le bocard (*stamp mill*) situé généralement près d'un plan d'eau. Une fois au bocard, les morceaux de roc étaient alors soumis aux marteaux-pilons afin de réduire le roc en poussière. L'opération terminée, le cuivre était séparé du sable. Le cuivre était lavé alors que l'on disposait du sable, souvent en le jetant dans le plan d'eau avoisinant. Le cuivre était ensuite acheminé par bateau vers les marchés.

### *L'origine et la composition de la population avant la guerre civile*

Le début de l'exploitation minière a modifié la physionomie de cette région. Autour de chaque mine, de petits villages ont graduellement pris forme, alimentés par l'arrivée de centaines de migrants, hommes,

femmes et enfants, attirés par ces développements et les nouveaux emplois qu'ils procuraient.

Avant 1850, la population de la péninsule de Keweenaw se limitait à quelques personnes dont la majorité était d'origine amérindienne. En 1850 on dénombrait près de 1100 résidents<sup>162</sup>. Le village d'Ontonagon comptait 389 habitants. Plus au nord, le village de Houghton, non loin de la mine Quincy, comptait déjà 456 personnes alors que le canton de l'Anse et le village d'Eagle Harbor avaient une population de 126 habitants chacun<sup>163</sup>. Or, quatre ans plus tard, la population de la péninsule avait considérablement augmenté, s'élevant à 6535. Le comté de Houghton comptait 2873 habitants alors que 3662 habitants vivaient dans le comté d'Ontonagon<sup>164</sup>.

Cette hausse démographique est encore plus remarquable si l'on considère l'isolement de la péninsule à cette époque. Pour ceux qui habitaient le nord-est du continent ou pour les migrants européens qui arrivaient dans les ports de l'Atlantique, le voyage vers la haute péninsule du Michigan était long et difficile<sup>165</sup>. L'ouverture en 1855 du canal de Sault-Sainte-Marie a grandement facilité l'accès à la région. Il assurait dorénavant la circulation directe et sans portage entre les lacs Huron et Michigan vers le lac Supérieur. Il permettait surtout à des cargos plus imposants d'avoir accès au lac Supérieur et d'approvisionner plus régulièrement la région en marchandises de toutes sortes. L'ouverture du canal a ainsi considérablement réduit l'isolement de la région, diminué grandement les coûts de transport et a donc haussé la marge de profits potentiels pour l'industrie minière<sup>166</sup>.

Cette dépendance de la péninsule envers les voies navigables des Grands Lacs a fait de l'est du continent les sources dominantes de sa main-d'œuvre<sup>167</sup>. Plusieurs des premiers mineurs de la péninsule de Keweenaw avaient auparavant travaillé dans les mines d'argent, de cuivre et de plomb du Maine, du Vermont et d'autres régions de l'est du continent<sup>168</sup>.

Mais ces travailleurs n'étaient pas suffisamment nombreux pour combler tous les besoins en main-d'œuvre de l'industrie, si bien que les compagnies minières ont dû avoir recours à l'immigration. Dès le début des opérations minières dans la région, les « Cornish<sup>169</sup> » — des Anglais originaires de la région minière de Cornwall — furent étroitement associés aux travaux. Fort expérimentés, les « Cornish » ont

constitué dès le début la base de la force de travail souterraine dans toute la péninsule<sup>170</sup>. Des migrants irlandais et allemands — considérés comme idéaux aux yeux des autorités politiques — sont aussi venus s'établir dans la haute péninsule au milieu des années 1840<sup>171</sup>.

La population de la péninsule de Keweenaw fut donc très tôt caractérisée par une grande diversité ethnique. Dès 1850, on estimait que, dans le comté de Houghton, cinq personnes sur sept étaient nées à l'étranger, et qu'en 1860 les deux tiers des habitants étaient nés à l'extérieur des États-Unis<sup>172</sup>. La liste de travailleurs de la mine Amygdaloid en 1864 illustre bien cette forte diversité ethnique. Des 393 travailleurs, 175 étaient d'origine américaine, 76 provenaient d'Irlande, 70 étaient originaires des États allemands, 40 étaient Anglais, 27 étaient Canadiens et 5 provenaient de Suisse<sup>173</sup>.

À l'image des opérations minières, la demande en main-d'œuvre fut instable et saisonnière. Jusqu'à la guerre civile, l'essentiel de la main-d'œuvre arrivait au printemps avec les premiers bateaux et quittait la région avec le dernier<sup>174</sup>. Plus tard, alors que le creusage des puits de certaines mines sera avancé, des travaux pourront être effectués durant les mois d'hiver, dont notamment ceux visant à solidifier les galeries souterraines ou à les prolonger en prévision de la saison suivante. La rareté de main-d'œuvre fut un des gros problèmes vécus par les premiers exploitants de mines. Ce problème a pris des proportions particulières dans les années 1850 alors que plusieurs nouvelles compagnies forestières furent créées et qu'elles sollicitèrent toutes une main-d'œuvre limitée.

À la veille de la guerre civile, la région du cuivre se retrouvait donc à une étape décisive de son développement. Après plus de 20 ans de tâtonnements, le stade expérimental et exploratoire du développement minier tirait à sa fin. De plus en plus d'exploitants étaient maintenant convaincus de la richesse minière de la péninsule. La région conservait encore les caractéristiques de la « frontière », mais elle avait déjà commencé, dans les années 1850, à s'extraire de cet isolement pour entrer en communication avec le monde extérieur. Tout était donc en place pour que s'enclenche un important processus de développement menant à l'exploitation systématique de l'immense potentiel minier de la région, et à une transformation radicale de la réalité socio-économique de la péninsule.

### *La guerre civile et la consolidation du secteur minier, 1860-1900*

La guerre civile a stimulé grandement le développement de l'industrie du cuivre. Les grands besoins en cuivre de l'industrie de guerre et l'inflation inhérente à ce genre de situation ont fait grimper le prix du cuivre sur le marché. Cette hausse a joué un rôle de catalyseur, puisque ce secteur considéré encore par de nombreux investisseurs comme instable s'est transformé en quelques mois en un secteur très profitable. Toutefois, paradoxalement, cette augmentation du prix a eu pour effet de diminuer la production, puisque les compagnies n'ont pas pu compter sur une main-d'œuvre suffisante pour répondre à la demande.

Dans ce contexte, des compagnies ont mis sur pied la Mining Emigrant Aid Association dont l'objectif était de recruter des travailleurs à l'extérieur du pays<sup>175</sup>. Des efforts particuliers furent déployés dans les pays scandinaves dont les ressortissants avaient la réputation d'être de bons travailleurs expérimentés. Les compagnies ont recruté plus de 400 Scandinaves en 1864 et en 1865<sup>176</sup>. En novembre de la même année, la Quincy Mine Company accepta de payer les frais de voyage de 32 Canadiens d'origine française<sup>177</sup>. Mais, dans les faits, peu de travailleurs recrutés par les compagnies minières sont demeurés dans le district<sup>178</sup>. Il a fallu attendre la fin de la guerre pour que l'immigration reprenne vers la région, que la pénurie de main-d'œuvre disparaisse et que la production augmente<sup>179</sup>.

La fin de la guerre civile a inauguré une période de très grande croissance pour la région. C'est à cette époque que la péninsule a perdu véritablement son caractère de « frontière » pour amorcer un développement social, économique et démographique spectaculaire qui durera plus de 30 ans<sup>180</sup>. Cette expansion est liée étroitement à l'exploitation de nouveaux dépôts de cuivre situés autour de Portage Lake, dans le comté de Houghton. Leur exploitation a transformé cette région en véritable chef-lieu du développement minier de la péninsule. Cet essor s'est articulé principalement autour de l'exploitation de deux sites voisins, soit celui de la mine Calumet et celui de la mine Hecla, découvertes toutes deux en 1859. Ces deux compagnies ont fusionné en 1871 pour former la Calumet and Hecla Consolidated Mining Company (C&H)<sup>181</sup>.

TABLEAU 2.6

Production de cuivre de la Calumet and Hecla Consolidated Mining Co. (C&H), de l'État du Michigan et des États-Unis, en millions de livres, 1860-1910

	1860	1870	1880	1890	1900	1910
Production de C&H	-	14	32	60	78	73
Production du Michigan	12	26	51	100	142	220
Production ailleurs aux É.-U.	4	2	9	160	464	860
Production des États-Unis	16	28	60	260	606	1080

Source: Anthony J. Wax, « Calumet and Hecla Copper Mines. An Episode in the Economic Development of Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 16 (hiver 1932), p. 5-41, p. 30.

TABLEAU 2.7

Production de cuivre dans la région du lac Supérieur, 1855-1915, n tonnes longues.

Année	Nombre	Année	Nombre	Année	Nombre
1845	1	1873	13 433	1895	577 37
1847	23	1875	16 089	1897	64 854
1849	75	1877	14 422	1899	65 803
1851	87	1879	19 129	1901	69 516
1853	145	1881	24 363	1903	85 848
1855	6 992	1883	26 653	1905	102 874
1857	4 255	1885	32 209	1907	96 481
1859	3 985	1887	33 941	1909	105 513
1861	6 713	1889	39 364	1911	97 741
1863	5 797	1891	50 992	1913	58 412
1865	6 410	1893	50 260	1915	118 430
1870	10 992				

Source: State of Michigan, *Mines and Minerals Statistics, 1900 (1899-1900)*, Lansing, p. 143-145; State of Michigan, *Mines and Minerals Statistics (1902-1903)*, 1903, n.p.; State of Michigan, *Mine Handbook and Copper Handbook*, vol. XII, 1916, p. 1319-1320. Les informations en gras montrent des changements importants survenus dans la production. Une tonne longue équivaut à 2240 livres, comparativement à 2000 livres pour une tonne standard. Les données pour les années 1845 à 1853 présentent la production du Michigan.

La création de la C&H a constitué un des points tournants du développement de la péninsule<sup>182</sup>. Cette compagnie est parvenue, en quelques années, à dominer la production de cuivre de la péninsule, à devenir le plus important employeur de la région et à exercer un contrôle puissant sur le développement social, économique et politique du comté de Houghton. Comme le montre le tableau 2.6 la C&H fut non seulement la compagnie minière la plus productive du Michigan pendant plusieurs années, mais, aussi, la plus importante aux États-Unis.

Le comté d'Ontonagon a connu certaines difficultés économiques après la guerre. En 1870, dix mines étaient en exploitation mais elles fonctionnaient au ralenti<sup>183</sup>. Le comté de Keweenaw a quant à lui vécu une croissance significative dans les années 1860 et 1870, sans pour autant générer des expansions spectaculaires<sup>184</sup>. Mais ces développements ne furent en rien comparables avec ceux du comté de Houghton où, en 1870, 11 mines, dont la C&H, étaient en exploitation et employaient 2961 travailleurs, soit une moyenne de 269 travailleurs par mine<sup>185</sup>.

#### *L'introduction de nouvelles technologies*

L'augmentation de la productivité minière fut liée intimement à l'introduction de nouvelles technologies. Si les opérations de base sont demeurées les mêmes, l'outillage et les usines de traitement et de transformation ont été perfectionnés constamment. Toutefois, il est étonnant de constater que, jusqu'au début des années 1880, les activités de creusage se faisaient encore, dans la grande majorité des cas, à la main. Il faudra attendre le tournant des années 1880 avant que les dirigeants de certaines compagnies décident d'avoir recours à la perceuse à air comprimé manipulée par deux mineurs<sup>186</sup>.

Pour le travail de surface, le principal changement fut lié à la création d'usines de traitement et de transformation. La Quincy Mine Company fut la première à construire en 1859-1860 près du village de Hancock, sur la rive du Portage Lake, un bocard à la fine pointe de la technologie<sup>187</sup>. La Calumet Mining Company l'a imitée en 1867 en érigeant une usine de traitement sur les rives du Torch Lake. Pour la transformation du cuivre, une usine de faible capacité fut construite dès 1860 sur les rives de Portage Lake à Hancock. Mais, en 1876, la

Detroit and Lake Superior Copper Company, résultat d'une fusion entre les propriétaires de l'usine de Hancock et ceux de Detroit, fut créée. Elle a raffiné l'essentiel de la production du district<sup>188</sup> jusqu'en 1887 où la C&H décidait d'ériger une nouvelle fonderie, la Smelting Works, au sud de Lake Linden qui appartenait conjointement à la Detroit & Lake Superior Copper Company et à la C&H Mining Company<sup>189</sup>. Ces nouvelles usines de traitement et de transformation ont eu pour effet de créer de l'emploi, d'attirer de nouveaux travailleurs vers la péninsule et de stimuler le développement d'infrastructures villageoises.

### *Le développement démographique*

La région a connu un développement démographique à l'image de son développement économique, c'est-à-dire imposant et non uniforme. Comme le tableau 2.8 le montre, le comté de Houghton a vécu une croissance démographique spectaculaire alors que les comtés d'Ontonagon et de Keweenaw ont plutôt vu leur population stagner et même, à certains moments, reculer.

Cet essor démographique du comté de Houghton s'est traduit pour plusieurs cantons et villages de la région par des hausses rapides de population. Dans le canton de Portage, par exemple, qui inclut le village de Houghton, la population a presque doublé en 10 ans, passant de 1540 habitants en 1870 à 2863 en 1880 dont 50 % habitaient le village de Houghton. La population du canton de Hancock, incluant le village du même nom, passe de 1 618 habitants en 1860 à 2 987 habitants en 1880 dont 1783 au village de Hancock. Pour sa part, le canton de Calumet, qui inclut les villages de Laurium et de Red Jacket, situés à proximité des mines et des usines de transformation de la C&H, a vu sa population passer de 3182 habitants en 1870 à 8299 habitants en 1880, alors que le canton de Schoolcraft, qui incluait le village de Lake Linden, a vu sa population passer de 669 habitants en 1870, à 2 645 habitants en 1880, dont 2 610 habitaient le village de Lake Linden.

Cette augmentation démographique fut en très grande partie tributaire de la forte immigration qui s'est dirigée vers la péninsule. Les nouveaux immigrants étaient pour l'essentiel d'origine irlandaise, anglaise, canadienne, tant anglaise que française, et scandinave<sup>190</sup>. Peu d'immigrants originaires d'autres régions se sont rendus dans la

péninsule avant les années 1880. L'arrivée de compatriotes a eu pour effet de favoriser la consolidation des communautés ethniques.

TABLEAU 2.8

Évolution de la population totale  
de la péninsule de Keweenaw, par comté, 1860-1910

Comtés	Années					
	1860	1870	1880	1890	1900	1910
<b>Houghton</b>	7 558	13 879	22 473	35 389	66 063	88 098
<b>Keweenaw</b>	-	4 205	4 270	2 894	3 217	7 156
<b>Ontonagon</b>	4 568	2 845	2 565	3 756	6 197	8 650
<b>Total</b>	12 126	20 929	29 308	42 039	75 477	103 904

Sources: United States, Department of Interior, Census Report, vol. 1, *12th Census of the United States taken the year 1900*, part. 1, *Population*, Washington, Government Printing Office, 1901, table 5, p. 211; United States, Department of Commerce, Bureau of the Census, *Thirteenth Census of the United States, 1910*, vol. 2, *Population*, Washington, Government Printing Office, 1913, table 1, p. 915.

### *La force de travail et les conditions de travail après la guerre civile*

Ce développement économique aurait dû nécessiter une main-d'œuvre plus imposante pour maintenir le rythme. Or, il est étonnant de constater que, jusqu'au milieu des années 1880, la force de travail n'a pas augmenté de manière substantielle<sup>191</sup>. La reprise du marché après la guerre, la dépression qui effleure le secteur minier à la fin des années 1870, de même que l'introduction de nouvelles technologies au cours des années 1870 et 1880 sont tous des éléments qui contribuent à expliquer les variations dans le nombre de travailleurs requis par l'industrie entre 1864 et 1880.

Les salaires et les conditions de travail sont demeurés dans l'ensemble sensiblement les mêmes jusqu'au milieu des années 1880<sup>192</sup>. Après une hausse appréciable durant la guerre civile, les salaires ont connu une certaine baisse entre 1865 et 1872. À partir de ce moment, avec le développement minier qui s'accélère, la volonté des compagnies minières d'employer le maximum de travailleurs pour produire le plus possible a créé une rareté de main-d'œuvre qui s'est

traduite par une hausse des salaires de 30 % en moyenne entre 1872 et 1873. Au printemps de 1873, une chute des prix du cuivre — liée à une surproduction —, conjuguée à l'arrivée importante de nouveaux immigrants et à l'introduction de nouvelles technologies, a eu pour effet de réduire les besoins en main-d'œuvre et d'exercer des pressions à la baisse sur les salaires. Si, bien qu'en 1874 les salaires furent ramenés à leur plus bas niveau depuis le début des années 1860<sup>193</sup>. Ils resteront à ce niveau jusqu'à la fin de la crise et remonteront à la faveur d'une reprise qui s'amorce en 1880, liée à la hausse du prix du cuivre et à la recrudescence des activités minières dans la péninsule<sup>194</sup>.

Quant aux conditions générales de travail, l'introduction de nouvelles technologies n'a pas amélioré pour autant la sécurité au travail. Le travail souterrain, comme celui de surface, s'est poursuivi dans des conditions fort dangereuses pour la santé des travailleurs. Le fond des mines restait un endroit malsain, humide, mal aéré et mal éclairé et à tout moment pouvaient survenir des coups de grisou dont les travailleurs pouvaient être victimes. Le travail de surface n'était pas non plus exempt de dangers et d'accidents et les travailleurs devaient se méfier des lourds chariots transportant les morceaux de roc et qui pouvaient les heurter et les blesser sérieusement.

#### *La vie communautaire et les mesures paternalistes*

Si, avant 1865, les compagnies minières avaient dû créer de toutes pièces une infrastructure pour accueillir la main-d'œuvre, cet encadrement s'est institutionnalisé après la guerre civile pour prendre la forme de diverses mesures paternalistes dont l'objectif principal était de lier intimement le bien-être des travailleurs aux succès de la compagnie et de les éloigner de toute tentation syndicale. Dans ce domaine, comme dans les autres, la C&H fut un leader et a cherché à intervenir dans tous les aspects de la vie de ses travailleurs.

Outre le logement, dont elles contrôlaient pour l'essentiel l'attribution, les compagnies minières offraient une foule d'autres services à leurs travailleurs. Les maisons des familles ouvrières étaient alimentées en électricité produite par la compagnie. Elles étaient chauffées par le charbon offert à meilleur prix par la compagnie. Un service d'enlèvement des ordures mis sur pied par la compagnie maintenait la salubrité dans les rues du site minier. Et, si les travailleurs ou un

membre de leur famille connaissaient des problèmes de santé, ils pouvaient compter sur la présence d'un médecin à proximité et, souvent, d'un hôpital auquel les travailleurs et leur famille pouvaient avoir accès moyennant une cotisation prélevée sur le salaire. La C&H innova en 1877 en créant l'Employees' Aid Fund qui constituait en fait un programme d'assurance maladie, d'assurance accident et d'assurance vie dont les coûts étaient assumés conjointement par la compagnie et par les travailleurs<sup>195</sup>. Mais certaines compagnies allèrent plus loin, organisant des clubs sportifs, des activités pour les enfants, des voyages lors de la saison des vacances et des cérémonies pour célébrer les fêtes nationales des différents groupes ethniques. De plus, des bibliothèques étaient mises à la disposition des travailleurs et de leurs enfants, alors que certaines compagnies, qui possédaient de vastes lots de terres, offraient gratuitement aux communautés ethniques ou vendaient à bon prix des terrains sur lesquels elles pourraient ériger une église ou une école<sup>196</sup>.

De 1870 à 1890, les compagnies minières ont donc pris des mesures visant à contrôler la vie des travailleurs, tant dans leur milieu de travail qu'à l'extérieur du lieu de travail.

If you lived on company property you rented one of the twelve hundred company houses and paid only six to eight dollars a month in rent. You could buy your own house if you preferred, but only on rented land with penalysing clauses in your lease. You could buy land outright in Red Jacket or Laurium and build the house of your choice, but your independence amounted to little more than a gesture. Your home was heated with coal brought on company boats, you washed in water from company pumps, had your dinner under company-made electric light. Even your garbage was carried off in company wagons. The books you read were from the sixteen thousand volumes of the 50,000 \$ company library. The company penetrated your most private life: more than likely your wife would have your children at the company hospital<sup>197</sup>.

Les compagnies exerçaient aussi un contrôle sur les institutions politiques en contribuant financièrement aux caisses électorales de certains candidats ou simplement en présentant leur propre candidat à des postes électifs<sup>198</sup>. Alors que se consolident ces *company towns*, ce type de contrôle va avoir des répercussions sur la nature des relations que vont entretenir les « maîtres des cités » avec leurs travailleurs.

### *Les relations de travail et les grèves*

Dans ce climat, il n'est pas étonnant de constater que les tensions ouvrières aient été plutôt rares<sup>199</sup>. En fait, avant 1872, le district minier n'a connu aucun arrêt de travail d'importance<sup>200</sup>. Une série de grèves a toutefois débuté le 1<sup>er</sup> mai 1872 dans le district du Portage Lake, qui a d'abord touché la C&H, la Quincy Mine Company et la Franklin Mine Company, pour ensuite s'étendre à tout le district. Les travailleurs exigeaient une augmentation salariale et l'obtention de la journée de travail de huit heures<sup>201</sup>. La grève dura trois semaines et échoua après qu'une compagnie d'infanterie stationnée à Detroit ait été envoyée à Houghton pour restaurer l'ordre. Les leaders de la grève furent arrêtés, jugés et condamnés<sup>202</sup>. Les travailleurs acceptèrent l'offre salariale initiale, soit 70 \$ par mois pour un mineur et 65 \$ pour un travailleur de surface et tous retournèrent au travail<sup>203</sup>. Malgré son échec, cette grève mit en alerte les directeurs des mines qui furent plus à l'affût des récriminations ouvrières qui pourraient mener au déclenchement de nouvelles grèves ou à la création de syndicats.

La crise financière qui a secoué le pays à partir de 1873 n'a pas perturbé outre mesure le marché du travail. Dans les centres comme Houghton et Hancock, les améliorations constantes apportées aux infrastructures urbaines et routières ont nécessité une main-d'œuvre toujours plus nombreuse<sup>204</sup>. C'est surtout lors des dernières années de cette crise financière — plus précisément de 1877 à 1879 — que ses effets ont été ressentis plus fortement<sup>205</sup>. En juin 1879, la région a été marquée par un haut taux de chômage<sup>206</sup> et par le départ de nombreux travailleurs en direction de Leadville au Colorado, un centre minier important<sup>207</sup>.

### *L'effritement du consensus social, 1900-1914*

C'est vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que la conjoncture économique générale s'est modifiée, forçant les compagnies minières à défendre ouvertement leurs propres intérêts, heurtant au passage les intérêts de ceux qu'elles prétendaient protéger et effritant le consensus social qui, jusque-là, avait été généralement maintenu.

À partir de la fin des années 1880, la compétition est devenue plus vive entre les compagnies de cuivre de la région et celles qui amor-

çaient leurs activités plus à l'ouest aux États-Unis. De riches mines de cuivre étaient découvertes et mises en exploitation dans les États du Montana et de l'Arizona et leur haute productivité est rapidement venue concurrencer celle des mines vieillissantes du Michigan<sup>208</sup>. À la même époque, le secteur minier au Michigan a commencé à montrer certains signes d'essoufflement. Bien que le minerai se trouvait toujours en quantité appréciable, la profondeur à laquelle les opérations devaient maintenant s'effectuer rendait le travail plus difficile et plus coûteux<sup>209</sup>. Comme solution, les compagnies minières ont décidé d'avoir recours plus massivement à de nouvelles technologies et de revoir leur participation à la vie socioéconomique et culturelle de la région.

Au niveau du travail minier, l'élément qui a perturbé le plus profondément la production fut l'introduction de la *one-man-drill* (perceuse à un seul homme) qui est venue remplacer la *Rand drill* au début du xx<sup>e</sup> siècle. Plus légère et efficace, cette perceuse pouvait être actionnée par un seul mineur. Les compagnies ont eu besoin d'un moins grand nombre de mineurs tout en s'assurant d'une plus grande productivité. Mais, surtout, l'introduction de cette perceuse a mis un terme au système de rémunération par contrat pour les équipes de mineurs et, par conséquent, au travail en équipe. Dorénavant, pour les mineurs, c'était le « chacun pour soi », mettant ainsi fin au partenariat et à la solidarité associée à l'ancien système salarial des mineurs<sup>210</sup>.

L'introduction de nouvelles technologies n'a pas contribué à améliorer les conditions de travail. Le travail souterrain est demeuré dangereux pour la vie et la santé des mineurs. Il l'a peut-être été davantage puisque les opérations étaient menées à une plus grande distance de la surface, et les coups de grisou et affaissements des structures de soutien étaient plus fréquents<sup>211</sup>.

### *La recomposition ethnique de la force de travail*

Dans ce contexte de rationalisation, il est étonnant de constater que la région a connu un développement démographique spectaculaire. En fait, la population a augmenté de manière phénoménale durant la période 1890-1910, passant de 42 000 habitants en 1890 à 104 000 en 1910. Pour la même période, le comté de Houghton a vu sa population passer de près de 36 000 habitants à 88 000. Les comtés de Keweenaw

et d'Ontonagon ont également enregistré des augmentations similaires (voir tableau 2.8).

Cette augmentation fut attribuable en grande partie à l'immigration plus vigoureuse à partir des années 1890 et dont l'origine fut résolument différente des vagues migratoires antérieures<sup>22</sup>. En fait, ce n'est vraiment qu'à la fin des années 1880 et au début des années 1890 que la vraie « révolution démographique » a eu lieu dans la péninsule. Les migrants provenaient surtout des pays de l'Europe du Sud et de l'Europe de l'Est, tels l'Italie, la Pologne, l'Autriche-Hongrie, la Croatie et la Slovénie, modifiant profondément la composition ethnique de la force de travail<sup>23</sup>.

La rationalisation des compagnies minières a été accompagnée d'une révision de leur engagement dans la communauté et des services qu'elles offraient à la population. Dans le secteur du logement, par exemple, les compagnies minières ont été complètement dépassées par la demande des milliers de nouveaux arrivants qui venaient s'installer dans la région. Par souci d'économie, elles n'ont pas entrepris de nouveaux projets résidentiels mais ont plutôt compté sur les villes avoisinantes comme Houghton, Hancock, Lake Linden, Calumet et Red Jacket pour loger les nouveaux venus. Cette situation a eu pour effet de réduire le contrôle social direct qu'exerçaient les compagnies sur les travailleurs, de même que de priver des travailleurs des divers avantages personnels qu'ils retiraient en résidant dans des maisons appartenant à la compagnie<sup>24</sup>.

À partir de 1905, le climat social dans la région s'est passablement détérioré. Il était à prévoir que l'introduction de nouvelles technologies, conjuguée à des installations souterraines vétustes et dangereuses pour la sécurité des travailleurs et à un écart de plus en plus grand entre les salaires offerts à l'Ouest et ceux du Michigan allaient amener les travailleurs à revendiquer une amélioration de leur situation. De plus, les changements substantiels dans la composition ethnique de la force de travail et la perte du contrôle social qu'exerçaient les grandes compagnies sur une bonne partie de leurs travailleurs ont amené les travailleurs à réagir et à avoir recours à des arrêts de travail pour faire valoir leurs revendications.

La première grève d'importance fut déclenchée le 23 juillet 1906 par les travailleurs souterrains de la Quincy Mine Company. Les

TABLEAU 2.9

Nombre de travailleurs dans les mines  
de cuivre du comté de Houghton, 1887-1916

Année	Travailleurs	Année	Travailleurs	Année	Travailleurs
1887	6 221	1897	8 726	1907	17 509
1888	6 310	1898	10 469	1908	17 224
1889	6 480	1899	13 051	1909	17 974
1890	7 310	1900	13 971	1910	16 250
1891	7 702	1901	13 498	1911	15 361
1892	7 640	1902	14 130	1912	15 554
1893	7 591	1903	13 629	1913	<b>13 813</b>
1894	7 343	1904	14 321	1914	12 954
1895	7 249	1905	15 355	1915	16 005
1896	8 170	1906	16 509	1916	16 520

Source : State of Michigan, *Annual Reports of the State Inspector of Houghton County* (1887-1916).

travailleurs revendiquaient une amélioration des mesures de sécurité et une augmentation salariale de 10 % pour réduire l'écart qui séparait leur salaire de ceux qui étaient offerts dans les mines de l'Ouest. De son côté, la compagnie était disposée à consentir une augmentation salariale de 5 %, mais refusait catégoriquement de négocier les autres points en litige. Or, le 14 août 1906, soit près de trois semaines après le début de la grève, les grévistes acceptaient l'offre et rentraient au travail en ayant obtenu seulement la moitié de ce qu'ils désiraient au niveau salarial<sup>215</sup>.

#### *La grève de 1913-1914*

La grève de 1913-1914 a constitué un point tournant dans l'évolution socioéconomique du district minier, tant par sa durée que par le nombre important de travailleurs qui y ont participé<sup>216</sup>. Elle dura neuf mois, soit du 23 juillet 1913 au 14 avril 1914, au moment où la direction de la Western Federation of Miners (W.F.M.) — à qui les travailleurs avaient confié l'organisation de la grève — proposa à ses membres de rentrer au travail<sup>217</sup>.

Au début du mois de juillet, à la demande des travailleurs souterrains, un référendum avait été tenu pour décider de la stratégie à

adopter. Quatre-vingt-dix-huit pour cent des travailleurs s'étaient prononcés en faveur d'une rencontre de négociation entre leur syndicat et les dirigeants miniers. Dans l'éventualité où les dirigeants refuseraient l'invitation, les travailleurs avaient donné à leur syndicat le mandat de déclencher la grève<sup>218</sup>. Le 14 juillet, une lettre était envoyée à tous les dirigeants des compagnies pour les convier à une réunion et pour les aviser qu'à défaut d'une réponse positive de leur part le syndicat déclencherait la grève. Or, cette invitation resta lettre morte. Dès le 23 juillet, la W.F.M. ordonna un arrêt de travail.

Les demandes ouvrières étaient nombreuses : augmentation salariale, journée de huit heures et salaire minimum. Mais il semble que ce soit surtout l'abandon de la *one-man-drill* et la reconnaissance de la W.F.M. comme interlocuteur syndical qui aient suscité les plus vives réactions de la part des employeurs. Les propriétaires avaient toujours refusé de discuter avec la W.F.M. puisque négocier avec cette organisation équivalait, selon eux, à lui reconnaître une légitimité qu'ils ne voulaient absolument pas lui accorder.

Deux jours après le déclenchement de la grève, toutes les opérations minières du district étaient paralysées. La grève affectait près de 20 sites miniers et touchait près de 16 000 travailleurs — incluant les travailleurs de la Quincy Mine Company, de la C&H et ses filiales<sup>219</sup>.

Les premiers jours de grève donnèrent lieu à des affrontements violents entre les gardiens chargés de la protection des mines et les grévistes qui désiraient en contrôler l'accès. Les tensions furent si vives que les propriétaires demandèrent l'aide de la Garde nationale, qui arriva dans la région dès le 27 juillet, et qui fut remplacée en novembre par des détectives privés spécialement engagés et des shérifs adjoints. À part ces premiers incidents, la grève s'est déroulée dans un climat généralement calme.

En août 1913, la solidarité des grévistes a commencé à s'effriter et une partie importante des travailleurs de la C&H ainsi que ceux de ses filiales décidaient de retourner au travail aux anciennes conditions. Cette décision des travailleurs de la plus importante compagnie a grandement influencé l'issue de la grève<sup>220</sup>. Afin d'accélérer la reprise des opérations, les compagnies ont, dès septembre 1913, fait appel à des briseurs de grève recrutés à l'extérieur du district<sup>221</sup>.

Le 30 octobre 1913, les dirigeants des compagnies minières annonçaient qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1914 la journée de travail serait de huit

heures par jour. Ils ajoutaient que, si les dirigeants de la W.F.M. se retiraient du dossier et quittaient la région, ils s'engageaient à réembaucher tous les grévistes sans discrimination. Toutefois, les dirigeants miniers demeuraient inflexibles quant aux autres demandes ouvrières<sup>222</sup>. L'application de cette mesure au début de janvier 1914 a véritablement sapé le moral et la solidarité des grévistes dont bon nombre ont choisi de rentrer au travail. En avril 1914, après neuf mois de grève, la W.F.M. recommandait à ses membres de mettre fin à la grève et de retourner au travail. À l'exception des heures de travail, les grévistes avaient échoué dans leur volonté d'améliorer leurs conditions de travail.

Cette grève a eu des conséquences graves à plusieurs égards. L'inflexibilité affichée par les compagnies minières à l'endroit des revendications ouvrières et le recours à la force armée et à des briseurs de grève ont eu pour effet de révéler clairement aux travailleurs et aux habitants des communautés de la région la vraie nature des compagnies minières et l'objectif ultime qu'elles poursuivaient, soit celui de faire des profits sans se préoccuper outre mesure des conditions dans lesquelles ces profits étaient réalisés<sup>223</sup>. Cette grève a permis à la population de prendre conscience plus précisément du conflit de classe qui existait entre les travailleurs et les entrepreneurs et qui, jusque-là, avait été occulté par les compagnies minières.

Les changements survenus dans le secteur minier à partir des années 1890 ont obligé les compagnies à se montrer sous leur vrai jour. La rude compétition qu'elles devaient affronter les a contraintes à introduire des technologies — particulièrement la *one-man-drill* — qui ont irrité les travailleurs. Ces changements les ont également forcées à mettre fin à certains programmes sociaux, à certaines mesures paternalistes qui avaient été jadis garantes du respect des travailleurs à leur endroit et qui leur avaient permis d'exercer un contrôle social sur leur main-d'œuvre. Dans cette perspective, les compagnies ont vu s'effriter le contrôle qu'elles exerçaient sur une population ouvrière de plus en plus importante numériquement, de plus en plus diversifiée ethniquement et avec laquelle la dynamique établie avant les années 1890 ne tenait plus.

Une des conséquences de cette grève fut l'exode qu'elle provoqua au sein de la force de travail. Pendant la grève et après que le travail eut

repris, des milliers de travailleurs ont quitté le district. Durant l'année 1913 seulement, près de 2500 travailleurs ont quitté la région, dont plusieurs pour Detroit et pour les centres industriels du Midwest<sup>224</sup>. Plusieurs de ceux qui sont demeurés dans la région après le conflit ne sont pas retournés à l'emploi des compagnies minières, mais ont préféré trouver du travail dans un autre secteur<sup>225</sup>. Ces départs massifs ont créé des problèmes importants aux entrepreneurs qui se sont retrouvés, à partir de la fin de 1914, avec des carnets de commandes chargés sans pouvoir compter sur une main-d'œuvre suffisante pour les respecter<sup>226</sup>.

Enfin, en pratique, cette victoire des compagnies minières s'est traduite par une introduction encore plus massive de la *one-man-drill*. Dès 1915, la production a surpassé celle des meilleures années, atteignant près de 120 000 tonnes longues. Un an après la grève, la situation s'était donc stabilisée et les esprits s'étaient calmés. Mais le conflit ne fut jamais oublié.

\* \* \*

Le Michigan a vécu au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle un processus d'industrialisation qui s'est appuyé sur l'exploitation de ses ressources naturelles. La vallée de la Saginaw est une des régions où l'industrie forestière a prospéré. La péninsule de Keweenaw s'est quant à elle développée grâce à l'exploitation des richesses minières. Tant dans la vallée que dans la péninsule, les progrès avant la guerre civile ont été modestes. La guerre a agi dans les deux cas comme un catalyseur du développement, menant les deux régions à une croissance aussi rapide que prodigieuse.

La fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle ont constitué une période où les deux secteurs ont vécu certaines difficultés liées à la compétition dont ils ont été victimes en provenance des nouvelles régions de développement. Dans les deux cas, des grèves importantes ont modifié profondément la dynamique sociale, agi comme des révélateurs de la nature des relations qu'entretenaient les entrepreneurs avec les travailleurs. Leur issue a rompu le consensus social qui jusque-là s'était maintenu.

Le développement de ces deux régions a attiré un nombre important d'immigrants. Parmi ceux-ci, les Canadiens français ont joué un

rôle significatif. S'ils ne furent jamais un groupe numériquement dominant, ils ont participé activement à toutes les étapes de l'évolution de la vallée et de la péninsule.



### CHAPITRE 3

## La migration des Canadiens français dans la vallée de la Saginaw, 1840-1900

**L**ES CANADIENS FRANÇAIS ONT contribué largement aux étapes du développement de la vallée de la Saginaw. Au sein des régions possibles d'émigration, ils ont rapidement perçu la vallée comme un territoire qui pouvait leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie.

Leur expérience dans la vallée peut se diviser en trois phases bien précises. La première, entre 1840 et 1860, est marquée par l'arrivée des premiers migrants et le début de l'organisation communautaire. La seconde se situe entre 1860 et 1880 et est caractérisée par une forte accélération du mouvement migratoire, par la mise en place d'institutions sociales et par la consolidation des communautés. La dernière phase débute vers 1880 pour se terminer à la fin du siècle. Elle est marquée par le déclin des activités forestières, par des tensions sociales, par le départ de nombreux migrants et par la marginalisation des communautés canadiennes-françaises de la région.

### Les Canadiens français avant la guerre civile, 1840-1860

Jusqu'à la guerre civile, la présence des Canadiens français dans la vallée de la Saginaw est demeurée faible (voir tableau 3.1<sup>1</sup>). En 1840, 60 Canadiens français s'y trouvaient; en 1850, ils étaient 85 et, en 1860, leur nombre s'élevait seulement à 401. Au surplus, avec la hausse rapide de la population totale de la vallée durant cette période, cette augmentation de la population canadienne-française a curieusement

eu pour effet de réduire son importance relative, la faisant passer de près de 7% de la population totale en 1840 à seulement 2,5% en 1860. Néanmoins, cette période de vingt ans a constitué une phase importante puisqu'elle fut témoin du premier établissement canadien-français.

Les premiers Canadiens français de la région — les Campau, Desnoyers, Peltier, Pratte, Tremblay, Trudell — qui étaient originaires du sud-est du Michigan et qui avaient délaissé le secteur de la traite en déclin, s'étaient établis comme fermiers dans les années 1830. Or, ceux qui les suivent dans les années 1840 vont aussi s'établir sur des terres qu'ils vont acquérir, à la seule différence que la moitié de ceux-ci vont provenir directement du Québec. En 1850, trois fermiers canadiens-français sur quatre étaient propriétaires de leur terre dans la vallée<sup>2</sup>. Cette donnée vient confirmer l'hypothèse selon laquelle les familles canadiennes-françaises qui quittaient vers le Midwest au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle possédaient un certain capital, désiraient trouver une terre fertile et à bon prix et continuer à travailler dans l'agriculture<sup>3</sup>.

Toutefois, les Canadiens français qui migrent vers la vallée dans les années 1850 ont des objectifs différents des premiers et sont intéressés surtout par les nouvelles occasions d'emplois créées par le développement du secteur forestier. Cette situation s'explique, d'une part, par le fait que les Canadiens français qui ont migré dans les années 1840 vers l'ouest à la recherche d'une terre de bonne qualité ont dû, au cours des années 1850, se diriger plus à l'ouest, notamment vers l'État de l'Illinois, puisque les terres du Michigan n'étaient plus disponibles<sup>4</sup>. C'est dans la perspective du déplacement de la « frontière » agricole qu'il faut comprendre la baisse du nombre de Canadiens français travaillant dans le secteur de l'agriculture durant la décennie 1850-1860. Cette diminution est contrebalancée par l'émergence du secteur des services et du travail qualifié, des secteurs qui se sont développés à mesure que la population urbaine de la vallée a augmenté et que ses divers besoins se sont précisés. En 1860, un chef de ménage sur cinq travaillait comme charpentier naval et comme propriétaire de « saloon », une institution traditionnelle de la « frontière » dans les centres forestiers.

Le revenu familial était basé principalement sur le salaire de l'époux. Toutefois, à cause des besoins grandissants de l'industrie forestière, les fils de 15 ans et plus, habitant avec leurs parents, ont

La vallée de la Saginaw



contribué de manière substantielle au revenu familial. À l'aube de la guerre civile, trois jeunes garçons sur quatre travaillaient à l'extérieur de la maison comme journaliers dans les scieries ou dans l'agriculture. Quant aux épouses et aux filles de 15 ans et plus habitant avec leurs parents, elles ne contribuaient pas comme salariées au revenu familial mais s'occupaient des pensionnaires, une pratique qui permettait de hausser le revenu familial, bien que seulement 4 % des ménages y avaient recours à cette époque.

Malgré un effectif limité, il reste que, dès 1850, les Canadiens français étaient déjà fortement concentrés dans le canton de Hampton — il sera inclus dans le comté de Bay lors de sa création en 1857 — qui regroupait 60 % de tout le contingent canadien-français de la vallée. Le canton de Saginaw réunissait quant à lui près de 30 %. Mais, de 1860 jusqu'à la fin du siècle, les Canadiens français du comté de Saginaw vont s'établir majoritairement dans la ville de Saginaw City qui regroupait près de 25 % de tous les Canadiens français du comté en 1860, et dans la ville d'East Saginaw qui regroupait 20 % de l'effectif<sup>7</sup>. Dans le comté de Bay, le canton forestier de Bangor<sup>8</sup> a regroupé avant la guerre civile presque la majorité des Canadiens français, mais son importance s'est estompée après la guerre alors que les villes de Bay City et de West Bay City regrouperont la majorité des migrants.

Toutefois, les premiers Canadiens français qui se sont rendus dans la vallée avant la guerre civile n'y ont séjourné que quelque temps. Des 14 ménages canadiens-français présents dans la vallée en 1840, seulement 5 y étaient toujours en 1850. En fait, durant cette décennie, 9 ménages ont quitté le comté et 10 y sont arrivés. De ces 10 ménages, 7 provenaient du Canada, 2 du Michigan et 1 du Maine. Cette forte mobilité s'est poursuivie dans les années 1850. Des 17 ménages présents dans le comté de Saginaw en 1850, seulement 5 y étaient toujours en 1860<sup>7</sup>. Si bien que le taux de persistance décennal de 1840 à 1860 fut de 35 %. Cette instabilité de l'effectif traduit le fait que, pour la majorité des migrants, la migration vers la vallée s'inscrivait dans une stratégie à moyen terme. Leur objectif était d'abord d'améliorer leur sort. Quand l'objectif était atteint, le retour au pays d'origine était envisagé. Mais, si cet objectif ne pouvait être atteint là où ils avaient décidé de séjourner, une nouvelle migration était entreprise pour se rendre ailleurs sur le continent. Ainsi, pour plusieurs migrants à cette

époque, le séjour dans la vallée n'était qu'une étape dans l'itinéraire migratoire. La situation se stabilisera après la guerre civile.

Si la migration des Canadiens français se fait de façon plus directe entre le Québec et la vallée, il reste que cette route n'est pas la seule à être empruntée par les migrants. Au cours des années 1850, plusieurs familles ont migré par étapes, par séquences, donnant à leur migration un caractère sinueux. Si l'on examine de près les Canadiens français dans la vallée en 1860, on remarque que près de 6% des chefs de ménage étaient nés dans les États du Nord-Est, surtout dans New York et dans le Vermont<sup>8</sup> et on constate aussi que 8% des chefs de ménage nés au Canada ont séjourné dans l'un ou l'autre des États du Nord-Est avant de se diriger vers la vallée en 1860. Deux ont résidé dans le Vermont et trois dans l'État de New York. Si bien que dans l'ensemble, près de 10% des chefs de ménage canadiens-français présents en 1860 dans la vallée ont résidé quelque temps dans les États du Nord-Est, soit qu'ils y soient nés, soit qu'ils y aient séjourné<sup>9</sup>. L'analyse des années et des lieux de naissance des enfants issus de ces ménages montre que la plupart des départs vers l'ouest ont eu lieu au cours des années 1850, soit au moment où les ressources forestières en pin du Nord-Est commençaient à montrer des signes d'épuisement.

Ces données jettent un éclairage particulier sur la présence des Canadiens français dans la vallée avant la guerre civile et, surtout, précisent la nature de leur intégration économique et les modèles migratoires qu'ils ont adoptés. Leur intégration économique dans l'agriculture puis, à partir des années 1850, dans le secteur forestier, confirme l'attrait qu'ont suscité successivement ces deux secteurs. Les Canadiens français ont d'abord cherché à s'établir sur les terres à bas prix dont disposait la vallée. Par la suite, ils ont été attirés par les possibilités d'emplois reliées au développement forestier qui s'amorçait. Avant 1850, les Canadiens français à la recherche d'une terre savaient qu'ils pouvaient obtenir ce qu'ils recherchaient en se dirigeant vers la vallée. Après 1850, d'autres Canadiens français, pour des motifs différents — notamment, la recherche de travail rémunéré — ont su qu'en se dirigeant vers la vallée ils pourraient trouver du travail dans l'industrie forestière.

Avant la guerre civile, la présence des Canadiens français dans la vallée est le résultat d'un triple mouvement. Outre la migration directe

entre le Québec et la vallée, leur présence est liée à la volonté de certains Canadiens français, présents dans des communautés semi-permanentes créées dans les États du Nord-Est (Vermont, Maine, New York) de participer, au même titre que les cultivateurs américains de l'Est, à la « grande migration » est-ouest afin de s'établir sur de meilleures terres. Mais, d'autre part, leur présence est liée à un autre processus plus large, soit celui de la progression de la « frontière » forestière sur le continent. Son déplacement à partir du Maine puis de New York vers le Michigan, et particulièrement vers la vallée, a créé un « marché migratoire du travail forestier » dont le dynamisme fut stimulé par les politiques de recrutement des entrepreneurs du Nord-Est et dont l'effet fut de drainer une partie de la force de travail vers la nouvelle « frontière » qui s'enfonçait graduellement vers l'ouest. Dans cette large perspective, les Canadiens français ont donc, à la fois, contribué au refoulement de la « frontière » agricole par leur établissement sur des terres vierges, et participé au refoulement de la « frontière » forestière par leur participation au « marché migratoire du travail forestier » dont le déplacement les a menés vers la vallée de la Saginaw.

#### *L'organisation communautaire dans la vallée*

D'autres groupes d'immigrants, qui partageaient la même foi religieuse, ont accompagné les Canadiens français vers la vallée. Des Irlandais, des Hollandais, mais surtout des Allemands ont également été attirés par les occasions d'emplois qu'offrait la vallée. L'arrivée de ces catholiques et leur concentration dans les principaux centres urbains et industriels ont fait naître le désir de se regrouper sur une base religieuse et de mettre sur pied des structures institutionnelles identitaires autour desquelles s'est activée la vie communautaire catholique de la vallée.

Le fait que les Canadiens français, de même que les autres groupes immigrants, aient migré vers une région « frontière » permet de mieux comprendre leur comportement à leur arrivée dans la vallée. À cette époque, cette région n'avait pas encore à proprement parler d'identité sociale et culturelle précise. Cette réalité de « frontière » a laissé plus de latitude, plus d'autonomie aux migrants. Elle a donné plus d'espace aux communautés en formation pour s'épanouir en continuité avec leurs valeurs traditionnelles, sans obliger leurs membres à s'intégrer à

une culture ambiante dominante. Dans cette perspective, cette situation a contribué à maintenir plus longtemps chez les Canadiens français leurs particularités culturelles franco-catholiques, repoussant à plus tard le soin de se définir et de se situer par rapport à la réalité sociale et culturelle ambiante.

L'arrivée d'immigrants catholiques dans les années 1840 et 1850 a fait grimper de manière considérable le nombre de catholiques dans la région. Si bien que dès l'hiver 1850-1851, sous la direction du père Kinderens qui desservait la région comme missionnaire depuis 1850, des travaux ont débuté à Lower Saginaw (Bay City) en vue de construire la première église catholique de cette ville, l'église St. Joseph. Ce lieu de culte, tout modeste, fut érigé sur un terrain qui avait été offert gratuitement par la Saginaw Bay Land Company<sup>10</sup>.

Des catholiques furent aussi actifs à Saginaw City. Après avoir reçu la visite irrégulière de missionnaires depuis 1841, ces catholiques ont acquis en 1852 un petit atelier de menuiserie désaffecté, qu'ils ont transformé en lieu de recueillement où les messes furent célébrées par les prêtres itinérants. Dès l'année suivante, les catholiques achetaient un terrain plus vaste sur lequel l'atelier de menuiserie fut déménagé<sup>11</sup>. C'est à la suite de ces efforts que la paroisse de St. Andrew's à Saginaw City fut officiellement créée en 1862<sup>12</sup>.

Toutefois, les catholiques ont très tôt fait savoir à M<sup>re</sup> Caspar Borgess leur mécontentement devant l'irrégularité des services qui leur étaient offerts et ont réclamé la présence permanente d'un prêtre dans la région. M<sup>re</sup> Borgess acquiesça à leur demande et nomma dès 1852 le révérend H. T. H. Schutzes au poste de pasteur résident pour cette région<sup>13</sup>. Le révérend Schutzes était d'origine hollandaise et maîtrisait les langues française et anglaise<sup>14</sup>. On ne sait trop si le révérend avait été choisi pour ses qualifications linguistiques mais ses connaissances lui furent sûrement utiles pour communiquer avec tous les catholiques de la région. Le révérend Schutzes se révéla en quelque sorte l'architecte de deux paroisses catholiques importantes de la vallée, soit celle de St. Joseph à Bay City et celle de St. Andrew's de Saginaw<sup>15</sup>.

En 1855, le révérend Schutzes décidait de s'installer officiellement à Lower Saginaw et de superviser lui-même la fin des travaux de l'église en construction depuis quelques années. À Bay City, le nombre de catholiques est passé d'une vingtaine de familles regroupant une centaine d'habitants en 1852<sup>16</sup> à 2000 paroissiens en 1856<sup>17</sup>. Ce fut donc

autour de ces deux centres, soit les villes de Saginaw City et de Lower Saginaw, que s'est principalement articulée la vie communautaire des catholiques de la région et des premiers Canadiens français.

### **L'accélération du mouvement migratoire et la consolidation des communautés canadiennes-françaises (1860-1880)**

La migration des Canadiens français s'est grandement accentuée après la guerre civile, au moment où l'industrie forestière a atteint un très haut niveau de développement et a nécessité plus que jamais une main-d'œuvre nombreuse. Comme le démontre le tableau 3.1, le nombre de Canadiens français a augmenté tant en chiffres absolus qu'en poids relatif à partir de la guerre et jusqu'au milieu des années 1890. En 1860, le nombre de Canadiens français s'élevait à 401, soit à peine 2,5 % de la population de la vallée. Vingt ans plus tard, la population canadienne-française avait fait un bond remarquable, atteignant 7 331 habitants et comptant maintenant pour 7,5 % de la population totale de la vallée.

Cette arrivée massive de migrants canadiens-français a accéléré le mouvement de regroupement sur une base linguistique et religieuse. Lorsque le nombre l'a permis, les migrants canadiens-français ont créé leurs propres communautés et ont mis en place des institutions sociales qui sont devenues autant de structures de rassemblement favorisant l'émergence d'une vie communautaire à la fois dynamique et complexe.

Cette vie communautaire s'est articulée d'abord autour de deux réalités centrales. La première fut la famille. Soutien essentiel à la migration elle-même, la famille fut aussi le lieu par excellence de socialisation, un lieu où les valeurs de la société d'accueil furent introduites et confrontées aux valeurs de la société d'origine. C'est de cette rencontre, de cette interaction qu'a émergé un *modus vivendi*, une ethnicité où les valeurs utiles pour l'adaptation furent renforcées. Et celles qui nuisaient à cette adaptation ont été marginalisées, tout en maintenant certaines particularités culturelles essentielles à l'identification. C'est également en fonction du bien-être des membres de la famille que des décisions particulières furent prises, que des stratégies furent élaborées afin de s'adapter aux réalités changeantes dans le but de maintenir et d'améliorer la qualité de vie de tous ses membres<sup>18</sup>. Le travail fut également un lieu important de socialisation. Les longues heures

TABLEAU 3.1

Nombre de Canadiens français  
dans la vallée de la Saginaw, 1840-1900

Nombre de Canadiens français

<i>Année</i>	<i>Population de la vallée</i>	<i>Comté de Bay</i>	<i>Comté de Saginaw</i>	<i>Total</i>	<i>Nombre de Canadiens sur pop. de la vallée (%)</i>
1840	892	-	60	60	6,7
1850	2 609	-	85	85	3,2
1860	15 857	221	180	401	2,5
1870	54 997	1 346	1 076	2 422	4,4
1880	97 176	4 536	2 795	7 331	7,5
1884*	51 221	6 913	-	-	13,4
1894*	61 304	7 348	-	-	12,0
1900	143 600	7 135	3 189	10 324	7,1

Source: Listes nominatives de recensements fédéraux américains, 1840-1900. \* Ces statistiques sont tirées du dépouillement des listes nominatives de recensement d'État du comté de Bay seulement.

passées à l'atelier, à la scierie, au chantier naval et en compagnie de travailleurs d'origines diverses ont fait de ces lieux des endroits privilégiés où les échanges et les contacts furent les plus étroits et où l'intégration socio-économique s'est réalisée progressivement.

L'accroissement rapide du nombre de Canadiens français a entraîné la mise en place des premières structures de rassemblement. Se référant à la réalité sociale au Québec, les migrants ont mis sur pied les institutions avec lesquelles ils étaient familiers dans leur pays d'origine. C'est ainsi que des paroisses, des églises, des écoles paroissiales, des journaux et des sociétés nationales furent créés, permettant graduellement l'émergence de communautés structurées, qui ont, à leur tour, agi comme pôle d'attraction pour les migrants potentiels. Ces communautés qui, avant la guerre civile, étaient fluides et multilinguistiques, se sont stabilisées graduellement au fur et à mesure que leur population a augmenté. De ces communautés constituées de travailleurs et de travailleuses, de jeunes et de moins jeunes, ont émergé

des leaders cléricaux et civils qui ont agi comme intermédiaires, traduisant les besoins de leurs commettants et les exigences de la société d'accueil à leur endroit.

Avant la guerre civile, on l'a vu, les premiers catholiques d'origine canadienne-française avaient senti le besoin, dans un monde protestant, de se donner des moyens de maintenir leurs particularités religieuses en s'unissant sur une base religieuse avec d'autres catholiques pour créer une structure paroissiale élargie<sup>19</sup>. Après la guerre, l'arrivée constante d'immigrants catholiques a stimulé la création de nouvelles paroisses mixtes ou multiethniques dans la vallée, regroupant tous les catholiques sans discrimination en regard de la langue ou de l'origine, et sous l'autorité d'un seul pasteur<sup>20</sup>.

Or, cette situation a rapidement posé des problèmes pour les Canadiens français. La progression rapide de leur effectif et le fait que la plupart d'entre eux ne maîtrisaient pas la langue anglaise parlée par le curé de la paroisse catholique ont vite entraîné des problèmes de compréhension des enseignements, créé un sentiment d'exclusion et amené ces franco-catholiques à demander aux autorités que soit créée une paroisse francophone séparée, animée par un prêtre donnant ses services et ses enseignements dans une langue qu'ils pouvaient comprendre.

Ce fut le cas dans la paroisse mixte de St. Joseph de Bay City, alors que les Canadiens français de cette ville, dont le nombre avait atteint près de 500 âmes en 1870, ont exercé des pressions afin d'obtenir leur propre paroisse nationale. De longues négociations furent entamées entre les représentants des paroissiens et les autorités diocésaines catholiques d'origine belge puis allemande — M<sup>gr</sup> Lefebvre meurt en 1868 et M<sup>gr</sup> Borgess, un américanophile notoire<sup>21</sup>, le remplace — afin de démontrer la pertinence de subdiviser la paroisse de St. Joseph.

Il est difficile de savoir dans quel climat se sont déroulées ces négociations. Mais, ailleurs aux États-Unis, ce genre de démarche effectuée par des Canadiens français avait généralement donné lieu à de vifs débats, de vives discussions, qui souvent s'étaient transformées en luttes ouvertes entre les parties en présence. Un épisode orageux avait eu lieu dans la ville de Muskegon, une ville forestière située dans l'ouest du Michigan, à propos de semblables revendications de la part des Canadiens français de la paroisse Saint-Jean-Baptiste. Des tensions encore plus vives et des discussions encore plus animées eurent lieu à

Detroit, au moment où des paroissiens canadiens-français avaient émis le vœu de voir se former une paroisse catholique séparée francophone<sup>22</sup>. Si dans certains cas, les Canadiens français ont obtenu gain de cause, dans tous les cas, les discussions ont profondément divisé la population catholique et laissé chez certains paroissiens de très mauvais souvenirs. Et quand la décision de l'évêque était favorable aux Canadiens français et que les esprits s'étaient quelque peu refroidis, de nouvelles tensions refaisaient surface quand arrivait le moment de diviser les avoirs et les dettes de la paroisse d'origine et de s'entendre sur la participation financière du diocèse à la construction d'une nouvelle église.

Or, après de longues discussions, les Canadiens français ont obtenu en 1868 leur paroisse nationale. La paroisse de St. Joseph fut subdivisée et la paroisse anglo-catholique de St. James fut ainsi créée, dont la direction fut assumée par le révérend Schutzes qui était présent comme missionnaire dans la vallée depuis fort longtemps. La paroisse de St. Joseph devenait ainsi la première paroisse nationale des Canadiens français, le premier « Petit Canada » de la vallée. De plus, ce qui était un accomplissement singulier, les Canadiens français obtenaient des autorités cléricales la nomination d'un prêtre francophone à la tête de la paroisse, le révérend Gilbert Girard, originaire de France<sup>23</sup>.

Le révérend Girard demeura en poste jusqu'en 1872. Après quoi, un peu à l'image de l'industrie du bois de la région, la paroisse de St. Joseph de Bay City est entrée dans une période de forte turbulence : entre 1872 et 1888, elle a vu défiler à sa direction pas moins de dix prêtres, dont trois étaient d'origine française. L'instabilité dans la direction et la marginalisation du français comme langue de communication dans la paroisse ont contribué à éloigner cette institution des francophones et à la rendre moins crédible aux yeux des paroissiens canadiens-français, qui auraient apprécié, en ces années difficiles économiquement, une plus grande stabilité et un certain leadership<sup>24</sup>.

Au leadership incertain sont venues s'ajouter d'autres difficultés. En 1888, une crise profonde a éclaté dans la paroisse St. Joseph et est venue ébranler profondément la communauté canadienne-française de Bay City. Elle fut le résultat de difficultés qu'éprouvait la paroisse depuis quelques années au niveau tant matériel que spirituel. Matériellement, les problèmes de la paroisse avaient en fait débuté en 1880 lorsque le révérend Thibodeau avait fait construire une nouvelle église

à grands frais pour mieux répondre aux besoins d'une population canadienne-française en forte croissance au cours des années 1870, qui avait atteint plus de 2000 paroissiens en 1880 et plus de 3 300 en 1884<sup>25</sup>. En 1888, au terme de la construction, la paroisse devait toujours près de 6 000 \$. Dans une telle situation financière, après le départ du père Thibodeau, dont on ignore s'il fut volontaire ou exigé par les autorités cléricales, le diocèse eut beaucoup de difficulté à trouver un successeur intéressé à venir servir dans une paroisse paralysée par son endettement et vouée, sans un redressement rapide, à une mise en tutelle<sup>26</sup>. Toutefois, le révérend Roth, de la Congrégation des Holy Ghosts, accepta de relever le défi<sup>27</sup>. De 1889 jusqu'en 1894, il prit des mesures énergiques, dont on ignore toutefois la teneur, qui ont eu pour effet de ramener l'équilibre financier dans la paroisse.

La stabilité n'était pas pour autant revenue puisque surgirent de nouveaux problèmes financiers qui, cette fois-ci, divisèrent les paroissiens. Au début des années 1890, l'église, le presbytère et l'école paroissiale nécessitaient des réparations essentielles et urgentes. Or, pour des raisons qui demeurent obscures, des divisions profondes apparurent parmi les paroissiens au sujet des réparations à effectuer aux bâtiments. Ces divisions se transformèrent rapidement en de vives tensions que le révérend Dangelzer, à la tête de la paroisse depuis 1895, a réussi à apaiser. On peut croire que ces divisions furent le résultat de réactions de la part de certains paroissiens, probablement les derniers arrivés, qui auraient manifesté ouvertement leur désaccord à éponger une facture de réparations en période de crise économique, alors que d'autres, probablement les plus anciens paroissiens, les piliers de la communauté et ceux qui étaient établis de manière définitive, se seraient montrés plus conciliants envers les demandes du prêtre. Quoi qu'il en fut, les rénovations furent entreprises et totalisèrent 5 000 \$, un montant qui fut remboursé en totalité par les paroissiens. Mais déjà, sans leadership clérical dynamique, et avec des paroissiens dont le nombre diminuait régulièrement, étant passé de 3013 en 1894 à 2539 en 1900, la paroisse St. Joseph, jadis le cœur de la communauté canadienne-française de Bay City, fut appelée de plus en plus à revenir à son rôle initial, soit celui de paroisse catholique ouverte à toutes les minorités linguistiques<sup>28</sup>.

Outre la paroisse St. Joseph, la paroisse anglo-catholique de St. Andrew's de Saginaw City, qui fut dirigée jusqu'en 1901 par le révérend

Van der Heyden, d'origine hollandaise<sup>29</sup>, de même que la paroisse de St. Mary's, créée en 1874 à East Saginaw<sup>30</sup>, ont aussi été des lieux où les Canadiens français, bien que minoritaires, ont organisé leur vie communautaire.

À ces paroisses catholiques se sont souvent greffées des écoles paroissiales. Des classes de jour pour les enfants, de même que certaines classes de soir pour les adultes, furent organisées. Dans le cas des paroisses franco-catholiques, des écoles, sous la direction du curé de la paroisse, ont joué le rôle de soutien à la « survivance » culturelle, servant à perpétuer la langue française et la religion catholique. L'érection d'écoles suivait généralement de peu la construction de l'église alors que souvent, dans l'intervalle, les classes avaient lieu dans le sous-sol de l'église. Aux États-Unis, la création d'écoles catholiques exigeait beaucoup d'énergie et de sacrifice de la part des paroissiens puisqu'aucune aide financière n'était accordée par l'État aux institutions d'enseignement confessionnelles<sup>31</sup>. Malgré ces obstacles, plusieurs écoles paroissiales furent établies dont une dès 1872, dans la paroisse de St. Joseph de Bay City sous la direction du curé Delbair. Les classes furent d'abord tenues dans les locaux du Watson Block qui pouvaient accommoder près de 200 élèves. Et l'année suivante, l'école emménagea dans des locaux plus conformes à ses activités<sup>32</sup>.

À ces deux institutions d'encadrement communautaire se sont ajoutés, mais de façon plus régionale, des journaux francophones. Ayant pour objectif de promouvoir le maintien des particularités culturelles des Canadiens français, ces journaux se voulaient le lien le plus direct entre ses lecteurs francophones et leur pays d'origine. Les migrants pouvaient garder contact avec leur terre natale et maintenaient vivantes leurs traditions et leurs valeurs, en autant qu'elles ne gênaient pas l'intégration harmonieuse des membres de la communauté. Ces journaux, éphémères et à tirages modestes<sup>33</sup>, renseignaient souvent mieux leurs lecteurs sur les grands sujets d'actualité dans le pays d'origine que sur la vie de la communauté qu'ils voulaient servir<sup>34</sup>.

C'est le cas des journaux francophones publiés dans la vallée. Catholiques, conservateurs, prônant la paix sociale et le respect de l'autorité, ces journaux véhiculaient un contenu éditorial qui reflétait essentiellement les préoccupations des élites civiles et religieuses de la communauté. La réalité vécue par les migrants et les développements

économiques de la région étaient complètement ignorés. Dans la majorité des cas, le contenu de la page consacrée aux nouvelles de la communauté était si désincarné, si loin des préoccupations du milieu ambiant, que souvent sa lecture ne permettait pas de déterminer avec précision si ce journal était publié dans une ville forestière du Midwest ou dans une ville manufacturière de la Nouvelle-Angleterre. Les informations relatives à la vie communautaire étaient rarissimes. Et quand il en était question, c'était pour préciser les dates et lieux où seraient tenues les réunions d'institutions nationales, où auraient lieu les concerts et les réceptions mondaines, ou simplement pour attirer l'attention des lecteurs sur l'arrivée ou le départ de notables de la communauté et annoncer la tenue de certaines activités dans les communautés avoisinantes<sup>35</sup>. Comme institution de renforcement de la vie communautaire, les journaux n'ont manifestement pas rempli leur rôle. Par leur contenu et leur approche, plusieurs journaux ont agi davantage comme agent d'assimilation. Leur direction a souvent exercé des pressions afin de modifier le comportement politique ou social des migrants de manière à le rendre plus compatible avec les attentes de la société-hôte ou à montrer à la société d'accueil que les Canadiens français s'adaptaient bien à la réalité américaine.

C'est à Bay City — la ville qui comptait le plus de Canadiens français dans la vallée — que tous les journaux canadiens-français furent édités. Le premier à voir le jour fut *Le Courrier*, dont la publication débuta en 1878 et qui parut pendant près de trois ans<sup>36</sup>. *Le Patriote* a pris sa relève puisqu'il fut publié pour la première fois en novembre 1882 sous la direction de H. A. Pacaud<sup>37</sup>. Sa parution fut à plusieurs reprises interrompue pendant de longues périodes et il cessa sa publication en 1904. Le journal *Le Souvenir*, un concurrent probable au *Patriote*, parut à la fin d'avril 1883, sous la direction de Célestin Boucher mais ne vécut que trois mois. Enfin, en juin 1888, le journal *L'Ouest français*, dirigé par Charles Guérin et Téléphore Saint-Pierre, était publié. Il disparut après 11 mois d'existence<sup>38</sup>. Le fait que la majorité des publications ait vu le jour dans les années 1870 et 1880 démontre bien que ces années furent les plus dynamiques pour les Canadiens français de la vallée et pour ceux de Bay City.

Parallèlement à ces institutions, les Canadiens français ont également mis sur pied des sociétés nationales qui furent d'abord essentiellement des sociétés de secours mutuel, offrant de l'assurance vie ou

de l'assurance invalidité aux Canadiens français et cherchant à rassurer les familles et à secourir les veuves, les malades et les orphelins<sup>39</sup>. À cette époque, ce type d'institution était peu répandu dans les petits villages du Québec. Dans les régions rurales, c'était le clergé qui s'occupait de prendre en charge les familles en difficultés. Les sociétés nationales avaient vu le jour surtout dans les centres urbains comme Montréal<sup>40</sup>. Influencées par l'idéologie de la « survivance », ces sociétés se sont donné des rôles sociaux plus importants, des rôles de leaders dans les communautés où elles œuvraient, en célébrant les origines françaises de leurs membres et en fêtant tous les ans avec éclat la fête nationale des Canadiens français. La création de ce type d'institution au Michigan fut liée intimement à l'arrivée, à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, de nouveaux migrants. Cette arrivée a ravivé chez plusieurs Canadiens français le désir de se serrer les coudes, de faire preuve de solidarité et de lutter afin de conserver leurs particularités franco-catholiques. Ces sociétés furent mises sur pied généralement au moment où la communauté fut suffisamment nombreuse pour les soutenir et où s'est développé chez les membres un sentiment d'appartenance profond envers la communauté. Ce furent généralement les plus anciens immigrants qui se sont engagés dans la direction de ces sociétés et, particulièrement, ceux qui ont pris la décision de s'établir définitivement dans la région<sup>41</sup>.

Au début des années 1850, une première organisation canadienne-française de ce type était née à Detroit. Seconde en importance après la Société Saint-Jean-Baptiste de l'État de New York créée en 1850, cette organisation fut créée par E. N. Lacroix, qui avait contribué la même année à la création d'un journal, *Le Citoyen*, qui fut publié pendant un an dans cette ville. Avec l'aide de collaborateurs comme François L'Espérance et Robert Rhéaume, Lacroix a mis cette société de secours mutuel sur pied en février 1852. Cette organisation avait pour objectif de regrouper tous les Canadiens français du Michigan et de leur assurer une juste part d'influence<sup>42</sup>. Les progrès de cet organisme furent toutefois lents puisqu'à la fin de l'année il comptait à peine une vingtaine de membres. Les dirigeants demandèrent à Daniel J. Campau, un notable canadien-français de Detroit, de prendre la direction de l'organisme afin de lui inculquer un nouveau dynamisme. Sous son leadership, l'organisme prit officiellement le nom de Société Lafayette, du nom du général français le plus populaire aux États-Unis et jadis

ami intime du président Washington. Sous sa direction, les progrès furent si rapides que les responsables de la Société décidèrent en 1857 de souligner avec faste le centenaire de la naissance du général Lafayette en organisant des grandes festivités avec défilés et processions dans les rue de Detroit<sup>43</sup>. En invoquant la mémoire d'un militaire français apprécié par les Américains et en montrant que les Canadiens français désiraient au même titre se faire accepter par la population américaine, la décision de la Société était stratégique.

Les dirigeants de la Société Lafayette décidaient, en avril de la même année, d'incorporer officiellement l'organisme. Ses objectifs étaient de « stimuler et de conserver les sentiments de bienveillance existant présentement parmi les citoyens français de Detroit et autres parlant la langue française et d'unir ces personnes par actes et des devoirs de charité mutuelle [sic]<sup>44</sup> ».

Son rayonnement s'étendit rapidement, surtout vers les régions urbaines où la population canadienne-française était la plus nombreuse. Dès 1866, la vallée de la Saginaw comptait suffisamment de membres pour rendre nécessaire la nomination d'officiers spéciaux qui iraient représenter à Detroit la centaine de membres en règle qui habitaient la vallée. Louis Guérin, d'East Saginaw, et Charles Rivet, de Bay City, furent désignés. Le nombre de membres augmenta si rapidement que dès 1869, une succursale de la Société Lafayette était créée à Bay City et que l'on entreprenait la construction d'un édifice qui abriterait les bureaux de l'organisme, le Lafayette Hall<sup>45</sup>. Les célébrations annuelles qui entouraient l'anniversaire de naissance de Lafayette débordèrent donc Detroit pour s'étendre jusque dans les rues de Bay City<sup>46</sup>.

D'autres sociétés nationales ont également vu le jour dans la vallée. Un « chapitre » de l'Union Saint-Jean-Baptiste fut créé à Bay City, alors qu'une association Saint-Jean-Baptiste du Michigan voyait le jour à West Bay City<sup>47</sup>. Cette dernière avait été créée à Detroit en 1864. Ne recrutant que des Canadiens français, cet organisme désirait s'abstenir de participer à tout débat politique qui divisait généralement plus les communautés qu'il ne les unissait. L'association voulait plutôt « offrir aux Canadiens français l'occasion de fraterniser et de se concerter sur les moyens d'élever le niveau religieux, intellectuel, social et moral de la race française de l'État du Michigan ». Son but était de stimuler la création de sociétés Saint-Jean-Baptiste dans chacun des comtés de

l'État<sup>48</sup>. Organisme très patriotique, l'association s'est occupée d'organiser chaque année la fête de la Saint-Jean-Baptiste, le 24 juin<sup>49</sup>.

La mise en place de ces institutions a contribué à créer dans ces villes industrielles et de plus en plus multi-ethniques des quartiers franco-catholiques dynamiques où s'est développée une vie communautaire. Il s'est créé des commerces, des hôtels et des « saloons » qui ont donné naissance à une classe de gens d'affaires, d'artisans et de professionnels qui, profitant de ce marché captif, a cherché à répondre aux besoins de la communauté. Or, ces sociétés nationales allaient être secouées par une crise interne qui viendra perturber les communautés de la vallée.

### *Le mouvement annexionniste*

Les communautés canadiennes-françaises de l'État et leurs principales organisations ont été les grands protagonistes d'un débat politique qui s'est amorcé à la fin des années 1860 au Canada et qui a posé de manière précise la question de l'avenir de ce pays. Ce débat a pris naissance autour de l'annexion du Canada aux États-Unis, une idée qui fut proposée par Médéric Lanctot, un réformateur de Montréal<sup>50</sup>. Selon ce projet « annexionniste », les Canadiens français avaient été, depuis la Conquête, privés des libertés fondamentales par un régime colonial qui leur refusait la liberté pleine et entière. La seule solution qui s'offrait donc était que le Canada obtienne son indépendance politique de l'empire britannique et qu'il puisse s'annexer à un pays qui avait fait de la liberté un droit fondamental protégé par la Constitution.

Invité à prononcer un discours en 1868 au Club démocratique français de Detroit, Lanctot exposa son option politique annexionniste. Son discours a plu à l'auditoire puisque les membres ont dès lors décidé de jeter les bases d'une organisation qui prit le nom d'Association de l'indépendance pacifique du Canada et ont procédé à l'élection de ses officiers<sup>51</sup>.

Fort de cet appui, Lanctot quitta Detroit pour se rendre en Nouvelle-Angleterre où il prononça de nombreuses conférences où il présenta son option. Il participa également à la convention nationale des Canadiens français tenue en octobre 1868 à Springfield, Massachusetts, où il chercha sans succès à amener la discussion sur son option.

De retour à Detroit, Lanctot et son mouvement annexionniste gagnèrent des adeptes. Il réussit à obtenir l'appui de toutes les sociétés canadiennes-françaises de Detroit<sup>52</sup>. À l'assemblée annuelle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de l'État du Michigan, tenue en septembre 1869, Lanctot fut nommé avec d'autres pour représenter la société à la prochaine convention nationale de Detroit.

Cette cinquième convention des Canadiens français des États-Unis, tenue le 13 octobre 1869, a réuni les représentants de treize sociétés canadiennes-françaises des États-Unis<sup>53</sup>. Le comité des résolutions fut dominé par Médéric Lanctot et par L.-H. Fréchette, membre de la Société Saint-Jean-Baptiste de Chicago, qui ont réussi à proposer, parmi les résolutions à entériner, un vote sur l'option annexionniste de Lanctot. Cette option fut présentée de la façon suivante :

Considérant que les Canadiens français émigrés aux États-Unis ont été forcés de s'expatrier par l'administration honteusement corrompue et cruellement arbitraire qui n'a cessé de peser sur le Canada depuis sa conquête par l'Angleterre ; considérant que, tant que le régime colonial existera au Canada, les Canadiens expatriés ne pourront jamais retourner dans leur pays, parce que ce régime leur refuse, par sa propre nature, le pain et la liberté qu'ils trouvent abondamment aux États-Unis ; considérant que l'indépendance du Canada et son annexion aux États-Unis pourraient seules donner aux Canadiens français expatriés aux États-Unis les avantages dont ils jouissent ici, et que par conséquent ils ne sauraient retourner dans leur patrie sans qu'elle soit libre et annexée à l'union américaine ; [il est] Résolu que nous, Canadiens français, nous n'admettons d'autre solution raisonnable et possible pour le bonheur de notre patrie et pour la cessation de notre expatriation, que dans l'indépendance du Canada de la métropole britannique et l'annexion de notre patrie à l'union américaine<sup>54</sup>.

Le Comité des résolutions proposait également que soit formée une commission générale d'indépendance et d'annexion du Canada aux États-Unis dont le siège social serait à Detroit et que soit créé un journal pour diffuser les idées annexionnistes. Il proposait enfin que la prochaine convention ait lieu à Montréal et qu'elle soit une convention continentale réunissant tous les Canadiens français d'Amérique. Toutes les résolutions proposées par le comité furent adoptées par 12 voix contre 7<sup>55</sup>.

L'adoption de cette résolution a constitué un fait marquant pour les Canadiens français du Michigan. Le vote a montré clairement une division entre les organisations de la région de Detroit, favorables à l'idée d'annexion, et les autres organisations canadiennes-françaises du Michigan<sup>56</sup>. Fort de sa victoire, Médéric Lanctot fit paraître dès novembre 1869 à Detroit le premier numéro de *L'Impartial*<sup>57</sup>, le journal de l'option annexionniste dans lequel il précisait sa pensée annexionniste<sup>58</sup>.

Toutefois, le mouvement annexionniste s'essouffla rapidement. *L'Impartial* ne fut publié que pendant cinq semaines. Puis Lanctot apostasia publiquement sa foi catholique et créa l'*Anti-Roman Advocate*, un journal véhiculant des idées protestantes. Ce deuxième journal ne parut que cinq mois. Lanctot rentra au Canada où, en plus de revenir à sa religion première, il entreprit une révision en profondeur de ses positions politiques, contribuant ainsi à saper tout le soutien qu'avait réussi à obtenir le mouvement annexionniste dont il avait été l'instigateur. La convention de Montréal n'eut jamais lieu et le mouvement annexionniste s'évanouit<sup>59</sup>.

Tout éphémère qu'il fut, le mouvement annexionniste a toutefois réussi à créer une importante division chez les leaders des sociétés canadiennes-françaises, entre celles qui œuvraient à Detroit, le cœur du fait francophone de l'État, et celles des autres centres du Michigan. Il est facile de concevoir qu'à Detroit, où les Canadiens français d'origine étaient présents depuis plus longtemps, où l'utilisation du français était en régression, là où un pourcentage important d'entre eux étaient établis à demeure et où l'intégration sociale était déjà bien enclenchée, l'appui à une éventuelle annexion n'ait pas soulevé d'opposition farouche et n'ait pas remis fondamentalement en question leur façon de vivre. En périphérie, toutefois, et spécialement dans la vallée, la majorité des Canadiens français avaient encore l'intention de ne séjourner au Michigan que quelque temps pour ensuite retourner au Canada. Les intérêts des Canadiens français de Detroit se sont donc éloignés graduellement des intérêts de ceux qui vivaient en périphérie et qui désiraient maintenir leurs particularités culturelles et qui s'opposaient à l'annexion de leur pays franco-catholique aux États-Unis anglo-protestants. Cet épisode a semé la confusion au sein des élites qui cherchaient à maintenir en vie les caractéristiques culturelles des

immigrants. En prônant l'annexion du Canada, les annexionnistes du Michigan condamnaient les Canadiens français, à plus ou moins brève échéance, à l'acculturation<sup>60</sup>.

Après cette convention, rien ne fut semblable pour les Canadiens français du Michigan. Cet épisode a divisé profondément les sociétés canadiennes-françaises puisqu'il avait éliminé définitivement toutes possibilités de les voir réunies au sein d'une même fédération d'État, hypothéquant ainsi les chances de maintien des particularités franco-catholiques dans cette région. L'Association Saint-Jean-Baptiste, dont les délégués avaient voté massivement pour l'annexion, s'est maintenue pendant deux ans pour ensuite disparaître en 1872. La Société Lafayette de Detroit, qui avait aussi soutenu les idées de Lanctot, est demeurée active mais a décidé, à partir de 1871, de ne plus envoyer de délégués aux conventions nationales. Seule la Société Saint-Jean-Baptiste du comté de Wayne se rallia à l'Union des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Michigan. Mais l'Union fit faillite en 1879, ce qui obligea la S. J. B. du comté de Wayne à s'occuper elle-même de ses propres membres<sup>61</sup>. Le mouvement annexionniste a non seulement eu pour effet d'ébranler les sociétés mais il a surtout eu pour conséquence de miner la crédibilité des leaders aux yeux des Canadiens français.

Ces perturbations au niveau institutionnel furent toutefois insuffisantes pour ralentir le flot migratoire des Canadiens français qui s'est accentué vers la vallée après la guerre civile, malgré le fait que la décennie 1870-1880 fut marquée par une grève en juillet 1872 dans l'industrie forestière et par une importante crise économique entre 1873 et 1879.

En fait, les chiffres démontrent que, de 1870 à 1880, la population canadienne-française de la vallée a progressé plus rapidement que la population totale. Dans le comté de Saginaw, leur nombre a progressé de près de 160 % entre 1870 et 1880, alors que la population totale du comté n'a augmenté que de 51 %. Pour le comté de Bay, la situation est encore plus manifeste alors que la population canadienne-française a augmenté de 240 % durant cette décennie, et que la population totale du comté n'a progressé que de 140 %.

Ces données suggèrent deux choses. D'une part, que les Canadiens français sont, dès les années 1870, si bien intégrés du point de vue socio-économique qu'une crise économique, pourtant caractérisée par

des fermetures d'usines et des baisses de salaires, ne les a pas fait fuir la région. Les nouveaux arrivants ont en effet pu compter sur la présence de compatriotes et sur leur expérience de vie et de travail pour s'intégrer rapidement en ces temps instables. Mais, d'autre part, elles suggèrent aussi que le processus migratoire des Canadiens français est maintenant rendu au stade de « migration en chaîne », c'est-à-dire que l'attraction qu'exerce la vallée ne tient plus uniquement aux emplois qu'elle génère, mais sur les solidarités ethniques qui s'y sont développées, sur l'aide et le soutien que peuvent apporter aux nouveaux arrivants les amis et les parents qui sont déjà établis afin de faciliter leur intégration socio-économique.

Les raisons de cette accélération du mouvement migratoire sont nombreuses. La première tient au fait que les occasions d'emplois se sont grandement améliorées avec la consolidation de l'industrie forestière. Mais il faut bien voir aussi que la présence d'une infrastructure communautaire d'accueil mieux établie et l'amélioration des voies de communication entre les deux régions ont favorisé une migration plus importante. En effet, depuis 1860, la compagnie de chemin de fer Grand Trunk avait établi une liaison ferroviaire qui reliait le cœur du Québec et Sarnia, Ontario, d'où les passagers pouvaient rejoindre Port Huron au Michigan, en empruntant le traversier naviguant sur la rivière Sainte-Claire pour atteindre plus directement la vallée<sup>62</sup>.

Les migrants qui arrivent dans la vallée durant cette période proviennent de plus en plus du Québec et de moins en moins du Michigan ou du Nord-Est<sup>63</sup> (voir tableau 3.2). En 1860, 82 % de tous les chefs de ménage étaient nés au Québec alors que moins de 12 % étaient nés au Michigan et près de 6 % dans le Nord-Est. Or, dix ans plus tard, la réalité s'était modifiée : 94 % étaient originaires du Québec, 4 % du Michigan et 2 % du Nord-Est<sup>64</sup>.

Même si la migration se réalise de manière plus directe, certains arrêts dans le Nord-Est ont jalonné l'itinéraire que suivaient certains Canadiens français en direction de la vallée<sup>65</sup>. C'est le cas, par exemple, de Georges Lavigne, né au Québec en 1814<sup>66</sup>. Après s'être mariés au Canada, Georges et son épouse ont migré aux États-Unis où ils ont eu un enfant en 1852 dans l'État de New York<sup>67</sup>. Le ménage Lavigne a par la suite quitté cet État puisque c'est au Michigan que nous les retrouvons en 1856 alors que naissait un autre enfant. Deux autres enfants

TABLEAU 3.2

Évolution du profil socio-économique et des lieux de naissance  
des Canadiens français de la vallée de Saginaw, 1850-1900  
(en pourcentage)

Lieux de naissance	Années				
	1850	1860	1870	1880	1900
Michigan	47,1	12,3	3,9	6,4	13,1
Canada (français)	47,1	82,2	94,1	88,8	80,9
Nord-Est américain	5,8	5,5	2,0	4,8	6,0
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Secteurs économiques	Années				
	1850	1860	1870	1880	1900
Agriculture	52,9	36,9	5,8	12,0	23,7
Scierie et sel	5,8	35,5	58,8	52,0	31,3
Artisan - Travail qualifié	-	17,8	13,7	20,0	11,6
Services	-	-	13,7	8,0	11,6
Secteur manufacturier					
Journalier (non précisé)	35,2	-	-	-	9,5
Autres	7,1	9,8	8,0	8,0	12,3
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Listes nominatives de recensements fédéraux américains, 1850-1900.

sont nés au Michigan en 1862 et en 1867. Et, en 1870, on retrouvait le ménage Lavigne vivant dans le comté de Saginaw, où Georges occupait le métier de journalier dans l'industrie forestière.

D'autres familles migrantes ont emprunté un itinéraire plus sinueux que celui des Lavigne. Prenons le cas de Jos Mallette, né en 1831. Au début des années 1850, Jos épousa une Canadienne et, en 1852, le couple donna naissance au Canada à leur premier enfant. Mais c'est dans l'État de New York qu'est née l'année suivante leur deuxième enfant, de même que les trois suivants en 1856, en 1859 et en 1861. La guerre civile a éclaté aux États-Unis, forçant la famille Mallette à revenir au Canada où l'enfant suivant est né en 1863. Mais, dès 1867, au moment où le climat américain leur a paru plus stable, la famille est retournée aux États-Unis. Elle s'est dirigée vers le Michigan où deux autres enfants sont nés en 1867 et en 1869. Et, en 1870, Jos occupait le

poste de charpentier naval et vivait avec son épouse et leurs huit enfants à Saginaw City.

Ce ne sont ici que quelques exemples qui démontrent bien la complexité de la migration, l'extraordinaire mobilité des migrants et les nombreuses étapes qui ont jalonné leurs itinéraires. Dans ces cas, l'État de New York a constitué une escale commune dans le processus qui les a menés vers la vallée.

De 1860 à 1880, les nouveaux Canadiens français qui s'installent dans la vallée se concentrent dans les centres urbains industriels, là où les chances d'emplois s'étaient grandement améliorées. Dans le comté de Saginaw, Saginaw City et East Saginaw, les deux principales villes industrielles, ont regroupé pendant toute cette période plus de 50 % de tous les Canadiens français du comté. Dans le comté de Bay la situation était semblable : les Canadiens français se sont établis dans les plus importantes régions industrielles que constituaient la ville de Bay City et le canton de Bangor, qui ont regroupé pendant cette période près de 75 % de tous les Canadiens français du comté. La ville de West Bay City, créée en 1877 de la fusion des villages de Banks, Salzburg et Wenona<sup>68</sup>, regroupait 30 % de tous les Canadiens français du comté en 1880.

Le profil professionnel des Canadiens français de la vallée, en pleine transformation dans les années 1850, s'est stabilisé durant la période 1860-1880. Durant toute cette période, le travail en scierie et dans le secteur connexe de la production de sel est demeuré celui qui attire la majorité des chefs de ménage. Si plusieurs des chefs de ménage travaillaient comme journaliers dans les scieries<sup>69</sup>, un fort pourcentage occupait déjà des postes de responsabilité, bien rémunérés, notamment ceux de superviseurs, ou des postes comme *mill carpenter*, limeurs ou scieurs qui exigeaient certaines qualifications<sup>70</sup>. Cette diversité dans l'intégration économique des Canadiens français démontre que, malgré leur arrivée récente sur le marché du travail, plusieurs d'entre eux ont su mettre à profit leurs qualifications pour obtenir rapidement des postes de responsabilité dans les scieries.

Le secteur des services occupait près de 14 % des chefs de ménage en 1870 mais ne donnait de l'emploi qu'à 8 % d'entre eux en 1880. Ils travaillaient principalement comme propriétaires d'hôtels, propriétaires de « saloon » et commerçants d'alcool. Cette présence des Canadiens français dans le secteur relié à la vente d'alcool étonne. En effet,

les études passées ne nous ont pas habitué à associer aussi étroitement les Canadiens français au commerce de l'alcool. Cette réalité est sans doute liée au fait que ce type de métier ne cadrerait pas avec les valeurs de tempérance que les élites cléricales cherchaient à inculquer à leurs paroissiens. La forte présence de Canadiens français dans ce secteur d'activité pourrait être liée à leur expérience de travail acquise lors de leur séjour dans différentes villes forestières au Canada et aux États-Unis. Leur séjour dans les centres forestiers leur a fait prendre conscience que devenir propriétaire de « saloon », contrairement à ce que prêchait leur curé, n'était pas forcément un « passeport pour l'enfer », mais pouvait, malgré l'imposante mise de fonds requise et les permis onéreux exigés par les autorités, s'avérer un travail très lucratif.

De plus, le propriétaire de « saloon » détenait un statut social particulier dans la communauté puisque ce lieu jouait aussi le rôle de centre social et récréatif, de point de rencontre où des informations privilégiées circulaient, notamment en ce qui concernait le marché du travail. Les propriétaires de « saloon » servaient souvent d'intermédiaires entre les travailleurs à la recherche d'emplois et les employeurs à la recherche de travailleurs. En agissant ainsi, non seulement ils rendaient service à ceux qui s'arrêtaient dans leur commerce, mais ils s'assuraient aussi que leur établissement devienne un arrêt obligatoire pour ceux qui cherchaient du travail. Dans le cas des Canadiens français, la présence de compatriotes propriétaires de « saloon » — généralement des immigrants respectés et influents dans la communauté — a facilité l'intégration économique des nouveaux migrants dans la région. Des Canadiens français comme Edmond Voyer, 35 ans, de Saginaw City, qui tenait un « saloon », ou comme Édouard Francis, 30 ans, d'East Saginaw, qui était propriétaire d'un établissement de même nature en 1870, ont été appelés à jouer ce rôle central et sécurisant pour les migrants<sup>71</sup>.

Enfin, près de 14 % des chefs de ménage en 1870 et 20 % en 1880 étaient des artisans ou des travailleurs qualifiés, travaillant comme cordonniers, briqueteurs ou charpentiers navals sur les chantiers du comté de Saginaw. Quant au secteur agricole, déjà en déclin en 1860, il occupait moins de 6 % des chefs de ménage en 1870, mais attirait davantage dans la décennie suivante puisque 12 % d'entre eux étaient fermiers en 1880.

Les changements dans le profil des Canadiens français entre 1870 et 1880 sont étroitement liés à la crise économique qui sévit entre 1873 et 1879. Le fait qu'en 1880 moins de garçons de 15 ans et plus travaillent, que le pourcentage de ménages abritant des pensionnaires soit en baisse, que le nombre de chefs de ménage travaillant dans l'agriculture et comme artisans augmente alors que celui des chefs de ménage actifs dans l'industrie du bois diminue faiblement sont tous des effets de la crise économique sur le marché de l'emploi dans le secteur forestier (voir tableau 3.3).

Pour survivre à la crise économique, de nouvelles stratégies ont été utilisées. Certaines familles ont quitté la vallée pour retourner, de manière temporaire ou définitive, dans leur pays d'origine. C'est le raisonnement qu'a adopté la famille de Joseph Paquette, un charpentier né au Canada en 1834, qui avait séjourné avec sa famille au Michigan dans les années 1860 et au début des années 1870, et qui a décidé de retourner au Canada entre 1873 et 1876 avec son épouse et leurs quatre enfants, tous nés au Michigan. Après que les effets de la crise eurent été dissipés, ils sont revenus s'établir à East Saginaw en 1880, avec deux enfants de plus nés entre temps au Canada<sup>72</sup>.

Mais la grande majorité ont opté pour d'autres solutions. Certains ont choisi l'agriculture qui, comme on l'a vu, fait travailler 12% des chefs de ménage en 1880. D'autres ont privilégié la participation plus active de tous les membres de leur famille. Durant la crise, les filles de 15 ans et plus ont fortement contribué par leur travail extérieur au revenu familial. En 1880, 23% travaillaient à l'extérieur alors que, dix ans plus tôt, leur contribution était nulle.

La prise de pensionnaires est devenue durant cette période une pratique beaucoup plus répandue qu'elle ne l'avait été auparavant. Entre 20% et 25% des ménages comptaient sur ce type d'activité pour améliorer leur revenu<sup>73</sup>. Les données montrent une corrélation assez nette entre la composition du ménage et la décision de loger des pensionnaires. Elles démontrent que plus de 80% des ménages abritant des pensionnaires avaient des enfants qui n'avaient pas atteint l'âge de 15 ans. Or, c'est lorsque l'enfant est en bas âge, alors qu'il peut difficilement travailler à l'extérieur et qu'il demande encore une surveillance de la part de la mère à la maison, qu'un ménage a davantage tendance à loger des pensionnaires. La composition du ménage et l'âge

des enfants ont donc influencé le choix des stratégies mises de l'avant par les familles pour améliorer leurs conditions de vie.

Les emplois que le développement de l'industrie forestière a générés après la guerre civile ont créé un climat de confiance chez la population immigrante, à tel point que plusieurs chefs de ménage ont manifesté le désir de s'établir définitivement avec leur famille aux États-Unis et d'obtenir leur citoyenneté américaine afin de participer pleinement à la vie politique. Durant cette période de consolidation, près du tiers des chefs de ménage ont demandé et obtenu la citoyenneté américaine<sup>74</sup>.

Tout comme l'obtention de la citoyenneté, l'acquisition d'une propriété marque une étape déterminante dans l'évolution d'un ménage. Si elle s'avère souvent le résultat d'une stratégie d'épargne, elle illustre aussi la volonté de s'établir de manière plus permanente. Généralement — et c'est ce que nous avons pu observer<sup>75</sup> —, l'achat d'une propriété foncière vient confirmer la volonté des migrants de mettre un terme à cette quête qui les avait souvent amenés à séjourner dans plusieurs localités avant de se fixer à demeure. Or, durant cette période, bien que les données que nous possédons soient fragmentaires<sup>76</sup>, leur analyse étonne, dans la mesure où elle révèle qu'en 1870 près de 35 % des chefs de ménage avaient une propriété foncière dont la valeur variait entre 400 \$ et 1500 \$. Cette propension des Canadiens français à devenir propriétaires de leur résidence, appuyée par le haut taux de naturalisation, confirme le fait que, très tôt, un nombre appréciable de Canadiens français ont pris la décision de s'établir de manière définitive aux États-Unis.

#### *La grève de 1872 dans l'industrie forestière*

La courte grève de juillet 1872 a curieusement créé plus de remous dans la communauté canadienne-française de Bay City que dans l'ensemble de la vallée. Dès le début de l'arrêt de travail, les travailleurs ont mis sur pied une organisation ouvrière à laquelle un nombre appréciable de Canadiens français ont adhéré. Leur participation est devenue rapidement une source de tension dans le « Petit Canada ». L'élite cléricale catholique de la ville s'est acharnée à dénoncer la grève et à condamner le regroupement ouvrier, qualifié de païen et d'hérétique, qui exigeait de ses membres qu'ils prêtent serment d'allé-

geance<sup>77</sup>. Le curé de la paroisse, Gilbert Girard, qui venait tout juste d'être nommé à ce poste<sup>78</sup>, a aussi vivement dénoncé, dans son sermon du dimanche, les travailleurs canadiens-français qui avaient collaboré à créer cette organisation et qui participaient à la grève<sup>79</sup>.

La contribution active des Canadiens français dans ce conflit a de quoi étonner. Les études sur les Canadiens français aux États-Unis ne nous ont pas habitués à une participation aussi hâtive des Canadiens français dans des conflits ouvriers<sup>80</sup>. En fait, en général, les Canadiens français aux États-Unis faisaient partie de ceux qui étaient engagés comme briseurs de grève lors de conflit de travail. Certains ont participé à des grèves en Nouvelle-Angleterre. Mais la grande majorité des grèves auxquelles les Canadiens français ont participé ont eu lieu au **xx<sup>e</sup>** siècle, dans des villes où des communautés canadiennes-françaises étaient bien établies et bien soutenues, et notamment à Lawrence, Massachusetts, en 1912 et à Manchester, New Hampshire, en 1922.

Dans la vallée, où le processus migratoire était encore récent, la participation à cette grève, qui semble significative si l'on en juge par les réactions qu'elle a suscitées chez les leaders cléricaux, est encore plus étonnante. Elle peut s'expliquer par le fait que la culture de vie et de travail des Canadiens français, conjuguée à la faiblesse et l'instabilité de leur leaders cléricaux et laïcs, a rapidement — et peut-être plus rapidement qu'ailleurs — libéré les Canadiens français de l'isolement social qui en résultait, pour les intégrer plus rapidement à la vie socio-économique de la société d'accueil, leur faisant ainsi prendre conscience des principaux enjeux économiques et les faisant réagir plus rapidement en fonction de leurs propres intérêts.

#### **Le déclin de l'industrie forestière et des communautés immigrantes, 1880-1900**

La période qui s'amorce en 1880 pour se terminer à la fin du siècle est caractérisée par une instabilité de l'industrie forestière et par l'affaiblissement des communautés canadiennes-françaises de la région. La fin de la crise économique des années 1870 a ramené une certaine stabilité dans le marché du travail. Elle fut toutefois de courte durée puisque l'industrie forestière est entrée dans une nouvelle période d'instabilité qui commença en 1884, et qui fut suivie par la grève de 1885. La crise économique de 1893-1897 est venue confirmer ce déclin

et celui des communautés qui étaient dépendantes du dynamisme de ce secteur d'activité.

Les communautés canadiennes-françaises ont donc été fortement perturbées durant cette période. Si la population a augmenté de manière sensible entre 1880 et 1884, passant de 7331 à 10 700 habitants<sup>81</sup>, elle a stagné de 1884 à 1894 pour diminuer graduellement durant la dernière moitié des années 1890<sup>82</sup> et atteindre 10 324 habitants et ne constituer qu'un peu plus de 7% de la population totale de la vallée<sup>83</sup> (voir tableau 3.1).

Ce déclin forestier et la fermeture progressive de scieries a éliminé un grand nombre d'emplois qui n'ont pas pu être récupérés au même rythme par le développement parallèle de nouveaux secteurs économiques<sup>84</sup>. Mais, en plus, les Canadiens français ont vécu de nombreux problèmes qui secouaient aussi l'économie de leurs propres communautés. L'élite marchande canadienne-française a vivement ressenti les répercussions du déclin forestier. Les baisses de salaires ou les pertes d'emplois se sont traduites en bout de ligne par une diminution du pouvoir d'achat de sa clientèle, remettant en cause la rentabilité de ses opérations commerciales. Cette situation fut particulièrement difficile à Bay City où était concentrée une partie importante de l'effectif. Plusieurs marchands ont fait paraître des messages dans le journal *Le Patriote* de Bay City pour signaler à leur clientèle que des difficultés financières les obligeaient à fermer leurs portes. Ils invitaient leur clientèle à venir profiter de soldes formidables sur toute la marchandise en magasin puisque tout devait être vendu avant la fermeture officielle<sup>85</sup>.

Les affaires semblaient aller si mal dans le « Petit Canada » de Bay City que plusieurs commerçants n'ont pas hésité à faire appel aux sentiments nationalistes de leur clientèle. Dans les pages du *Patriote*, plusieurs messages incitaient les Canadiens français à se rappeler leur origine ethnique en achetant « canadien ». Le pharmacien Carrier de Bay City faisait paraître ce message en 1884 : « Si vous avez des prescriptions à faire remplir, rappelez-vous que la pharmacie des Canadiens est sur la rue Water et que H. Carrier en est le propriétaire<sup>86</sup> ». Durant les années 1880, et particulièrement en 1884, plusieurs commerçants canadiens-français ont déclaré faillite et d'autres n'ont eu d'autres choix que de vendre leur commerce. Ce fut le cas pour M. Joseph Fortin, un

épicier du Petit Canada de la rue Woodside à Bay City, qui fut contraint en août 1884 de vendre son commerce<sup>87</sup>.

Malgré le déclin de l'industrie, quelques institutions, dont la Société Lafayette à Bay City, ont cherché à maintenir un certain dynamisme. Au début des années 1880, la Société Lafayette a continué à organiser au Lafayette Hall des bals, des banquets et des concerts. Ses activités s'adressaient toutefois peu à la communauté entière mais plutôt à son élite<sup>88</sup>. Cette société affichait aussi ouvertement son attachement et son patriotisme envers la société américaine. Chaque année, elle célébrait en juillet l'« Independence Day », en organisant un bal et en participant au défilé organisé par les autorités municipales dans les rues de Bay City<sup>89</sup>. Cette société s'est montrée toutefois plutôt discrète lors des célébrations entourant la fête du 24 juin<sup>90</sup>. Ce comportement traduisait bien le rôle que la Société Lafayette — comme bien d'autres — voulait jouer auprès de ses commettants, désirant mieux intégrer la communauté qu'elle servait à la société d'accueil qu'elle tenait en haute estime. Quant à la Société Saint-Jean-Baptiste de West Bay City, tout en étant présente aux célébrations du « 4 juillet », elle a célébré, comme cela semble être son habitude, la fête des Canadiens français en juin 1885, en organisant un banquet à l'Église Sainte-Marie de West Bay City.

Parmi les sociétés canadiennes-française, les sociétés Saint-Jean-Baptiste, dont les origines nationalistes et patriotiques sont connues, furent les plus soucieuses de maintenir en vie les traditions issues du pays d'origine, de conserver une relation constante avec le Québec et de célébrer les fêtes à caractère national<sup>91</sup>. D'ailleurs, en 1884, un rendez-vous fut lancé à toutes les sociétés Saint-Jean-Baptiste d'Amérique pour une rencontre qui s'est tenue en juin à Montréal. Plus de 300 sociétés répondirent à l'invitation, dont plusieurs provenaient de la Nouvelle-Angleterre et du Midwest<sup>92</sup>.

Or, malgré ces efforts, les problèmes ont rattrapé la Société Lafayette. En août 1884, cette société fut l'objet d'une « réorganisation », dont les origines, comme les effets, restent encore obscurs. Dans un message publié dans *Le Patriote* pour souligner le décès, le 31 juillet 1884, d'Alexandre Laroche, de Bay City, un des membres dévoués de la société, les résolutions adoptées lors d'une assemblée de la Société Bienfaisance Lafayette tenue le 3 août 1884 indiquaient qu'il y avait eu

réorganisation de la société. Ces résolutions étaient signées par J. P. Le Roux, Régis Boutyette et Zotique Aubry qui constituaient le comité de direction de la Société. Or, de ces signataires, seul le nom de Zotique Aubry figurait au nombre des élus lors des élections annuelles qui avaient été tenues en mars 1884. Le fait que le comité de direction de la Société soit différent de celui qui avait été élu 5 mois plus tôt suggère qu'il y a eu des changements au sein de la direction de la société. Les causes demeurent mystérieuses. Mais au même moment se crée à Bay City une nouvelle société de secours mutuel, dont les membres ont tenu des réunions régulières à la salle Madison, située coin Madison et 1<sup>re</sup> Rue<sup>93</sup>. Cette coïncidence laisse supposer une instabilité dans la direction de cette institution qui a pu prendre la forme de démissions au sein de la Société Lafayette ou, à tout le moins, des tensions entre les membres du conseil d'administration, menant à la création d'une nouvelle société de secours mutuels.

Enfin, au cours des années 1880, les Canadiens français de Bay City furent, dans l'ensemble, de plus en plus sollicités par les partis politiques et ont participé activement à la vie politique de leur communauté. Ils furent sollicités tant par les organisations politiques que par les journaux francophones de la région. À l'approche des élections du 4 novembre 1884 au cours desquelles la population était invitée, entre autres, à élire son représentant pour le 10<sup>e</sup> district à la législature d'État, les dirigeants des journaux francophones *Le Patriote* et *Le Courrier* ont indiqué clairement qu'ils appuyaient le démocrate Spencer O. Fisher, qui était maire à West Bay City, et qu'ils espéraient que les citoyens américains d'origine canadienne-française voteraient dans le même sens<sup>94</sup>.

Les Canadiens français de Bay City ne se sont toutefois pas limités à participer au processus électoral. Plusieurs d'entre eux se sont présentés comme candidats à des postes dans l'administration municipale. Aux élections municipales d'avril 1884 dans Bay City, quatre des 21 postes en jeu furent remportés par des Canadiens français d'origine. Dans le quartier n<sup>o</sup> 5, regroupant surtout des Allemands-Américains, mais où les Canadiens français comptaient pour 15% de la population, c'est un des leurs, A. O. Perrot, qui fut élu au poste de constable pour ce district. Dans le quartier n<sup>o</sup> 6, là où les Polonais-Américains étaient majoritaires et les Canadiens français ne constituaient qu'environ 5% de la population, ce fut William Trombley qui fut élu échevin et

J. Ruelle qui obtint le poste de superviseur. De même, dans le district n° 7, un quartier majoritairement allemand où les Canadiens français ne comptaient que pour 7% de la population, Louis Bouchard fut élu au poste de superviseur<sup>95</sup>.

Traduisant bien les changements qui s'opèrent dans la vallée entre 1880 et 1900, le pourcentage de chefs de ménage natifs du Québec a subi une forte diminution. Si, en 1870, 94% des chefs de ménage étaient nés dans la province, en 1880, 89% d'entre eux étaient originaires de cette région et, à la fin du siècle, ce pourcentage était tombé à 81%. En contre-partie, de plus en plus de chefs de ménage étaient nés au Michigan. En 1870, ils étaient 4% mais, en 1880, 6% et, en 1900, 13% étaient originaires du Michigan. Enfin, les Canadiens français originaires des États du Nord-Est étaient de plus en plus nombreux, ayant passé de 2% en 1870 à 5% en 1880 et atteignant 6% en 1900<sup>96</sup>. La hausse notable du pourcentage des natifs du Michigan traduit, d'une part, une certaine stabilisation de l'effectif dans plusieurs communautés et, d'autre part, la consolidation de la seconde génération.

Un phénomène inédit se produit à cette époque. Alors qu'auparavant les chefs de ménage nés ou ayant séjourné dans le Nord-Est provenaient surtout des États de New York, du Maine et du Vermont, plusieurs d'entre eux avaient séjourné quelque temps dans des États manufacturiers de la Nouvelle-Angleterre avant de se rendre dans la vallée, notamment au New Hampshire, au Massachusetts et au Rhode Island. C'est le cas de Guy Martin qui est né au Canada en 1844, et qui a épousé une Canadienne. Le couple eut un premier enfant au Canada en 1863. La famille Martin a émigré aux États-Unis en 1882 et, la même année, un autre enfant naissait au New Hampshire. En 1894 et en 1896, deux enfants naissaient au Michigan, et en 1900 on retrouvait cette famille en vivant dans le comté de Bay, où Guy Martin travaillait comme journalier<sup>97</sup>.

Le cas de Henri Bourdon illustre bien la migration est-ouest. Bourdon est né en 1852 au Canada. Il avait épousé une Canadienne et, ensemble, ils ont émigré aux États-Unis en 1878. En 1880, ils eurent un enfant au Rhode Island, puis le couple se dirigea vers le Michigan où sont nés 4 enfants entre 1889 et 1899. En 1900, Henri Bourdon travaillait comme charpentier et habitait avec sa famille à West Bay City.

Ces cas sont révélateurs d'une nouvelle tendance migratoire qui se dessine dans les années 1890 et qui lierait plus intimement certains États manufacturiers du Nord-Est à la vallée de la Saginaw. En fait, il est probable que la crise économique des années 1890, conjuguée aux difficultés que posait à l'industrie manufacturière de coton en Nouvelle-Angleterre la compétition des industries manufacturières du Sud, ait stimulé certains Canadiens français à quitter le Nord-Est pour l'Ouest. Certains d'entre eux se seraient orientés vers la vallée, à la recherche de terres à bas prix ou d'emplois plus stables dans le secteur manufacturier. Si cette hypothèse était valable, elle viendrait confirmer une fois de plus la présence, sous une forme ou une autre, d'un triangle migratoire reliant inégalement, selon les conjonctures économiques différenciées et leurs structures économiques particulières, le Québec, le Nord-Est industriel américain et le Michigan<sup>98</sup>.

Le profil professionnel des Canadiens français s'est également modifié. Déjà en 1880, après la crise économique, le pourcentage des Canadiens français actifs dans l'industrie forestière avait diminué, passant de 59% en 1870 à 52%. Cette diminution va se poursuivre lors des deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle alors que l'on ne retrouve en 1900 que 31% des chefs de ménage travaillant dans le secteur forestier. Le secteur du travail qualifié a subi lui aussi les contrecoups de la crise. Si, en 1880, 20% des chefs de ménage y étaient associés, en 1900, seulement 12% y travaillaient. Les Canadiens français étaient un peu plus nombreux dans le secteur des services qui attirait 8% des chefs de ménage en 1880 et qui en retenait en 1900 près de 12%, toujours à titre surtout de propriétaires de « saloon » et de propriétaires d'hôtel. Signe des temps difficiles pour l'industrie, c'est le secteur agricole, longtemps négligé par les migrants, qui attire davantage les Canadiens français à cette époque; 12% des chefs de ménage étaient fermiers en 1880, ils sont deux fois plus nombreux en 1900 (voir tableau 3.2). Dans le contexte du renouveau économique proposé par les élites économiques de la région, plusieurs industries manufacturières ont été mises sur pied. En 1900, des manufactures de boîtes, des fonderies, des *stone mills* — atelier de broyeur de pierre — et des raffineries de sucre fournissaient du travail à 10% des chefs de ménage.

Dans ce contexte, la prise de pensionnaires, comme stratégie de rechange, n'a pu véritablement être utilisée puisque le déclin des activités s'est traduit par une contraction des emplois temporaires et par

une diminution du nombre de pensionnaires. En 1880, 20% des ménages avaient recours à cette stratégie pour améliorer leur revenu; en 1900, 6% seulement abritaient des pensionnaires.

Le travail juvénile a lui aussi été perturbé. En 1880, 70% des jeunes garçons de 15 ans et plus travaillaient à l'extérieur de la maison, principalement dans l'industrie forestière. En 1900, ce pourcentage a certes augmenté, passant à 83%, mais les secteurs d'emplois sont beaucoup plus diversifiés et précaires, allant de l'épicerie du coin à la manufacture de boîtes de carton, en passant par la briqueterie et les services d'incendie. Le secteur forestier, pour sa part, n'offre plus de possibilités d'emplois.

TABLEAU 3.3

Évolution de différents indicateurs socio-économiques  
des ménages canadiens-français de la vallée de la Saginaw,  
1870-1900, en pourcentage

	1870	1880	1900
Conjointes qui travaillent *	2,1	1,6	1,2
Garçons de 15 ans et + qui travaillent	93,0	70,0	83,3
Garçons de moins de 15 ans qui travaillent	7,7	5,4	2,5
Filles de 15 ans et + qui travaillent	0,0	22,6	26,1
Filles de moins de 15 ans qui travaillent	0,0	0,0	0,0
Ménages abritant des pensionnaires	25,5	20,0	5,5
Naturalisation	31,8	n.d.	60,0
Propriété	34,6	n.d.	63,5

\* Ici, le terme « travailler » renvoie au travail à l'extérieur de la maison.

Dans ce contexte en mutation, la grande majorité des Canadiens français qui était toujours présente dans la vallée avait fait le choix de s'établir définitivement aux États-Unis. En 1900, 60% des chefs de ménage nés au Québec possédaient ou étaient en voie d'obtenir leur citoyenneté américaine<sup>99</sup>. Et de tous ceux qui demeuraient dans la région, 64% déclaraient posséder une propriété foncière, dont 50% étaient libres d'hypothèque<sup>100</sup>.

La restructuration de l'économie de la vallée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle a donc exigé des correctifs profonds de la part de l'ensemble des familles ouvrières qui dépendaient jadis du secteur forestier. Les

Canadiens français ont su s'adapter à cette nouvelle réalité. Même s'il est impossible de mesurer ce phénomène précisément, cette transition économique a d'abord eu pour effet de faire fuir des Canadiens français. Si certains sont retournés au pays, d'autres ont probablement suivi l'industrie, une fois de plus, vers la nouvelle « frontière » forestière maintenant située plus à l'ouest.

Mais parmi les ménages qui avaient choisi de demeurer dans la vallée, et dont les chefs avaient acquis la citoyenneté américaine, plusieurs se sont tournés vers l'agriculture. L'accès à la terre est redevenu plus facile vers la fin du siècle puisque les activités de coupe étaient terminées dans la région et que les terres étaient maintenant disponibles pour la culture et vendues à prix abordables. Même si l'agriculture demeurait une activité risquée après la disparition de nombreux chantiers forestiers qui constituaient un marché important pour la production agricole, le fait de pouvoir travailler sur une terre dont ils étaient propriétaires, et de vivre de manière indépendante, à l'abri des fluctuations du marché du travail, a sans doute paru à plusieurs une option satisfaisante. Ce comportement est d'autant plus probable que le développement forestier avait suivi partout les mêmes phases et qu'il s'est terminé par un retour vers l'agriculture. En ce sens, ce comportement des Canadiens français était lié à leur expérience de travail antérieure dans ce domaine et à leurs connaissances de l'évolution de l'industrie forestière et des cycles du marché du travail. Les Canadiens français ont profité des emplois offerts au moment où les opérations forestières étaient menées rondement pour économiser — et effectivement plusieurs possèdent des économies — de manière à pouvoir acheter une terre dans la région au moment où, comme ils l'avaient prévu, le secteur forestier déclinerait. Enfin, d'autres Canadiens français, probablement ceux qui étaient déjà établis dans la vallée, ont trouvé du travail dans le secteur manufacturier qui se développait lentement dans la région et qui exigeait peu de qualifications particulières.

Mais, dès le début du xx<sup>e</sup> siècle, ces communautés, jadis dynamiques, ont commencé à disparaître. Privées de l'industrie forestière, l'élément qui avait attiré les Canadiens français dans cette région, ces communautés n'ont pu susciter l'arrivée de nouvelles recrues et ont perdu peu à peu les caractéristiques franco-catholiques qui les avaient jusque-là distinguées. Aujourd'hui, seuls certains noms de rue et

quelques pierres tombales dans les cimetières rappellent le passage dans la région de milliers de Canadiens français.

\* \* \*

La présence canadienne-française dans la vallée de la Saginaw au cours du XIX<sup>e</sup> siècle fut donc le résultat d'un mouvement multidirectionnel et multicausal. Dans un premier temps, ce sont des Canadiens français d'origine, vivant au sein des communautés encore présentes dans le Sud-Est du Michigan, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, qui furent parmi les premiers à se diriger vers la région et à mettre en branle un processus toutefois modeste de colonisation et de mise en valeur de la vallée.

Mais, parallèlement, un mouvement migratoire d'une toute autre nature et animé par d'autres préoccupations s'est amorcé vers la vallée. Dès les années 1840, l'état déplorable dans lequel se trouvait l'économie au Québec s'est conjugué à la disparition de plusieurs stratégies de survie élaborées au sein de l'économie nord-atlantique pour obliger de nombreux Canadiens français à revoir leurs projets et à privilégier comme possibilité une migration vers le Michigan.

Ce mouvement migratoire vers la vallée de la Saginaw s'est inscrit en parfaite continuité avec la culture de mouvement et la culture de travail que les Canadiens français avaient développées depuis des décennies. La vallée de la Saginaw représentait un territoire familier, accessible. Les secteurs économiques qui y progressaient étaient en tout point compatibles avec les divers objectifs que s'étaient fixés les Canadiens français. La vallée disposait de terres fertiles, accessibles et à bas prix, et aussi d'abondantes ressources forestières dont l'exploitation industrielle, qui ne devait pas tarder, nécessiterait une main-d'œuvre nombreuse et expérimentée que les Canadiens français étaient prêts à venir combler.

Avant la guerre civile, les Canadiens français furent peu nombreux dans la vallée. Néanmoins, ces migrants ont eu recours à plusieurs modèles migratoires pour s'y rendre. Bien que la migration directe entre le Québec et la vallée se soit intensifiée au fur et à mesure que le siècle a progressé, ce processus migratoire central a été alimenté constamment par une deuxième source en provenance des communautés canadiennes-françaises semi-permanentes établies depuis peu dans les régions forestières et agricoles du Nord-Est américain. D'une part, à

l'instar des agriculteurs américains du Nord-Est qui ont participé à la « grande migration » est-ouest, plusieurs Canadiens français, dans la même quête, ont également pris part à cette migration qui a mené certains d'entre eux vers la vallée. Mais, pour d'autres, l'arrivée dans la vallée s'est inscrite à l'intérieur d'un tout autre processus, soit celui du refoulement constant et systématique de la « frontière » forestière d'est en ouest. Ce déplacement a eu pour effet de créer un « marché migratoire septentrional du travail forestier, auquel les Canadiens français avaient depuis le tout début du XIX<sup>e</sup> siècle participé et qui les avait transformés en travailleurs migrants se déplaçant au rythme de la « frontière ». Le déplacement des principaux lieux d'exploitation forestière vers la vallée, dans les années 1850-1860, a donc eu pour effet de drainer une partie de cette force de travail canadienne-française du Nord-Est vers la vallée de la Saginaw. Dans ces deux modèles, la migration vers le Nord-Est des États-Unis semble avoir été une étape transitoire dans le continuum migratoire menant vers l'Ouest.

Après la guerre civile, le développement forestier soutenu qu'a connu la vallée a accentué le processus migratoire des Canadiens français, marginalisant ainsi le secteur agricole qui, jusque-là, avait constitué le principal élément d'attraction. Ce courant migratoire, bien qu'il ait été plus direct, ne s'est toutefois pas articulé uniquement entre le Québec et la vallée. Plusieurs Canadiens français qui séjournèrent dans le Nord-Est américain, et particulièrement dans l'État de New York, ont été affectés par le déclin forestier dont cette région était la victime et certains d'entre eux ont suivi l'industrie forestière dans son déplacement vers l'Ouest — dont certains vers la vallée —, là où allait s'établir la nouvelle « frontière » forestière. Dans ce sens, qu'ils aient résidé auparavant au Québec ou dans les communautés du Nord-Est américain, les Canadiens français de la vallée ont participé à un processus migratoire qui pourrait être qualifié de triangulaire, liant, dans un mouvement giratoire, le Québec, le Nord-Est américain et la vallée de la Saginaw.

Dans l'ensemble, deux éléments paraissent essentiels à la compréhension des multiples facettes de l'expérience migratoire et de l'intégration socio-économique des Canadiens français dans la vallée de la Saginaw. Le premier repose sur la « culture de mouvement » des Canadiens français et a, à la fois, orienté le mouvement migratoire, rassuré les migrants dans leur déplacement et permis de se sentir à l'aise rapidement à l'intérieur de la région des Grands Lacs. Le second

élément tient essentiellement à la culture de travail forestier acquise par les Canadiens français par leurs multiples expériences dans ce domaine sur le continent. Ces deux éléments ont teinté tous les aspects de la migration canadienne-française vers la vallée, et ont influencé le comportement des migrants, à la fois par rapport à la société d'accueil et par rapport aux institutions auxquelles ils étaient liés.

Dès leur arrivée dans la vallée, les Canadiens français ont cherché à mettre sur pied des institutions sociales avec lesquelles ils étaient familiers. Dans les années 1850, mais surtout au cours des années 1860 et 1870, plusieurs paroisses catholiques furent créées, toutes multi-ethniques au départ, mais certaines, sous le poids du nombre, furent transformées en paroisses nationales. À ces paroisses se sont souvent greffées des écoles paroissiales privées, des journaux et des sociétés de secours mutuel, autant de structures dont l'objectif initial était d'encadrer les membres de la communauté et de leur donner un sentiment d'appartenance et de sécurité.

Toutefois, ces institutions ont très tôt traversé des périodes de turbulence dont les principales conséquences furent de créer des divisions internes, de miner la crédibilité des leaders et de remettre en question leur rôle sécurisant et stabilisateur. Ainsi, l'émergence du mouvement politique « annexionniste » à la fin des années 1860 a déstabilisé les sociétés nationales du Michigan. Bien éphémère, ce mouvement a interpellé toutes les organisations canadiennes-françaises de l'État, les a obligés à prendre position sur cette question et a ensuite provoqué une profonde division entre les sociétés de Detroit et les sociétés actives ailleurs au Michigan. Ce mouvement a de plus créé une profonde confusion au sein des institutions qui prônaient la « survivance ». Si bien qu'au sortir de cette crise les organisations, jusque-là solidaires dans leurs objectifs de réunir tous les Canadiens français de l'État, se sont retrouvées isolées les unes des autres, divisées et affaiblies.

Au-delà de ces divisions profondes, d'autres institutions centrales pour les Canadiens français ont également vécu des périodes d'instabilité et de déchirements internes. Ce fut le cas notamment pour la paroisse St. Joseph de Bay City, la plus importante paroisse nationale de la vallée. Les paroissiens ont eu à composer, de 1872 jusqu'à la fin du siècle, avec des changements continuels au niveau de la direction

paroissiale. La succession rapide de prêtres à la tête de la paroisse, dont certains semblaient peu sensibles aux besoins propres aux franco-catholiques, conjuguée aux efforts des paroissiens pour se familiariser constamment avec un nouveau leader spirituel, a privé les paroissiens d'une certaine stabilité dans la direction religieuse. À ces problèmes spirituels se sont ajoutées des difficultés d'ordre temporel et financier qui exigèrent des efforts immenses de la part des paroissiens et qui ont créé tensions et divisions au sein de la communauté entière.

Parmi les institutions qui furent l'objet d'instabilité, les journaux francophones de la vallée ne doivent pas être oubliés. Même si les journaux canadiens-français publiés aux États-Unis n'ont jamais été caractérisés par leur stabilité et leur longévité, certains d'entre eux ont pris en considération le milieu qu'ils devaient servir, prônant la « survivance » certes, mais s'intéressant à l'évolution sociale, économique et politique du milieu où vivaient des milliers de Canadiens français en se voulant un phare éclairant et rassurant sur les questions essentielles. Or, dans la vallée, les journaux canadiens-français ont toujours donné l'image d'institutions désincarnées, débranchées du milieu dont ils devaient suivre l'évolution et éclairer le cheminement par leurs commentaires. Sans en être les principaux responsables, ils ont contribué à l'instabilité qui animait la communauté par leur manque d'engagement.

À ces perturbations d'ordre religieux et institutionnel se sont ajoutés des bouleversements de nature économique. Durant le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, l'instabilité économique fut constante dans la vallée. Les Canadiens français ont dû composer avec la crise des années 1870, avec les difficultés du secteur forestier dans les années 1880, avec la grève de 1885 et le déclin continu du secteur forestier.

Dans ce climat d'instabilité, en tenant compte des diverses caractéristiques de la migration et de la nature de l'intégration socio-économique des Canadiens français dans la vallée, il est possible de se demander si la culture de travail et la culture de mouvement des Canadiens français, si la facilité avec laquelle ils se sont intégrés à un monde qu'ils connaissaient déjà relativement bien, n'ont pas contribué, dans une certaine mesure, à accentuer les tensions et les divisions d'abord parmi leurs élites institutionnelles et, ensuite, entre paroissiens et élite cléricale. En fait, forts de leur expérience de travail et de vie dans ce type de centres forestiers qu'ils connaissaient bien, les Cana-

diens français n'ont peut-être pas ressenti ou éprouvé, aussi profondément que leurs dirigeants laïques ou cléricaux l'auraient voulu, le besoin d'être protégés par ces institutions d'encadrement qui préconisaient leur isolement de la société anglo-protestante et industrielle comme seule garantie de la survie des particularités franco-catholiques. Cette dynamique propre, qui a caractérisé l'évolution des communautés canadiennes-françaises de la région, a eu pour effet de rendre le leadership institutionnel encore moins vigoureux qu'il ne l'était déjà et de rendre l'encadrement encore moins rigide, laissant ainsi plus de latitude aux Canadiens français. Ces derniers furent donc de moins en moins réceptifs au discours traditionnel des élites et de plus en plus ouverts à la société américaine.

Ce fossé qui se creuse, entre un leadership hésitant et désarticulé et des individus en quête d'autonomie, a eu des conséquences significatives sur le comportement des Canadiens français. Cette relation conflictuelle a mis en sourdine la conscience « ethnique » que les leaders voulaient tant voir se développer chez les migrants et qui les aurait liés plus étroitement à leurs leaders. Cette distance a par ailleurs contribué à faire émerger plus rapidement une « conscience de classe » qui s'est manifestée par une volonté d'améliorer d'abord et avant tout les conditions de vie de leur famille et de recourir à des moyens précis pour y parvenir.

C'est dans cette perspective que l'on peut mieux comprendre certains comportements des Canadiens français, et notamment leur participation aux grèves de 1872 et de 1885, leur propension à obtenir rapidement la citoyenneté américaine, leur participation active tant comme électeurs que comme candidats à des postes électifs dans l'administration locale ou leur volonté de devenir vite propriétaires de leur résidence. Ce sont des comportements qui sont affichés par les Canadiens français après seulement quelques années de résidence dans la vallée. Ils démontrent qu'ils ont pris conscience très tôt que leurs intérêts et ceux de leur famille débordaient le simple maintien de leurs particularités culturelles et exigeaient un engagement accru dans toutes les sphères de leur existence où une amélioration pouvait être possible.

Au niveau économique, l'augmentation significative de l'effectif canadien-français au cours de la crise des années 1870 illustre bien la confiance avec laquelle ont agi les habitants de la vallée et ceux qui

sont venus les rejoindre. Ils ont su composer avec une réalité industrielle chancelante, avec laquelle leur culture de travail les avait manifestement familiarisés. Les Canadiens français ont pu compter sur la solidarité familiale pour pallier les difficultés qui leur paraissaient passagères et qui n'exigeaient pas de décisions draconiennes. Aussi, la diversité des emplois qu'ils ont occupés dès 1870, soit à peine une décennie après le début réel de la migration, illustre bien la rapidité et la facilité avec laquelle ils ont pu s'intégrer à la réalité économique de la vallée. Les Canadiens français ont travaillé dans tous les secteurs de l'économie. Bien qu'ils aient été concentrés dans le secteur forestier, plusieurs ont occupé également des postes dans les chantiers navals, dans les chemins de fer ou travaillé comme artisans, travailleurs qualifiés ou journaliers. D'ailleurs, leur présence dans le secteur de la vente d'alcool s'inscrit aussi en continuité avec leur expérience de travail dans les villes forestières de l'est du continent. Ils savaient pertinemment que ce genre d'activité, bien qu'il ait été condamné par le clergé, était lucratif, tout en étant utile pour soutenir et orienter les nouveaux arrivants dans leur intégration au marché du travail. Et, dans un contexte où les institutions traditionnelles traversaient des périodes instables, le « saloon » tenu par un Canadien français est probablement devenu une institution encore plus indispensable à la communauté. Dans le climat d'instabilité, la famille est demeurée la seule institution fiable, malléable et pleine de ressources, sachant, en fonction de ses propres besoins, se modeler et réagir aux exigences de l'industrie et de ses cycles.

Cette culture de travail et de mouvement a fait en sorte que, lorsque le déclin forestier s'est manifesté dans la vallée, les Canadiens français n'ont pas posé de gestes de panique. Ils ont plutôt, selon les options qui s'offraient, élaboré de nouvelles stratégies. Certains sont retournés au Canada, dont l'économie prenait du mieux au tournant du siècle, d'autres ont préféré rester dans la vallée et s'adapter à la nouvelle structure manufacturière en essor. D'autres encore ont acquis une terre à prix abordable, alors que d'autres enfin ont décidé de suivre l'industrie du bois dans sa progression vers la nouvelle « frontière » encore plus à l'ouest. Quant aux communautés canadiennes-françaises de la région, sans direction véritable, elles se sont disloquées et ont perdu graduellement leurs caractéristiques culturelles propres et leur raison de vivre.

À l'intérieur de ce large processus migratoire, les Canadiens français ne sont pas demeurés passifs, ni victimes des circonstances. Dans toutes les phases de la vie dans la vallée, ils ont constamment fait appel à leur culture de vie et de travail, qui a contribué à faciliter leur intégration socioéconomique, à les rendre plus dynamiques et plus entreprenants. Les gestes qu'ils ont posés et les comportements qu'ils ont affichés ont tous traduit une confiance et une certaine maîtrise de leur destinée. Ils ont fait des choix éclairés selon leurs connaissances et leurs besoins particuliers: ils ont donné ainsi un sens de continuité entre le passé et le présent<sup>101</sup>.

En fonction des connaissances que nous possédons sur les Canadiens français aux États-Unis, leurs comportements sont trop étonnants pour ne pas traduire une relation particulière, différente, qui s'est tissée entre eux et la société ambiante, une relation basée sur la confiance que donnent la connaissance et l'expérience.

Enfin, l'expérience des Canadiens français dans la vallée a mis en relief non seulement la complexité du processus migratoire qui les a menés à essaimer sur tout le continent, mais également la centralité de la culture de travail et des valeurs des migrants dans les multiples choix qu'ils ont été appelés à faire pour chercher à améliorer leurs conditions de vie.



## CHAPITRE 4

### La migration des Canadiens français dans la péninsule de Keweenaw, 1840-1914

TOUT COMME POUR LA VALLÉE DE LA SAGINAW, les Canadiens français ont contribué aux phases du développement de la péninsule de Keweenaw. Il est quand même étonnant de constater que les Canadiens français furent attirés par les développements miniers qui s'amorcent dans cette région au XIX<sup>e</sup> siècle alors qu'à cette époque, au Québec, peu d'extraction minière était réalisé. Nous verrons que ces migrants ont su voir les nombreuses possibilités que recelait la péninsule pour qui voulait améliorer son sort.

Leur expérience dans la vallée peut se diviser en trois phases précises. La première, entre 1840 et 1860, est marquée par l'arrivée des premiers migrants et par le début de l'organisation communautaire. La seconde se situe entre 1860 et 1900 et est caractérisée par une accélération du mouvement migratoire, par la mise en place d'institutions sociales et par la consolidation des communautés. La dernière phase, qui débute vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour se terminer à l'aube de la Première Guerre mondiale, est marquée par l'effritement du consensus social, par la grève de 1913-1914, par le départ de nombreux migrants et le déclin des communautés canadiennes-françaises de la région.

#### Les Canadiens français avant la guerre civile, 1840-1860

Avant la guerre civile, les Canadiens français furent peu nombreux dans la péninsule<sup>1</sup>. En 1850, on en comptait 71, ce qui représentait moins de 7% de la population totale de la région; en 1860, leur

TABLEAU 4.1

Nombre de Canadiens français dans les comtés  
de la péninsule de Keweenaw, 1850-1910

Année	Population canadienne-française				Population de la région	Pourcentage des Canadiens français
	Houghton	Keweenaw*	Ontonagon	Total		
1850	36	-	35	71	1 097	6,5
1860	377		326	703	13 802	5,1
1870	1 290	271	249	1 710	20 929	8,2
1880	3 061	351	250	3 662	29 308	12,5
1900	7 840	326	638	8 804	75 477	11,6
1910	6 348	275	474	7 097	103 904	6,8

Source : Listes nominatives de recensement fédéraux américains, pour les comtés de Houghton, Keweenaw et Ontonagon. 1850-1910. \* Ce comté fut détaché en 1861 du comté de Houghton.

nombre s'élevait à 703, soit seulement 5 % de la population totale<sup>2</sup> (voir tableau 4.1).

D'entrée de jeu, ces statistiques étonnent. Non pas tant par le nombre de Canadiens français qui habitent cette région isolée — qui est, il faut en convenir, négligeable — mais par le fait qu'ils y soient déjà présents à une période si hâtive du développement minier.

On connaît toutefois peu de chose sur ces Canadiens français d'origine. Mais on sait d'où ils viennent. De tous les chefs de ménage présents en 1850, 2 sur 3 étaient nés au Québec, alors que 1 sur 4 était né au Michigan et que 1 sur 8 était originaire de l'État voisin, le Wisconsin. Mais cette diversité dans les lieux d'origine disparaîtra rapidement. Du début des années 1850 jusqu'aux années 1870, le Québec sera le lieu de naissance de 9 chefs de ménage sur 10 présents dans la péninsule. Et il faudra attendre les années 1880 avant que ne réapparaisse une certaine diversité dans les lieux de naissance, une diversité qui va s'accroître dans les années 1890 et 1900 (voir tableau 4.2).

Ce lien plus direct qui s'établit entre la péninsule et le Québec dans les années 1850 s'explique par une amélioration sensible des moyens de

TABLEAU 4.2

Évolution du profil socioéconomique et des lieux d'origine des  
Canadiens français de la Péninsule de Keweenaw, 1850-1910

	Années					
	1850	1860	1870	1880	1900	1910
<b>Lieux de naissance</b>						
Canada	62,5	96,7	98,5	92,8	85,1	74,2
Michigan	25,0	1,1	1,1	4,3	10,2	22,7
Wisconsin	12,5	1,1	-	1,4	1,7	0,8
Maine	-	1,1	0,4	-	0,3	-
Minnesota	-	-	0,7	0,3	-	-
Autres	-	-	0,7	2,4	2,2	-
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Secteurs économiques</b>						
Agriculture	-	6,8	8,7	5,0	7,5	12
Mines	-	17,0	16,7	25,9	29,2	44,0
Bois	-	23,8	13,8	9,3	13,2	5,8
Pêche	37,5	-	1,8	1,45	-	0,9
Travail qualifié	12,5	6,8	1,4	0,7	2,0	4,8
Service	-	15,9	6,2	5,1	11,8	9,3
Journalier	31,2	20,4	41,5	47,5	25,8	4,8
Transport	-	2,2	1,1	-	1,0	3,4
Travail au canal	-	-	4,0	-	-	-
À la maison	-	-	-	3,6	-	2,2
Autres occupations	6,2	-	3,3	1,4	1,0	5,3
Non-déterminé	12,8	6,81	1,3	-	8,5	6,6
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

communication. Il faut voir que, jusque-là, le Saint-Laurent avait constitué le moyen de communication le plus utilisé pour lier les deux régions. La Ontario and St. Lawrence Steam Boat Co. faisait la liaison Québec-Buffalo dans l'État de New York, avec des arrêts à Montréal, Lachine, Cascades, Les Cèdres et Coteau du Lac, pour ensuite atteindre Buffalo<sup>3</sup>. De là, il était ensuite possible, bien qu'il faille y mettre le temps, d'atteindre Detroit pour s'embarquer sur un navire en direction de la haute péninsule.

Les comtés du sud du Michigan et la vallée de la Saginaw



Mais, à partir de 1860, les Canadiens français pouvaient emprunter, tout comme ceux qui voulaient se diriger vers la vallée de la Saginaw, le chemin de fer du Grand Trunk qui traversait le Québec pour se rendre à Sarnia, en Ontario, d'où il était facile d'atteindre le Michigan et de s'embarquer sur un navire en direction du nord. Les migrants pouvaient aussi emprunter la ligne de chemin de fer du Great Western qui leur permettait d'atteindre directement Detroit, d'où ils pouvaient ensuite gagner la haute péninsule en bateau. Mais, de toutes les innovations qu'ont connues les années 1850, l'ouverture du canal Sault-Sainte-Marie en 1855, qui a permis d'avoir accès au cœur du secteur minier de la péninsule, a grandement favorisé la venue de nouveaux immigrants dans la région.

Cette migration directe ne fut toutefois pas la seule route utilisée par les Canadiens français. Certains migrants ont opté pour des itinéraires moins orthodoxes, faisant appel à leur haute capacité de se mouvoir sur le continent. C'est le cas d'Olivier Laplante, né au Canada en 1826. Olivier et son épouse, une Canadienne, quittaient vers les États-Unis puisqu'en 1846 le couple Laplante donnait naissance à un premier enfant dans l'État de New York. C'est dans cet État que leurs trois enfants suivants sont nés, soit en 1849, 1851 et 1853. Et c'est entre 1853 et 1856 que le ménage a quitté cet État pour se rendre au Michigan où est né un autre enfant en 1856. En 1860, le ménage Laplante résidait dans le canton de Portage dans le comté de Houghton où le père travaillait comme journalier.

Le cas de la famille Nadeau est semblable. Auguste, le père, était né au Canada en 1831 où il a épousé une Canadienne. Le couple donnait naissance à un premier enfant au Canada en 1855. Le ménage quittait le Canada pour l'État de New York entre 1855 et 1857, puisque c'est à cet endroit que le deuxième enfant naissait en 1857, de même que le troisième en 1858. Et, entre 1858 et 1860, le couple se rendait au Michigan, dans le comté de Houghton, où la famille habitait en 1860 et où Auguste occupait le poste de journalier.

Si certains ont ponctué leur itinéraire d'arrêts dans l'est du continent, d'autres l'ont marqué de haltes dans l'ouest. C'est le cas de la famille Lantonneau. Édouard Lantonneau, le chef du ménage, était né en 1815 au Canada. Il épousa une Canadienne et ensemble ils eurent leur premier enfant au Wisconsin en 1836. Cette naissance fut suivie de

deux autres au Wisconsin, en 1839 et en 1843. Par la suite, le ménage s'est déplacé en direction du Michigan où est né un autre enfant en 1847. En 1850, Édouard pratiquait le métier de pêcheur et vivait avec sa famille dans le comté de Houghton.

Un autre exemple mettait en lumière la mobilité de la famille Lamarre. Antoine, le père, était né au Canada en 1800. Il épousa une Canadienne dans les années 1820 et le couple donna naissance à un enfant en 1826 au Wisconsin, puis à un autre en 1830. Le ménage Lamarre se déplaça vers le Michigan où il résidait en 1850 dans le village d'Ontonagon où Antoine travaillait comme journalier.

Ce ne sont ici que quelques-uns des itinéraires connus qu'ont empruntés ces migrants. Ces données révèlent que plusieurs chefs de ménage nés au Canada et présents dans la péninsule ont d'abord séjourné dans l'État de New York et dans l'État du Wisconsin. Dans le premier cas, le déclin des activités forestières en a probablement forcé certains à quitter alors que, pour le second, ce fut la fin des activités de la traite qui en a obligé plusieurs à bouger pour se diriger vers la péninsule où les activités minières s'amorçaient.

De 1840 à 1860, la concentration de la population canadienne-française a suivi le développement des activités minières. À l'aube de la guerre civile, le canton de Portage, qui incluait le village de Houghton, attirait déjà plus de 45 % de tout le contingent canadien-français du comté de Houghton. Il était suivi par le canton de Hancock — qui incluait le village du même nom situé en face du village de Houghton de l'autre côté de la rivière Portage — avec 22 % alors que le canton de l'Anse, qui 10 ans plutôt regroupait 90 % des chefs de ménage canadiens-français, n'en comptait plus que 18 %.

Au-delà des activités minières, cette concentration dans le canton de Portage n'est pas étrangère au fait qu'une paroisse catholique du nom de St. Ignatus de Loyola fut créée dès 1858 dans le village de Houghton. Traduisant bien les besoins spirituels de la population catholique croissante de la région, cette paroisse — la première à être créée dans la péninsule de Keweenaw — regroupait tous les catholiques irlandais, allemands et Canadiens français<sup>4</sup>.

Le profil socio-économique de la population canadienne-française s'est modifié durant cette période. En 1850, la pêche faisait vivre près de 40 % de toutes les familles canadiennes-françaises de la péninsule alors que le travail de journalier et le travail de barilleurs occupaient

respectivement 32 % et 13 % des chefs de ménage. Mais en 1860, quelques années après les réels débuts de l'industrie minière, l'éventail des emplois était beaucoup plus large. La pêche avait disparu comme secteur d'emploi alors que le travail forestier — incluant le travail de bûcheron et celui de contractant forestier<sup>5</sup> — faisait vivre une famille sur 4, suivi par le travail de journalier qui occupait 20 % des chefs de ménage<sup>6</sup>, suivi par le travail minier (17 %), le secteur des services (16 %) et le travail agricole (7 %).

Pour comprendre ces changements, il faut se rappeler que le développement minier était instable avant 1850 et que bon nombre de Canadiens français qui habitaient dans la région à cette époque provenaient des anciens postes de traite des Grands Lacs qui avaient été transformés en petits villages isolés où la pêche était devenue l'activité principale. Ce n'est que dans les années 1850 que le secteur minier a amorcé son développement et a stimulé la venue de Canadiens français nés au Canada cherchant des occasions d'emplois. Les activités minières ne furent toutefois pas les seules à intéresser les Canadiens français. Il fut déjà démontré que le travail forestier et la prospection minière allaient souvent de pair durant la période initiale de développement minier. Les besoins en main-d'œuvre forestière expliquent pourquoi la péninsule a attiré à cette époque autant de bûcherons, un métier pour lequel les Canadiens français possédaient une vaste expérience. Dès 1860, traduisant le développement démographique rapide de la région, des hôtels et des « saloons » ont fait leur apparition, et plusieurs étaient dirigés par des Canadiens français.

#### **L'accélération du mouvement migratoire et la création de communautés, 1860-1900**

La présence canadienne-française est devenue de plus en plus significative par la suite. Durant la période turbulente de la guerre civile, des Canadiens français ont accepté de se rendre dans la péninsule au moment où sévissait une pénurie de main-d'œuvre. Dès juin 1863, le journal *Portage Lake and Mining Gazette (PLMG)*, un hebdomadaire publié à Houghton et voué aux intérêts miniers, attirait l'attention de ses lecteurs sur l'arrivée d'un bateau à vapeur qui amenait 250 travailleurs canadiens. Ils étaient accompagnés d'un agent de recrutement,

Euchariste Brûlé, engagé spécialement par la Mining Emigrant Aid Society. Brûlé, qui était présent dans la région du lac Supérieur depuis 1854<sup>7</sup>, était originaire de Saint-Barthélemy, dans le comté de Berthier, au Québec, et avait été engagé par les compagnies minières pour faire du recrutement au Canada. Les nouveaux arrivants, qui étaient décrits comme étant jeunes et de petite stature, bien que pourvus d'une grande force physique, avaient été attirés par les hauts salaires versés dans la région, soit environ le double de ce qu'on offrait au Canada<sup>8</sup>.

L'arrivée de ces Canadiens français n'a toutefois pas été d'un grand secours pour résoudre le problème de pénurie de main-d'œuvre durant la guerre. En mars 1864, le *PLMG* remettait l'arrivée de ces Canadiens en perspective et déplorait que la plupart d'entre eux — qui étaient dépourvus d'expérience dans le secteur minier — aient déjà quitté la région. Le journal soulignait que ceux qui étaient restés avaient travaillé surtout à la coupe de bois, un travail pour lequel ils excellaient et dont la production était convoitée par les compagnies minières pour leurs activités d'exploration<sup>9</sup>. On soulignait que, dès 1863, ces Canadiens français avaient obtenu des contrats gouvernementaux pour approvisionner en bois les constructeurs de la Mineral Range State Road, une route d'État qui devait être construite cette année-là dans la région pour favoriser la communication entre les centres miniers. Charles Gariépy, Jean-Baptiste Jolicœur, Paul Perreault de même que John Fournier étaient parmi ceux qui avaient décroché ces contrats<sup>10</sup>.

D'autres Canadiens français se sont sans doute rendus dans la région durant la guerre. Mais ils furent encore plus nombreux à s'y diriger après la fin des hostilités. La deuxième moitié des années 1860 a coïncidé avec le début d'une ère de développement minier plus harmonieux, plus stable et aussi plus concentré dans l'espace pour la péninsule de Keweenaw, venant ainsi encourager la migration, renforcer les communautés existantes et encourager la création de nouvelles.

Dès la fin de la guerre, les activités minières se sont concentrées dans le comté de Houghton. C'est dans la région de Portage Lake que l'on a découvert les plus riches dépôts de cuivre et c'est également dans ce comté — où les opérations minières de la Quincy Mine Company étaient déjà concentrées — que les activités de la C&H eurent principalement lieu. Si bien que, à partir de ce moment, le comté de

Houghton a dominé largement les activités minières de l'ensemble de la péninsule de Keweenaw.

L'effectif canadien-français, qui, avant la guerre, était réparti à peu près également entre les deux comtés, a suivi également cette tendance pour se concentrer principalement dans le comté de Houghton. Le développement minier a suscité la construction de plusieurs usines de transformation et stimulé l'amorce de travaux d'infrastructures urbaines, de construction de canaux et de ponts, des activités qui ont créé autant de lieux de travail vers lesquels les migrants ont pu se diriger. Ces activités de transformation, souvent réalisées à l'écart des lieux d'extraction minière, ont favorisé en périphérie la création de petits hameaux dont certains ont accueilli un nombre croissant de Canadiens français.

Avant la guerre, on l'a vu, la présence des Canadiens français s'est concentrée surtout dans les villages déjà établis de Houghton et de Hancock. Si Houghton possédait déjà sa paroisse catholique, St. Ignatus de Loyola, le village de Hancock, situé de l'autre côté du lac Portage, a vu se créer en 1861 la paroisse catholique de Ste. Anne qui fut pendant plusieurs années le lieu de rassemblement des catholiques, dont celui des Canadiens français<sup>11</sup>.

Outre ces deux villages, de petits hameaux, jadis isolés et peu peuplés, ont, sous l'effet du développement minier périphérique, subi des transformations substantielles. Parmi ceux-ci se trouvaient le village de Lake Linden, situé dans le canton de Schoolcraft, et le village de Calumet, situé dans le canton du même nom. L'essor de ces deux villages fut intimement lié à la présence de la C&H qui, par la mise en place d'une usine de transformation du minerai, a su créer de l'emploi et attirer un nombre considérable de familles.

#### *Le village de Lake Linden et sa vie communautaire*

Les origines du village de Lake Linden remontent à 1851<sup>12</sup>. Les noms de plusieurs Canadiens français figurent parmi les premiers habitants de ce village. Les frères Peter et Joseph Robesco, de même que Joseph Grégoire, Euchariste Brûlé et J.-B. Tonpont furent parmi les pionniers qui s'établirent près du lac et amorcèrent le développement de ce petit hameau<sup>13</sup>. Ce village n'a connu ses premiers vrais développements qu'à partir de 1867, au moment où la C&H décidait d'y construire un

bocard. Cette usine a rapidement attiré bon nombre de migrants, à tel point que, dès 1868, ce petit hameau fut organisé en village<sup>14</sup>.

La construction de cette usine n'a pas été la seule raison du développement démographique rapide de Lake Linden. En 1867, Joseph Grégoire s'associait à deux autres Canadiens français nouvellement arrivés, Louis Deschamps, un pharmacien, et J. Normandin, pour construire dans ce village une scierie, la Joseph Gregory and Co. Cette scierie allait grandement profiter des imposantes ressources en pin dont disposait cette région<sup>15</sup>.

Joseph Grégoire était né à Saint-Valentin au Québec et était arrivé dans la région du lac Supérieur en 1854. Pendant quelques années, Grégoire avait parcouru la région à la recherche de travail, se rendant même jusqu'à Duluth au Minnesota<sup>16</sup>. Il avait d'abord travaillé comme bûcheron, puis avait obtenu certains contrats de coupe pour diverses compagnies minières. Devenu un entrepreneur à l'aise, Grégoire avait entrepris de créer avec des associés le village de Portland au Minnesota. Le projet échoua et il y engloutit toute sa fortune. Si bien qu'en 1859 Grégoire décidait d'aller s'établir dans la région de Portage Lake, où déjà commençaient à se concentrer des activités minières qui pourraient être rentables pour les entrepreneurs forestiers. Rapidement, il a pu obtenir des contrats pour approvisionner en bois certaines compagnies minières, et en signer d'autres avec les autorités municipales pour la construction d'infrastructures urbaines. Les affaires allaient si bien qu'en 1860 Grégoire s'est porté acquéreur de nouvelles terres à bois dans la région.

Grégoire décidait en 1867, avec l'aide d'associés dont il rachètera les parts en 1872, de mettre sur pied une scierie à la fine pointe de la technologie, dont les coûts de construction s'élevèrent à près de 15 000\$. Sa scierie avait une capacité de production de 5 millions de pied mesure de planche<sup>17</sup>. Cette scierie a agi comme un véritable élément d'attraction pour les Canadiens français puisque Grégoire fit savoir qu'il n'emploierait que des compatriotes pour la faire fonctionner<sup>18</sup>. Cette annonce a contribué à attirer une forte proportion de Canadiens français à Lake Linden qui devint le « Petit Canada » de la péninsule, rassemblant la plus forte concentration de toute la région<sup>19</sup>. Grégoire est rapidement devenu un personnage populaire, dont la participation sociale et financière dans de nombreuses causes commu-

nautaires et religieuses a amené ses compatriotes à le surnommer le « Père des Canadiens du lac Supérieur<sup>20</sup> ».

L'arrivée massive de Canadiens français à Lake Linden a eu des effets considérables, principalement au niveau politique. Lors des premières élections tenues en 1866 pour combler les postes électifs du canton de Schoolcraft nouvellement créé, Joseph Grégoire fut élu au poste de commis, un poste qu'il conservera pendant une quinzaine d'années<sup>21</sup>. Lors de ce même scrutin, Prosper Robert fut élu au poste de trésorier, Norbert Sarrasin et Célestin Rémilliard aux postes de commissaires aux routes, Léandre Marcotte au poste de juge de paix et David Picard à l'un des postes de constable du canton. En tout, 50 % des 14 postes électifs en jeu furent enlevés par des Canadiens français. La présence de candidats d'origine canadienne-française, et leur victoire électorale, traduit non seulement l'importance démographique des Canadiens français dans ce canton mais aussi leur désir, en obtenant la citoyenneté américaine et en participant à la vie politique américaine, de s'intégrer à la réalité sociale et politique de la communauté<sup>22</sup>.

Ce sont des considérations pratiques qui ont incité les Canadiens français de Lake Linden à créer une paroisse dans la région immédiate. Ceux qui s'y étaient installés à la fin des années 1860 et désiraient assister à la messe devaient franchir quelques kilomètres pour se rendre à la paroisse catholique la plus proche, soit celle de Sacred Heart dans le village voisin de Calumet<sup>23</sup>. Dès 1871, forts de leur nombre, les catholiques de Lake Linden adressèrent une demande au diocèse afin de pouvoir créer une paroisse catholique dans leur village. Dès l'autorisation obtenue, les paroissiens se mirent à la construction d'une église dont les travaux furent dirigés et financés en partie par Joseph Grégoire. Le diocèse nomma le révérend Francis Héliard, un francophone âgé de 43 ans, à la tête de la paroisse, qui fut baptisée du nom de St. Joseph<sup>24</sup>.

Les coûts de construction de l'Église ont été plus importants que prévus, puisqu'en octobre 1874 une foire spéciale était organisée par la paroisse pour amasser des fonds afin d'aider à rembourser sa dette<sup>25</sup>. On ignore si l'objectif fut atteint. Toutefois, l'organisation de foires était une tradition puisque chaque année, et souvent plusieurs fois par année, une manifestation du genre était organisée — et fortement publicisée dans les journaux locaux — pour soutenir financièrement

les paroisses<sup>26</sup>. D'ailleurs, au cours d'une de ces foires en novembre 1874, Joseph Grégoire fut honoré par les notables du village de Lake Linden. Ils lui remirent la « canne d'honneur » afin de souligner son « apport exceptionnel » à la vie communautaire de Lake Linden et au développement de la communauté canadienne-française<sup>27</sup>.

Devant l'augmentation du nombre des paroissiens, les autorités religieuses ont décidé dès 1876 d'agrandir l'église et ces travaux furent gracieusement réalisés par Joseph Grégoire<sup>28</sup>. Six ans plus tard, en 1882, ce lieu de recueillement devint trop étroit et deux options s'offrirent alors, soit agrandir à nouveau l'église ou en construire une nouvelle. C'est la dernière option, plus coûteuse, qui fut retenue et il fut décidé que l'ancienne église servirait de chapelle<sup>29</sup>.

Les travaux furent entrepris sous la gouverne du révérend Mesnard qui prit la relève du révérend Héliard en 1881. Sous son administration (1881-1893), la paroisse de St. Joseph fut témoin d'un développement phénoménal. Le nombre de Canadiens français du canton de Schoolcraft a augmenté de manière considérable, passant de 1306 en 1880 à 2178 en 1900. Le nombre des paroissiens d'origines allemande et irlandaise a également augmenté rapidement, si bien que les autorités diocésaines décidèrent d'abord de nommer deux assistants pour aider le révérend Mesnard. Et en février 1888, le diocèse acceptait de subdiviser la paroisse St. Joseph et de créer une nouvelle paroisse qui accueillerait les Irlandais et les Allemands<sup>30</sup>.

La communauté de Lake Linden a aussi traversé des périodes sombres. D'une part, selon les autorités religieuses elles-mêmes, et sans que l'on en connaisse les conséquences précises, la paroisse de St. Joseph a été perturbée par les grèves qui eurent lieu dans la région, dont celle de 1872 à la C&H<sup>31</sup>. D'autre part, la scierie de Grégoire, un important employeur pour les Canadiens français, fut à deux reprises détruite par un incendie au cours des années 1870. Le premier qui eut lieu en juin 1875 a détruit entièrement le bâtiment<sup>32</sup>. Grégoire décida de construire temporairement une scierie de fortune afin de respecter les contrats d'approvisionnement en bois qu'il avait signés avec les compagnies minières, dont la C&H. Or, l'année suivante, en août 1876, un nouvel incendie éclata et la scierie, reconstruite au coût de 30 000 \$, fut une perte totale. Grégoire n'était assuré que pour le tiers de sa valeur. Il décida néanmoins de reconstruire sa scierie. Ce sinistre fut si spectaculaire qu'il a eu des échos jusque dans la vallée de la Saginaw.

Le *Lumberman's Gazette* de l'endroit faisait état de la malchance qui s'acharnait sur Grégoire et surtout des importantes pertes financières qu'il devait essuyer<sup>33</sup>. La scierie qu'il reconstruisit après l'incendie de 1876 a fait de lui le plus important producteur de bois de la région, employant 80 travailleurs<sup>34</sup>.

Or, le feu n'avait pas fini de faire des ravages à Lake Linden. En mai 1887, c'est le village tout entier qui fut touché par un grave incendie qui détruisit plus de 260 maisons<sup>35</sup>. Tout le secteur des affaires de la ville fut touché. Les pertes furent évaluées à près de trois millions de dollars. Une personne perdit la vie et 300 familles se retrouvèrent sur le pavé. Cet incendie a profondément perturbé la communauté. Et, bien qu'il ait suscité un esprit de solidarité et d'entraide chez les victimes, il a aussi fait fuir de nombreux habitants.

La paroisse de St. Joseph s'est rapidement remise sur pied et a de nouveau attiré des migrants. Après le démembrement de 1888, cette paroisse fut à nouveau l'objet de deux autres subdivisions. La paroisse de St. Francis d'Assisis fut créée en 1892 à Dollar Bay, au sud de Lake Linden, en bordure de Portage Lake. Elle rassembla les migrants catholiques d'origines slave, allemande, italienne et canadienne-française. Celle de St. Cecilia fut fondée en 1893 à Hubbell, un petit village situé plus près de Lake Linden sur la rive de Torch Lake — où un bocard de la C&H avait été érigé. Une majorité de Canadiens français y habitaient<sup>36</sup>.

Le développement démographique de la communauté a aussi stimulé la création d'écoles paroissiales à Lake Linden<sup>37</sup>. Dès 1867, une école publique fut construite. Deux autres furent ajoutées par la suite. La première était une autre école publique, alors que la seconde fut construite par la C&H. Celle-ci fut détruite par un incendie en 1881 et reconstruite la même année au coût de 15 000 \$ par la C&H qui la loua à la commission scolaire pour une somme nominale<sup>38</sup>.

Il faut toutefois attendre en 1881 avant que les Canadiens français ne puissent compter sur un enseignement dans leur langue. Madame Adeline Garneau ouvrit alors une école dans la paroisse St. Joseph et 70 élèves fréquentaient cette classe lors de sa première année d'existence. En 1882, 135 élèves y furent inscrits<sup>39</sup>. Le nombre d'écoliers canadiens-français a augmenté rapidement à Lake Linden, à un point tel qu'en 1886 une nouvelle école, l'Académie Ste. Anne, ouvrait ses portes. Elle

fut dirigée d'abord par les Sœurs Sainte-Croix, une communauté francophone originaire de Notre-Dame, en Illinois. Elles sont demeurées à la direction de l'Académie jusqu'en 1889 alors que des laïcs ont pris temporairement la relève. De 1893 à 1895, la direction de l'Académie fut accordée aux Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, dont la maison-mère était à Montréal. Après une année de direction laïque, les Sœurs de St. Joseph, originaires de Concordia, Kansas, assumèrent la direction de l'institution<sup>40</sup>.

Les Canadiens français de la péninsule ont également mis sur pied des sociétés nationales qui leur ont servi de sociétés d'assurance mutuelle. Dans bien des cas, ces sociétés se donnaient aussi la mission de stimuler le patriotisme, de galvaniser le sentiment national chez leurs membres et de marquer fièrement leur origine en organisant des festivités pour souligner la fête nationale<sup>41</sup>. Il n'est pas surprenant de constater que c'est à Lake Linden, en 1879, que fut créée la première société Saint-Jean-Baptiste de la péninsule de Keweenaw, alors que d'autres « chapitres » de cette société furent mis sur pied dans la région à partir du milieu des années 1880, notamment à Calumet en 1885 et dans les villes de Houghton et de Hancock en 1886<sup>42</sup>.

Le mouvement annexionniste de 1869-1870 n'a pas semblé avoir eu de conséquences marquantes sur les Canadiens français de la péninsule puisque les sociétés nationales n'étaient pas encore fortement organisées à cette époque. Néanmoins, ce mouvement a trouvé certains échos. La Société Saint-Jean-Baptiste de Houghton — qui était absente de la Convention de Detroit — a semblé vivre en 1871 de graves difficultés qui ont mené à sa dissolution. Un article publié en avril 1871 dans *PLMG* affirmait que la Société Saint-Jean-Baptiste de Houghton avait été dissoute par la décision de quelques membres qui s'étaient par la suite servis librement dans les coffres de la société<sup>43</sup>. Cet article avait semé un tel émoi que, dès la semaine suivante, dans le même journal, un porte-parole de la Société Saint-Jean-Baptiste de Houghton tenait à apporter des précisions sur les raisons de cette dissolution. Selon ce porte-parole, la Société Saint-Jean Baptiste s'était retrouvée tout récemment avec des membres qui ne partageaient plus l'idéologie de la société et qui n'étaient plus disposés à respecter les conditions du statut de membre. La Société Saint-Jean-Baptiste n'avait pas voulu déclencher un scandale en expulsant les membres rebelles et

avait plutôt opté pour la dissolution pure et simple. Rien n'était dit sur l'utilisation des fonds<sup>44</sup>.

C'est en octobre 1885 que la première convention des Canadiens français du Haut-Michigan a eu lieu<sup>45</sup>. Les délégués des sociétés Saint-Jean-Baptiste de Marquette, de Lake Linden et de Calumet, entre autres, étaient présents<sup>46</sup>. À cette convention, il fut discuté de la pertinence de créer un rassemblement de toutes les sociétés canadiennes-françaises du Haut-Michigan et tous furent d'accord avec cette idée. Il fut donc résolu, dans un premier temps, que toutes les sociétés canadiennes-françaises du Haut-Michigan se regrouperaient pour former une union régionale. Les délégués s'entendaient également pour créer une union centrale qui viserait à rassembler toutes les sociétés nationales de l'État, et ce, dans le but ultime de créer une union fédérale rassemblant toutes les sociétés nationales aux États-Unis comme au Canada et dont le leadership serait assumé par la société mère, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal<sup>47</sup>. Un projet de constitution fut adopté afin de créer une association centrale de secours mutuels et il fut convenu que toutes les sociétés présentes feraient maintenant partie de cette association. Il semblait donc se dégager un consensus en 1885 chez les participants à cette convention pour créer une structure de rassemblement plus large qui donnerait plus de force à l'organisation.

Or, une deuxième convention fut convoquée en 1886, à Lake Linden, et les mêmes sociétés membres y assistèrent. Une troisième rencontre fut ensuite tenue à Ishpeming, en 1887, où un désaccord profond émergea entre les délégués. La nature exacte de cette mésentente est inconnue mais, selon Saint-Pierre, « la jalousie existant entre les officiers de deux ou trois des sociétés fut la ruine de l'association de secours, et fit abandonner l'idée des conventions<sup>48</sup> ».

Des difficultés ont également jalonné l'évolution de l'Association Saint-Jean-Baptiste de l'État du Michigan. Toujours en 1885, les officiers de cette association ont ramené sur la table l'idée de réunir toutes les sociétés nationales de l'État sous une même administration centrale. Selon Saint-Pierre, « partout où l'idée d'une fédération fut débattue, elle reçut un accueil des plus favorables ». Mais, « lorsqu'il fallut en venir à l'application, il se trouva encore une fois qu'il était impossible de satisfaire toutes les susceptibilités de ceux qui pos[ai]ent comme chefs des sociétés<sup>49</sup> ». Le problème des institutions canadiennes-

françaises semblait tenir au fait que, malgré le besoin souvent formulé de compter sur une organisation plus large, aucune des sociétés existantes n'avait le prestige voulu ni le leadership nécessaire pour prendre l'initiative d'établir une union nationale et de bienfaisance<sup>50</sup>.

Cette mésentente illustre bien les difficultés qu'ont éprouvées les leaders de ces sociétés au cours des années 1880 et leur incapacité à faire passer les intérêts de leurs membres avant leurs intérêts personnels. Ces difficultés renvoient à un manque de leadership au niveau national et à la réticence de la part de certains leaders locaux à se départir de certains pouvoirs sur leur communauté immédiate pour les céder à une organisation centrale dans le but de maintenir bien vivantes les caractéristiques culturelles de l'ensemble des Canadiens français du Michigan.

Les élites de Lake Linden ont également créé des journaux francophones pour informer les Canadiens français sur les événements qui se déroulaient dans leur propre communauté et dans leur pays d'origine. Ces publications répondaient ainsi aux besoins d'information des francophones et à leur désir de maintenir des liens entre leur lieu de vie et leur lieu d'origine. Il est révélateur de constater que le premier journal publié par des Canadiens français dans la péninsule de Keweenaw fut bilingue. Ce journal, baptisé *Le Franc Pionnier* était un hebdomadaire qui fut publié pour la première fois à Lake Linden le lundi 26 avril 1875<sup>51</sup>. MM. Jos. A. Rooney et François-Xavier Thibault, ce dernier originaire de Montréal, s'étaient associés pour fonder ce journal<sup>52</sup>. Rooney était responsable de la section anglaise alors que Thibault supervisait la section française du journal dont la devise était « l'union fait la force ». Cette association entre anglophones et francophones témoigne-t-elle des relations amicales et égalitaires entre les deux groupes linguistiques ou simplement de la réalité démo-linguistique de Lake Linden que les fondateurs voulaient respecter? Cette association fut toutefois de courte durée puisque le journal a cessé sa publication en décembre de la même année<sup>53</sup>.

Ce n'est qu'à la fin des années 1880 qu'un premier journal entièrement francophone est créé dans la péninsule de Keweenaw. Il s'agit de *L'Union franco-américaine*, qui fut publié en 1889 à Lake Linden par une compagnie à fonds social. Il était dirigé par Téléphore Saint-Pierre<sup>54</sup>. En 1891, J. E. Rochon en était le rédacteur-gérant et F. O. Mayotte, le gérant. Ce journal donnait des informations sur les centres

canadiens-français de la haute péninsule et sur le Québec. On y faisait de la publicité, entre autres, pour le pèlerinage à Sainte-Anne-de-Beaupré en précisant le prix des billets et les horaires des trains liant Lake Linden à Sainte-Anne. Le voyage coûtait 25 \$<sup>55</sup>. *L'Union franco-américaine* eut une courte vie et disparut en 1891<sup>56</sup>.

Ces diverses tentatives de créer des journaux illustrent bien la volonté d'informer la population et de maintenir des liens entre la population migrante et le port d'attache, même si ces courroies de transmission disparaissaient rapidement. Le fait que les deux journaux aient été créés et publiés à Lake Linden confirme la centralité de cette ville dans le paysage canadien-français de la péninsule.

Évidemment, la création de multiples structures et d'institutions a mené très tôt à la constitution de fortes concentrations canadiennes-françaises qui furent autant de marchés potentiels intéressants pour ceux qui pourraient se les approprier. De nombreux commerçants canadiens-français ont donc suivi le mouvement et sont venus s'établir dans la région. D'autres ont saisi l'occasion pour devenir boutiquiers, cherchant à tabler sur le sentiment ethnique des compatriotes pour s'accaparer une clientèle imposante et captive.

Dans cette perspective, le village de Lake Linden fut un paradis pour les commerçants. Outre Grégoire qui s'est rapidement imposé au sein de l'élite économique et politique de la péninsule, une multitude de petits commerçants et marchands ont mis sur pied de petites boutiques, des pensions, repris des hôtels ou mis en service des ateliers de services, donnant lieu à l'émergence d'une petite bourgeoisie commerçante de langue française connaissant bien les besoins de sa clientèle cible. À ces magasins sont venus s'ajouter de nombreux « saloons », tenus par des Canadiens français, notamment celui de Norbert Fortier, à Lake Linden, qui était très fréquenté dans les années 1870. En 1879, Lake Linden comptait dix « saloons » pour servir une population de 2610 habitants<sup>57</sup>. D'autres sont devenus propriétaires d'hôtels réputés, comme Paul Perreault, qui possédait le populaire Lake Linden Hôtel construit en 1888<sup>58</sup>.

Lake Linden s'est donc rapidement développé, structuré, en comptant sur des institutions sociales propres à cimenter et à alimenter la vie communautaire, à rassurer les migrants, leur permettant de s'adapter à leur nouveau milieu et leur donnant les outils pour mieux contrôler leur destinée.

### *Le village de Calumet et sa vie communautaire*

Le village de Calumet, situé à 7 km de Lake Linden, fut le deuxième village en importance pour les Canadiens français. Il fut créé en 1866 et son développement fut étroitement lié aux activités de la C&H, à un point tel que Calumet devint une *company-town*<sup>59</sup>. Une première paroisse catholique y est créée en 1868, celle de Sacred Heart, pour répondre aux besoins des catholiques irlandais, allemands et canadiens-français<sup>60</sup>. Son développement fut toutefois moins spectaculaire que celui de Lake Linden et sa communauté beaucoup moins dominante. Calumet fut en fait, dès ses débuts, une ville cosmopolite, multi-ethnique, rassemblant des Irlandais, des Allemands et des Canadiens français. À partir de la fin des années 1880, des Polonais, des Finlandais, des Slovènes et des Croates s'y sont installés. Les Canadiens français ont toutefois su mettre sur pied rapidement des institutions sociales sécurisantes favorisant la venue de nouveaux migrants.

Dès 1867, alors que ce lieu n'était qu'un camp minier, le révérend Edward Jacker arrivait à Calumet pour desservir les catholiques de la région<sup>61</sup>. La première église fut érigée en 1869 et prit le nom de Sacred Heart, rassemblant tous les catholiques. Le révérend Jacker y resta jusqu'en octobre 1873 alors qu'il quitta pour Mackinac et fut remplacé par le révérend Eis<sup>62</sup>.

Le nombre de Canadiens français dans le canton de Calumet n'a pas cessé d'augmenter. Comme le tableau 4.4 le montre bien, dès 1870, les Canadiens français sont devenus une composante importante dans la communauté, comptant près de 10% de la population totale. Par la suite, bien que leur importance en chiffres absolus ait augmenté sensiblement jusqu'à la fin du siècle, leur importance en nombre relatif a chuté légèrement. Ils sont demeurés suffisamment nombreux pour que, dès le début des années 1870, une classe de langue française soit mise sur pied par M. Eugène Vacher<sup>63</sup>. En 1884, ils obtenaient la subdivision de la paroisse Sacred Heart pour créer la paroisse nationale de St. Louis, située à Red Jacket, un village du canton de Calumet, alors que Sacred Heart est demeurée la paroisse des Irlandais et des Allemands catholiques<sup>64</sup>.

Outre la Société Saint-Jean-Baptiste, les Canadiens français de Calumet ont pu compter sur la présence d'organisations sociales particulières tels la Court Lafayette n° 26 et les Forestiers de l'Amérique

(Foresters of America) dont on ignore l'année de fondation ni les objectifs, mais qui étaient en fonction en 1896 et cherchaient à aider les Canadiens français en difficulté<sup>65</sup>.

À Calumet, la fête de la Saint-Jean-Baptiste fut célébrée régulièrement. Lors de la célébration de 1891, dans le discours qu'il prononça devant la foule réunie à Calumet, E. S. Lanctôt, le président de la Société Saint-Jean-Baptiste de l'endroit, soulignait que la fête avait été particulièrement réussie cette année-là, malgré le fait que certains observateurs aient souligné que le patriotisme n'était plus ce qu'il avait déjà été et que l'assimilation faisait des progrès. Lanctôt concluait son discours en remerciant chaleureusement les membres des autres communautés ethniques de la région qui avaient activement participé à la fête des Canadiens français. À l'occasion de cette fête de 1891, la C&H ne rata pas l'occasion de collaborer et accepta de mettre gracieusement à la disposition des Canadiens français de Lake Linden ses « chars » (son train et ses wagons) pour les transporter vers Calumet où les célébrations étaient tenues<sup>66</sup>.

De 1860 à 1900, la population canadienne-française de la péninsule a augmenté de manière considérable, doublant presque à chaque décennie, passant de 703 habitants à 1710 en 1870, puis à 3662 en 1880 pour atteindre 8 804 habitants en 1900 et représenter près de 12 % de la population totale de la péninsule<sup>67</sup> (voir tableau 4.1).

Hormis la courte grève de 1872 et la crise financière des années 1870, aucun autre événement n'est venu vraiment perturber le développement de la région. En fait, même ces événements ne semblent pas avoir eu de conséquences significatives pour la péninsule et encore moins pour les Canadiens français. Tout comme pour la vallée de la Saginaw, la population canadienne-française de la péninsule a fait un bond important durant cette décennie, passant de 1710 à 3662 habitants, une hausse de plus de 100%. alors que la population totale de la péninsule n'augmentait que de 40%. Cette augmentation illustre bien l'attraction qu'exerce la région sur les Canadiens français, et surtout l'aisance et la confiance avec lesquelles ils se dirigent maintenant vers la péninsule indépendamment du climat socioéconomique qui y règne. Au-delà de la présence de réseaux migratoires reliant le Québec à la péninsule, la présence de communautés structurées et de secteurs d'emplois protégés a contribué à consolider le courant migratoire.

Durant cette période, la grande majorité des Canadiens français se sont installés dans le comté de Houghton alors que les comtés de Keweenaw (nouvellement créé) et celui d'Ontonagon ne retenaient qu'une infime fraction de l'effectif. En fait, de 1860 à 1900, le comté de Houghton a toujours regroupé plus de 75 % de l'effectif canadien-français de la péninsule, allant jusqu'à réunir 90 % de tous les Canadiens français de la région en 1900.

Au sein du comté de Houghton, les Canadiens français étaient concentrés particulièrement dans le canton de Portage, qui incluait le village de Houghton, puis celui de Hancock qui incluait le village du même nom. Mais, comme nous l'avons vu, le village de Lake Linden a pris rapidement de l'expansion. Dès 1870, le canton de Schoolcraft, qui incluait le village de Lake Linden, rassemblait déjà plus du quart de tous les Canadiens français du comté de Houghton, et les Canadiens français représentaient près de 50 % de la population totale de ce canton.

Si bien que graduellement, au fil du développement minier qui se dessinait entre 1860 et 1900, les Canadiens français se sont éloignés des villes de taille moyenne comme Houghton et Hancock pour se concentrer davantage dans les villages situés en périphérie, soit vers Lake Linden et Calumet. Si dans les possibilités d'emplois étaient aussi importantes dans les deux régions, les villages en périphérie bénéficiaient de structures de rassemblement et d'institutions culturelles propres à protéger les spécificités culturelles des migrants dans une zone encore « frontière » où la culture dominante n'était pas encore clairement précisée et où les migrants pouvaient participer à sa définition. En fait, en se dirigeant vers ces centres de plus petite taille, les Canadiens français se donnaient de meilleures chances de contrôler leurs destinées.

Néanmoins, à la fin de cette période, de nouvelles concentrations canadiennes-françaises naissent, notamment la paroisse de Chassell, dans le comté de Houghton, créée en 1890 et dont 45 % de la population est d'origine canadienne-française en 1900, de même que le canton de Torch Lake, incluant le village de Hubbell — une excroissance de Lake Linden — dont l'effectif canadien-français compte pour 23 % de la population totale. Dans l'ensemble, les nouvelles communautés canadiennes-françaises créées entre 1870 et 1900 furent le résultat

tat d'un débordement démographique du village de Lake Linden vers les communautés avoisinantes.

De 1860 à 1900, la population canadienne-française de la région était majoritairement originaire du Québec. Pendant ces 40 années, 9 chefs de ménage canadiens-français sur 10 en moyenne étaient nés au Québec (voir tableau 4.2). Il faut attendre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avant d'avoir plus de 10% des chefs de ménage originaires du Michigan, illustrant la montée de la deuxième génération. La diversité des lieux de naissance des chefs de ménage étonne durant cette période. Non seulement des États de l'Ouest (Wisconsin, Minnesota) figuraient parmi les lieux de naissance mais aussi des États industriels de la Nouvelle-Angleterre (Massachusetts, New Hampshire) qui étaient jusque-là absents de la liste des lieux d'origine.

Si la migration se faisait de plus en plus directement entre le Québec et la péninsule, il reste que de nombreux arrêts dans l'Ouest ont continué de jaloner la migration vers la péninsule de Keweenaw. C'est le cas de Joseph Galipeau, né au Canada en 1848, qui épousa une Canadienne. Les époux eurent d'abord un enfant au Canada en 1867. Mais, dès l'année suivante, ils avaient déjà quitté puisque ce fut en Illinois que naquit un autre enfant en 1868. Ils n'y sont restés que peu de temps puisque, deux ans plus tard, le ménage résidait au Michigan en 1870, dans le canton de Calumet où Joseph travaillait comme barilleur.

D'autres avaient déjà emprunté des itinéraires où s'entremêlaient des arrêts à la fois dans le Nord-Est et dans le Midwest américain. Prenons le cas de Frank Drapeau, né en 1822 au Canada et qui, après avoir marié une Canadienne, a quitté avec elle en direction de l'État de New York où en 1857 est né leur premier enfant. Toutefois, c'est dans le Minnesota qu'a vu le jour en 1859 leur second enfant. Ils quittèrent pour le Michigan où les trois enfants suivants sont nés en 1863, 1868 et 1869. En 1870, on retrouvait cette famille dans le comté de Houghton où Frank travaillait comme charretier.

Les crises économiques qui surviennent dans le pays d'accueil stimulent souvent le retour au pays d'origine. L'itinéraire suivi par le ménage Pagé est éloquent à cet égard. Né au Canada en 1822, Constant Pagé épousa une Canadienne. Le ménage ne tarda pas à quitter le Québec puisque c'est dans l'État du Maine que naissait un de

leurs enfants en 1857. Touché par la crise économique de 1857, le couple revint au Canada où est né un autre enfant en 1860. Mais le ménage n'y demeura que peu de temps puisqu'il mit le cap sur l'Ohio où deux autres enfants sont nés en 1863 et en 1866, après quoi il se dirigea vers le Michigan où un autre enfant est né en 1868. En 1870, le ménage Pagé résidait dans le canton de Schoolcraft, comté de Houghton, et Constant travaillait à la construction du canal Portage.

La guerre civile (1861-1865) a aussi contribué au retour souvent temporaire des migrants. Ed DuLong, né au Canada en 1818, épousa une Canadienne et un enfant est né de cette union en 1850 dans l'État de New York. Par la suite, le ménage retourna vivre au Canada où trois enfants sont nés, en 1852, 1860 et 1862, après quoi le ménage s'est dirigé vers le Michigan où un autre enfant est né en 1868, avant qu'on le retrouve en 1870 dans le canton de Calumet, là où Ed travaillait comme journalier.

La crise de 1893-1897 a affecté non seulement le comportement des Canadiens français de la péninsule, mais aussi celui de compatriotes qui habitaient ailleurs aux États-Unis. Elle les a forcés à revoir leur stratégie et à migrer vers des régions plus prospères. Ce fut le cas du ménage Fontaine. Eugène Fontaine, un Canadien né en 1866, épousa une Canadienne en 1890. Ensemble, ils eurent leur premier enfant au Canada en 1891. Dès la naissance du premier enfant, le ménage quitta pour le Vermont où leur second enfant est né en 1892. Possiblement aux prises avec les effets de la crise, le ménage décida de revenir au Canada où est né un autre enfant en 1895. La crise passée, le ménage a migré à nouveau vers le Michigan où en 1899 naissait un autre enfant. En 1900, le ménage Fontaine habitait le canton de Franklin, dans le comté de Houghton, où Eugène était travailleur de surface dans un bocard.

Outre ce mouvement est-ouest, un mouvement migratoire régional fut également apparent. De nombreux Canadiens français ayant séjourné dans la région des Grands Lacs ont migré vers la péninsule de Keweenaw à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce mouvement peut signifier qu'au moment où certaines régions traversent des crises économiques graves la péninsule, toutes proportions gardées, est apparue comme une région plus stable. C'est ce que laisse croire le comportement du ménage Quenneville. Paul Quenneville est né en 1871 au Canada. Il épousa une Canadienne pour ensuite migrer avec elle vers les États-

Unis en 1890. Il prit le chemin de l'Ouest puisque, dès 1893, un premier enfant naissait au Wisconsin. Deux autres sont nés dans le même État, en 1895 et en 1897. Le ménage Quenneville s'est dirigé vers le Michigan où, en 1899, un autre enfant est né. En 1900, les Quenneville se trouvaient dans le comté d'Ontonagon où Paul travaillait comme *trammer*. Alfred Biron a vécu une histoire semblable. Né au Canada en 1868, Biron épousa une Canadienne et migra avec elle aux États-Unis en 1889. Ils se sont dirigés vers l'Illinois puisque c'est là que leurs trois premiers enfants sont nés en 1894, 1895 et 1898. Le couple quitta l'Illinois vers le Michigan où un autre enfant est né en 1899. En 1900, le ménage Biron habitait le comté de Keweenaw où Alfred travaillait comme journalier.

Un mouvement de va-et-vient entre les États du Midwest a aussi guidé certains migrants. C'est l'impression que donne le ménage de Jos Champagne, un Canadien né en 1857, et qui épousa une Canadienne. Après avoir eu leur premier enfant en 1879 au Canada, le ménage Champagne migrait vers les États-Unis en 1881, probablement vers le Michigan, puisque c'est là qu'un enfant est né en 1884. Le ménage quitta ensuite le Michigan pour le Wisconsin où les cinq enfants suivants sont nés en 1889, 1892, 1893, 1895 et 1897. En 1900, le ménage Champagne habitait le canton de Greenland, dans le comté d'Ontonagon, où Jos travaillait comme journalier. C'est aussi le cas de Henri Lemieux, né au Wisconsin en 1862 et qui se maria dans ce même État. Un premier enfant est né de cette union au Wisconsin en 1891. Le ménage a migré vers le Michigan puisque c'est là qu'en 1893, 1894 et 1895 des enfants sont nés. Les Lemieux sont revenus au Wisconsin, où est né un enfant en 1897, puis sont retournés à nouveau au Michigan où un autre enfant naissait en 1899. En 1900, le ménage Lemieux habitait le comté d'Ontonagon où Henri était scieur dans une manufacture de bardeaux.

Compte tenu de ces itinéraires, il est difficile de caractériser le modèle migratoire. Il faut toutefois noter l'émergence de nouveaux trajets qui incluent, dans les années 1890, des séjours au cœur des États manufacturiers de la Nouvelle-Angleterre. Cette situation peut être liée au déclin que vivaient les centres industriels vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et à la relative stabilité que connaissait la péninsule de Keweenaw.

Dans l'ensemble, tout comme pour la période antérieure, on peut dire que l'industrie minière a suscité, entre 1860 et 1900, un intérêt

TABLEAU 4.3

Évolutions des indicateurs socioéconomiques  
des ménages canadiens-français de la péninsule de Keweenaw,  
1870-1910, en pourcentage

	1870	1880	1900	1910
Conjointes qui travaillent*	0,0	0,0	1,0	1,0
Garçons de 15 ans et + qui travaillent	77,1	80,0	87,0	90,0
Garçons de - de 15 ans qui travaillent	4,7	4,5	1,2	0,5
Filles de 15 ans et + qui travaillent	0,0	10,0	30,0	25,0
Filles de - de 15 ans qui travaillent	0,0	0,0	0,0	1,0
Ménages abritant des pensionnaires	27,3	30,0	12,0	11,0
Naturalisation	n.d.	n.d.	72,0	80,0
Propriété	n.d.	n.d.	40,0	42,0

\* Ici, le terme «travailler» renvoie au travail à l'extérieur de la maison.

mitigé chez les chefs de ménage canadiens-français. Durant cette période, jamais plus que 30% des chefs de ménage canadiens-français ont été actifs dans un emploi relié directement au travail minier. Par contre, les emplois de journaliers<sup>68</sup> ou de travailleurs en scierie, de contractants forestiers ou de bûcherons ont toujours attiré entre 40% et 50% des chefs de ménage canadiens-français. Le secteur des services a donné du travail à 10% des chefs de ménage en moyenne alors que l'agriculture attirait environ 7% des chefs de ménage entre 1860 et 1900<sup>69</sup>.

Le profil professionnel des chefs de ménage présente donc une forte diversité. Les Canadiens français travaillent dans plusieurs secteurs sans qu'il n'y ait un qui domine de manière nette. Et dans l'ensemble, si les chefs de ménage ne dédaignent pas travailler dans le secteur minier<sup>70</sup>, ils préfèrent de beaucoup travailler dans les secteurs en périphérie, comme le secteur forestier et celui des services, des domaines pour lesquels les migrants semblent posséder une certaine expérience de travail.

Mais vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, au fur et à mesure que l'industrie minière prend de la maturité, ses besoins en bois diminuent et les secteurs périphériques ont moins besoin de travailleurs. Si bien que les

Canadiens français devront travailler de plus en plus dans le secteur minier — dont un nombre important provenait de la seconde génération — alors que près de 30 % des chefs de ménage y travaillaient. Dans le secteur forestier, on retrouvait 13 % des chefs de ménage, surtout comme bûcherons et peu comme travailleurs en scieries. Le secteur des services occupait 12 % des chefs, alors que l'agriculture en occupait 7 %.

Si le secteur minier n'attire pas particulièrement les chefs de ménage, il semble par contre plaire davantage à leurs fils. De 1870 à 1900, on estime que 75 % des garçons de 15 ans et plus habitant toujours avec leurs parents et qui travaillaient à l'extérieur étaient engagés dans le secteur minier, principalement comme journaliers (51 %) alors que 22 % occupaient des postes de travailleurs de surface. En 1900, les fils de 15 ans et plus contribuaient encore le plus au revenu familial, en travaillant soit dans le secteur minier, soit dans le secteur agricole ou dans le secteur des services, mais très peu dans le secteur forestier.

Les épouses ne travaillent pas à l'extérieur. Mais leur apport au revenu familial se situait ailleurs : elles s'occupaient des tâches reliées à la prise de pensionnaires. Durant cette période, la prise de pensionnaires a continué d'être une stratégie utilisée par 30 % des ménages, un pourcentage qui a diminué toutefois à 12 % en 1900.

Cette période est donc un moment où les Canadiens français ont non seulement accéléré leur migration mais où ils ont graduellement fui les grands centres comme Houghton et Hancock pour se concentrer dans les petits villages. Avant 1870, les Canadiens français étaient peu nombreux dans la région et ils s'étaient surtout intégrés aux structures communautaires qui avaient été créées par leur coreligionnaires. À partir de 1870, l'amélioration rapide du marché du travail et des conditions de vie dans la péninsule a accéléré le mouvement migratoire dont les recrues ont exercé des pressions sur les autorités diocésaines pour qu'elles acceptent de créer des paroisses nationales. Or, comme nous l'avons vu, de toutes ces communautés nationales, Lake Linden et Calumet furent les plus importantes à émerger sous la pression migratoire des Canadiens français qui ont marqué profondément toutes les facettes de la vie sociale, économique et politique de ces villages.

### L'effritement du consensus social, 1900-1914

À partir de la fin des années 1890, l'introduction de nouvelles technologies et l'attitude des compagnies minières à l'endroit de leurs travailleurs se sont conjuguées pour modifier le climat socioéconomique de la région et remettre en question les relations sociales relativement harmonieuses qui avaient jusqu'alors caractérisé la région. Ces changements ont inévitablement touché les communautés canadiennes-françaises qui, au surplus, furent victimes de certaines disputes internes qui les ont perturbées et affaiblies.

Dans ce nouveau contexte, les communautés ont vécu des moments plus difficiles. Après une hausse constante de l'effectif pendant un demi-siècle, le nombre de Canadiens français a subi une baisse notable entre 1900 et 1910<sup>71</sup>, passant de 8800 en 1900 à 7100 en 1910 et ramenant leur poids relatif dans la péninsule de 12 % qu'il était en 1900 à moins de 7 %. En 1910, il y avait 1707 Canadiens français de moins qu'en 1900 et, de ce nombre, 1492 ou 87 % vivaient jadis dans le comté de Houghton. Ce comté — qui avait le plus profité de la migration — a été celui qui a le plus perdu dans ce déclin<sup>72</sup>. Cette diminution, de l'ordre de 20 %, fut d'autant plus significative que la population globale de la péninsule a augmenté de près de 40 %. Le nombre de Canadiens français a chuté dans chacun des trois comtés, soit de 20 % dans Houghton, de 15 % dans Keweenaw et de 25 % dans le comté d'Ontonagon (voir tableau 4.1). Le comté de Houghton est demeuré, et de loin, celui qui rassemblait encore le plus de Canadiens français, avec 90 % de l'effectif. Pour la première fois depuis que le comportement des Canadiens français est observé, il ne suit pas la tendance démographique générale de l'ensemble de la région. Toutes les communautés, et même le « Petit Canada » de Lake Linden et le village de Calumet, ont vu leur population diminuer.

Ces pertes furent liées au climat social de plus en plus tendu qui régnait dans la région à la suite de la réorganisation du travail, de l'introduction de nouvelles technologies et principalement de la *one-man-drill*. Car déjà au tournant du siècle, alors que les compagnies minières amorçaient leur restructuration, le *Copper Country Evening News* notait que de nombreux groupes de Canadiens français étaient retournés au Canada et que d'autres avaient quitté pour des régions

plus prometteuses comme Butte dans le Montana, où les Canadiens français pouvaient déjà compter sur une petite communauté<sup>73</sup>.

La source de l'instabilité sociale ne provenait pas seulement de l'extérieur des communautés. Au tournant du siècle, certaines paroisses furent aux prises avec des difficultés financières qui ont fait perdre une certaine crédibilité aux leaders religieux, de même que la belle assurance qu'avaient jadis démontrée les paroissiens.

La paroisse St. Joseph de Lake Linden, la paroisse-mère des Canadiens français, celle vers laquelle tous se tournaient en cas de difficultés, fut en proie à une instabilité religieuse et aux prises avec des problèmes financiers importants<sup>74</sup>. D'une part, le père Mesnard, qui avait été à la tête de cette paroisse pendant 14 ans, était transféré en 1895 dans une paroisse d'Escanaba, dans la basse péninsule du Michigan, et remplacé par le révérend Michel Letellier. Ce dernier n'est demeuré en poste que quelques jours seulement puisque c'est le révérend F. S. Marceau qui prit la relève et qui demeura à la tête de la paroisse jusqu'en avril 1896. Le révérend J. A. Sauriol, qui avait été l'assistant du révérend Marceau depuis novembre 1895, prit ensuite la relève jusqu'en mai 1896. Le révérend Paul Datin lui succéda et demeura le pasteur de St. Joseph jusqu'en février 1897, alors que le révérend M. T. Dugan assura l'intérim jusqu'en mai 1897. Il fut alors remplacé par le révérend Édouard P. Borduas, qui assura le leadership de la paroisse de mai 1897 à septembre 1905. En l'espace de deux ans, la paroisse eut à sa tête pas moins de six prêtres, sans qu'il ait pu être possible de connaître les raisons précises de ces départs.

Cette instabilité se combina avec un manque de consensus chez les paroissiens et un manque de leadership de la part du curé. Durant l'administration du révérend Borduas (1897-1905), il fut question d'ériger une nouvelle église. Cette proposition n'a pas obtenu l'assentiment de tous paroissiens et a créé des divisions importantes au sein de la communauté, à un point tel que le projet fut remis, ce qui irrita profondément le curé Borduas<sup>75</sup>. On procéda toutefois à d'importants travaux de réfection.

En 1905, le révérend Napoléon J. Raymond succédait au révérend Borduas. Ce dernier laissait la paroisse dans un très mauvais état financier. La fabrique était endettée de près de 22 000 \$. On ignore l'origine exacte de cette dette mais les travaux récents à l'église n'y seraient pas

étrangers. Le révérend Raymond réussit, en l'espace de trois ans et demi, par une gestion très serrée et en exigeant un effort financier soutenu de la part de ses paroissiens, à effacer cette dette<sup>76</sup>. Sous l'égide du révérend, un fonds spécial de rénovation fut même créé pour les travaux futurs et chaque paroissien devait y cotiser. En 1912, le révérend Raymond entreprenait de gros travaux de restauration de l'église, changeant sa devanture et solidifiant les fondations initiales. Ces travaux, qui transformèrent singulièrement le bâtiment, furent terminés à la fin de l'année. Les relations entre le curé et ses paroissiens se sont passablement détériorées, passant d'une collaboration à une confrontation alors que les paroissiens devaient de plus en plus composer avec les conséquences financières des décisions prises par le curé.

Par ailleurs, le village de Lake Linden — peut-être davantage que les autres villages de la région — a subi les contrecoups de la situation difficile dans laquelle se trouvaient certaines compagnies minières, particulièrement la C&H qui représentait le plus important employeur pour les Canadiens français. La population totale de Lake Linden a commencé à fléchir à partir des années 1880, une baisse liée à l'incendie de 1887 qui a forcé certains résidents à aller s'établir ailleurs. Son effectif était de 2610 cette année-là; il chuta à 1862 en 1890. Mais, en 1900, la population de Lake Linden avait à nouveau augmenté pour atteindre 2597 habitants. Mais cette augmentation fut de courte durée. La paroisse perdit encore de ses paroissiens en 1910 pour atteindre 2325 habitants. La population canadienne-française a suivi la même tendance. Elle s'élevait à 1306 en 1880. Elle avait augmenté à 2178 en 1900 pour ensuite — après deux démembrements en 1892 et en 1893 — chuter à 1446 habitants en 1910<sup>77</sup>.

De 1900 à 1910, des changements significatifs sont survenus quant aux lieux d'origine des Canadiens français. Alors qu'au XIX<sup>e</sup> siècle le Québec avait été le lieu d'origine de près de 9 chefs de ménage sur 10, cette tendance, qui avait commencé à s'estomper en 1900, s'est accentuée en 1910 alors que moins de 75% chefs de ménage étaient originaires du Québec. De plus, près du quart des chefs de ménage en 1910 étaient nés au Michigan. Ces données traduisent clairement la diminution du flot migratoire en provenance du Québec et l'émergence de la seconde génération des Canadiens français née au Michi-

gan. Elles illustrent aussi une baisse considérable de l'attrait de la région aux yeux des Canadiens français séjournant dans d'autres régions aux États-Unis.

Malgré cette diminution de l'effectif, les Canadiens français sont demeurés concentrés dans les mêmes régions qu'au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Le canton de Schoolcraft regroupait encore 23 % de tous les Canadiens français du comté mais ceux-ci ne constituaient plus que 35 % de la population totale du canton, eux qui avaient toujours compté pour au moins 50 % de l'effectif au XIX<sup>e</sup> siècle. Le canton de Calumet ne regroupait quant à lui que 6 % de tous les Canadiens français du comté et ils constituaient à peine 3 % de la population du canton, deux fois moins qu'en 1900. Tous les châteaux forts des Canadiens français étaient en déclin en 1910.

Dans ce contexte, le profil professionnel a changé considérablement. En 1910, le secteur minier occupait 44 % de tous les chefs de ménage — le plus haut pourcentage jamais atteint — dont près de la moitié travaillaient en surface. Le secteur du bois, quant à lui, n'en attirait plus que 6 % et le secteur des services, 9 %. Par contre, l'agriculture était redevenue attrayante. Ce secteur, qui n'attirait que 8 % des chefs en 1900, en faisait vivre 13 % en 1910. Ces données montrent donc que plus la première génération laisse la place à la seconde, plus le secteur minier — et particulièrement le travail de surface — devient le secteur attrayant alors que le travail forestier — de moins en moins nécessaire compte tenu du niveau de développement atteint — offre de

TABLEAU 4.4

Population canadienne-française des cantons de Lake Linden et de Calumet, comté de Houghton, 1870-1900

Années	Cantons			
	Lake Linden		Calumet	
	Canadiens français (%)	Pop. totale	Canadiens français (%)	Pop. totale
1870	333 (49,7)	669	298 (9,4)	3 182
1880	1 306 (49,4)	2 645	567 (6,8)	8 299
1900	2 178 (51,9)	4 197	1 736 (6,7)	25 991

moins en moins d'occasions d'emplois et que le secteur agricole devient un secteur qui peut permettre une certaine stabilité.

Un nombre important de Canadiens français ont donc quitté la péninsule à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et lors de la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle. Mais ceux qui y sont demeurés avaient pris la décision d'y rester définitivement. Dans certaines communautés, comme à Lake Linden, il était connu que les Canadiens français avaient rapidement opté pour la nationalité américaine. En 1900 toutefois, 55 % de tous les chefs de ménage avaient déjà obtenu leur citoyenneté américaine et 17 % avaient entrepris des démarches pour l'obtenir; en 1910, 63 % de tous les chefs de ménage canadiens-français étaient des Américains d'adoption et 17 % avaient entrepris les démarches pour devenir Américains. Et tant en 1900 qu'en 1910, près de 40 % des chefs de ménage possédaient la maison qu'ils occupaient et près de 50 % étaient locataires.

Outre la contribution du mari, ce sont les fils de 15 ans et plus qui continuent de collaborer le plus au revenu familial. Dans la première décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, près de 90 % de tous les jeunes de cet âge travaillaient principalement dans le secteur minier. Les filles de 15 ans et plus contribuaient également; 25 % d'entre elles travaillaient comme commis dans des établissements commerciaux, comme domestiques ou couturières. Seulement 11 % des ménages abritaient des pensionnaires en 1910. La contribution de l'épouse au revenu du ménage est donc demeurée limitée au travail domestique et au soin des pensionnaires. Seulement 1 % des épouses travaillaient à l'extérieur, surtout comme domestiques.

Enfin, même si le nombre de Canadiens français était en déclin, un autre journal francophone a vu le jour dans la région de Lake Linden: *Le Courrier du Michigan*, créé en 1912 sous la direction d'Eudore Mayrand. On ignore si sa parution fut constante. Toutefois, illustrant la perte de dynamisme des Canadiens français de la région et peut-être la direction qu'ont pris plusieurs d'entre eux au début du XX<sup>e</sup> siècle, Mayrand décidait dès 1919 de déménager son journal à Detroit. Ce fut le dernier journal français à être publié dans la péninsule de Keweenaw<sup>78</sup>.

#### *Les Canadiens français et la grève de 1913-1914*

Les communautés canadiennes-françaises ont été lourdement touchées par la grève de 1913-1914. Il est certain qu'une grève de cette impor-

tance qui a paralysé le plus important employeur de la région a eu des répercussions. Toutefois, on sait peu de chose sur le rôle que les Canadiens français y ont joué. Nous savons que certains d'entre eux y ont participé activement. Le comité ouvrier de la W.F.M., qui fit parvenir la fameuse lettre aux directeurs miniers, le 14 juillet 1913, les enjoignant à discuter avec le représentant des travailleurs, était signée par quatre travailleurs d'origine canadienne-française. Outre le nom de William Williams, on y retrouvait ceux de Little (Petit), James Rowe, (Roy), James Paull, et Anton Pechauer (Pêcheur), tous représentants le comité du syndicat local des W.F.M.<sup>79</sup> Mis à part ces personnes, il semble que peu de Canadiens français aient pris une part active dans la grève<sup>80</sup>.

Cette confrontation ouvrière se préparait depuis quelques années. À partir du moment où les compagnies ont pris conscience de la compétition dans le secteur minier et des nécessaires changements à apporter aux mesures paternalistes qui jusque-là leur avaient assuré la paix sociale, elles étaient conscientes qu'un affrontement sérieux se préparait. Si les compagnies le savaient, les travailleurs s'en doutaient également. Dans ce contexte, un bon nombre de Canadiens français ont dès lors quitté la région afin d'éviter cet affrontement qui changerait la dynamique sociale de la région.

Les Canadiens français ont donc commencé à quitter la région bien avant la grève. Certains sont retournés au pays où la situation économique s'était passablement améliorée depuis le début du siècle. D'autres ont pris la direction de l'Ouest pour se rendre vers la ville minière de Butte dans le Montana, où existait déjà une communauté canadienne-française, où les salaires étaient bons et où les activités étaient encore au premier stade, nécessitant des travailleurs miniers et forestiers en grand nombre.

La compagnie C&H a poursuivi ses activités minières dans la région jusque dans les années 1960. Le maintien des activités du principal employeur de la région a eu pour effet de garder vivantes les communautés canadiennes-françaises qui en dépendaient. Il reste que, dès les années 1920, la diminution graduelle de la migration canadienne-française vers la péninsule a affaibli progressivement les communautés, au point de diluer leurs caractéristiques et de les fondre à la réalité anglo-américaine.

Les débuts du développement minier dans la péninsule au cours des années 1840 ont attiré des Canadiens français qui habitaient différentes régions sur le continent. Si la majorité de ceux-ci étaient nés au Canada, plusieurs étaient originaires de la grande région des Grands Lacs, principalement des anciens postes de traite, comme ceux de Mackinac et de Sault-Sainte-Marie, situés à l'extrémité est de la péninsule, ou de postes en déclin situés au Wisconsin. Ces premiers Canadiens français ont peu participé à l'activité principale de la région. Ils ont plutôt cherché à mieux assurer leur survie et celle des membres de leur famille en recourant principalement au métier de pêcheur qu'ils exerçaient probablement avant pour le compte de l'American Fur Company.

En fait, les Canadiens français n'ont pas été attirés *a priori* par l'exploitation minière mais plutôt par les possibilités d'emplois qui augmentaient en périphérie et par le marché potentiel qui pouvait se créer autour du secteur. Certains d'entre eux se sont établis comme fermiers dans la région, traduisant la volonté de quelques-uns, arrivés avec un capital, de profiter des terres disponibles et du début des activités minières pour tirer parti d'un marché encore restreint mais en voie de prendre de l'expansion. De plus, le fait que l'industrie minière soit liée intimement à la coupe de bois a encouragé d'autres Canadiens français expérimentés dans ce domaine à se rendre dans la région. Une fois les premières communautés créées, le mouvement migratoire s'est accéléré. Mais, ce qui doit retenir l'attention, c'est déjà la grande diversité qui caractérise l'intégration économique des Canadiens français avant la guerre civile.

La fin de la guerre civile a amorcé une période salubre pour les Canadiens français, marquée par la création, le développement et la consolidation de leurs communautés. Elle fut caractérisée par une hausse rapide et significative de la population migrante, qui, entre 1870 et 1880, fut d'ailleurs plus importante que pour l'ensemble de la péninsule. Cette migration fut le résultat, d'une part, d'un développement plus harmonieux et stable que celui qui avait caractérisé la région avant la guerre civile. Mais elle fut également de plus en plus liée à la présence de communautés structurées autour d'institutions — paroisses, églises, écoles, journaux, sociétés nationales, élites économiques — qui ont encadré et rassuré les nouveaux arrivants. Des communautés, comme Lake Linden et Calumet, ont été créées par les Canadiens fran-

çais qui ont su s'imposer numériquement et politiquement et consolider des institutions afin de maintenir leurs particularités ethno-religieuses et d'exercer un certain contrôle sur leur destinée. Les Canadiens français ont donc réussi en peu de temps à recréer un environnement global auquel ils s'identifiaient, avec une élite cléricale et commerçante dynamique. Cette situation a fait en sorte de renforcer le modèle de migration directe, sans pour autant éliminer les itinéraires inusités, qui, en provenance de l'ouest ou de l'est, ont amené des Canadiens français à séjourner dans la péninsule.

Si les Canadiens français se sont exclus du secteur minier — et particulièrement du travail souterrain —, ils ont aussi cherché à s'éloigner des grands centres, tels Houghton et Hancock, pour vivre dans une zone « frontière », dans de petits hameaux isolés, créés de toutes pièces par les compagnies minières et où les chances d'établir une communauté indépendante étaient plus grandes. Ces communautés se sont donc développées en marge des réalités sociales et économiques centrales de la région, renforçant l'isolement socioéconomique des Canadiens français pour leur permettre de maintenir leurs caractéristiques propres.

L'industrie minière a influencé grandement la qualité de la participation des membres du ménage au revenu familial. Le secteur minier offrait de meilleures conditions salariales qu'à l'Est, surtout si on y ajoute les mesures paternalistes des compagnies. La pauvreté qui caractérisait si souvent les centres manufacturiers de la Nouvelle-Angleterre n'avait rien de comparable avec les conditions socioéconomiques des travailleurs de la péninsule. Le salaire du mari, souvent conjugué à celui du jeune fils et au revenu d'appoint que procurait la prise de pensionnaires, était suffisant pour assurer au ménage un revenu satisfaisant.

Les modèles migratoires qui ont amené les Canadiens français vers la péninsule durant cette période furent aussi variés qu'inusités. Si la migration directe du Québec vers la péninsule s'est renforcée avec le temps, il reste que des trajets plus sinueux sont suivis par les migrants en route vers la péninsule. Certains États du nord-est des États-Unis — notamment l'État de New York — ont pendant la période de 1860 à 1900 constitué un lieu de transit important. Le Midwest aussi, notamment le Wisconsin, fut une étape dans le mouvement migratoire avant que les migrants n'aboutissent dans la péninsule. De plus, ces derniers

n'ont pas hésité pas à effectuer des retours temporaires au Canada s'ils le jugeaient à propos. Toutefois, il ne faut pas négliger les conséquences du déclin forestier dans la vallée de la Saginaw sur la venue de Canadiens français vers la péninsule. Il faut se rappeler que, dès les premiers signes d'épuisement des ressources, certains entrepreneurs de la vallée s'étaient portés acquéreurs de terres à bois dans le comté d'Ontonagon et y avaient transféré leurs activités de coupe, favorisant le transfert de main-d'œuvre forestière vers la péninsule<sup>91</sup>. Il ne faut pas non plus sous-estimer les effets du ralentissement des activités manufacturières en Nouvelle-Angleterre dans les années 1890 sur la venue de nouveaux migrants canadiens-français. Tous ces scénarios démontrent le haut degré de mobilité des Canadiens français sur le continent, illustrent bien le niveau de leurs connaissances des divers marchés du travail continentaux et témoignent de l'aisance avec laquelle ils ont pu se déplacer sur le continent.

La péninsule a subi de profondes mutations au tournant du siècle. Une nouvelle conjoncture a obligé les compagnies à modifier leur approche dans les relations de travail et dans les relations sociales en général. Elle les a forcées à faire des gestes qui ont jeté une lumière plus crue sur leurs véritables objectifs, des gestes qui ont eu pour effet de détériorer rapidement les conditions générales de travail. Or, les Canadiens français semblent avoir pressenti cette dégradation. Si l'effectif avait augmenté plus rapidement en pourcentage que celui de la population en général dans les années 1870, c'est la situation contraire qui est survenue lors de la première décennie du xx<sup>e</sup> siècle. Ils ont cessé de se rendre dans la péninsule et leur nombre a décru alors que la population totale a continué de croître. Les Canadiens français ont donc fait une lecture différente de la réalité. Cette baisse de la migration s'est conjuguée à des retours vers le Canada, dont l'économie prenait du mieux depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, mais aussi à des départs vers l'Ouest où se situait la nouvelle « frontière » minière.

Mais ce désintéressement pour la région ne fut pas lié seulement à son instabilité socioéconomique. Certaines communautés canadiennes-françaises furent en proie à des tensions internes. Le sempiternel problème du rassemblement des organisations canadiennes-françaises au sein d'une seule et même fédération s'est posé de manière encore plus criante au milieu des années 1880, avec le résultat que ces sociétés en sont ressorties plus divisées qu'elles ne l'étaient

auparavant. Dans certaines paroisses, le consensus a été de plus en plus difficile à atteindre et à maintenir. Les paroissiens ont commencé à montrer certains signes d'irritation et d'insatisfaction à l'égard des décisions prises par leur leader religieux. Signe des temps, même le leadership religieux dans le « Petit Canada » de Lake Linden a été remis en question.

Ces éléments ont déstabilisé les communautés. Ils ne sont pas étrangers aux départs de certains et à la moins grande attraction qu'elles ont suscitée chez d'éventuelles recrues. Lorsque de vives tensions sociales ont émergé au début du *xx<sup>e</sup>* siècle, et surtout lors de la grève de 1913-1914, les Canadiens français — principalement ceux qui n'avaient jamais eu l'intention ferme de s'établir et qui ne possédaient ni maison ni citoyenneté américaine — ont quitté la région.

Après la grève qui marqua la fin d'une ère dans le développement social de la région, les communautés canadiennes-françaises se sont maintenues encore quelque temps. Mais, sans l'apport de nouvelles recrues, les institutions ont décliné graduellement pour disparaître, laissant derrière elles des communautés qui évoquent encore aujourd'hui la présence passée des Canadiens français dans la région, mais qui ont perdu leur particularité.

Pour de nombreux Canadiens français, l'expérience dans le secteur minier de la péninsule de Keweenaw n'aura été qu'une des nombreuses étapes qui ont marqué leur mouvement migratoire continental, les amenant vers de nouvelles régions.



## Conclusion

**L**ES CANADIENS FRANÇAIS ont donc largement contribué au développement socioéconomique de la vallée de la Saginaw et de la péninsule de Keweenaw. Des débuts de la colonisation jusqu'à l'aube du **xx**<sup>e</sup> siècle, ils ont été parmi ceux qui ont soutenu constamment ce développement, que ce soit comme pionniers, comme fermiers ou, plus tard, comme travailleurs forestiers et travailleurs miniers.

L'analyse du processus migratoire des Canadiens français a par ailleurs révélé l'existence d'une mobilité spatiale transcontinentale exceptionnelle qui vient dissiper « l'image d'une société statique qui a prévalu jusqu'à tout récemment dans une bonne part de l'historiographie nord-américaine traitant du Québec rural du **xix**<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup> ».

Si leur contribution au développement de ces deux régions est remarquable, la nature de leur participation aux divers marchés du travail présente cependant des différences qui méritent d'être relevées.

La présence canadienne-française dans la vallée de la Saginaw et la péninsule de Keweenaw est demeurée modeste avant la guerre civile. En 1860, la vallée comptait un peu plus de 400 Canadiens français alors qu'on en trouvait près de 700 dans la péninsule. Déjà présents dans la grande région des Grands Lacs, les premiers migrants canadiens-français avaient en grande partie travaillé jadis dans la traite des fourrures et furent libérés lors de son déclin dans les années 1830. Le nouveau développement qui s'amorce dans diverses régions de l'État à partir des années 1840 leur paraît donc des plus attrayants. Dans le cas de la vallée, l'accès facile à des terres fertiles et à prix abordable a principalement attiré les migrants avant la guerre civile alors que ce sont surtout les besoins en main-d'œuvre peu qualifiée pour soutenir

la mise en place des premières infrastructures de prospection minière qui ont amené les Canadiens français vers la péninsule.

Après la fin de la guerre civile, le contexte économique de chacune des régions s'est modifié, de même que leurs besoins respectifs en main-d'œuvre, amenant les Canadiens français à s'y rendre en plus grand nombre. En 1900, la région de la vallée comptait plus de 10 000 Canadiens français alors qu'on en dénombrait un peu moins de 9 000 dans la péninsule. Les secteurs forestier et minier sont devenus les principaux pôles d'attraction pour les migrants jusqu'à la fin de la période étudiée. Dans la vallée, le déclin de l'industrie forestière, qui s'est amorcé au cours des années 1880, conjugué à la grève de 1885, a entraîné un ralentissement notable de la migration. Les communautés franco-catholiques, privées de nouvelles recrues, ont périclité vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les communautés canadiennes-françaises se sont par contre maintenues plus longtemps dans la péninsule. Mais les mutations qui ont touché le secteur minier à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, conjuguées aux tensions sociales qui se sont manifestées dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle — dont la grève de 1913-1914 —, ont eu raison des communautés qui, à leur tour, ont décliné. Malgré les similitudes dans le développement et les courants migratoires qui touchent les deux régions, cette étude a bien montré que les modèles migratoires se sont articulés de manière fort différente et que le comportement des migrants a lui aussi nettement varié en raison de la structure économique de chacune des régions et de la nature des marchés du travail.

Dans la vallée, les modèles migratoires ont pris différentes formes selon les périodes. Avant 1840, la présence canadienne-française semble surtout le résultat d'une migration en provenance du sud-est du Michigan. Après 1850 cependant, la migration provenant du Québec constitue le modèle prédominant. Toutefois, nous avons montré que d'autres modèles migratoires se sont développés en parallèle, ayant pour point de départ les centres semi-permanents de la Nouvelle-Angleterre où les Canadiens français, travailleurs forestiers et agricoles, furent libérés par la fin des activités de coupe et la mécanisation des moyens de production agricoles. Devant la nouvelle conjoncture, le Nord-Est, plusieurs ménages canadiens-français ont pris la décision de poursuivre leur migration en se déplaçant au rythme de la « frontière » forestière vers l'ouest. C'est ainsi qu'après avoir transité par le Maine,

puis par l'État de New York et par la Pennsylvanie, certains ont atteint, au cours des années 1850, la nouvelle « frontière » forestière qui se situait alors dans l'État du Michigan. Par ailleurs, d'autres Canadiens français, séjournant dans le Nord-Est, ont préféré maintenir leur lien avec l'agriculture et ont donc cherché à profiter de la présence de terres fertiles et accessibles plus à l'ouest pour s'y installer. Outre le modèle prédominant de migration, les Canadiens français ont ainsi eu recours à deux autres types de modèles migratoires. D'une part, à l'instar des Américains, ils ont participé à la « grande migration » est-ouest, à la recherche de terres de meilleure qualité. De l'autre, le déplacement continu de la « frontière » forestière a drainé une partie importante de la main-d'œuvre d'est en ouest, créant ainsi un marché migratoire de travail forestier — auquel les Canadiens français avaient toujours été étroitement associés — qui orienta leur migration vers le Michigan, principalement la vallée de la Saginaw. Et, lorsque l'épuisement des ressources s'est fait sentir à nouveau à partir des années 1880, la « frontière » forestière s'est encore déplacée plus à l'ouest, entraînant avec elle une partie des Canadiens français vers le Wisconsin et le Minnesota.

Dans le cas de la péninsule de Keweenaw, les modèles migratoires sont plus difficiles à préciser. Il est néanmoins possible d'affirmer qu'avant 1850 les Canadiens français présents dans cette région proviennent pour une large part des petites localités de la grande région des Grands Lacs, jadis associées à la traite des fourrures. Après 1850, grâce à l'ouverture du canal Sault-Sainte-Marie surtout, les Canadiens français pourront, comme bien d'autres migrants, atteindre plus facilement la péninsule de Keweenaw, bien qu'un détour par Detroit demeure toujours inévitable. Il n'est d'ailleurs pas exclu que des Canadiens français, à la recherche de terres ou d'un emploi dans le secteur forestier, aient appris, à Detroit, que des emplois étaient disponibles dans la haute péninsule et qu'ils aient alors décidé de s'y rendre. Toutefois, là encore, la constance du développement minier, moins perturbé par les crises économiques de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que d'autres secteurs industriels, a pu faire en sorte qu'en marge du modèle liant le Québec à la péninsule, un autre, plus timide, se soit développé, regroupant des migrants en provenance de plusieurs régions de l'ouest du continent, dont l'Ontario, le Wisconsin, le Minnesota, l'Ohio et l'Illinois.

À partir des années 1870, des réseaux migratoires solides se sont créés tant dans la vallée que dans la péninsule. Malgré une conjoncture économique moins favorable durant cette décennie, la migration des Canadiens français vers ces deux régions s'est poursuivie activement, à un point tel que la population canadienne-française a augmenté beaucoup plus rapidement, en proportion, que celle de l'ensemble de la population<sup>2</sup>.

En ce qui concerne la vallée de la Saginaw, notre étude a montré que la culture de mouvement des Canadiens français, de même que leur habitude du travail forestier, a eu pour effet de leur donner une assurance qui a influencé l'ensemble de leurs comportements socio-économiques et politiques. Une bonne connaissance du territoire, acquise dans la traite des fourrures, conjuguée à une longue expérience de travail dans le domaine forestier et à une participation constante au marché migratoire du travail forestier nord-américain, leur a permis d'afficher une certaine aisance et de s'intégrer plus aisément non seulement au marché du travail forestier mais aussi à son environnement sociopolitique particulier.

Cette attitude a influencé grandement la nature des relations qu'ils ont entretenues avec tous les membres de la communauté, de même que leur rôle dans cette société. D'une part, les paroissiens se mirent à critiquer ouvertement le manque de direction de leurs élites religieuses, ce qui eut pour effet de renforcer chez eux un comportement plus autonome. L'exemple de la paroisse St. Joseph de Bay City est éclairant à cet égard. La plus importante paroisse nationale de la vallée connaissait des problèmes financiers récurrents, et l'insensibilité manifestée par certains curés face aux besoins particuliers des franco-catholiques a donné lieu, dans les années 1870 et 1880, à de vives réactions de la part des paroissiens. Les élites locales ont également posé certains gestes qui ont eu pour effet de démobiliser les Canadiens français dans leur lutte pour maintenir leurs caractéristiques particulières. C'est le cas du mouvement annexionniste qui, tout restreint dans le temps qu'il ait été, a interpellé toutes les organisations canadiennes-françaises de l'État et les a obligées à prendre position sur le leadership qu'elles devaient manifester. Ce questionnement a mené à une division profonde entre les sociétés nationales de Detroit et celles du Michigan, contribuant ainsi à miner la crédibilité de ces institutions.

Cette distance qui se crée, entre une élite hésitante et des paroissiens bien intégrés dans leur nouveau milieu de vie et confiants, n'est sûrement pas étrangère au fait que les paroissiens ont été moins réceptifs au message traditionnel de survivance que continuait de lancer leur élite, qui proposait de s'isoler de la société anglo-protestante comme seule garantie du maintien de leurs caractéristiques propres. Cette situation a eu pour effet d'atténuer la « conscience ethnique » des migrants et de contribuer à l'émergence d'une conscience plus vive de leurs intérêts premiers, soit l'amélioration de leurs conditions de vie.

C'est dans cette perspective que l'on doit aborder certains comportements particuliers des Canadiens français quelques années seulement après leur établissement dans la vallée. Leur participation aux conflits ouvriers de 1872 et de 1885 tranche nettement avec l'attitude de leurs prédécesseurs lors des grèves dans le secteur manufacturier de la Nouvelle-Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. De même, leur forte propension à se faire naturaliser et à participer activement au processus politique, tant comme électeurs que comme candidats à des postes électifs, contraste quelque peu avec la tendance qui a toujours été observée chez leurs compatriotes du Nord-Est<sup>4</sup>. Ces comportements traduisent une prise de conscience plus précoce des Canadiens français de leurs intérêts et de ceux de leurs familles, prise de conscience qui passait par une réelle collaboration dans les différentes sphères de leur vie matérielle où une amélioration semblait possible.

Par contre, là où il y a uniformité dans les comportements, c'est dans le recours constant aux solidarités familiales pour composer avec la réalité changeante du marché du travail. La participation des fils âgés au revenu familial, la prise de pensionnaires et même le travail des filles âgées sont des stratégies adoptées par la famille pour répondre aux besoins familiaux et s'adapter et réagir aux changements<sup>5</sup>.

La culture de travail des Canadiens français s'est également manifestée lorsque le déclin des opérations forestières — prévisible pour ceux qui connaissaient bien le secteur — s'est concrétisé. Comptant sur leurs connaissances du milieu, ils ont élaboré de nouvelles stratégies. Si certains sont retournés au pays, d'autres se sont adaptés à la nouvelle réalité, en s'établissant sur une terre ou en s'intégrant au secteur manufacturier en développement alors que d'autres encore ont suivi l'industrie du bois dans sa progression vers la nouvelle « frontière », plus à l'ouest.

L'évolution du secteur minier a amené les Canadiens français de la péninsule de Keweenaw à réagir différemment de leurs compatriotes de la vallée. Même si l'extraction minière était l'activité principale de la région, les Canadiens français, peu expérimentés dans ce domaine, ont mis du temps à s'y intégrer, travaillant d'abord dans des secteurs en périphérie comme celui du bois et des services.

Les Canadiens français ont cherché très tôt à s'éloigner des grands centres urbains miniers comme Houghton et Hancock pour s'établir plutôt dans des petits villages isolés créés par les compagnies minières, là où les chances d'ériger une communauté autonome étaient meilleures. Cet isolement ne les a toutefois pas empêchés d'être actifs politiquement et socialement, notamment dans les villages de Lake Linden et de Calumet où certains furent candidats à des postes électifs.

Dans les années 1890, les Canadiens français ont semblé sensibles aux mutations économiques profondes qu'a subies la région puisque le flux migratoire a connu un ralentissement alors que la population de la région a continué de croître. Il faut également souligner les tensions qui se manifestent dans les années 1890 au sein de certaines communautés canadiennes-françaises, particulièrement dans la très stable communauté de Lake Linden. Ces changements, combinés aux tensions sociales qui en résultent, vont faire fuir bon nombre de Canadiens français. Certains reviendront au pays à la faveur d'une meilleure conjoncture au début du xx<sup>e</sup> siècle, alors que d'autres partiront plus vers l'ouest ou iront s'établir à Detroit.

En analysant les caractéristiques de la migration vers le Michigan, il est difficile de ne pas comparer cette réalité avec celle de la Nouvelle-Angleterre et de constater des différences importantes. D'une part, la structure économique distincte qui prévaut dans les deux régions au xix<sup>e</sup> siècle pose des défis différents aux migrants. En Nouvelle-Angleterre, les Canadiens français vont surtout s'intégrer au marché du travail manufacturier, pour lequel ils n'avaient pas d'expérience et avec lequel ils ont eu à se familiariser rapidement<sup>6</sup>. De plus, les besoins en main-d'œuvre de l'industrie manufacturière n'ont pas toujours coïncidé avec les exigences familiales en faisant appel surtout à une main-d'œuvre féminine et juvénile bon marché, alors que la main-d'œuvre masculine, plus exigeante au niveau de la rémunération, était souvent reléguée à des secteurs marginaux<sup>7</sup>. Au Michigan, les Canadiens français sont au contraire très familiers avec le marché du travail

forestier et, bien qu'ils n'aient pas d'expérience dans le secteur minier, ce dernier, tout comme le secteur forestier, requiert une main-d'œuvre adulte essentiellement masculine et, dans une plus faible proportion, l'embauche de garçons de 15 ans et plus. Peu de femmes, et encore moins d'épouses, y sont requises.

Dans cette perspective, les besoins en main-d'œuvre au Michigan s'inscrivent davantage en continuité avec les responsabilités des différents membres de la famille canadienne-française. En Nouvelle-Angleterre, le marché du travail a certes pu dérouter au départ les ménages canadiens-français<sup>8</sup>. Il a surtout remis en question les responsabilités traditionnellement attribuées à chacun de leurs membres et la hiérarchie du pouvoir familial. Cet élément constitue à nos yeux un aspect perturbateur de la réalité sociale, bien que la famille puisse néanmoins composer avec cette réalité. Il demeure toutefois que les besoins du marché du travail forestier et minier s'articulent mieux en fonction de la structure même du ménage et des rôles qui sont traditionnellement dévolus à chacun de ses membres.

Par ailleurs, il ne faut pas négliger le fait que les premiers Canadiens français qui se rendent dans la vallée de la Saginaw et dans la péninsule de Keweenaw se dirigent vers une zone « frontière », où le caractère socioculturel n'est pas encore complètement établi, où le modèle social est encore en voie de se définir et où les migrants ont davantage de latitude pour afficher, maintenir, voire affirmer leurs particularités culturelles. Alors qu'en Nouvelle-Angleterre les Canadiens français se retrouvent dans des centres urbains où la réalité sociale est bien établie, où il n'y a que peu de marge de manœuvre pour afficher et maintenir sa différence, où les pressions pour l'intégration se font vives et où il est essentiel de s'en remettre aux élites religieuses et aux institutions sociales primaires pour s'isoler et maintenir ses caractéristiques propres.

Dans ce contexte, on comprend mieux les différences entre le comportement des migrants de la vallée de la Saginaw et celui des Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre. L'assurance démontrée par les migrants dans la vallée leur permet de prendre plus rapidement leurs distances face aux prescriptions de l'élite religieuse dont l'encadrement paraît moins vital. Cette situation permet, en fait, aux Canadiens français de mieux s'intégrer socialement, politiquement et économiquement à leur nouvel environnement.

Cette réalité socio-économique pourrait expliquer pourquoi les Canadiens français, malgré certaines tensions avec l'élite religieuse, accepteront plus facilement son message de la survivance<sup>9</sup>. Ils lui seront ainsi plus intimement liés, la considérant comme essentielle à leur survie comme franco-catholiques. Elle pourrait également permettre de mieux comprendre pourquoi les Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre ont tardé, comme le proposaient les élites religieuses, à s'engager dans des conflits ouvriers, sinon à titre de briseurs de grèves. En fait, hormis quelques exceptions, les Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre ne remettent en question ouvertement le leadership clérical qu'au début du xx<sup>e</sup> siècle, le point culminant étant la crise sentinelliste au cours des années 1920<sup>10</sup>. De plus, leur engagement dans les conflits de travail ne se manifesterait véritablement que dans les années 1920<sup>11</sup>.

Cette étude a mis en lumière certains éléments concernant le possible triangle migratoire reliant le Québec, la Nouvelle-Angleterre et le Michigan. Si, comme nous l'avons souligné plus tôt, le refoulement constant de la « frontière » forestière a lié les trois régions, la crise que traverse l'industrie manufacturière du Nord-Est dans les années 1890 aurait également, dans une moindre mesure, favorisé le départ de certains Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre vers le Michigan. Compte tenu des différences dans les structures économiques et des répercussions des crises sur ces structures, il est fort probable qu'une période d'instabilité économique n'ait pas le même effet partout. Cette différence pourrait expliquer le déplacement d'une partie de la force de travail d'un secteur fort touché par la crise vers un autre, moins affecté, ou jouissant d'un marché du travail plus compatible avec la structure familiale. La présence de ce triangle migratoire demeure toutefois une hypothèse, une piste, que des recherches ultérieures, s'appuyant sur des sources plus précises et sur une méthodologie appropriée, pourraient mieux définir afin de rendre toute la dimension continentale du phénomène.

Enfin, cette étude a surtout permis de mieux cerner les difficultés auxquelles durent faire face les Canadiens français et de montrer qu'ils furent rarement les victimes impuissantes d'un contexte économique en mutation mais qu'ils ont toujours, bien qu'avec un inégal succès, cherché s'adapter en utilisant à bon escient leur expérience de vie et de travail et les solidarités familiales.

## Notes

### Présentation

1. Selon le recensement fédéral américain, la réalité géographique du Nord-Est est désignée sous le nom de «North Atlantic States» et regroupe les États de la Nouvelle-Angleterre ainsi que l'État de New York et celui de la Pennsylvanie.
2. Selon le recensement fédéral américain, la réalité géographique du Midwest est désignée sous le nom de «North Central States», un territoire qui regroupe les États de l'Illinois, de Indiana, du Michigan, du Minnesota, de l'Ohio et du Wisconsin.
3. United States Census Office, *Eleventh Census of the United States, 1890*, Population, vol. 1, p. clxxx.

### Chapitre 1

#### Le Québec au XIX<sup>e</sup> siècle

1. *Rapport du Comité spécial de l'Assemblée législative nommé pour s'enquérir des causes et de l'importance de l'émigration qui a lieu tous les ans du Bas-Canada vers les États-Unis*, Montréal, Louis Perrault, 1849, p. 51.
2. Robert ARMSTRONG, *Structure and Change. An Economic History of Québec*, Toronto, Gage Publishing Co., 1984, p. 52.
3. *Ibid.*, p. 57.
4. Marcel TRUDEL, *Initiation à la Nouvelle-France*, Montréal, HRW, 1971, p. 15.
5. Fernand OUELLET, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, tome 1, Montréal, 1971, p. 273. Ci-après Ouellet, tome 1.
6. ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 60.
7. Ralph D. VICERO, *Immigration of French Canadians to New England, 1840-1900: A Geographical Analysis*, Thèse de Ph.D. (Géographie), University of Wisconsin, 1968, p. 47.
8. Voir l'étude de J. I. LITTLE, *Nationalism, Capitalism, and Colonization in Nineteenth-Century Quebec. The Upper St Francis District*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1989, 306 pages, particulièrement les chapitres 1 et 2.
9. ROBY, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre*, Septentrion, 1990.

10. ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 62-63.
11. VICERO, *op. cit.*, p. 50.
12. *Ibid.*, p. 59.
13. *Ibid.*, p. 61.
14. *Ibid.*, p. 62 et 66. Les problèmes engendrés par la subdivision semblent particulièrement criants dans la grande région de Montréal, en amont et en aval sur le fleuve ainsi que dans la vallée du Richelieu.
15. ROBY, *op. cit.*, p. 15.
16. John McCALLUM, *Unequal Beginnings: Agriculture and Economic Development in Québec and Ontario until 1870*, Toronto, University of Toronto Press, 1980, p. 43.
17. ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 22.
18. *Ibid.*, p. 80.
19. VICERO, *op. cit.*, p. 39.
20. ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 79.
21. ROBY, *op. cit.*, p. 17.
22. McCALLUM, *op. cit.*, p. 44.
23. VICERO, *op. cit.*, p. 44.
24. Notons que la mobilité des Canadiens français en Nouvelle-France a retenu l'attention de plusieurs chercheurs, dont celle de Jacques Mathieu et son équipe. Dans le contexte socioéconomique et démographique de la Nouvelle-France, la nécessité de partir précédait la décision de quitter. La mobilité paraît être davantage le fruit de la sédentarité que du nomadisme. Voir l'article de Jacques MATHIEU et al., « Mobilité et sédentarité : Stratégies familiales en Nouvelle-France ».
25. Christian MORISSONNEAU, *La terre promise : le mythe du Nord québécois*, Montréal, HMH, 1978, p. 47, ci-après Morissonneau (1978).
26. Christian MORISSONNEAU, « Mobilité et identité québécoise », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 23, n° 58 (avril 1979), p. 30, ci-après Morissonneau (1979). Consulter aussi Sophie-Laurence Lamontagne, *L'Hiver dans la culture québécoise*, Québec, IQRC, 1983, p. 159.
27. Depuis 1612, l'exportation de fourrures a été successivement sous la coupe de monopoles qui géraient l'ensemble de la colonie jusqu'en 1717 alors que la traite devient libre à l'intérieur de la colonie.
28. Allan GREER, *Peasants, Lord and Merchants. Rural Society in Three Quebec Parishes, 1740-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, p. 179.
29. Harold A. INNIS, *The Fur Trade in Canada. An Introduction to Canadian Economic History*, New Haven, Ct., Yale University Press, 1930, p. 57.
30. BROUILLETTE cité dans LANCTOT (1941), *op. cit.*, p. 146; Innis, *op. cit.*, p. 111.
31. BROUILLETTE, Benoît, *La présentation du continent américain par les Canadiens français [...]*, 1939, p. 37, 47.
32. BROUILLETTE (1939), *op. cit.*, p. 79.
33. GREER, *op. cit.*, p. 183.
34. BROUILLETTE (1941), *op. cit.*, p. 154.
35. MORISSONNEAU (1978), *op. cit.*, p. 56.
36. DUNBAR, Willis Frederick, *Michigan. A History of the Wolverine State*, 1980, p. 172.
37. BROUILLETTE (1941), *op. cit.*, p. 162-163.
38. BROUILLETTE (1941), *op. cit.*, p. 163.

39. ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 116.
40. Pierre AUGER, « La grande mouvance et la route du bois », Marcel BELLAVANCE, dir., *La grande mouvance*, Sillery, 1990, p. 47.
41. LOWER, A.R.M., *The North American Assault on the Canadian Forest* [...], 1938, p. 36.
42. *Ibid.*, p. 189.
43. Pierre-Louis LAPOINTE, « L'Outaouais : une culture en mutation », *Les régions culturelles*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983, p. 80.
44. La Vallée produisit tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle toujours plus de 50 % du bois coupé en valeur de production. Voir Normand SÉGUIN et René HARDY, *Forêt et société en Mauricie, 1830-1930*, Montréal, Boréal Express, 1984, p. 7.
45. L'imposition du blocus naval par la France à l'endroit de l'Angleterre en 1806-1807, qui ferma à toutes fins utiles les ports de la Baltique aux navires anglais, s'est avérée le catalyseur dans le processus d'exploitation forestière canadienne. Cette situation incita même des entrepreneurs américains à venir s'y établir pour profiter de la situation.
46. OUELLET, Fernand, *Histoire économique et sociale du Québec*, tome 1, p. 242.
47. Gérard TULCHINSKY, *La rivière et la forêt. Le commerce du bois dans la vallée de l'Outaouais de 1800-1900*, Montréal, Musée McCord, University McGill, 1981, p. 4.
48. *Ibid.* L'étude de Séguin et de Hardy confirme qu'en général ce sont des hommes de 26 à 35 ans, soit des jeunes époux ou des hommes célibataires, qui s'engagent dans les chantiers.
49. Douglas McCALLA, « Forest Products and Upper Canada Canadians Development, 1815-1846 », *Canadian Historical Review*, vol. LXVIII, n° 2, 1987, p. 159-198, p. 184.
50. REID, Richard, *The Upper Ottawa Valley to 1855*, Toronto, 1990.
51. McCALLA, *loc. cit.*, p. 185.
52. L'amélioration des voies de communication au cours des années 1820 et 1830 entre le Canada et les États-Unis, grâce à la construction de nombreux canaux, a favorisé une meilleure pénétration des produits canadiens. Notons la construction du canal Champlain en 1822, du canal Lachine en 1825, du canal Rideau en 1832 et du canal Richelieu en 1835.
53. CROSS, *loc. cit.*, p. 216.
54. TULCHINSKY, *op. cit.*, p. 9; REID, *op. cit.*, p. lxx.
55. Rameau de SAINT-PÈRE, *La France aux colonies : Étude du développement de la race française hors d'Europe, Les Français en Amérique, Acadiens et Canadiens*, Paris, A. Jouby, 1859, 355 pages, p. 121-122.
56. LOWER, *op. cit.*, p. 88.
57. Elles passent de 375 millions de pieds mesure de planche en 1841 à 250 millions en 1842, atteignant ainsi le plus bas niveau depuis 1826. ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 114, 121.
58. Les entrepreneurs ont réagi vigoureusement et ont fait savoir aux autorités britanniques que la protection tarifaire était essentielle à la survie des compagnies forestières canadiennes. REID, *op. cit.*, p. lix; Lower, *op. cit.*, p. 88.
59. ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 114.
60. OUELLET, tome 2, *op. cit.*, p. 475.
61. LOWER, *op. cit.*, p. 92.

62. Des entrepreneurs comme Levi Young du Maine, O.H. Ingram, A.H. Baldwin, Harris, Bronson, Perley and Pattlee de New York et de E.B. Eddy CROSS, *loc. cit.*, p. 222.
63. *Rapport de 1849, op. cit.*, p. 84-85.
64. «Partir pour les "États" est un élément de stratégie de survie comme l'est celui de bûcher ou de draver dans les forêts du Québec». ROBY, *op. cit.*, p. 54.
65. La «Ruée vers l'or» en Californie vers la fin des années 1840 a attiré bon nombre de Canadiens français à la recherche d'aventure et de fortune. Voir, entre autres, le roman de Léo-Paul Desrosiers, *Nord-Sud*, Montréal, Fides, 1931, 199 pages, qui traite de cet attrait pour la Californie.
66. ROBY, *op. cit.*, p. 19.
67. Le Connecticut, le Massachusetts, le New Hampshire et le Rhode Island.
68. VICERO, *op. cit.*, p. 90-94. En 1831, la colonie canadienne-française de Waterville est évaluée à 150 personnes. Yves ROBY, *op. cit.*, p. 19. C'est à partir de ces colonies qu'émergeront un peu plus tard des communautés plus stables dont Saint-Joseph de Burlington en 1850.
69. Nous savons que des Canadiens français se sont aventurés en territoire américain dès la période révolutionnaire et que d'autres s'y sont réfugiés lors des troubles de 1837-1838. Cependant, les raisons qui motivaient alors ces départs étaient surtout d'ordre politique et peu liées à des considérations économiques.
70. Henry B. STEER, *Lumber Production in the United States, 1799-1946*, U.S. Department of Agriculture, Misc. Publication n° 669, Washington, 1948, p. 11.
71. David C. SMITH, *A History of Lumbering in Maine, 1861-1960*, Orono, Me, 1972, p. 12.
72. Témoignage de John Heath, de L'Isle-Verte, recueilli par le comité de 1857 enquêtant sur l'émigration vers les États-Unis. Canada-Uni, *Rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir des causes de l'émigration du Canada aux États-Unis d'Amérique...*, 1857, p. 82.
73. ROBY, *op. cit.*, p. 14.
74. OUELLET, tome 1, *op. cit.*, p. 349.
75. Marcus Lee HANSEN et J. B. BREBNER, *The Mingling of the Canadian and American Peoples*, New Haven, Yale University Press, 1940, 274 pages, p. 135.
76. Rameau de SAINT-PÈRE, *op. cit.*, p. 172.
77. FAUCHER (1964), *op. cit.*, p. 304; HANSEN et BREBNER, *op. cit.*, p. 105.
78. HANSEN et BREBNER, *op. cit.*, p. 130.
79. ROBY, *op. cit.*, p. 19.
80. HANSEN et BREBNER, *op. cit.*, p. 129; McQUILLAN, *op. cit.*, p. 101.
81. *Rapport de 1849, op. cit.* p. 37, 45.
82. *Rapport de 1857, op. cit.*, p. 5.
83. McQUILLAN, «French Canadians [...]», *Cahiers de géographie*, p. 102.
84. TRUDEL, *Chiniquy*, Trois-Rivières, 1955, p. 125.
85. VICERO, qui cite Rameau de Saint-Père (1859), *op. cit.*, p. 108-109.
86. Rameau de SAINT-PÈRE, *op. cit.*, p. 173.
87. HANSEN et BREBNER, *op. cit.*, p. 132.
88. ROBY, *op. cit.*, p. 22.
89. McQUILLAN, *op. cit.*, p. 103.

90. ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 163-164.
91. Voir les articles de A.-N. LALONDE, « L'intelligentsia du Québec et la migration des Canadiens français vers l'Ouest canadien, 1870-1930 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, n° 2 (septembre 1979), p. 163-185 ; A. I. SILVER, « French Canada and the Prairie Frontier, 1870-1890 », *Canadian Historical Review*, vol. L, n° 1 (mars 1969), p. 11-36.
92. FAUCHER (1964), *loc. cit.*, p. 317.
93. MCQUILLAN, *loc. cit.*, p. 99.
94. Rameau de SAINT-PÈRE, *op. cit.*, p. 17 ; *Rapport de 1857*, *op. cit.*, p. 5.
95. MCQUILLAN, *loc. cit.*, p. 99. Certaines estimations comme celles de Rameau donnent pour 1851 une population canadienne-française au Michigan de 7 000 habitants. Rameau de Saint-Père, *op. cit.*, p. 173.

## Chapitre 2

### Le développement de la vallée de la Saginaw et de la péninsule du Keweenaw, 1840-1914

1. Cité dans Carl A. LEACH, « Paul Bunyan's Land and the First Sawmills of Michigan », *Michigan Historical Magazine*, vol. 20 (1936), p. 72.
2. La vallée comprend le comté de Saginaw, créé en 1822, et le comté de Bay, détaché du comté de Saginaw et créé en 1857.
3. Barbara E. BENSON, *Logs and Lumber: The Development of the Lumber Industry in Michigan's Lower Peninsula, 1837-1870*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Indiana University, 1976, p. 97.
4. BENSON, *op. cit.*, p. 7.
5. *Ibid.*, p. 10.
6. BENSON, *op. cit.*, p. 97 ; KILAR, *The Lumbertown [...]*, 1987, p. 20.
7. KILAR, *op. cit.*, p. 17.
8. United States Census Office, *Eleventh Census of the United States, 1890*, Compendium on Population, Washington, D.C., Government Printing Office, vol. 1, Part 1, 1895, Table 4, p. 26.
9. Harold M. FOEHL et Irene M. HARGREAVES, *The Story of Logging the White Pine in the Saginaw Valley*, Bay City, Michigan, 1964, p. 3 ; Maurice E. MCGAUGH, *The Settlement of Saginaw Basin*, Thèse de Ph.D., 1950, p. 39-40.
10. William H. SWEET, « Brief History of Saginaw County », *Michigan Pioneer and Historical Society Collections*, 28 (1900), p. 486.
11. SWEET, *loc. cit.*, p. 486 ; KILAR, *op. cit.*, p. 35. Ce lieu fut d'abord nommé Saganaw en 1822, puis Saganaw, pour ensuite prendre l'appellation de Saginaw, qui signifie en langue amérindienne « lieu de rencontre » ou en anglais « gathering place ». Voir MCGAUGH, *op. cit.*, p. 1.
12. Albert MILLER, « The Saginaw Valley », *Pioneer Collections. Report of the Pioneer Society of Michigan*, vol. 7, (1884) p. 268. Comme nous l'avons suggéré, de nombreux Canadiens français sout à l'emploi de l'American Fur Company d'Astor qui recherchait des travailleurs expérimentés pour ouvrir de nouveaux marchés. Selon Albert Miller, ce Louis Campau a quitté Saginaw City en 1826 et c'est son

- frère Antoine Campau qui lui a succédé comme responsable du poste de traite.
13. MCGAUGH, *op. cit.*, p. 40-41; KILAR, *op. cit.*, p. 39.
  14. B. F. PARTRIDGE, « Bay County », *Michigan Pioneer and Historical Collections*, vol. 3 (1881), p. 316-338, p. 317.
  15. Deux ans plus tôt, le comté du même nom avait été créé.
  16. *Ibid.*, p. 318; KILAR, *op. cit.*, p. 50.
  17. KILAR, *op. cit.*, p. 50; *History of St. Joseph Parish, Bay City, Michigan Diamond Jubilee, 75th Anniversary 1850-1925*, Bay City, Michigan, 1925, p. 11.
  18. PARTRIDGE, *loc. cit.*, p. 317-318 et p. 330-332; KILAR, *op. cit.*, p. 49-50.
  19. KILAR, *op. cit.*, p. 41.
  20. MILLER, *loc. cit.*, p. 240. Millington les avait lui-même acquis de Samuel W. Dexter en 1835 pour la somme de 11 000 \$.
  21. Cet hôtel était en mesure de répondre aux besoins d'une ville de 10 000 habitants. KILAR, *op. cit.*, p. 44.
  22. *Ibid.*, p. 55.
  23. *Ibid.*, p. 18.
  24. James C. MILLS, *History of Saginaw County*, vol. 1, Saginaw, Mi., 1918, p. 395.
  25. Leslie ARNDT, *The Bay County Story*, Detroit, 1982, p. 105. Pour les soutenir dans cette entreprise, les frères Williams firent appel à leur oncle mécanicien de Detroit, Harvey Williams, qui possédait le savoir-faire nécessaire pour construire une scierie rudimentaire et qui utilisa le moteur du premier vapeur à avoir navigué sur les Grands Lacs, le *Walk on the Water*, immobilisé depuis plusieurs années, pour l'activer.
  26. *The Industries of the Saginaws*, East Saginaw, Michigan, 1887, p. 12; Benson, *op. cit.*, p. 98.
  27. LEACH, *loc. cit.*, p. 78; Partridge, *loc. cit.*, p. 320. Aussi financé par MM. Cromwell et B.K. Hall.
  28. MILLS, *op. cit.*, p. 394. En 1833, dans le comté de St. Clair, Francis P. Browning était le propriétaire d'une scierie nouvellement construite et bien outillée qui avait une capacité de production de 10 000 pieds mesure de planche par 12 heures de fonctionnement Benson, *op. cit.*, p. 62.
  29. BENSON, *op. cit.* p. 140. Miller vendra sa scierie à James McCormick et à son fils James J. en 1841. Leslie ARNDT, *op. cit.*, p. 107.
  30. Ainsi, à quelques milles au sud d'East Saginaw, William Gallagher et son frère, deux spéculateurs, se sont portés acquéreurs en 1853 d'un territoire isolé qu'ils ont baptisé Salina. Trois ans plus tard, le village de Florence était créé en 1856 constitué en fait de deux rues parallèles à la rivière sur lesquelles avaient été construits une scierie, des usines de sel, un chantier naval et des « saloons » KILAR, *op. cit.*, p. 47-48. Ce village sera inclus dans Carrohton à partir de 1866.
  31. *Ibid.*, p. 57-59.
  32. *Ibid.*, p. 57.
  33. BENSON, *op. cit.*, p. 88.
  34. *Ibid.*, p. 100.
  35. Rolland H. MAYBEE, *Michigan's White Pine Era, 1840-1900*, LANSING, 1988, p. 12.; Vernon JENSEN, *Lumber and Labor*, New York, 1945, p. 8.
  36. ENGBERG (1949), *Labor in the Lake States Lumber Industry*, Thèse de Ph.D., p. 11.

37. Selon les statistiques de Steer, la valeur de production forestière de l'État de New York, par exemple, baisse légèrement entre 1850 et 1860, passant de 13 millions \$ à 9,7 millions de dollars, démontrant ainsi que les activités se poursuivent même si elles accusent une certaine baisse de sa production.
38. KILAR, *op. cit.*, p. 56.
39. BENSON, *op. cit.*, p. 99; MILLS, *op. cit.*, p. 396.
40. KILAR, *op. cit.*, p. 19.
41. DUNBAR, *op. cit.*, p. 296.
42. BENSON, *op. cit.*, p. 98.
43. Richard G. WOOD, *A History of Lumbering in Maine, 1820-1861*, Orono, Maine, 1961, p. 226. La date précise de parution de l'annonce est le 10 janvier 1854.
44. DUNBAR, *op. cit.*, p. 404-405.
45. WOOD, *op. cit.*, p. 227. Voir spécialement le chapitre XII de son livre sur la migration des entrepreneurs de bois du Maine vers l'Ouest et vers la vallée de la Saginaw; MILLS, *op. cit.*, vol 2, p. 72 et p. 415.
46. MILLS, *op. cit.*, vol. 2, p. 1 et p. 25; Sweet, *loc. cit.*, p. 498.
47. HOTCHKISS, George W., *History of the Lumber and Forest Industry of the Northwest*, 1898. Voir les notes biographiques aux pages 103 à 150.
48. KILAR, *op. cit.*, p. 55; Arndt, *op. cit.*, p. 116.
49. HOTCHKISS, *op. cit.*, p. 139.
50. *Ibid.*, p. 100. Il est à noter que ces chiffres ne comprennent pas les travailleurs qui sont associés à la coupe, et qui sont les plus susceptibles de migrer selon les besoins régionaux de main-d'œuvre.
51. *Ibid.*, p. 230.
52. MILLS, *op. cit.*, vol. 1, p. 397.
53. *Ibid.*, p. 259.
54. La population par canton était la suivante en 1850: Saginaw City: 917 habitants, le canton de North Hampton: 122 habitants, le canton de Hampton: 546 habitants, le canton de Bridgeport: 374 habitants, le canton de Buena Vista: 251 habitants, le canton de Taymouth: 58 habitants et le canton de Tittabawassee: 341 habitants; BENSON, *op. cit.*, p. 260.
55. *Ibid.*
56. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 42. La migration des travailleurs du bois des États de l'Est vers les États de l'Ouest était encouragée par tous les employeurs qui préféraient avoir au sein de leur force de travail des hommes expérimentés et compétents.
57. WOOD, *op. cit.*, p. 234.
58. Osmond S. DANFORD, «The Social and Economic Effects of Lumbering on Michigan, 1835-1890», *Michigan History Magazine*, vol. 26 (1942), p. 348.
59. JENSEN, *op. cit.*, p. 33; DUNBAR, *op. cit.*, p. 397.
60. JENSEN, *op. cit.*, p. 21; BENSON, *op. cit.*, p. 260.
61. BENSON, *op. cit.*, p. 260.
62. JENSEN, *op. cit.*, p. 21.
63. George B. ENGBERG, «Who were the Lumberjacks», *Michigan History Magazine*, vol. 32 (1948), p. 238-246, p. 239. Ci-après ENGBERG (1948); Maria QUINLAN, «Lumbering in Michigan» *Michigan History Magazine*, vol. 62, n° 4 (1978), p. 37-41, p. 40.

64. George B. ENGBERG, « Lumber and Labor in Lake States », *Minnesota History*, vol. 36, n° 5 (mars 1959), p. 153. Ci-après Engberg (1959); BENSON, *op. cit.*, p. 261.
65. BENSON, *op. cit.*, p. 263.
66. BENSON, *op. cit.*, p. 119. C'est la réalité qui va se maintenir jusqu'en 1876 au Michigan alors qu'est introduit le chemin de fer étroit (*railroad logging*). Les billots ne seront plus acheminés vers la scierie uniquement par voie d'eau mais aussi par chemin de fer, ce qui aura pour effet d'allonger la saison de coupe au-delà de la saison hivernale.
67. *Ibid.*, p. 318.
68. *Ibid.*, p. 264.
69. KILAR, *op. cit.*, p. 26; MAYBEE, *op. cit.*, p. 34. Cette compagnie, la Tittabawassee Boom Co., a fonctionné jusqu'en 1864.
70. KILAR, *op. cit.*, p. 26.
71. *Ibid.*, p. 240.
72. MAYBEE, *op. cit.*, p. 21.
73. *Ibid.*, p. 19.
74. *Ibid.*, p. 29.
75. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 113.
76. *Ibid.*, p. 141. Souvent, les travailleurs s'enquéraient du nom du cuisinier du camp avant de s'y engager.
77. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 360.
78. QUINLAN, *loc. cit.*, p. 40; MAYBEE, *op. cit.*, p. 19. Les salaires moyens versés en 1854-1855 étaient de 17 \$ par mois. Cité dans BENSON, *op. cit.*, p. 275, tiré du journal *Saginaw Enterprise* de cette année-là.
79. MAYBEE, *op. cit.*, p. 21.
80. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 359. C'est une pratique qui est disparue vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle sous les pressions ouvrières.
81. C. Warren VANDER HILL et R. WARNER, éd., *A Michigan Reader*, 1974, p. 48.
82. QUINLAN, *loc. cit.*, p. 40.
83. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 351.
84. *Ibid.*, p. 359-360.
85. Plusieurs compagnies forestières étaient liées financièrement à des banques du Nord dont le papier-monnaie était basé sur des obligations émises par les États du Sud. Avec la Sécession, les États du Sud décidèrent de ne pas rembourser la valeur des obligations, causant de graves difficultés financières aux banques et aux compagnies forestières. Herbert BRINKS, « The Effects of the Civil War in 1861 on Michigan Lumbering and Mining Industries », *Michigan History Magazine*, vol. 14, 1960, p. 101-107.
86. *Facts and Statistics on the Lumber Industry of the Saginaw Valley*, East Saginaw, 1870, p. 4. Dans ce document, il est indiqué que la saison de coupe de 1869 a donné du travail à 7685 travailleurs.
87. JENSEN, *op. cit.*, p. 57. Toutefois, les travailleurs, qui avaient un urgent besoin de liquidités ou qui devaient quitter rapidement la ville, pouvaient échanger leur chèque de salaire différé avant la date prévue chez certains marchands du village qui, en retour du service rendu, amputaient le montant de 10 % à 30 %. Mills, *op. cit.*, p. 407. À partir de 1880, l'émission de *time check* fut l'objet de critiques de la

part de travailleurs, et même de grèves, si bien que les entrepreneurs modifièrent le mode de paiement de leur personnel. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 313, 358.

88. MAYBEE, *op. cit.*, p. 18.
89. MAYBEE, *op. cit.*, p. 37.
90. Les entrepreneurs ont délaissé graduellement après la guerre civile la *whip saw*, soit la scie traditionnelle activée par deux hommes, pour adopter la *gang saw*, une scie à lames multiples plus efficaces. De plus, à partir des années 1880, les entrepreneurs ont posé sur les scies des lames plus minces, plus rapides et donc plus économiques. QUINLAN, *loc. cit.*, p. 39.
91. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 78.
92. VANDER HILL et WARNER, éd., *op. cit.*, 1974, p. 48. En 1860, le salaire moyen s'élevait à 1,12 1/2 \$ et, en 1870, il était à 1,52 \$.
93. *Ibid.*, p. 254.
94. *Ibid.*, p. 257-258.
95. Les manufactures de sel ont démarré dans la vallée de la Saginaw vers 1859-1860. Elles sont devenues rapidement complémentaires à la scierie. Car le bois de mauvaise qualité rejeté par la scierie servait à chauffer les immenses cuves dans lesquelles bouillait l'eau et d'où on retirait le sel.
96. *Lumberman's Gazette*, septembre 1873, p. 69; *Lumberman's Gazette*, novembre 1873, p. 139; ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 255. La compagnie de Mr. Tiff Jerome, de Saginaw City, par exemple, a tout de même envoyé deux équipes en forêt cet automne-là, bien que ce soit quatre fois moins que la saison précédente, alors que la compagnie Barnard and Blinder, de Saginaw City, n'a rien modifié à ses activités habituelles et a géré ses camps de la même façon que les années précédentes. *Lumberman's Gazette*, octobre, 1873, p. 121.
97. Plusieurs compagnies dont Chapin and Barber, Pitts and Carnage de Bay City, A. Stevens and Company, de même que celle de Henry W. Sage de West Bay City et la Tittabawassee Boom Company ont toutes, dès septembre, avisé leurs travailleurs de leur décision. Malgré cela, les entrepreneurs ne croyaient pas éprouver de difficultés particulières à recruter la main-d'œuvre nécessaire. Pour sa part, le quotidien *Bay City Tribune*, dans un de ses éditoriaux, conseillait aux travailleurs de la région d'accepter sans regimber les nouveaux salaires puisqu'ils ne trouveraient pas mieux ailleurs. VANDER HILL et WARNER, *op. cit.*, 1974, p. 48; *Lumberman's Gazette*, septembre 1873, p. 69.
98. *Lumberman's Gazette*, mars 1874, p. 1.
99. *Lumberman's Gazette*, 10 mai 1877, p. 325.
100. *Lumberman's Gazette*, éditorial du 4 octobre 1877, p. 212.
101. *Lumberman's Gazette*, 27 octobre 1877, p. 260.
102. La crise a fait disparaître les compagnies les plus faibles financièrement. En 1878, par exemple, les compagnies de Rory McDonald et de Samuel H. Webster, toutes deux situées à Bay City, de même que celle de Henry Gamble et de Tolfree E. Simpson, d'East Saginaw, ont déclaré faillite. D'autres propriétaires ont dû se résoudre à vendre leurs compagnies. Ce fut le cas, par exemple, des dirigeants de la compagnie Stevens and Co., de Bay City, de même que pour la compagnie Johnson and McKay, également de Bay City.

103. *Lumberman's Gazette*, 2 avril 1879, p. 6.
104. Saginaw Board of Trade, *Twelfth Annual Review of the Commerce, Manufactures and Resources of Saginaw for 1892*, Saginaw, Michigan, 1892, p. 12.
105. *Lumberman's Gazette*, 2 novembre 1881, p. 3.
106. Les terres à bois, situées au Canada près de la frontière, ont également été très convoitées au début des années 1880. Dès 1881, Maire Hill, C.W. Wells, et A. T. et L. W. Bliss, tous des propriétaires de scieries de Saginaw City, achetèrent près de 90 milles carrés de terres de pin dans la baie Géorgienne, en Ontario, pour alimenter leur scierie. *Lumberman's Gazette*, 28 décembre 1881, p. 1; *Lumberman's Gazette*, 21 juin 1882, p. 5.
107. *Lumberman's Gazette*, 11 avril 1883, p. 1.
108. Henry W. Sage ne trouvera toute fois pas preneur pour sa scierie qu'il conservera jusqu'en 1892. W. R. Burt, de Bay City, imitait Sage et, au mois de juin suivant, Thomas H. McGraw, celui-là même avec qui l'aventure forestière de Sage avait débuté dans la vallée, et dont il s'était dissocié en 1873 pour ériger sa propre scierie, la vendait à Benjamin Birdsall et C.C. Barker pour la somme de 350 000\$. *Lumberman's Gazette*, 16 février 1882, p. 2; 22 février 1882, p. 5; 14 juin 1882, p. 2-3; mai 1873, p. 143.
109. En mai, les prix variaient entre 8 \$-9,50 \$, 16 \$-18,50 \$ et 37 \$-39 \$. À la fin de 1884, ils se situaient respectivement à 6,50 \$-7 \$, 13 \$-17 \$ et 35 \$-37 \$. Saginaw Board of Trade, *4th Annual Review of the Saginaw Board of Trade of the Commerce, manufactures and Material Resources of the Saginaw Valley*, 1884, p. 11.
110. *Lumberman's Gazette*, 17 décembre 1884, p. 3.
111. *Lumberman's Gazette*, 15 octobre 1884, p. 2.
112. JENSEN, *op. cit.*, p. 59.
113. VANDER HILL et WARNER, *op. cit.*, 1974, p. 49.
114. BENSON, *op. cit.*, p. 272; VANDER HILL et WARNER, *op. cit.*, p. 49.
115. ENGBERG (1950), *loc. cit.*, p. 207.
116. KILAR, *op. cit.*, p. 314.
117. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 277.
118. L'interprétation traditionnelle est soutenue par Engberg (1949), Goodstein, Jensen, Vander Hill, et par le State of Michigan, *Bureau of Labor and Industrial Statistics for the year 1885*.
119. Saginaw Board of Trade, *Annual Review for 1885*, p. 24.
120. Jeremy W. KILAR, « Community and Authority Response to the Saginaw Valley Lumber Strike of 1885 », *Forest History*, n° 20 (1976), p. 67-79. Ci-après KILAR (1976).
121. KILAR, *op. cit.*, p. 315. Si c'était le résultat d'un malentendu, pourquoi les travailleurs auraient-ils attendu le 6 juillet pour amorcer la grève plutôt que le 1<sup>er</sup> juillet, date où, selon la rumeur, la loi devait être appliquée?
122. JENSEN, *op. cit.*, p. 50.
123. Saginaw Board of Trade, *Annual Review for 1885*, p. 25.
124. KILAR, *op. cit.*, p. 317-318.
125. *Ibid.*
126. *Bay City Tribune*, 13 août 1885, p. 5; *Bay City Tribune*, 18 août 1885, p. 1.

127. Ils furent libérés, moyennant une caution de 1000 \$ chacun jusqu'à leur citation à paraître à leur procès. *Bay City Tribune*, 14 août 1885, p. 1. Nous avons tenté de suivre, à travers le *Bay City Tribune*, les procès qui ont été intentés contre les émeutiers. Toutefois, ils furent constamment remis, si bien qu'en mai 1886, soit près de 9 mois après la fin de la grève, les procès n'étaient toujours pas terminés. Le *Bay City Tribune* cessa par la suite de rapporter systématiquement les jugements des procès dans ses pages.
128. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 278.
129. VANDER HILL et WARNER, *op. cit.*, 1974, p. 53. Sage fut le premier à souligner publiquement que, pour le bien de l'industrie, il faudrait que les scieries soient fermées pour 60 jours.
130. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 394.
131. KILAR, *op. cit.*, p. 329.
132. ENGBERG (1950), *loc. cit.*, p. 207.
133. KILAR, *op. cit.*, p. 330. Soulignons que des listes noires de travailleurs revendeurs ou ayant participé activement à des grèves ou à des arrêts de travail circulaient dans l'industrie forestière de la vallée.
134. Saginaw Board of Trade, *Annual Review for 1886*, p. 5. À partir de 1885 et jusqu'en 1892, des scieries vont être régulièrement la proie des flammes dont l'origine est souvent mystérieuse. Saginaw Board of Trade, *Annual Review for 1886*, p. 10; Saginaw Board of Trade, *Annual Review for 1890*, p. 11.
135. KILAR, *op. cit.*, p. 376; Saginaw Board of Trade, *Annual Review for 1891*, p. 9. Les lots sont vendus 150 \$. Seulement 10 \$ est requis à l'achat mais chaque nouveau propriétaire doit payer 10 \$ par mois pour les 14 mois suivants.
136. KILAR, *op. cit.*, p. 379.
137. Horace GREELY, *Recollections of a Busy Life*, New York, 1868, cité dans Mentor L. WILLIAMS, « Horace Greely and Michigan Copper », *Michigan History Magazine*, vol. 34, n° 2 (juin 1950), p. 131.
138. Virginia JONAS DERSCH, « Copper Mining in Northern Michigan. A Social History », *Michigan History Magazine*, vol. 61, n° 4 (1977), p. 300.
139. DERSCH, *loc. cit.*, p. 290.
140. Robert James HYBELS, « The Lake Superior Copper Fever, 1841-1847 », *Michigan History Magazine*, vol. 34, n° 2 (juin 1950), p. 97-119, 102.
141. LANKTON et HYDE, *Old Reliable*, 1982, p. 2. Pour des détails sur les négociations, voir Robert James HYBELS, *loc. cit.*, p. 102.
142. HYBELS, *loc. cit.*, p. 107.
143. Charles K. HYDE, « From Subterranean Lotteries to Orderly Investment: Michigan Copper and Eastern Dollars, 1841-1865 », *Mid-America*, vol. 66, n° 1 (janv. 1984), p. 6.
144. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 2-4.
145. DUNBAR, *op. cit.*, p. 297.
146. DUNBAR, *op. cit.*, p. 299. Cette « fièvre du cuivre » fut si forte que 700 permis avaient été émis en 1845.
147. HYDE, *loc. cit.*, p. 7.
148. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 4. La Quincy Mine Company est créée à la suite de la fusion de la Portage Mining Co. et de la Northeastern Mining Co.

149. *Ibid.*, p. 3.
150. Dunbar et Jamieson, notamment, comparent la fièvre du cuivre au Michigan à celle de l'or en Californie qui a attiré l'attention du monde entier mais qui a été moins profitable pour le développement de la nation. Voir DUNBAR, *op. cit.*, p. 298; James K. JAMIESON, « The Copper Rush of the 50s », *Michigan Historical Magazine*, vol. 19 (1935), p. 371-290.
151. *History of the Upper Peninsula of Michigan*, Chicago, The Western Historical Society Co., 1883, p. 250.
152. HYDE, *loc. cit.*, p. 10.
153. DUNBAR, *op. cit.*, p. 300. Aussi, Ransom Sheldon, dont la contribution fut centrale dans le développement de la Quincy Mine Company, ouvrit un petit magasin sur la rive sud du lac Portage en 1852, autour duquel s'établira le village de Houghton. Enfin, sur la rive nord du lac Portage, Christopher C. Douglass mettait sur pied un magasin général en 1858. Il fit par la suite arpenter les lots adjacents qui deviendront le village de Hancock.
154. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 11.
155. HYDE, *loc. cit.*, p. 5.
156. DERSCH, *loc. cit.*, p. 300. Les compagnies minières Minesota et Quincy pourraient être du nombre.
157. Lee A. CHASE, « Michigan Upper Peninsula », *Michigan Historical Magazine*, vol. 20 (1930), p. 313-350, 327; FORSTER, *op. cit.*, p. 178.
158. Par exemple, en 1859, la Quincy Mine Co. possédait 27 maisons en rondins, 4 maisons de pension et 3 maisons de charpente pour abriter la grande majorité de ses 211 travailleurs.
159. DERSCH, *loc. cit.*, p. 299.
160. William B. GATES Jr., *Michigan Copper and Boston Dollars. An Economic History of the Michigan Copper Mining Industry*, New York, Russell and Russell, 1969, p. 98. Ce système salarial par contrat fut importé de Cornwall, en Angleterre, par ceux qui furent appelés Cornish et appliqué tel quel au Michigan.
161. GATES, *op. cit.*, p. 100.
162. C'est en 1850 que le premier recensement fédéral fut effectué dans cette région.
163. United States, Census Office, *Eight Census of the United States, 1860*, Population, Washington, Government Printing Office, 1865, table 3, p. 240-243.
164. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 11.
165. Le témoignage d'O.W. Robinson illustre bien l'itinéraire que devaient suivre les individus désireux se rendre dans la haute péninsule. O.W. Robinson, « From New England to Lake Superior (1854) », *Michigan Pioneer and Historical Collections*, vol. 32 (1902), p. 387-391.
166. DERSCH, *loc. cit.*, p. 302.
167. GATES, *op. cit.*, p. 95.
168. *Ibid.*
169. Arthur W. THURNER, *Calumet Copper and People: A History of a Michigan Mining Community, 1864-1970*, Hancock MI., Privately published, 1974, p. 14. Cf. après Thurner (1974).
170. GATES, *op. cit.*, p. 95. Voir entre autres James E. JOPLING, « Cornish Miners of the Upper Peninsula », *Michigan History Magazine*, vol. 12 (1928), p. 554-567.

171. De tous les immigrants, on estime que seuls les Allemands n'avaient pas l'intention de retourner chez eux.
172. GATES, *op. cit.*, p. 95-96.
173. *Ibid.*
174. *Ibid.*
175. Le *Portage Lake Mining Gazette* indiquait que cette organisation a stimulé l'arrivée de nombreux migrants durant la guerre, dont des Britanniques. *PLMG*, 16 mai 1863 p. 3; *PLMG*, 23 mai 1863 p. 3; *PLMG*, 10 septembre 1864, p. 2. Toutefois, peu avaient les compétences pour le travail auquel ils étaient prédestinés.
176. On indique que 250 Norvégiens et 200 Suédois furent recrutés ainsi. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 17.
177. *Ibid.*
178. *Ibid.*
179. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 18; Gates, *op. cit.*, p. 98.
180. GATES, *op. cit.*, p. 105. Pour une étude fouillée et détaillée de la réalité minière de la péninsule de Keweenaw, des technologies utilisées et des conditions de vie et de travail, voir Larry Lankton, *Cradle to Grave. Life, Work and Death at the Lake Superior Copper Mines*, New York, Oxford University Press, 1991, 319 pages.
181. Pour les détails concernant la découverte des deux mines et la fusion, voir Anthony J. WAX, « Calumet and Hecla Copper Mines. An Episode in the Economic Development of Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 16 (hiver 1932), p. 5-41.
182. WAX, *loc. cit.*, p. 24; Lew Allen Chase, « Michigan Copper Mines », *Michigan History Magazine*, vol. 29 (1945), p. 484.
183. United States Census Office, *Ninth Census of the United States, 1870*, vol. 3, *The Statistics of the Wealth of Industry of the U.S.*, Washington, Government Printing Office, 1872, p. 778.
184. Le comté de Keweenaw est créé en 1861 à la suite d'une subdivision du comté de Houghton.
185. United States Census Office, *Ninth Census of the United States, 1870*, vol. 3, *The Statistics of the Wealth of Industry of the U.S.*, *op. cit.*, p. 778.
186. William Pyne, « Quincy Mine: The Old Reliable », *Michigan History Magazine*, vol. 41 (1957), p. 219-242, p. 227. Cette perceuse mécanique permettait aux compagnies d'épargner près de 30 % des coûts de creusage, de même que de diminuer de 50 % environ le nombre de mineurs, tout en augmentant de 50 % la production.
187. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 16.
188. *Ibid.*
189. *Ibid.*, p. 12. En 1891, la C&H construira le Buffalo Smelting Works dans la région.
190. Un exemple de cette continuité dans la composition ethnique : en 1870, dans le comté de Houghton, les Irlandais comptaient pour le tiers des personnes nées à l'étranger. Les Anglais prenaient la seconde place et les Canadiens étaient troisièmes. Or, dix ans plus tard, peu de changement était intervenu. De premiers qu'ils étaient, les Irlandais avaient glissé au troisième rang, alors que les Anglais occupaient maintenant la première place, suivis par les Canadiens ; les Allemands occupaient le quatrième rang. GATES, *op. cit.*, p. 106.

191. U.S. Department of Interior, Census Office, *Report on the Mining Industries*, vol. 15, 1880, Washington, Government Printing Office, 1886, p. 798. On compte 5447 travailleurs en 1864, 4188 en 1870, une chute de plus de 1250, pour par la suite atteindre en 1874 le niveau de 1864, soit 5453 travailleurs, avant de redescendre en 1880 et atteindre le chiffre de 4 986 travailleurs.
192. GATES, *op. cit.*, p. 107.
193. *Ibid.*
194. State of Michigan, *Annual Report of the Commissioner of Mineral Statistics*, 1889, n. p.
195. Pour les détails de ce programme, voir Gates, *op. cit.*, p. 109.
196. *History of the Upper Peninsula...*, *op. cit.*, p. 312.
197. Angus MURDOCK, *Boom Copper. The Story of the First U.S. Mining Boom*, Calumet, Michigan, Roy W. Drier and Louis G. Koepel, 1964, p. 153.
198. La C&H par exemple, pouvait compter sur la présence de nombreuses personnes qui siégeaient au conseil de ville, au conseil scolaire ou au conseil d'administration de nombreux organismes publics et qui lui étaient totalement dévouées.
199. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 84.
200. Selon certains observateurs, cette situation aurait été liée au système de contrat préconisé dans la région. Les mineurs savaient bien que leur salaire dépendait de l'énergie qu'ils déployaient au travail. Tout arrêt de travail de leur part les pénalisait automatiquement. De plus, les possibilités d'emplois durant la guerre civile et les hauts salaires versés aux travailleurs semblent avoir contribué à satisfaire les travailleurs. Le district n'a connu que de courts arrêts de travail avant 1872. Voir, pour les détails, LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 34.
201. Le salaire moyen des mineurs oscillait autour de 63 \$ en 1872. PLMG, 9 mai 1872, p. 3; PLMG, 10 août 1871, p. 2, et PLMG, 21 septembre 1871 p. 2.
202. GATES, *op. cit.*, p. 112-113.
203. PLMG, 23 mai 1872, p. 3.
204. PLMG, 1<sup>er</sup> octobre 1874, p. 3. Ajoutons qu'un nouveau pont au coût de 50 000 \$ devait être construit en 1875 reliant les villes de Houghton et Hancock. PLMG, 25 novembre 1875, p. 3.
205. PLMG, 17 janvier 1878, p. 3. La crise semble même toucher le journal puisqu'en octobre 1878 la direction change le format du journal par souci d'économie. PLMG, 10 octobre 1878, p. 3.
206. PLMG, 19 juin 1879, p. 3; 6 novembre 1879, p. 3.
207. PLMG, 3 avril 1879, p. 3; 13 mars 1879, p. 3; 24 avril 1879, p. 3; le 5 juin 1879, p. 3.
208. CHASE, *loc. cit.*, p. 486.
209. LANKTON et HYDE, *op. cit.* p. 99-101. À partir du début du xx<sup>e</sup> siècle, les mines furent plus régulièrement l'objet de coup de grisou et d'effondrement de galeries à cause de la profondeur et de la pression de plus en plus grande exercée sur les murs de soutien.
210. En fait, l'utilisation de la *one-man-drill* s'avéra un changement si draconien dans l'organisation du travail minier qu'elle constituera une des principales causes du déclenchement de la grève de 1913.

211. Entre 1888 et 1900, il y a eu dans les mines du comté de Houghton 327 décès, soit en moyenne plus de 27 décès par année. Michigan, Houghton County, *Inspectors of Mines Report, 1888-1900*. Compilation personnelle.
212. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 82.
213. Les compagnies minières ont volontairement encouragé cette recomposition afin de miner la solidarité ouvrière. Gates, *op. cit.*, p. 107.
214. *Ibid.*, p. 106.
215. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 129.
216. Pour une analyse fouillée de ce conflit, voir Arthur W. Thurner, *Rebels on the Range. The Michigan Copper Miners' Strike of 1913-1914*, Lake Linden, Michigan, John H. Forster Press, 1984, 314 pages. Cette grève fut à l'image des conflits ouvriers de l'époque. Elle fut marquée par la violence, la répression et l'utilisation de briseurs de grève.
217. THURNER (1974), *op. cit.*, p. 89. La W.P.M. était active dans la région depuis 1904.
218. THURNER (1984), *op. cit.*, p. 1; JENSEN, 1968, *op. cit.*, p. 275.
219. THURNER (1984), *op. cit.*, p. 113. DMG, 24 juillet 1913, p. 1
220. JENSEN, *op. cit.*, p. 276 et 281; Lankton et Hyde, *op. cit.*, p. 129; Thurner (1984), *op. cit.*, p. 1 et 113.
221. De septembre à décembre 1913, on estime à 525 le nombre de briseurs de grève qui furent amenés dans le district, dont majoritairement des Russes, des Polonais et des Allemands. De plus, la C&H engagea dès août 1913 et ce, jusqu'en février 1914, des briseurs de grève pour remplacer ceux qui refusaient toujours de rentrer au travail. Voir les fiches d'emploi des travailleurs de la C&H.
222. JENSEN, *op. cit.*, p. 285.
223. THURNER (1974), *op. cit.*, p. 89.
224. Plusieurs articles de journaux parlent des nombreux travailleurs qui quittent la région depuis le début de la grève. Les chefs de ménages quittent vers Detroit, Duluth ou Superior et feront venir leur famille dès qu'ils auront trouvé du travail. *Daily Mining Gazette*, 29 juillet 1913, p. 3, 2 août 1913, p. 7, 9 août 1913, p. 3; THURNER (1974), *op. cit.*, p. 95.
225. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 130.
226. *Ibid.* La Quincy Mine Company a, entre autres, vécu ce genre de situation.

### Chapitre 3

#### La migration des Canadiens français dans la vallée de la Saginaw 1840-1900

1. Ces données sont tirées du dépouillement des listes nominatives de recensements fédéraux américains. Compte tenu du fait que ces recensements ne précisent pas le lieu de naissance, nous avons utilisé le nom de famille comme indicateur de base pour isoler la population cible. Nous sommes conscients que cette méthode n'est pas exempte d'erreurs et que cette compilation ne peut prétendre être complète. L'anglicisation des noms, l'absence du nom des épouses exogames et l'illisibilité de certaines parties des recensements sont autant d'éléments qui rendent cette

- méthode incomplète. Néanmoins, conscients de ces difficultés, nous croyons que le dépouillement réalisé est le plus complet possible. Il inclut tous les Canadiens français d'origine, nés au Canada ou aux États-Unis. United States, *Sixth Census of the United States, 1840*, Manuscript Census, bobine n° M704-210.
2. United States, *Seventh Census of the United States, 1850*, Manuscript Census, bobine n° M432-361.
  3. ROBY, *op. cit.*, p. 18, citant Téléphore Saint-Pierre, *La marche ascendante de notre race. Trois millions de Canadiens français en Amérique*, 1903.
  4. Selon Aidan D. McQUILLAN, la « frontière » agricole se déplace dans les années 1850 vers l'État de l'Illinois alors qu'elle était dans la région du Michigan auparavant. Aidan D. McQuillan, « Les communautés canadiennes-françaises du Midwest américain au dix-neuvième siècle », *op. cit.*, p. 101.
  5. United States, *Eighth Census of the United States, 1860*, Manuscript Census, bobines n° M653-536, M653-558.
  6. Le canton de Bangor (organisé en 1859) dans le comté de Bay fut nommé et créé par Thomas Whitney qui était originaire de Bangor, Maine, et qui y construisit une scierie sur la rive ouest de la rivière Saginaw. Theodore Foster, *Dictionary of Michigan Place Names*, Lansing, Mi., 1967, p. 16.
  7. Incluant le nouveau comté de Bay.
  8. Cette réalité est le résultat d'une migration antérieure de leurs parents.
  9. Voici un exemple de cette mobilité géographique. Dominique Hébert est né en 1817 au Canada. Il se maria à une Canadienne et il a eu ses deux premiers enfants en 1838 et 1840 au Canada. En 1844, le ménage Hébert donna naissance à un autre enfant dans l'État de New York. Quatre autres enfants sont nés dans ce même État, soit en 1846, en 1848, en 1852 et en 1855. Entre 1855 et 1858, le ménage Hébert quitta l'État de New York pour se rendre au Michigan où le couple donna naissance à des jumeaux en 1858, probablement dans le comté de Saginaw où nous le retrouvons en 1860. Ce sont là des informations tirées des listes nominatives du recensement fédéral américain de 1860 pour le comté de Saginaw.
  10. *History of St. Joseph Parish, Bay City, Michigan. Diamond Jubilee, 75th Anniversary, 1850-1925*, Bay City, 1925, p. 11. Cette compagnie avait pour objectif de stimuler le développement de la région.
  11. MILLS, *op. cit.*, p. 325. Ce terrain est situé à l'intersection des rues Washington et Monroe.
  12. *Seventy-fifth Anniversary, St. Andrew's Parish, Saginaw, Michigan, 1862-1937*, Saginaw, 1937, p. 11.
  13. *Ibid.*, p. 10-11. Dans l'histoire de la paroisse St. Joseph de Bay City, l'évêque en poste est M<sup>re</sup> Lefebvre.
  14. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 222.
  15. *Seventy-fifth Anniversary*, *op. cit.*, p. 11.
  16. *Diamond Jubilee, 75th Anniversary, 1850-1925, History of St. Joseph Parish, Bay City, Michigan*, Bay City, 1925, p. 11. Téléphore Saint-Pierre en dénombre 14, dont la plupart sont canadiennes. SAINT-PIERRE, *op. cit.* p. 222.
  17. *Diamond Jubilee, 75th Anniversary*, *op. cit.*, p. 11.
  18. John BRIGGS, *An Italian Passage [...]*, 1978, p. 272.
  19. Notamment la paroisse St. Joseph de Bay City.

20. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 262. La grande majorité des paroisses nationales canadiennes-françaises du Michigan furent à l'origine des paroisses mixtes, incluant selon le cas anglophones, francophones, germanophones ou hollandais.
21. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 263.
22. Voir SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 222-223 et p. 264-265 sur les tensions entre les paroissiens et l'évêque dans ces deux villes, de même que J. Roch MAGNAN, *Notes historiques sur la paroisse de Saint-Jean-Baptiste à Muskegon, Michigan et divers renseignements utiles, 1830-1900*, Bay City, Mi., J. G. Duval, 1900.
23. Selon les informations tirées des listes nominatives du recensement fédéral américain de 1880 de Bay City, Michigan.
24. St. Joseph Parish, Bay City, *Diamond Jubilee, 75th Anniversary (1850-1925)*, n. d., p. 15. Voici la liste des prêtres qui se sont succédé à la tête de la paroisse après le révérend Girard : les révérends Delbaire (1872-1873), ConTERS, Zarilli, Van Straellen, Zarilli de nouveau, Kemper, Schaeken, Ebert, Thibodeau (1880-1886), Vitali, Guerin (1887-1889), Roth, Dangelzer.
25. Selon le recensement d'État.
26. St. Joseph Parish, Bay City, *Diamond Jubilee, 75th Anniversary (1850-1925)*, n. d., p. 15.
27. L'école paroissiale est située au sous-sol de l'église à l'origine dirigée par les Sœurs de la Charité mais depuis 1882 sous la direction des Sœurs de Saint-Dominique de Grand Rapids. *Bay City Directory for 1890-1891*, Bay City, 1891, vol. XI, p. 37.
28. On ne peut connaître le moment où cette paroisse nationale canadienne-française commence à voir ses caractéristiques francophones se diluer. Mais il semble que ce processus était déjà enclenché dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Soulignons que la paroisse St. Joseph fut l'objet de nombreuses subdivisions. En 1867, la paroisse St. James est créée ; en 1872, on subdivise à nouveau St. Joseph pour créer en 1874 la paroisse St. Mary sur la rive ouest de la rivière Saginaw.
29. En 1870, l'église est agrandie et la construction d'une école paroissiale débute. Elle sera dirigée par les Sœurs de la Divine Providence. MILLS, *op. cit.*, p. 325.
30. Selon Saint-Pierre, il existerait dans le diocèse de Grand Rapids, créé en 1882, six paroisses nationales canadiennes dont une à Bay City, une à East Saginaw et une autre à West Bay City. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 267.
31. *Ibid.*
32. *Bay City Daily Journal*, 30 janvier 1872 ; 28 février 1872.
33. Peu d'études ont traité des particularités de la presse canadienne-française aux États-Unis, soit leur nombre élevé et leur brève durée de vie. Les journaux à cette époque, comme au Canada français, naissaient souvent pour véhiculer une idée politique particulière, ce qui expliquerait leur courte vie. De plus, le taux élevé d'analphabétisme chez les Canadiens français a probablement eu pour effet de limiter le lectorat potentiel et de causer aux journaux des problèmes financiers qui ont mené à leur fermeture.
34. Le dépouillement de plusieurs journaux canadiens-français du Michigan nous l'a clairement démontré.
35. Cette analyse est basée sur le dépouillement des journaux suivants : *Le Patriote* et *Le Courrier*.
36. Alexandre BELISLE, *Histoire de la presse franco-américaine*, Worcester, 1911, p. 30. Il ne reste que quelques numéros disponibles du journal *Le Courrier* au Michigan. Sa disparition reste sans raison connue.

37. BELISLE, *op. cit.*, p. 31. En 1891, *Le Patriote* est un hebdomadaire, publié tous les jeudis. Le prix d'un abonnement est de 1,50 \$ par an. Il était publié à 2600 copies. En comparaison, le *Bay City Tribune*, un journal américain publié dans la même ville depuis 1873, tirait en 1891 à 3500 exemplaires. *Bay City Directory for 1890-1891*, Bay City, 1891, vol. XI, p. 44.
38. BELISLE, *op. cit.*, p. 33.
39. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 249.
40. Au Canada français, dans les villages ruraux, il existait au XIX<sup>e</sup> siècle une tradition de solidarité, basée sur l'entraide et la charité. Par la création d'associations de bienfaisance, telle la Société Saint-Vincent-de-Paul, créée en France en 1837 et implantée au Canada français un peu avant 1867, cette charité s'est institutionnalisée, notamment par la guignolée organisée dans les paroisses afin d'amasser des fonds ou de la nourriture pour venir en aide aux démunis. Mais, en parallèle, dans les centres urbains, il se créa une foule de sociétés de secours mutuels, dont la nature se situait à mi-chemin entre l'association d'entraide, la coopérative et la compagnie d'assurance maladie. Certains travailleurs qui ne pouvaient payer des primes élevées d'assurance vie s'organisaient en société de secours pour contrer la pauvreté. L'Union Saint-Joseph, fondée à Montréal au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, est typique du genre d'organisation de l'époque. Chaque membre devait verser une cotisation et le produit assurait une modeste pension aux malades ou aux veuves en cas de décès du conjoint. Voir DUROCHER, LINTEAU, ROBERT, tome 1, *op. cit.*, p. 205-206.
41. BRIGGS, *op. cit.*, p. 142.
42. VANDER HILL, *Settling the Great lakes...*, *op. cit.*, p. 8; SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 224.
43. VANDER HILL, *op. cit.*, p. 8.
44. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 225-226. La société s'engageait à offrir 2 \$ par semaine au malade.
45. Bay City, *Directory for 1890-1891*, Bay City, 1891, vol. XI, p. 47. Président : I. Obey, v.p. : John Batias, sec. : Jos Cusson, trés. : Narcisse Laporte. Le Lafayette Hall était situé sur le côté est de Washington Avenue, entre la Second St. et la Third St.
46. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 224-225; VANDER HILL, *op. cit.* p. 8.
47. *Ibid.*, p. 228, 248. Une association du nom d'Union française, dont on ne connaît que peu de chose, a vu le jour à Bay City en 1861 sous l'impulsion de M. J. L. Hébert. Elle est encore active en 1869 à la réunion des Canadiens français de Detroit, mais on ignore quand elle a disparu.
48. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 228.
49. Il s'en créa dans la haute péninsule au milieu des années 1880 à Lake Linden, à Houghton, à Calumet et à Hancock, mais aucune dans la vallée.
50. Lanctot était un réformateur social issu de la petite bourgeoisie libérale. Influencé par les écrits de Marx et d'Engels, il s'était porté à la défense des ouvriers de Montréal en cherchant à les organiser collectivement. Il s'était également engagé en politique en se présentant aux élections de 1867 dans le comté de Montréal-Est contre George-Étienne Cartier, un ardent défenseur de la Confédération. Il prônait la rupture du lien colonial et s'opposait farouchement à la Confédération qu'il voyait comme un outil pour mettre les Canadiens français « à la merci de la majorité anglophone ». Denis MONIÈRE, *Le développement des idéologies au Québec, des*

- origines à nos jours. Ottawa, Québec-Amérique, 1977, p. 205. Notons également qu'un mouvement annexionniste avait été créé en 1849 au Canada-Uni par une certaine élite économique. Ce mouvement prônait « une amiable et pacifique séparation de la Grande-Bretagne et une union sur des bases équitables avec la grande Confédération des États souverains de l'Amérique du Nord ». G. FRÉGault et Marcel TRUDEL, éd., *Histoire du Canada par les textes*, Montréal, Tome 1 (1534-1854), 1963, p. 239.
51. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 234.
  52. *Ibid.*, p. 235.
  53. Il s'agit de la Société Saint-Jean-Baptiste de l'État du Michigan, de la Société de bienfaisance Lafayette de Detroit, de la Société Saint-Jean-Baptiste du comté de Wayne, de l'Association de l'indépendance pacifique du Canada, de la Société de bienfaisance franco-américaine de Detroit, de l'Union française du comté de Bay, de même que d'autres sociétés et cercles littéraires de Chicago, de New York, du Maine et du Vermont.
  54. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 238-239.
  55. Les opposants condamnèrent vivement le processus ayant mené à l'introduction de ces résolutions. Mais, impuissants à se faire entendre, ces délégués se retirèrent de la convention et jetèrent les bases d'une nouvelle organisation. Celle-ci fut indépendante, tant de l'Association Saint-Jean-Baptiste que de la Société Lafayette, et elle prit le nom d'Union canadienne de secours mutuels. Les annexionnistes avaient maintenant toute la latitude nécessaire pour aller de l'avant avec leur projet.
  56. Le délégués qui avaient appuyé les résolutions étaient généralement les représentants des sociétés de Detroit alors que ceux qui étaient opposés aux résolutions provenaient majoritairement du Nord-Est, de Chicago et du comté de Bay au Michigan. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 240.
  57. Le journal *L'Impartial* publié à Detroit est omis dans le livre de Belisle sur les journaux francophones des États-Unis.
  58. « Le peuple canadien n'ayant pas la liberté chez lui, l'a cherchée aux États-Unis; la preuve qu'il l'y a trouvée, c'est qu'il y reste. Et la preuve qu'elle n'existe qu'aux États-Unis, c'est que le peuple canadien continue d'émigrer. » *Ibid.*, p. 243-244.
  59. *Ibid.*, p. 246.
  60. VANDER HILL, *op. cit.*, p. 9.
  61. *Ibid.*, p. 247.
  62. Au Québec, le Grand Tronc suivait la rive nord du Saint-Laurent, de la frontière de l'Ontario jusqu'à Montréal, puis empruntait le pont Victoria et se dirigeait vers Saint-Hyacinthe, Richmond d'où un embranchement se rendait vers Sherbrooke et vers Portland, Me., et un autre vers Lévis et Rivière-du-Loup sur la rive sud du Saint-Laurent. D'ailleurs, le dépouillement des actes de naturalisation pour le comté de Saginaw, dans lesquels le moyen de transport utilisé pour entrer par le demandeur de citoyenneté aux États-Unis est précisé, démontre qu'à partir de 1860 le chemin de fer du Grand Tronc semble le moyen le plus utilisé pour se rendre dans la vallée. United States, *Department of Labor, Naturalization Service, Petition for Naturalization, for Saginaw County*, vol. 1, 1906-1911, vol. 2, 1912-1913, vol. 3, 1913-1914, vol. 4, 1914-1915, vol. 5, 1915-1918, vol. 6, 1917-1920.

63. United States, *Ninth Census of the United States, 1870*, Manuscript Census, bobines n<sup>os</sup> M593-662, M593-701, M593-702. Il est à noter qu'à partir du recensement de 1870 l'analyse des données repose sur un échantillon alors qu'un ménage sur dix, comprenant un individu d'origine canadienne-française, fut retenu. La compilation de la population canadienne-française fut réalisée toutefois sur l'ensemble de la population.
64. United States, *Tenth Census of the United States, 1880*, Manuscript Census, bobines n<sup>os</sup> T9.-571, T9.-572, T9.-601, T9.-602, T9.-603.
65. Frank THISTLETWAITE, « Migration from Europe Overseas in the Nineteenth and Twentieth Centuries », XI<sup>e</sup> Congrès international des sciences historiques, Rapports, V. Histoire contemporaine, Göteborg-Stockholm-Uppsala, 1960, p. 32-60, cité dans Rudolph Vecoli. Thistletwaite analyse la migration qui mène les individus de lieu en lieu comme un « continuum », comme une suite, une série d'expériences migratoires, de migration par phases, non planifiées les unes par rapport aux autres, mais actionnées selon des informations obtenues à certains moments, en fonction des cycles économiques et des besoins familiaux.
66. Il est toutefois impossible de savoir si des arrêts sur le territoire canadien ont jalonné l'itinéraire avant la migration vers le Michigan. Ces données sont basées sur les années et les lieux de naissance des enfants des familles.
67. Compte tenu du fait que le premier garçon se voyait souvent affubler du prénom du père, on peut supposer ici qu'il ne s'agit pas du premier fils du couple ou que les enfants plus vieux ont déjà quitté la cellule familiale.
68. West Bay City reçoit sa charte en 1877. PATRIDGE, *op. cit.*, p. 335.
69. L'expression générale « work in sawmill » revient constamment.
70. Cette réalité est perceptible particulièrement dans les scieries du comté de Saginaw.
71. Ces deux Canadiens français propriétaires de « saloons » sont nés au Canada et semblent avoir migré directement du Canada français vers le Michigan.
72. Le ménage Paquette a donné naissance à un enfant au Michigan en 1861, en 1865, en 1866 et en 1873. United States, *Manuscript Census, 1880*, bobines n<sup>os</sup> T. 9-601, T9-602, T. 9-603.
73. Cette donnée est semblable à celles qui avaient été avancées dans les études sur le XIX<sup>e</sup> siècle menées par Modell et Hareven (1973) et par Kats (1975) alors que l'on retrouvait entre 25 % à 30 % des ménages abritant des pensionnaires.
74. Il s'agit de 37,5 % des chefs de ménage nés au Canada pour le comté de Saginaw et 20,8 % dans le comté de Bay.
75. Jean LAMARRE, *Étude d'une communauté canadienne-française de la Nouvelle-Angleterre. Le cas de Warren, Rhode Island, 1880-1895*, Thèse de M.A. (Histoire), Université de Montréal, 1985, p. 117-118.
76. Les données sont fragmentaires pour le comté de Bay en 1870 pour en tirer des conclusions valables.
77. *Bay City Daily Journal*, 16 juillet 1872.
78. St. Joseph Parish, Bay City, *Diamond Jubilee, 75th Anniversary, 1850-1925*, p. 15.
79. *Bay City Daily Journal*, 14 juillet 1872.
80. Voir Jean LAMARRE, « L'intégration des migrants canadiens-français à la réalité socioéconomique aux États-Unis : essai comparatif entre la Nouvelle-Angleterre et

le Michigan », conférence prononcée lors d'un colloque intitulé Les Stratégies socioculturelles des migrations, Moncton, N.B., 29-30 mai 1999.

81. Il s'agit d'une estimation basée sur les statistiques disponibles en 1884 et en 1894 pour le comté de Bay seulement puisque le recensement fédéral de 1890 a été détruit et que les recensements d'État du comté de Saginaw ne sont pas disponibles.
82. Michigan State, *Manuscript Census, Bay County, 1884* : bobine #5637-39 ; Michigan State, *Manuscript Census, Bay County, 1894* : bobine #4834-36. Les Canadiens français représentent 11,4 % de la population du comté de Bay en 1900.
83. United States, *1900 Census of the United States*, Manuscript Census, bobines no T623-701, T623-702, T623-739, T623-740.
84. Il faut dire que dès le milieu des années 1880, voyant le déclin des activités forestières, les autorités politiques et économiques de la vallée ont cherché à diversifier la nature des activités économiques de la région, notamment en mettant sur pied une industrie manufacturière.
85. *Le Patriote*, 11 septembre 1884, p. 3.
86. *Le Patriote*, 8 mars 1884, p. 3 ; 11 déc. 1884, p. 2. On retrouve aussi souvent ce slogan : « Soyons Canadiens en tout et partout. »
87. *Le Patriote*, 14 août 1884, p. 3. Il le vendit à Ed Duckett.
88. *Le Patriote*, 3 janvier 1884, p. 2.
89. *Le Patriote*, 19 juin 1884, p. 4 ; *Bay City Tribune*, 21 juin 1885, p. 7.
90. À tout le moins, elle ne fait pas partie de la liste des organisations participantes aux fêtes du 24 juin 1884. *Le Patriote*, 19 juin 1884, p. 3.
91. *Bay City Tribune*, 21 juin 1885, p. 7.
92. La Société Saint-Jean-Baptiste de West Bay City ne fut pas en reste et elle envoya Alex Brissette et Constant Plourde pour la représenter à Montréal. *Le Patriote*, 5 juin 1884, p. 3 ; *Le Patriote*, 20 mars 1884, p. 3.
93. *Le Patriote*, 19 juin 1884, p. 4.
94. *Le Courrier*, 4 octobre 1884, p. 2 ; *Le Patriote*, 23 octobre 1884, p. 3.
95. *Le Patriote*, 10 avril 1884, p. 3.
96. Les statistiques précises sont les suivants : 1,0 % dans l'État du Maine, 4,5 % dans l'État de New York et 0,5 % dans le Vermont.
97. United States, *1900 Census of the United States*, Bay County, Michigan, bobines n° T623-701 et T623-702.
98. Des recherches subséquentes pourraient démontrer plus spécifiquement que des différences entre les cycles économiques liés à l'industrie manufacturière de coton en Nouvelle-Angleterre et ceux de l'industrie forestière dans le Midwest ont pu influencer cette migration triangulaire, ou des transferts de population au sein de cet ensemble géoéconomique.
99. Dans le comté de Saginaw, 57 % des chefs de ménage avaient déjà obtenu leur citoyenneté et 14 % étaient en voie de l'obtenir. Dans le comté de Bay, la situation était encore plus claire : 61 % des chefs de ménage possédaient déjà leur citoyenneté américaine et 8 % avaient reçu leurs premiers papiers. En 1880, les listes nominatives de recensements fédéraux américains ne donnent pas ce type d'information. En 1870, le taux de naturalisation était de 30 %.

100. Dans le comté de Bay, 57,8 % des chefs de ménage étaient propriétaires, dont 47,4 % sont libres d'hypothèque. Dans le comté de Saginaw, 63,5 % des chefs de ménage ont acquis une propriété et 60 % étaient libres d'hypothèque. En 1870, le pourcentage était de 35 % de propriétaires.
101. John Briggs, *op. cit.*, p. 272.

## Chapitre 4

### La migration des Canadiens français dans la péninsule de Keweenaw, 1840-1914

1. Les statistiques se rapportant à la péninsule de Keweenaw incluent les comtés de Houghton, d'Ontonagon et de Keweenaw, sauf si des indications différentes sont données.
2. Ces données sont tirées des listes nominatives des recensements fédéraux américains pour les comtés de Houghton et d'Ontonagon. Pour 1860, il est à noter que les liens entre les membres d'un même ménage ne sont pas indiqués et qu'il faut donc reconstituer la forme des ménages. Bobine n° M432-351 pour le comté de Houghton; bobine n° M432-361 pour le comté d'Ontonagon.
3. The Great Northern Route American Lines, *The Ontario and St. Lawrence Steam Boat Co., Handbook for Travelers to Niagara Falls, Montreal and Quebec*, Buffalo, Jewett, Thomas and Co., 1854.
4. John P. DuLONG, «Roman Catholic Church Records and Cemeteries», *Michigan Habitant Heritage*, vol. 11, n° 3 (juillet, 1990), p. 58.
5. Le contracteur forestier était lié par contrat à un employeur, souvent une compagnie minière, pour l'approvisionnement en bois. C'était à lui qu'incombait la tâche d'engager des bûcherons pour respecter son contrat.
6. Il est impossible de connaître dans quel domaine précis les journaliers travaillaient. Toutefois, il est possible d'émettre l'hypothèse que les travaux préparatoires dans le secteur minier exigeaient certains travailleurs journaliers non qualifiés.
7. *History of the Upper Peninsula of Michigan*, *op. cit.*, p. 313.
8. *PLMG*, 27 juin 1863, p. 5.
9. *PLMG*, 5 mars 1864, p. 4.
10. *PLMG*, 24 octobre 1863, p. 5.
11. John P. DuLONG, «Roman Catholic Church Records and Cemeteries», *Michigan Habitant Heritage*, vol. 11, n° 3 (juillet 1990), p. 57-58. En fait, il y eut peu de Canadiens français dans la ville de Houghton et de Hancock. À Houghton en 1860, les Canadiens français étaient 172 alors que Hancock en comptait 81. Ces derniers ont fréquenté la paroisse Ste. Anne de 1861 à 1884 alors qu'en 1889 cette paroisse devint irlandaise et prit le nom de St. Patrick. Les Canadiens français se sont donc dirigés vers la paroisse multiethnique de St. Joseph de Hancock, créée en 1885 et rassemblant également les Allemands.
12. Jusqu'en 1882, ce petit hameau fut connu sous le nom de Torch Lake, du fait qu'il était situé à la pointe nord du lac du même nom. Clarence MONETTE, *The History of Lake Linden, Michigan*, Lake Linden, Welden H. Curtin, 1975, p. 1.

13. *History of the Upper Peninsula...*, *op. cit.*, p. 311.
14. MONETTE, *op. cit.*, p. 1. Lake Linden obtint son incorporation municipale en 1883.
15. *Ibid.*, p. 2. La région est située à l'intérieur de la large ceinture de pin, allant du Maine jusqu'au Minnesota.
16. *St. Joseph Church, Lake Linden, Michigan, 1871-1971*, n.d., 127 pages, p. 37. Pour obtenir des informations supplémentaires sur Joseph Grégoire, voir SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 274-277. Il est né le 5 août 1833. Selon *Le Patriote*, 30 octobre 1884, p. 2, il fut candidat démocrate pour représenter le comté de Houghton à la législature d'État aux élections de 1884. Il fut président honoraire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Lake Linden. Il meurt en 1895 à l'âge de 62 ans. *Le Patriote*, 30 octobre 1884, p. 2.
17. *PLMG*, 12 mars 1874, p. 3.
18. *PLMG*, 28 février 1867, p. 3; *History of the Upper Peninsula...*, *op. cit.*, p. 313; MONETTE, *op. cit.*, p. 2
19. MONETTE, *op. cit.*, p. 2
20. A. BOURBONNIÈRE, *Le guide français des États-Unis*, Lowell, Société de publication française des États-Unis, 1891, p. 785.
21. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 277.
22. *PLMG*, 6 septembre 1866, p. 3. Les Canadiens français constituaient tout près de la moitié de l'effectif de Lake Linden.
23. *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 25.
24. *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 25; *History of the Upper Peninsula...*, *op. cit.*, p. 312. Les autorités religieuses indiquent que Grégoire assumait les coûts du terrain sur lequel fut construite l'église, de même qu'il offrit de l'argent et des matériaux pour la construction d'une résidence pour le curé en exigeant que son nom ne soit pas divulgué comme bienfaiteur de la paroisse. Le révérend Héliard résida avec le révérend Jacker, le pasteur de la paroisse Sacré-Cœur de Calumet, jusqu'en août 1871 alors que les travaux furent terminés. *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 3.
25. *PLMG*, 15 octobre 1874, p. 3.
26. Le *PLMG* est l'organe principal par lequel la tenue de ces foires est publicisée.
27. *PLMG*, 19 novembre 1874, p. 3. C'est par un article publié en français, une première dans l'histoire de ce journal, que cette information nous est connue.
28. MONETTE, *op. cit.*, p. 20; *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 29.
29. *Ibid.*
30. *Ibid.*; MONETTE, *op. cit.*, p. 22. La nouvelle congrégation ainsi créée a continué de fonctionner au sein de la paroisse St. Joseph jusqu'en octobre 1888 alors que la construction de l'église fut terminée et que la nouvelle paroisse, du nom de Holy Rosary, fut confiée aux soins du père Henn. La population du canton de Schoolcraft en 1874, selon les listes nominatives, s'élevait à 1761 habitants.
31. *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 33.
32. *PLMG*, 3 juin 1875, p. 3
33. *Lumberman's Gazette*, 7 septembre 1876, p. 181; Monette, *op. cit.*, p. 54.
34. *History of the Upper Peninsula...*, *op. cit.*, p. 311.
35. Pour plus de détails, consulter MONETTE, *op. cit.*, p. 30 et 66-68.
36. *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 29.

37. Notons que la législature du Michigan en 1872 vota une loi qui obligeait tous les enfants à fréquenter l'école publique. Les enfants entre 8 et 14 ans devaient fréquenter l'école un minimum de 12 semaines par année, dont 6 semaines consécutives. *PLMG*, 3 septembre 1874, p. 3.
38. *History of the Upper Peninsula...*, *op. cit.*, p. 312. Cette pratique de construire une école et de la louer à peu de frais aux autorités scolaires du canton faisait partie des mesures paternalistes que prenaient les grandes compagnies minières dans les régions isolées.
39. *MONETTE*, *op. cit.*, p. 22.
40. *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 29.
41. *SAINT-PIERRE*, *op. cit.*, p. 249.
42. *SAINT-PIERRE*, *op. cit.*, p. 248-249.
43. *PLMG*, 6 avril 1871, p. 3.
44. *PLMG*, 13 avril 1871, p. 3.
45. On ignore l'endroit exact.
46. Étaient présentes aussi les unions canadiennes-françaises d'Ishpeming et de Republic, Michigan.
47. *SAINT-PIERRE*, *op. cit.*, p. 250-251.
48. *SAINT-PIERRE*, *op. cit.*, p. 251.
49. *Ibid.*
50. *Ibid.*
51. Celles notamment véhiculées par *MONETTE*, *op. cit.*, p. 37.
52. *PLMG*, 22 avril 1875, p. 3; *PLMG*, 13 mai 1875, p. 3.
53. *MONETTE*, *op. cit.*, p. 37. Bélisle lui indique que c'est Charles Thibault qui en est le fondateur. Bélisle, *Histoire de la presse franco-américaine*, 1911, p. 29.
54. Saint-Pierre est bien connu au Michigan. Originaire de Lavaltrie, il a commencé sa carrière de journaliste dans la région de Detroit-Windsor et il fut à l'origine de plusieurs journaux du Michigan dont *L'Ouest français* publié à Bay City en 1888-1889.
55. *L'Union franco-américaine*, 9 juillet 1891.
56. *MONETTE*, *op. cit.*, p. 37. Dans l'ensemble, le contenu de ces journaux était assez simple. Il était constitué de dépêches, de nouvelles locales et d'un carnet mondain. Ces journaux s'intéressaient peu à la réalité socioéconomique de la région.
57. *MONETTE*, *op. cit.*, p. 14.
58. *MONETTE*, *op. cit.*, p. 45-46. Perreault fut l'un des premiers colons de la région en 1865. Cet hôtel est reconstruit un an après l'incendie de 1887.
59. *TURNER* (1974), *op. cit.*, p. 7.
60. *DULONG*, *op. cit.*, p. 58.
61. *Turner* (1974), *op. cit.*, p. 22. Le révérend résida avec le capitaine Ryan, le shérif de la communauté, jusqu'en 1869 au moment où la construction de l'église fut terminée.
62. *PLMG*, 23 octobre 1873, p. 3.
63. *PLMG*, 11 et 18 juillet 1874, p. 3. Les cours débutent le 21 juillet 1874.
64. *TURNER* (1974), *op. cit.*, p. 22-23. On estime qu'en 1896 il y avait 260 familles dans la paroisse St. Louis, incluant 900 communicants et 582 non-communicants (de moins de 12 ans). St. Louis sera plus tard la paroisse Ste. Anne. Ces données

concordent avec notre propre compilation indiquant que 1492 Canadiens français seraient présents. Il y a une école paroissiale rattachée à l'église St. Louis qui compte 75 élèves en 1895.

65. THURNER (1974), *op. cit.*, p. 26.
66. *L'Union franco-américaine*, 18 juin 1891.
67. Selon le dépouillement des listes nominatives du recensement fédéral américain de 1870. Comté de Houghton 1870: bobine M 593-674; comté de Keweenaw, bobine M593-683; comté d'Ontonagon, bobine M 593-696.
68. On peut toutefois supposer qu'une portion significative de ces journaliers travaillait dans le secteur minier qui domine le marché du travail de la région.
69. Enfin, 4% des chefs de ménage travaillaient à la construction du canal sur le Portage Lake en 1870.
70. Avant 1850, le secteur minier au Canada français se résumait à peu de chose, soit à l'extraction de sable et de pierres dans les carrières. À partir de 1850, quatre nouveaux secteurs s'ajoutent, soit celui de l'or, de l'amiante, du phosphate et du cuivre. L'expansion des trois derniers secteurs fut le résultat de la demande américaine. Les premières mines de cuivre sont mises en exploitation en 1859 dans les Cantons de l'Est. En 1871, des activités minières de cuivre sont menées dans les comtés de Mégantic, de Sherbrooke et de Brome. Ces opérations sont toutefois modestes et limitées à l'extraction des matières premières qui sont ensuite exportées pour être transformées. Certains Canadiens français ont pu avoir une certaine expérience de travail dans le domaine de l'extraction minière, mais peu d'entre eux ont pu se familiariser avec le travail de transformation. Voir DUROCHER, LINTEAU, ROBERT, *Histoire du Québec contemporain, 1867-1896*, Montréal, Boréal, 1979, p. 364-368; ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 183. Et à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le secteur avait presque complètement cessé ses activités. Il disparaît définitivement autour de la Première Guerre mondiale. Pierre PAQUETTE, « Industries et politiques minières au Québec. Une analyse économique, 1896-1975 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n<sup>o</sup> 4 (mars 1984), p. 575-576.
71. Notons que la qualité de la reproduction est faible pour les listes nominatives de recensement de 1910. D'ailleurs, une note est ajoutée à l'attention des utilisateurs pour les avertir de la piètre qualité de la reproduction. Et, compte tenu du fait que les originaux ont été détruits après avoir été microfilmés, ces documents sont les seuls maintenant disponibles. Il est donc possible que certains éléments n'aient pu être clairement déchiffrés par le chercheur. Pour 1900, dans le comté de Houghton: bobines T 623-714 et T 623-715, comté de Keweenaw: bobine T 623-724, comté d'Ontonagon: bobine T 623-737. Pour 1910, comté de Houghton: bobines T 624-646 et T 624-647, comté de Keweenaw: bobine T 624-658, comté d'Ontonagon: bobine T 624-667.
72. Il ne faut pas oublier que les décès ont pu contribuer, dans une certaine mesure, à la diminution de l'effectif.
73. Cité par THURNER (1974), *op. cit.*, p. 29. *L'Union franco-américaine*. 4 juin 1891. Certains furent même attirés par la ruée vers l'or en Alaska en 1898. Notons également que plusieurs Canadiens français ont pris le chemin de l'Arizona où de nombreuses mines d'argent étaient exploitées à cette époque.
74. *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 31.

75. *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 31. Néanmoins, certains travaux de restauration furent réalisés en 1902.
76. *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 31.
77. MONETTE, *op. cit.*, p. 71.
78. MONETTE, *op. cit.*, p. 38. Un numéro de décembre 1916 est disponible à la Library of Michigan. Le numéro suivant est de juin 1919.
79. Committee of the Copper Country Commercial Club of Michigan, *Strike Investigation. 1913*, October 8, 1913, p. 57.
80. Voir les informations contenues sur les fiches d'emploi de la C&H; THURNER (1974) *op. cit.*, p. 16.
81. Voir chapitre 3.

### Conclusion

1. Bruno RAMIREZ, *Par monts et par vaux...*, 1991, p. 170.
2. Cette évaluation tient compte de l'accroissement naturel.
3. De nombreuses monographies sur les villes manufacturières de Fall River et Holyoke au Massachusetts, de Lewiston au Maine et de Manchester au New Hampshire confirment que les Canadiens français se sont presque toujours opposés aux grèves. Voir les études de Philip SILVIA, de Peter HAEBLER, de Yves FRENETTE et de Tamara K. HAREVEN; Roby, *op. cit.*, p. 188.
4. Voir Jean LAMARRE, « Étude d'une communauté canadienne-française vers la Nouvelle-Angleterre. Le cas de Warren, Rhode Island, 1880-1895 », *op. cit.*, p. 117-118. Les Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre se sont souvent fait reprocher d'être réticents à demander la citoyenneté américaine et de rester à l'écart des institutions sociales et politiques américaines. Ce sont d'ailleurs deux des principales critiques qui furent formulées par Carroll D. Wright, le directeur du Bureau des statistiques du travail de la législature du Massachusetts dans son rapport de 1882. À propos de la réticence des Canadiens français à se naturaliser, voir ROBY, *op. cit.*, p. 199.
5. Voir Tamara K. HAREVEN, *Family Time and Industrial Time*, 1982, chapitre 8.
6. Bruno RAMIREZ, « French-Canadian Immigrants in the New England Cotton Industry: A Socioeconomic Profile », *Labour/Le Travailleur*, vol. 11, printemps 1983, p. 125-142, p. 129.
7. Peter HAEBLER, « Habitants in Holyoke... », 1976, p. 68; Roby, *op. cit.*, p. 68-69.
8. HAREVEN, *op. cit.*, p. 125; ROBY, *op. cit.*, p. 79
9. ROBY, *op. cit.*, p. 135, 143.
10. ROBY, *op. cit.*, p. 290 et ss.
11. Exception faite de la participation à la grève de Lawrence, Massachusetts, en 1912 dirigée par les Industrial Workers of the World.

## Bibliographie

### Sources

#### *Sources manuscrites*

#### *Listes nominatives de recensements gouvernementaux — États-Unis*

##### Bay County :

bobines 1860 : M 653-536; 1870 : M 593-662; 1880 : T.9-571; T.9-572; 1900 : T 623-701; T 623-702.

##### Saginaw County :

bobines 1840 : M 704-210; 1850 : M 432-361; 1860 : M 653-558; 1870 : M 593-701; M 593-702; 1880 : T.9-601; T.9-602; T.9-603; 1900 : T 623-739; T 623-740.

##### Houghton County :

bobines 1850 : M 432-352; 1860 : M 653-544; 1870 : M 593-674; 1880 : T.9-581; 1900 : T 623-714; T 623-715; 1910 : T 624-646; T 624-647.

##### Keweenaw County :

bobines 1870 : M 593-683; 1880 : T.9-589; 1900 : T 623-724; 1910 : T 624-658.

##### Ontonagon County :

bobines 1850 : M 432-361; 1860 : M 653-557; 1870 : M 593-696; 1880 : T.9- 600; 1900 : T 623-737; 1910 : T 624-667.

#### *Listes nominatives de recensements gouvernementaux — Michigan*

Bay County : 1884 : bobines 5637, 5638, 5639, 5640; 1894 : bobines 4834, 4835, 4836.

Houghton County : 1864 : bobine 5216; 1874 : bobine 5216.

Keweenaw County : 1884 : bobine 5217; 1894 : bobine 5217.

*Registres d'état civil***St. Andrew's de Saginaw :**

Baptêmes: vol. 1 (1862-1894), vol. 2 (1894-1921)

Décès: vol. 1 (1862-1902), vol. 2 (1902-aujourd'hui)

Mariages: vol. 1 (1862-1901), vol. 2 (1901-1949)

**Ste. Mary de Saginaw :**

Baptêmes: vol. 1 (1866-1898)

Décès: vol. 1 (1868-1955)

Mariages: vol. 1 (1866-1947)

**St. Joseph de Bay City :**

Baptêmes: vol. 1 (1850-1867), vol. 2 (1867-1880), vol. 3 (1881-1908)

Décès: vol. D (1879-1886), vol. E (1887-1935)

Mariages: vol. 1 (1850-1878), vol. 2 (1879-1887)

Listes de décès de Canadiens français publiés dans les journaux de Saginaw pour les comtés de Saginaw et de Bay, de 1907 à 1935. Index disponible à la Hoyt Public Library de Saginaw City.

Liste des enterrements de Canadiens français effectués au cimetière de la paroisse Ste. Anne's Church de Linwood, Bay County, 1894-1919.

*Péninsule de Keweenaw**Strike Investigation by the Committee of the Copper Country Commercial Club of Michigan, 1913.**Registres d'état civil***St. Ignatius, Loyola de Houghton :**

Mariages vol. 1 (1877-1913) et vol. 2 (1913-1946),

Décès vol. 2 (1877-1923)

**St. Joseph de Lake Linden :**

Baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse, vol. 1 (13-6-1871 au 27-12-1878), vol. 2 (12-1-1879 au 30-12-1891)

*Liber Matrimonium*, St. Joseph Church, Lake Linden, (19-1-1892 au 31-12-1970)*Liber Baptizatorium*, St. Joseph Church, Lake Linden (1892-1967)*Liber Defunctorum*, St. Joseph Church, Lake Linden, (1892-1990)

**Comté de Houghton :**

Les registres de mariages du comté de Houghton consultés à la Houghton County Courthouse, vol. 1 (1848-1864), vol. 2 (1864-1865), vol. 1 (1867-1887), vol. 2, (1887-1899), vol. 3 (1899-1906), registre de décès, vol. 1 (1867-1887), vol. 2 (1887-1900), vol. 3 (1901-1910).

**Sources imprimées***Gouvernement des États-Unis*

United States Census Office, *Sixth Census of the United States, 1840*, Washington, Blair and Rives, 1841.

United States Census Office, *Seventh Census of the United States, 1850*, Washington, Government Printing Office, 1853.

United States Census Office, *Eighth Census of the United States, 1860, Population*, Washington, Government Printing Office, 1865.

United States Census Office, *Ninth Census of the United States, 1870*, vol. 1, 2 et 3, Washington, Government Printing Office, 1872.

United States Census Office, *Tenth Census of the United States, 1880, Population*, vol. 1, *Manufactures*, vol. 2, Washington, Government Printing Office, 1886.

United States Census Office, *Eleventh Census of the United States, 1890, Compendium on Population*, vol. 1, *Manufacturing Industries*, vol. 2, Washington, Government Printing Office, 1895.

United States, Department of Interior, *Census Report*, vol. 1, *12th Census of the United States taken the year 1900, Population*, part. 1, Washington, Government Printing Office, 1901.

United States. Department of Commerce, Bureau of the Census, *Thirteenth Census of the United States, 1910*, vol. 2, *Population*, Washington, Government Printing Office, 1913.

United States, Department of Labor. Naturalization Service, *Petition for Naturalization*. Naturalization Acts, Petition and Record for Saginaw County, dépouillés à Lansing : vol. 1, #1-150, 1906-1911 ; vol. 2, #151-250, 1912-1913 ; vol. 3, #251-350, 1913-1914 ; vol. 4, # 351-600, 1914-1915 ; vol. 5, #601-850, 1915-1918 ; vol. 6, #851-1100, 1917-1920. À noter qu'avant 1906 il n'y a aucune indication du lieu de naissance.

United States, Department of Labor. Naturalization Service, *Petition for Naturalization*. Naturalization Acts, Petition and Record for Houghton County, dépouillés à Houghton County Courthouse, Houghton : vol. 14,

#1-159, 1906-1907; vol. 15, #151-300, 1907-1908; vol. 17, #301-450, jan. 1908-avril 1908; vol. 18, #451-600, mai 1908-juin 1908; vol. 19, #601-750, juillet 1908-déc. 1908.

United States, *Report of the Sub-committee of the Committee on Mines and Mining, House of Representatives, 63rd Congress, 2nd session, pursuant to House Resolution 387, a resolution authorizing and directing the committee on mines and mining to make investigation of conditions in the copper mines of Michigan, 1914.*

### *Gouvernement du Michigan*

State of Michigan, Department of State, *Census and Statistics of the State of Michigan: 1854*, Lansing, Geo. W. Peck, May 1854.

State of Michigan, Department of State, *Statistics of the State of Michigan: 1860*, Lansing, John A. Kerr, and Co., 1861.

State of Michigan, Department of State, *Census and Statistics of the State of Michigan: 1864*, Lansing, John A. Kerr, and Co., 1865.

State of Michigan, Department of State, *Statistics of the State of Michigan: 1870*, Lansing, John A. Kerr, and Co., 1873.

State of Michigan, Department of State, *Census of the State of Michigan: 1874*, Lansing, W. S. George and Co., 1875.

State of Michigan, Department of State, *Population of Michigan, 1884 and 1880*, Lansing, Michigan Department of State, 1884.

State of Michigan, Department of State, *Census of the State of Michigan: 1884*, 2 vol., Lansing, Thorp and Godfrey, 1886.

State of Michigan, Department of State, *Census of the State of Michigan: 1894*, 2 vol., Lansing, Robert Smith and Co., 1896.

State of Michigan, Department of State, *Census of the State of Michigan: 1904*, 2 vol., Lansing, Wynkoop Hallenbeck Crawford Co., 1906.

State of Michigan, *Annual Report of the Commissioner of Mineral Statistics for 1880*, Lansing, 1881.

State of Michigan, *Annual Report of the Commissioner of Mineral Statistics for 1881*, Lansing, 1882.

State of Michigan, *Mineral Resources*, Report by Charles D. Lawton, Lansing, 1886.

State of Michigan, *Annual Report of the Commissioner of Mineral Statistics*, Lansing, 1889-1892.

State of Michigan, *Mines and Mineral Statistics for 1896*, Lansing, 1897-1910.

- State of Michigan, *Copper Handbook*, vol. X, 1911, Lansing, 1912-1913.
- State of Michigan, *The Mines. Handbook and Copper Handbook*, vol. XII, Lansing, 1916.
- State of Michigan, *Second Annual Report of the Bureau of Labor and Industrial Statistics*, February 1st, 1885, Lansing, W.S. George and Co., State Printers and Binders, 1885.
- State of Michigan, *Third Annual Report of the Bureau of Labor and Industrial Statistics*, February 1st, 1886, Lansing, Thorp and Godfrey, State Printers and Binders, 1886.
- State of Michigan, *Fifth Annual Report of the Bureau of Labor and Industrial Statistics*, February 1st, 1888, Lansing, Thorp and Godfrey, State Printers and Binders, 1888.

### *Vallée de la Saginaw*

- Summary of Business transacted on the Saginaw River for the years 1880-1881*, prepared by the Saginaw Board of Trade, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1882.
- Annual Review of the Saginaw Board of Trade of the Manufacturing Industries in the Saginaw District... for 1882*, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1883.
- Third Annual Review of the Saginaw Board of Trade of the Commerce, Manufactures and Material Resources of the Saginaw District... for 1883*, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1884.
- Fourth Annual Review of the Saginaw Board of Trade of the Commerce, Manufactures and Material Resources of the Saginaw Valley... for 1884*, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1885.
- Fifth Annual Review of the Saginaw Board of Trade showing the Commerce, Manufactures and Chief Business Interests of the Saginaw District... for 1885*, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1886.
- Sixth Annual Review of the Saginaw Board of Trade showing the Lumber and Salt Production and Commercial Statistics of the Saginaw Valley... for 1886*, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1887.
- Seventh Annual Review of the Saginaw Board of Trade showing the Lumber and Salt Production and Auxiliary Industries of the Saginaw Valley... for 1887*, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1888.
- Eighth Annual Review of the Saginaw Board of Trade showing the Lumber and Salt Production and Auxiliary Industries of the Saginaw Valley... for 1888*, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1889.

*Ninth Annual Review of the Saginaw Board of Trade showing the Lumber and Salt Production and Auxiliary Industries of the Saginaw... for 1889*, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1890.

*Tenth Annual Review of the Saginaw Board of Trade showing the Staple Products of Saginaw River Mills, including Lumber, Lath, Shingles and Salt and Auxiliary Industries of Saginaw for 1890*, compiled by E.D. Cowles for the Board of Trade, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1891.

*Annual Review issued by the Saginaw Board of Trade and Saginaw Improvement Co. of the Manufacturing and Commercial Interests of Saginaw for 1891*, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1892.

*Twelfth Annual Review issued by the Saginaw Board of Trade of the Commerce, Manufactures and Resources of Saginaw for 1892*, Saginaw, Jones and McCall Co, 1893.

*Industries of the Saginaws, Historical, Descriptive and Statistical. Her relations as centre of trade — Manufacturing Establishments and Business Houses*, East Saginaw, J.M. Elstner and Co. publisher, Courier Co., Printers and Binders, 1887.

*The Tariff on Lumber — Several Reasons why the Present Tarif should not be repealed — Proceedings of a Meeting of Lumbermen of the Saginaw Valley, held at East Saginaw, March 10th, 1870. Facts and Statistics on the Lumber Industry of the Saginaw Valley*, East Saginaw, Daily Enterprise Steam Print, 1870, 14 pages.

*Boards of Supervisors of the Counties of Saginaw, Bay, Tuscola, Genesee, Midland, Shiawassee, Clinton, Gratiot, Alpena, Isabella and Iosco, on the subject of Immigration to the Saginaw Valley*, 1868.

*Statistics of the Saginaw Valley for 1864*, East Saginaw, published by the East Saginaw Courier... extra, 1865.

#### *Gouvernements du Canada et du Québec*

*Rapport du comité spécial de l'Assemblée législative nommé pour s'enquérir des causes et de l'importance de l'émigration qui a lieu tous les ans vers les États-Unis*, Montréal, Louis Perreault, 1849, 96 pages.

*Rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir des causes de l'émigration du Canada vers les États-Unis ou ailleurs*, Toronto, J. Lovell, 1857, 149 pages.

Québec. Assemblée législative. *Rapport du comité permanent sur l'agriculture, l'immigration et la colonisation*, Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1868, appendice n° 12, P.-J.-O. Chauveau, président.

Québec. Assemblée législative. *Mémoire du comité spécial nommé le 22 juin 1892 pour examiner les causes du mouvement d'émigration dans certaines parties de nos campagnes*, Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, vol. 27, appendice 1, 1893, p. 375-398.

### Journaux

*Bay City Tribune*, Bay City (14 juin 1885 au 25 mai 1886)  
*L'Union franco-américaine*, Lake Linden (février 1891 à juillet 1891)  
*La Minerve*, Montréal (1885, 1913-1914)  
*La Presse*, Montréal (1885, 1913-1914)  
*Le Courrier*, Bay City (12 janvier 1885 au 13 décembre 1885)  
*Le Patriote*, Bay City (6 septembre 1883 au 31 décembre 1884)  
*Lumberman's Gazette*, Bay City, (1872-1874, 1874-1887)  
*Portage Lake Mining Gazette* 26 juillet 1862 au 28 octobre 1897, devient le *Daily Mining Gazette*, octobre 1899 à 1914.  
*Saginaw Daily Courier*, Saginaw (les numéros de l'année 1885)

### Études

#### Livres

ARMSTRONG, Robert, *Structure and Change. An Economic History of Québec*, Toronto, Gage Publishing Limited, 1984, 295 pages.

ARNDT, Leslie E., *The Bay County Story*, Detroit, L. Arndt, 1982, 635 pages.

BELISLE, Alexandre, *Histoire de la presse franco-américaine*, Worcester, L'Opinion publique, 1911, 434 pages.

BELLAVANCE, Marcel, dir., *La grande mouvance*, Sillery, Septentrion, 1990, 221 pages.

BODNAR, John, *The Transplanted, A History of Immigrants in Urban America*, Bloomington, Indiana University Press, 1985, 285 pages.

BRIGGS, John, *An Italian Passage: Immigrants to Three American Cities, 1890-1930*, New Haven, Conn., Yale University Press, 1978, 348 pages.

BROWN, Jennifer S. H., W.J. ECCLES et Donald P. HELDMAN, éd., *The Fur Trade Revisited, Selected Papers of the Sixth North American Fur Trade Conference*, Mackinac Island, Michigan, Michigan State University Press, 1991, 536 pages.

BROUILLETTE, Benoit, *La pénétration du continent américain par les Canadiens français, 1763-1846, traitants, explorateurs, missionnaires*, Montréal, Granger, 1939, 242 pages.

- BRYANT, Ralph Clement, *Logging: The Principles and General Methods of Operation in the United States*, New York, John Wiley and Sons, 1913, 590 pages.
- BUTTERFIELD, Georges E., *Bay County Past and Present*, Bay City, Michigan, Board of Education, Centennial Edition, 1957, 242 pages.
- CHAPUT, Donald, *Hubbel: A Copper County Village*, Lansing, 1969, 82 pages.
- DEFEBROUGH, James E., *History of the Lumber of America*, 2<sup>e</sup> éd., Chicago, The American Lumberman, 2 vol., 1906.
- DUNBAR, Willis Frederick, *Michigan. A History of the Wolverine State*, Grand Rapids, Mi., édition révisée, W.B. Eerdmans Publishing Company, 1980, 833 pages.
- FARMER, Silas, *History of Detroit and Michigan and Wayne County and Early Michigan*, Détroit, Silas Farmer and Co., 2 vols., (1884) 1890.
- FOEHL, Harold M., et Irene HARGREAVES, *The Story of Logging the White Pine in the Saginaw Valley*, Bay City, Mi., Reg Keg Press, 1964, 79 pages.
- FOX, Truman, *History of Saginaw County, from the year 1819 down to the Present Time*, 1858, 80 pages.
- FULLER, George N., *Economic and Social Beginnings of Michigan*, Lansing, Wynkoop Hallenbeck Crawford Co., 1916, 626 pages.
- FULLER, George N., *Michigan: A Centennial History of the State and its People*, Chicago, Lens Publishing Co., 5 vol., 1939.
- GANSSER, Augustus H., éd., *History of Bay County, Michigan and Representative Citizens*, Chicago, Richmond and Arnold, 1905, 726 pages.
- GATES, William B., *Michigan Copper and Boston Dollars: An Economic History of the Michigan Copper Mining Industry*, Cambridge, Mass., 1969, 301 pages.
- GOODSTEIN, Anita Shafer, *Biography of a Businessman: Henry W. Sage, 1814-1897*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1962, 279 pages.
- GREER, Allan, *Peasant, Lord and Merchants. Rural Society in Three [Quebec] Parishes, 1740-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, 304 pages.
- GUTMAN, Herbert G., *Work, Culture and Society in Industrializing America*, New York, Vinctage Books, 1973, 343 pages.
- HAMON, Édouard, *Les Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre*, Québec, N.S. Hardy, 1891, 483 pages.
- HANDLIN, Oscar, *The Uprooted: The Epic Story of the Great Migration That Made the American People*, (1951) seconde édition, Boston, Little, Brown, 1973, 333 pages.

- HANSEN, Marcus Lee et J. B. BREBNER, *The Mingling of the Canadian and American Peoples*, New Haven, Yale University Press, 1940, 274 pages.
- HARDY, René et Normand SÉGUIN, *Forêt et société en Mauricie. La formation de la région de Trois-Rivières, 1830-1930*, Montréal, Musée national de l'homme, Boréal Express, 1984, 222 pages.
- HAREVEN, Tamara K., *Family Time and Industrial Time. The Relationship between the Family and Work in a New England industrial Community*, Cambridge University Press, 1982, 474 pages.
- HENDRICKSON, Dyke, *Quiet Presence. Histoire de Franco-Américains en New England*, Portland, Me., Gannet Publishing Co., 1980, 266 pages.
- HISTORY of the Upper Peninsula of Michigan, Chicago., The Western Historical Co., 1883, 549 pages.
- HOTCHKISS, George W., *History of the Lumber and Forest Industry of the Northwest*, Chicago, George W. Hotchkiss and Co., 1898, 579 pages.
- INNIS, Harold A., *Essays in Canadian Economic History*, Toronto, University of Toronto Press, 1962, 418 pages.
- INNIS, Harold A., *The Fur Trade in Canada. An Introduction to Canadian Economic History*, New Haven, Ct., Yale University Press, 1930, 444 pages.
- JENSEN, Vernon H., *Lumber and Labor*, Toronto, Farrar and Rinehart, 1945, 314 pages.
- JENSEN, Vernon H., *Heritage in Conflict: Labor Relations in the Nonferrous Metals Industry up to 1930*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1950, 495 pages.
- LANCTOT, Gustave, *Les Canadiens français et leurs voisins du sud*, Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1941, 322 pages.
- LANKTON, Larry D. et Charles K. HYDE, *Old Reliable. An Illustrated History of the Quincy Mining Company*, Hancock, Quincy Mine Hoist Association Inc., 1982, 159 pages.
- LANMAN, James H., *History of Michigan*, New York, E. French, 1839, 394 pages.
- LAVOIE, Yolande, *L'émigration des Canadiens vers les États-Unis avant 1930; mesure du phénomène*, collection « démographie canadienne », Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1972, 87 pages.
- LAVOIE, Yolande, *L'émigration des Québécois vers les États-Unis de 1840 à 1930*, Québec, Éditeur officiel, 1979, 57 pages.
- LEESON, Michael A., *History of Saginaw*, Chicago, Chas. C. Chapman and Co, 1881, 960 pages.

- LEWIS, George F. et al., *Annual Statement of the Business of Saginaw Valley and «The Shore» for 1868*, East Saginaw, 1869, 34 pages.
- LOUDER, Dean et Eric WADDELL, *Du continent perdu à l'archipel retrouvé. Le Québec et l'Amérique française*, Québec, P.U.L., 1983, 289 pages.
- LOWER, A.R.M., *The North American Assault on the Canadian Forest. A History of the Lumber Trade between Canada and the United States*, Toronto, The Ryerson Press, 1938, 377 pages.
- MAGNAN, Jean-Roch, *Notes historiques sur la paroisse de St-Jean-Baptiste à Muskegeon, Michigan et divers renseignements utiles, 1883-1900*, Bay City, Michigan, J.G. Duval, 1900, 141 pages.
- MATHIEU, Jacques, *La Nouvelle-France. Les Français en Amérique du Nord xv<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècle*, Paris, Belin, 1991, 254 pages.
- MAYBEE, Rolland H., *Michigan's White Pine Era, 1840-1900*, John M. Munson, Michigan History Fund Pamphlet n° 1, Lansing, Michigan Historical Commission, 1960, 55 pages.
- McCALLUM, John, *Unequal Beginnings: Agriculture and Economic Development in Québec and Ontario until 1870*, Toronto, University of Toronto Press, 1980, 148 pages.
- McLAUGHLIN, Doris B., *Michigan Labor: A Brief History from 1818 to the Present*, Ann Arbor, Institute of Labor and Industrial Relations, Wayne State University, Michigan, 1970, 179 pages.
- MILLS, James Cooke, *History of Saginaw County, Michigan*, Saginaw, Seeman and Peters, 2 vol., 1918, 701 pages.
- MONETTE, Clarence, *The History of Lake Linden Michigan*, Lake Linden, Welden H. Curtin, 1977, 81 pages.
- MORISSONNEAU, Christian, *La terre promise: le mythe du Nord québécois*, Montréal, Hurtubise, HMH, 1978, 212 pages.
- MURDOCH, Angus, *Boom Copper. The Story of the First U.S. Mining Boom*, New York, Macmillan and Co., 1964, 255 pages.
- OUELLET, Fernand, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*. Montréal, Fides, 1971, 2 vol., 639 pages.
- RAMEAU DE SAINT-PÈRE, *Notes historiques sur la colonie canadienne de Detroit*, Montréal, J.B. Rolland, 1861, 68 pages.
- RAMEAU DE SAINT-PÈRE, *La France aux colonies: Étude du développement de la race française hors d'Europe, Les Français en Amérique, Acadiens et Canadiens*, Paris, A. Jouby, 1859, 355 pages.
- RAMIREZ, Bruno, Jean LAMARRE et al., *The Emigration from Québec to the USA, 1870-1915: Questions of Sources, Method and Conceptualization*, Montréal, Université de Montréal, 1988, 33 pages.

- RAMIREZ, Bruno, *Par monts et par vaux. Migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique*, Montréal, Boréal, 1991, 204 pages.
- RECTOR, William G., *Log Transportation in the Lake States Lumber Industry, 1840-1918*, Glendale, Cal., The Arthur H. Clark Co., 1953, 352 pages.
- REID, Richard, éd., *The Upper Ottawa Valley to 1855*, A Collection of Documents, Toronto, The Champlain Society, 1990, 354 pages.
- ROBY, Yves, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1776-1930*, Sillery, Septentrion, 1990, 434 pages.
- ROUILLARD, Jacques, *Ah les États! Les travailleurs canadiens-français dans l'industrie textile de la Nouvelle-Angleterre, d'après le témoignage des derniers migrants*, Montréal, Boréal Express, 1985, 155 pages.
- RUMILLY, Robert, *Histoire des Franco-Américains*, Montréal, par l'auteur, 1958, 522 pages.
- SÉGUIN, Normand, *Agriculture et colonisation au Québec. Aspects historiques*, Montréal, Boréal Express, 1980, 220 pages.
- Seventy-fifth Anniversary, Saint Andrew's Parish, Saginaw, Michigan, 1862-1937*, 68 pages.
- SMITH, David C., *A History of Lumbering in Maine, 1861-1960*, Orono, Maine, University of Maine Press, Studies #93, 1972, 468 pages.
- St. Joseph Parish, Bay City, Michigan, Diamond Jubilee, 75th Anniversary, 1850-1925*, 1925, n. p.
- ST-PIERRE, Téléphore, *Histoire des Canadiens du Michigan et du comté d'Essex en Ontario*, Montréal, Typographie La Gazette, 1895, 348 pages.
- ST-PIERRE, Téléphore, *Les Canadiens des États-Unis; ce qu'on perd à émigrer*, Montréal, Typographie La Gazette, 1893, 16 pages.
- St. Joseph Church, Lake Linden, Michigan, 1871-1971*, 1971, 127 pages.
- STEER, Henry B., *Lumber Production in the United States, 1799-1946*, United States Dept. of Agriculture, Miscellaneous Publication n° 669, Washington, United States Government Printing Office, 1948, 233 pages.
- TASSÉ, Joseph, *Les Canadiens de l'Ouest*. Montréal, Compagnie d'imprimerie canadienne, 1878, 2 volumes.
- THURNER, Arthur W., *Calumet Copper and People: A History of a Michigan Mining Community, 1864-1970*, Hancock MI., Privately published, 1974, 108 pages.
- THURNER, Arthur W., *Rebels on the Range. The Michigan Copper Miners' Strike of 1913-1914*, Lake Linden, Michigan, John H. Forster Press, 1984, 314 pages.

- TRUDEL, Marcel, *Chiniquy, Trois-Rivières*, Éditions du Bien public, 1955, 339 pages.
- TRUDEL, Marcel, *Initiation à la Nouvelle-France*, Montréal, HRW, 1971, 323 pages.
- TRUESDELL, Leon E., *The Canadians Born in the United States*, New Haven, Connecticut, Yale University Press, 1943, 260 pages.
- TULCHINSKY, Gérald, *La rivière et la forêt. Le commerce du bois dans la vallée de l'Ontario de 1800-1900*, Montréal, Musée McCord, University McGill, 1981, 10 pages.
- TURNER, Frederic Jackson, *La frontière dans l'histoire américaine*, Paris, PUF, 1963, 328 pages.
- TURNER, Frederic Jackson, *The United States, 1830-1850*, W.W. Norton and Co., 1965, 602 pages.
- VANDER HILL, C. Warren et Robert M. WARNER, *A Michigan Reader, 1865 to the Present*, Grand Rapids, Michigan, William B. Eerdmans Publishing Co., 1974, 319 pages.
- VANDER HILL, C. Warren, *Settling the Great Lakes Frontier: Immigration to Michigan, 1837-1924*, Lansing, Mi., Historical Commission, 1970, 234 pages.
- VECOLI, Rudolph et Suzanne M. SINKE, éd., *A Century of European Migrations, 1830-1930*, Urbana, University of Illinois Press, 1991, 395 pages.
- WEIL, François, *Les Franco-Américains, 1860-1960*, Paris, Bélin, 1989, 251 pages.
- WOOD, Richard G., *A History of Lumbering in Maine, 1820-1861*, Orono, Maine, University of Orono Press, 1961, 212 pages.
- YANS-McLAUGHLIN, éd., *Immigration Reconsidered. History, Sociology and Politics*, Oxford, Oxford University Press, 1990, 342 pages.

#### Articles et extraits d'ouvrages

- BELLAIRE, John I., « Michigan 's Lumberjacks », *Michigan History Magazine*, vol. 26 (1942), p. 173-187.
- BOWMAN, James C., « Life in the Michigan Woods », dans *Michigan History Magazine*, vol. 21 (1937), p. 267-283.
- BOWMAN, James C., « Lumberjack Ballads », *Michigan History Magazine*, 20 (1936), p. 231-245.
- BRINKS, Herbert, « The Effects of the Civil War in 1861 on Michigan Lumbering and Mining Industries », *Michigan History Magazine*, 14 (1960), p. 101-107.

- CAMPBELL, James V., « Early French Settlements in Michigan », *Pioneer Society of the State of Michigan, Pioneer Collections*, n° 9 (1901), p. 241-278.
- CATLIN, Georges B., « Early Settlement in Eastern Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 26 (1942), p. 319-342.
- CHAPUT, Donald, « Some Repatriement Dilemmas », *Canadian Historical Review*, vol. 44 (déc. 1968), p. 400-412.
- CHASE, Lew Allen, « Early Copper Mining in Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 29 (1945), p. 22-30.
- CHASE, Lew Allen, « Early Days Michigan Mining Pionnering Land Sales and Survey », *Michigan History Magazine*, vol. 29 (1945), p. 166-179.
- CHASE, Lew Allen, « Michigan Copper Mines », *Michigan History Magazine*, vol. 29 (1945), p. 479-488.
- COON, David S., « The Quincy Mine », *Michigan History Magazine*, vol. 24 (1940), p. 91-104.
- COURVILLE, Serge, « Un monde rural en mutation : le Bas-Canada dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », *Histoire sociale — Social History*, vol. XX, n° 40 (nov. 1987), p. 237-258.
- DARROCH, Gordon A., « Migrants in the Nineteenth Century: Fugitives or Family in Motion? », *Journal of Family History*, vol. 6, n° 3 (automne 1981), p. 257-277.
- DANFORD, Ormond S., « The Social and Economic Effects of Lumbering on Michigan, 1835-1890 », *Michigan History Magazine*, vol. 26 (1942), p. 346-364.
- DERSCH, Virginina J., « Copper Mining in Northern Michigan; A Social History », *Michigan History Magazine*, vol. 61, n° 4 (1977), p. 291-321.
- DESSUREAULT, Christian, « Crise ou modernisation? La société maskoutaine durant le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 42, n° 3 (hiver 1989), p. 359-387.
- DULONG, John P., « Roman Catholic Church Records and Cemeteries », *Michigan Habitant Heritage*, vol. 11, n° 3 (juillet, 1990), p. 56-59.
- ENGBERG, Georges B., « Who were the Lumberjacks », *Michigan History Magazine*, vol. 32 (sept. 1948), p. 238-246.
- ENGBERG, Georges B., « Collective Bargaining in the Lumber Industry in the Upper Great Lakes States », *Agricultural History*, n° 24 (1950), p. 205-211.
- ENGBERG, Georges B., « Lumber and Labor in the Lake States », *Minnesota History*, vol. 36 (1959), p. 133-166.
- FAUCHER, Albert, « L'émigration des Canadiens français au XIX<sup>e</sup> siècle : position du problème et perspectives », *Recherches sociographiques*, vol. 5, n° 3 (déc. 1964), p. 277-317.

- FAUCHER, Albert, «Projet de recherche historique: l'émigration des Canadiens français au XIX<sup>e</sup> siècle», *Recherches sociographiques*, vol. 2, n° 2 (avril-juin 1961), p. 243-245.
- FORD, Richard Clyde, «The French-Canadians in Michigan», *Michigan History Magazine*, vol. 27 (1943), p. 243-257.
- FORSTER, John H., «Life in the Copper Mines of Lake Superior», *Michigan Pioneer and Historical Collections*, vol. 11 (1887), p. 175-186.
- FULLER, Georges N., «Settlement of Southern Michigan, 1805-1837», *Michigan History Magazine*, vol. 19 (1935), p. 179-214.
- FULLER, Georges N., «Settlement of Michigan Territory», *Mississippi Valley Historical Review*, n° 1 (juin 1915), p. 25-55.
- GEDICKS, Al, «Ethnicity, Class Solidarity and Labor Radicalism among Finnish Immigrants in Michigan Copper Country», *Politics and Society*, vol. 7, n° 2 (1977), p. 127-156.
- GOODSTEIN, Anita S., «Labor Relations in the Saginaw Valley Lumber Industry», *Bulletin of the Business History Society*, vol. 27 (1953), p. 193-221.
- HANSEN, Marcus Lee, «The History of American Immigration as a Field for Research», *American Historical Review*, vol. 32, n° 3 (avril, 1927), p. 500-518.
- HAREVEN, Tamara K., «Family and Works Patterns of Immigrant Laborers in a Planned Industrial Town, 1900-1930». Richard L. Ehrlich, éd., *Immigrants in Industrial America 1850-1920*, Charlottesville (1977), p. 47-66.
- HAREVEN, Tamara K. et John MODELL, «Urbanization and Malleable Household; An Examination of Boarding and Lodging in American Families», *Journal of Marriage and the Family*, vol. 35 (1973), p. 467-479.
- HYBELS, Robert James, «The Lake Superior Copper Fever, 1841-1847», *Michigan History Magazine*, vol. 34, n° 2 (juin 1950), p. 97-119.
- HYBELS, Robert James, «The Lake Superior Copper Fever, 1841-1847», *Michigan History Magazine*, vol. 34, n° 3 (1950), p. 309-326.
- HYDE, Charles K., «From "Subterranean Lotteries" to Orderly Investment: Michigan Copper and Easter Dollars, 1841-1865», *Mid-America; An Historical Review*, n° 66 (janv. 1984), p. 3-20.
- JAMIESON, James K., «The Copper Rush of the '50s», *Michigan History Magazine*, vol. 19 (1935), p. 371-390.
- JENKS, William L., «Michigan Immigration», *Michigan History Magazine*, vol. 28 (1944), p. 67-100.
- JENSEN, Vernon H., «Industrial Relations in the Lumber Industry», E. Warne Colston, éd., *Labor in Postwar America*, New York, Remsen Press, (1949).

- JOBIN, Antoine, « The First Frenchmen in Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 19 (1935), p. 231-251.
- JOYAUX, George J., « French Press in Michigan: A Bibliography », *Michigan History Magazine*, vol. 37 (1952), p. 260-279.
- KADLER, Eric H., « The French in Detroit, 1701-1880 », *French-American Review*, vol. 6, n° 2 (1982), p. 296-309.
- KERN, John, « A Short History of Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 60, n° 1 (printemps 1976), p. 3-70.
- KILAR, Jeremy W., « Community and Authority Response to the Saginaw Valley Lumber Strike of 1885 », *Forest History*, vol. 20 (1976), p. 67-79.
- LANKTON, Larry D. « Paternalism and Social Control in the Lake Superior Copper Mines, 1845-1913 », *Upper Midwest History*, n° 5 (1985), p. 1-18.
- LEACH, Carl Addison, « Lumbering Days », *Michigan History Magazine*, vol. 18 (1934), p. 134-142.
- LEACH, Carl Addison, « Paul Bunyan's Land and the First Sawmill of Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 20 (1936), p. 69-89.
- LEIGH, G. Copper, « Influence of the French Inhabitants of Detroit upon Early Political Life », *Michigan History Magazine*, vol. 4 (1920), p. 299-304.
- LITTLE, John, « La Patrie: Quebec's Repatriation Colony, 1875-1880 », *Communications historiques, 1977, Société historique du Canada* (1977), p. 67-85.
- MASSICOTTE, E.Z., « L'émigration aux États-Unis, mais il y a 40 ans », *Bulletin de recherches historiques*, vol. 39, p. 21-27, 86-88, 179-180, 228-231, 381-383, 427-429, 507-508, 560-562, 697, 711-712; vol. 40, p. 121.
- MATHIEU, Jacques, Pauline THERRIEN-FORTIER et Rénaud LESSARD, « Mobilité et sédentarité: Stratégies familiales en Nouvelle-France, *Recherches sociographiques*, vol. 28, n° 3 (1987), p. 211-228.
- McCALLA, Douglas, « Forest Products and Upper Canada Development, 1815-1846 », *Canadian Historical Review*, LXVIII, n° 2 (1987), p. 159-198.
- McQUILLAN, Aidan D., « French-Canadian Communities in the American Upper Midwest during the 19th Century, *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 23, n° 58 (avril 1979), p. 53-72.
- MENTOR, L. William, « Horace Greely and Michigan Copper », *Michigan History Magazine*, vol. 34 (juin 1950), p. 120-134.
- MILLER, Albert, « The Saginaw Valley », *Pioneer Collections, Report of the Pioneer Society of Michigan*, n° 7 (1884), p. 228-305.
- MORISSONNEAU, Christian, « Mobilité et identité québécoise », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 23, n° 58 (avril 1979), p. 29-38.

- PAQUET, Gilles et Jean-Pierre WALLOT, « Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada, 1802-1812; Eléments pour une ré-interprétation », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 26, n° 2 (sept. 1972), p. 185-237.
- PAQUET, Gilles, « L'émigration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre, 1870-1910; prises de vue quantitatives, *Recherches sociographiques*, vol. 5 (septembre-décembre 1964), p. 319-370.
- PARTRIDGE, B.F., « Bay County History — Its Pioneer Record and Wonderful Development », *Michigan Pioneer and Historical Collections*, vol. 3 (1881), p. 316-338.
- PYNE, William, « Quincy Mine; The Old Reliable », *Michigan History Magazine*, vol. 41 (1957), p. 219-242.
- QUINLAN, Maria, « Lumbering in Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 62, n° 4 (1978), p. 37-41.
- RAMIREZ, Bruno et Jean LAMARRE, « Du Québec vers les États-Unis: Étude des lieux d'origine » dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 38, n° 3 (printemps 1985), p. 409-422.
- RAMIREZ, Bruno, « French-Canadian Immigrants in the New England Cotton Industry: A Socio-Economic Profile », *Labour/Le Travailleur*, n° 11 (printemps, 1983), p. 125-142.
- RAMIREZ, Bruno, « Migration and Regional Labour Markets, 1870-1915: The Québec Case », Deian R. Hopkin et Gregory S. Kealey, éd., *Class Community and the Labour Movement: Wales and Canada, 1850-1930*, LLAFFUR/CCLH (1989), p. 119-133.
- ROBINSON, O. W., « Recollections of the Civil War Conditions in the Copper Country », *Michigan History Magazine*, vol. 3 (1919), p. 598-609.
- ROBY, Yves, « Un Québec émigré aux États-Unis. Bilan historiographique », Claude Savary, éd., *Les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis*, Québec, I.Q.R.C., 1984, p. 103-130.
- STEVENS, J. Harold, « The Influence of New England in Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 19 (1935), p. 321-354.
- STOCKING, William, « New England Men in Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 5 (1921), p. 123-139.
- SUTHERLAND, Daniel E., « Michigan Emigrant Agent: Ed. H. Thompson », *Michigan History Magazine*, vol. 59, n° 1-2 (1975), p. 3-37.
- SWEET, William H., « Brief History of Saginaw County », *Michigan Pioneer and Historical Society Historical Collections*, vol. 28 (1900), p. 481-501.

- THISTLETHWAITE, Frank, « Migration from Europe Overseas in the Nineteenth and Twentieth Centuries », VECOLI, Rudolph et Suzanne M. SINKE, éd., *A Century of European Migrations, 1830-1930*, Urbana, University of Illinois Press, 1991, p. 17-49.
- VECOLI, Rudolph J., « Contadini in Chicago: A Critique of *The Uprooted* », *Journal of American History*, n° 51 (décembre 1964), p. 404-417.
- VECOLI, Rudolph J., « From The Uprooted to The Transplanted: The Writing of American Immigration History, 1951-1989 », Valeria Gennaro Lerda, éd., *From « Melting-Pot » to Multiculturalism*, Rome, Bulzoni Editore, 1991, p. 25-53.
- VECOLI, Rudolph J., « Ethnicity: A Neglected Dimension of American History », Herbert J. Bass, éd., *The State of American History*, Chicago, Quadrangle 1970, p. 70-88.
- WAX, Anthony S., « Calumet and Hecla Copper Mines: An Episode in the Economic Development of Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 16 (1932), p. 5-41.

#### *Thèses et mémoires*

- BENSON, Barbara B., *Logs and Lumber. The Development of the Lumber Industry in the Michigan Lower Peninsula, 1837-1870*, Thèse de Ph.D. (Business History), Indiana University, 1976, 327 pages.
- ENGBERG, Georges B., *Labor in the Lake States Lumber Industry, 1830-1930*, Thèse de Ph.D. (Histoire), University of Minnesota, 1949, 476 pages.
- FRENETTE, Yves, *La genèse d'une communauté canadienne-française en Nouvelle-Angleterre, Lewiston, Maine, 1800-1880*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université Laval, 1988, 392 pages.
- HAEBLER, Peter, *Habitants in Holyoke: The Development of the French Canadian Communities in a Massachusetts City, 1865-1910*, University of New Hampshire, Durham, N.H., 1976.
- KILAR, Jeremy W., *The Lumbertown: A Socioeconomic History of Michigan Leading Center, Saginaw, Bay City and Muskegon, 1870-1905*, Thèse de Ph.D. (Histoire), University of Michigan, 1987, 442 pages.
- KOVACIK, Charles F., *A Geographical Analysis of the Foreign-Born in Huron, Sanilac and St-Clair Counties of Michigan with Particular Reference to Canadians, 1850-1880*, Thèse de Ph.D. (Histoire), University of Michigan, 1970, 217 pages.
- LAMARRE, Jean, *Étude d'une communauté canadienne-française de la Nouvelle-Angleterre. Le cas de Warren, Rhode Island, 1880-1895*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université de Montréal, 1985, 147 pages.

McGAUGH, Maurice E., *The Settlement of Saginaw Basin*, Thèse de Ph.D. (Géographie), University of Chicago, 1950, 407 pages.

VICERO, Ralph D., *Immigration of French Canadians to New England, 1840-1900: A Geographical Analysis*. Thèse de Ph.D. (Géographie), University of Wisconsin, 1968, 449 pages.

## Index

- Académie Sainte-Anne (Lake Linden),  
143-144
- Acte constitutionnel (L') (1791), 14
- Acte de Québec (L') (1774), 14, 20
- Albany (New York), 32
- American Fur Company, 21, 42, 162
- Amérindiens, 9, 19, 67
- Anti-Roman Advocate*, 107
- Arizona, 81
- Association des Sociétés Saint-Jean-  
Baptiste du Michigan, 104, 106, 108,  
145
- Aubry, Zotique, 118
- Baie Géorgienne, 23
- Baltique (région de la), 22-23
- Bangor Daily Whig and Courier*, 47, 49
- Barry, Thomas, 61-62
- Bay (comté), 10, 39, 92, 111
- Bay City (Lower Saginaw), 43, 44, 45,  
57, 58, 61, 62, 63, 65, 92, 95, 96, 98,  
99, 100, 101, 102, 104, 111, 114, 116,  
117, 118, 119, 125, 170
- Baye des Puants, 19
- Birney, James G., 44
- Biron, Alfred, 153
- Bliss, A. T., 48
- Borduas, Édouard P. (rév.), 157
- Borgess, Caspar (M<sup>re</sup>), 95, 98
- Bouchard, Louis, 119
- Boucher, Célestin, 102
- Bourbonnais (Illinois), 34
- Bourdon, Henri, 119
- Boutyette, Régis, 118
- Brûlé, Euchariste, 138, 139
- Buffalo (New York), 47, 133
- Burlington (Vermont), 28
- Burt, Wellington R., 48
- Butte (Montana), 157
- C. P. Williams and Company de Albany,  
New York, 47
- Californie, 27
- Calumet (village), 82, 139, 141, 145, 148-  
150, 151, 155, 157, 158, 159, 160, 162,  
172
- Calumet and Hecla Consolidated  
Mining Company (C&H), 73-80, 84,  
138-143, 148, 149, 158, 161
- Campau, Daniel J., 103
- Campau, Louis, 42, 90
- Canadiens français (de la péninsule de  
Keweenaw), migration, 131-132, 137-  
139, 149, 159, lieux d'origine, 133,  
151, 155, profil professionnel, 133-  
136-137, 154-155, itinéraires  
migratoires, 134-136, 151-153,  
concentration géographique, 136,  
138, 150, vie communautaire, 139-  
149, 156-158, déclin, 156-160, grève  
de 1913-1914, 160-161. Canadiens  
français (de la vallée de la Saginaw),  
migration, 89-90, 96-97, 108-109,  
concentration géographique, 92, 111,  
mobilité spatiale, 92, lieux d'origine,  
110, vie communautaire, 94, 96, 98-

- 105, naturalisation, 114, 121, propriété, 114, 121, implication dans les grèves, 62-64, 114-115, itinéraires migratoires, 93-94, 109-110, 119, 120, profil professionnel, 111-114, 120-122, participation politique, 118, déclin, 115-123
- Canadiens français, et le développement socioéconomique au Québec, 14-18, et la colonisation, 15-16, et l'agriculture, 17-18, et le recours à des stratégies de survie, 18-19, et l'implication dans la traite des fourrures, 19-22, et l'implication dans l'industrie forestière, 22-26, et la migration vers la Nouvelle-Angleterre, 27-31, et la migration vers le Midwest et le Michigan, 31-37.
- Carleton (comté), 25
- Champagne, Jos, 153
- ChAMPLAIN (lac), p. 32
- Chassell (village), 150
- Chevaliers du travail, 61
- Chicago (Illinois), 34
- Chiniquy, Charles, 34
- Colorado, 80
- Comité d'enquête mis sur pied afin d'analyser les causes de la migration vers les États-Unis (1849), 13, 33, 34
- Congrégation des Holy Ghosts (La), 100
- Connecticut, 28, 29.
- Convention des Canadiens français des États-Unis (5ième), 106, 144
- Convention des Canadiens français du Haut Michigan, 145
- Cook, Albert F., 48
- Copper Country Evening News*, 156
- Copper Harbor, 67
- Court Lafayette no 26, 148
- Crise économique de 1837-1843: 25, 28, de 1873-1879: 57, 58, 59, 80, de 1893-1897: 152
- Cushway, Benjamin, 43
- Dakota, 35
- Dangelzer (rév.), 100
- Datin, Paul (rév.), 157
- de Tocqueville, Alexis, 41, 42
- Delbaire (rév.) 101
- Deschamps, Louis, 140
- Desnoyers, Jean-Baptiste, 42, 90
- Detroit (Michigan), 10, 19, 37, 80, 86, 99, 103, 104, 105, 106, 107, 133, 135, 160, 169, 170
- Detroit and Lake Superior Copper Company, 76
- Drapeau, Frank, 151
- Dugan, M. T. (rév.), 157
- DuLong, Ed., 152
- Duluth (Minnesota), 60, 140
- Eddy, C. K., 48
- Eis (rév.), 148
- Emerson, Curtis, 46
- Érié (canal) 32, 33
- Ferland, J.-B.-A., 13
- Fitzhugh, Daniel H., 44, 45
- Fontaine, Eugène, 152
- Forestiers de l'Amérique (Foresters of America), 148, 149
- Fort Kaministiquia, 19
- Fort Miami (Indiana), 19
- Fort Camanistigoyan, 19
- Fort Michipicoten, 19
- Fortier, Norbert, 147
- Fortin, Joseph, 116
- Fournier, John, 138
- Fraser, James, 44
- Fréchette, L.-H., 106
- «frontière» du bois, 46-49
- Galipeau, Joseph, 151
- Gariépy, Charles, 138
- Garneau, Adeline, 143
- Gazette of Montreal*, 32
- Girard, Gilbert (rév.), 99, 115
- Glengarry (Ontario), 25
- Grand Portage, 19
- Grand Trunk, 135

- Grands Lacs (les), 9, 11, 14, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 29, 32, 33, 41, 71, 124, 137, 152, 167, 169
- Grant, Charles, 47
- Gravel, Alex, 64
- Greely, Horace, 65, 66
- Green Bay (Wisconsin), 67
- Green, W. S., 48
- Grégoire, Joseph, 139, 140, 141, 142, 143, 147
- Guérin, Charles, 102
- Guérin, Louis, 104
- Guerre civile américaine, 32, 54
- Hamon, Fred, 64
- Hancock (village), 75, 76, 80, 82, 136, 139, 150, 155, 163, 172
- Hardin, Daniel, 48
- Héliard, Francis (rév.), 141
- Houghton (comté), 10, 66, 68, 69, 72, 73, 75, 76, 77, 81, 83, 135, 136, 138, 139, 150, 152, 156
- Houghton (village), 71, 76, 80, 82, 135, 136, 139, 150, 155, 163, 172
- Houghton, Douglass, 67
- Hoyt, Jesse, 48
- Hubbell (village), 150
- Hudson (rivière), 32
- Hudson Bay Company, 21, 36
- Hull (Québec), 23
- Illinois Central Railroad, 34
- Illinois, 19, 31, 33, 34, 36, 68, 90, 153, 169
- Immigrants au Michigan, Allemands 55, 72, Irlandais, 55, 72, 76, Suédois, 55, Polonais, 55, « Cornish », 71, 72
- Indiana, 19, 31, 33, 47
- Jacker, Edward, (rév.), 148
- Jolicoeur, Jean-Baptiste, 138
- Joseph Gregory and Co. (scierie), 140
- Kankakee (Illinois), 33, 34
- Kansas, 35
- Kaskaskia (Illinois), 19
- Kennebec (rivière), 27
- Keweenaw (péninsule de), population, 39, 65, 66, 70-72, 76-77, colonisation, 65-68, début de l'industrie minière, 66-69, main-d'oeuvre, 72, 77-78, 81-83, introduction de nouvelles technologies, 75-76, conditions de travail et conditions salariales, 69-70, 80-81, consolidation du développement, 73, 74, 77-78, mesures paternalistes, 78-80, déclin de l'industrie, 80, grève de 1913-1914, 83-86
- Keweenaw (péninsule de), 39, 65, 66, 67, 71, 72, 77, 80, 84, 85, 86, 131, 132, 133, 136, 138, 139, 146, 154, 160, 165, 167, 169, 172, 173
- Keweenaw (comté), 10, 66, 77, 81, 150, 153, 156
- Kinderens (rév.), 95
- L'Espérance, François, 103
- L'Impartial*, 107
- L'Ouest français*, 102
- L'Union Franco-Américaine*, de Lake Linden, 146, 147
- Lac Portage, 68
- Lacroix, E. N., 103
- Lafayette Hall, 62, 63, 104, 117
- Lake Linden (village), 76, 82, 139-147, 150, 155, 156, 157-162, 165, 172
- Lamarre, Antoine, 136
- Lamaux, Charles, 64
- Lamineux, Henri, 153
- Lancôt, E. S., 149
- Lancôt, Médéric, 105, 106, 107
- Lantonneau, Édouard, 135
- Laplante, Olivier, 135
- Laroche, Alexandre, 117
- Lavigne, Georges, 109
- Le Citoyen*, 103
- Le Courrier de Bay City*, 102, 118
- Le Courrier du Michigan*, 160
- Le Franc Pionnier de Lake Linden*, 146

- Le Patriote de Bay City*, 102, 116, 117, 118  
*Le Roux, J. P.*, 118  
*Le Souvenir*, 102  
 Leadville (Colorado), 80  
 Lefebvre, Mgr, 98  
 Letellier, L., 26  
 Letellier, Michel (rév.), 157  
 LeVasseur, Noël, 33  
 Little, Norman, 43-44  
*Lumberman's Gazette*, 57, 143  
  
 Mackie, Oakley et Jennison, 44-45, 47  
 Mackinac (Michigan), 148, 168  
 Macomb (comté du Michigan), 37  
 Madison Park, 62  
 Maine, 26, 27, 28, 30, 31, 34, 42, 46, 47, 48, 49, 50, 71, 92, 94, 119, 133, 151  
 Mallette, Jos, 110  
 Manitoba, 36  
 Marceau, F. S. (rév.), 157  
 Marcotte, Léandre, 141  
 Marquette (Michigan), 145  
 Marsac, Jos, 43-44  
 Martin, Guy, 119  
 Massachusetts, 23, 28, 29, 36, 115, 119, 151  
 Maynard, Eudore, 160  
 Mayotte, F. O., 146  
 McGraw, John, 45, 48  
 Merrill, Charles, 48, 51  
 Mershon (Marchand), A. H., 48  
 Mesnard (rév.), 142, 157  
 Michigan, 10, 11, 21, 22, 31, 32, 33, 34, 36-39, 41, 42, 46, 47, 49, 61, 65, 66, 67, 74, 81, 82, 86, 90, 92, 94, 103, 107, 108, 109, 110, 113, 119, 120, 123, 125, 132, 133, 135, 136, 150, 151, 152, 158, 159, 168, 169, 170, 172  
 Michilimackinac, 19, 33  
 Miller, Albert, 44  
 Millington, Abel, 44  
 Mining Emigrant Aid Association, 73, 138  
 Minnesota, 31, 46, 47, 60, 133, 140, 151, 169  
 Mississiquoi, 27  
 Missouri, 34  
 Monroe (comté du Michigan), 37  
 Montana, 35, 81, 157, 161  
 Mouvement annexionniste, 105-108, 144  
 Muskegon (Michigan), 98  
  
 New Hampshire, 28, 29, 115, 119, 151  
 New York, 25, 26, 32, 34, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 68, 93, 94, 103, 109, 110, 111, 119, 124, 133, 135, 136, 151, 152, 163, 169.  
 Nipissing (lac), 23  
 Normandin, J., 140  
 North West Company, 20-21  
 Nouveau-Brunswick, 46  
 Nouvelle-Angleterre, 10, 23, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 39, 105, 115, 117, 119, 120, 168, 171, 173, 174.  
 Nouvelle-France, 9, 14  
 Ohio, 31, 33, 47, 50, 152, 169  
 Ontario and St. Lawrence Steam Boat Co., 133  
 Ontonagon (village), 71, 136  
 Ontonagon (comté), 10, 66, 68, 77, 81, 150, 156  
 Ottawa (Bytown), 25, 26  
 Outaouais (vallée de l'), 23, 25, 26  
 Pacaud, H. A., 102  
 Pagé, Constant, 151  
 Paull, James, 161  
 Payment, Peter, 64  
 Pechauer (Pêcheur), Anton, 161  
 Pennsylvanie, 25, 42, 46, 47, 49, 50, 68, 169  
 Penobscot (rivière), 27  
 Perreault, Paul, 138, 147  
 Perrot, A. O., 118  
 Picard, David, 141  
 Pittsburg and Boston Company, 68  
*Portage Lake and Mining Gazette*, 137, 138, 144  
 Prescott (Ontario), 25  
  
 Quenneville, Paul, 152, 153  
 Quincy Mine Company, 68, 71, 73, 75, 80, 82, 84, 138

- Raymond, Napoléon J. (rév.), 157-158  
 Red Jacket (village), 82, 148  
 Rémilliard, Célestin, 141  
 Rhéaume, Robert, 103  
 Rhode Island, 28, 29, 119.  
 Richelieu (rivière), 32  
 Riley, John, 44  
 Rivet, Charles, 104  
 Robert, Prosper, 141  
 Robesco, Peter et Joseph, 139  
 Rochon, J. E., 146  
 Rooney, Jos A., 146  
 Roth (rév.), 100  
 Roy (Rowe) James, 161  
 Ruelle, J., 119  
 Rupert (terre de), 36  
 Russell (Ontario), 25  
 Rust, Esra, 48
- Sage, Henry W., 45, 48, 60  
 Saginaw (comté), 10, 39, 92, 110, 111, 112  
 Saginaw (vallée de la), 41, 42, 45, 48, 51, 54, 59, 60, 54, 89, 92, 93, 94, 97, 104, 107, 113, 115, 116, 120, 121, 123, 124, 129, 131, 135, 142, 167, 169, 170, 173  
 Saginaw (East), 45, 51, 58, 60, 64, 92, 101, 104, 111, 112, 113  
 Saginaw (rivière), 42-43  
 Saginaw (vallée de la), population, 42-43, colonisation, 41-44, industrie forestière, 44-50, premier envoi de bois, 47, production forestière, 55, nouvelles technologies, 48-49, conditions de travail et conditions salariales, 50-59, déclin de l'industrie, 59-60, grève de 1885, 60-64, recrutement de travailleurs forestiers, 49, impact de la Guerre civile, 54  
 Saginaw Bay Land Company, 44, 95  
 Saginaw City, 42, 43, 44, 45, 57, 58, 61, 62, 64, 95, 96, 100, 111, 112  
 Saginaw Courier, 59, 60  
 Saginaw Improvement Company, 65  
 Saginaw Times, 49
- Saint-Jean-Baptiste de Muskegon, Michigan (paroisse), 98  
 Saint-Pierre, Téléphore, 102, 145, 146  
 Sainte-Anne de Beauré, 147  
 Sarrasin, Norbert, 141  
 Sault Sainte-Marie (canal), 34, 71, 135  
 Sault Sainte-Marie, 19, 162  
 Sauriol, J. A. (rév.) 157  
 Schoolcraft, Henry R., 67  
 Schutzes, H. T. H. (rév.) 95, 99  
 Shabaneaux, Théodore, 64  
 Smelting Works de Lake Linden, 76  
 Société Lafayette de Bay City, 63, 104, 117, 118  
 Société Lafayette de Détroit, 103, 104, 108  
 Société Saint-Jean-Baptiste de Calumet, 145, 148, 149  
 Société Saint-Jean-Baptiste de Chicago, 106  
 Société Saint-Jean-Baptiste de Houghton, 144  
 Société Saint-Jean-Baptiste de Lake Linden, 144, 145  
 Société Saint-Jean-Baptiste de Marquette, 145  
 Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, 145  
 Société Saint-Jean-Baptiste de New York, 103  
 Société Saint-Jean-Baptiste de Wayne, 108  
 Société Saint-Jean-Baptiste de West Bay City, 117  
 Soeurs de St. Joseph de Concordia du Kansas, 144  
 Soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie de Montréal, 144  
 Soeurs Sainte-Croix de Notre-Dame, en Illinois, 144  
 St-Albans (Vermont), 28  
 St-Louis (Missouri), 34  
 St. Andrew's de Saginaw City (paroisse), 95, 100  
 St. Clair (comté de, Michigan), 37

- St. Ignatius de Loyola (paroisse), 136, 139
- St. Joseph de Bay City (paroisse), 95, 98, 99, 100, 101
- St. Joseph de Lake Linden (paroisse), 141, 142, 143
- St. Louis de Calumet (paroisse), 148
- St. Mary's de East Saginaw (paroisse), 101
- Thibault, François-Xavier, 146
- Thibodeau (rév.), 99, 100
- Tolbert, James, 48
- Tonpont, J. -B., 139
- Traite des fourrures, 9, 10, 14, 19-22
- Traité de Gand (1814), 20
- Traité de Jay (1794), 20
- Traité de La Pointe (1842), 67
- Traité de Paris (1763), 20
- Traité du Fond du Lac (1826), 67
- Tromble, Benoît, 43, 44
- Tromble, Jos et Mader, 43, 44, 45
- Tromble, Jos, 43, 44
- Tromble, Leon, 43, 44
- Trombley, William, 118
- Trudell, John B., 43-44
- Union Saint-Jean-Baptiste de Bay City, 104
- Vacher, Eugène, 148
- Van der Heyden (rév.), 101
- Vermont, 27, 28, 31, 34, 46, 49, 58, 93, 94, 119, 152
- Vincennes (Illinois), 19
- Wayne (comté du Michigan), 37, 43
- Webster, Samuel, 48
- West Bay City, 45, 58, 92, 104, 11, 117, 118, 119
- Western Federation of Miners, 83-85, 161
- Williams, Gardner et Ephraïm, 44-45
- Winooski (Vermont), 28
- Wisconsin, 31, 32, 33, 34, 36, 47, 68, 132, 133, 135, 136, 151, 153, 162, 163, 169
- Wright, Ammi W., 48
- Wright, Philemon, 23-24

## Table des matières

Présentation	9
--------------	---

### PREMIER CHAPITRE

#### Le Québec au XIX<sup>e</sup> siècle

<b>Le développement socioéconomique du Québec</b>	13
<b>Les stratégies de survie</b>	18
La traite des fourrures	19
L'industrie forestière	22
La migration vers les États-Unis: la Nouvelle-Angleterre	27
La migration vers les États-Unis: le Midwest	31

### CHAPITRE 2

#### Le développement de la vallée de la Saginaw et de la péninsule du Keweenaw, 1840-1914

<b>Le développement de la vallée de Saginaw, 1840-1900</b>	41
La colonisation de la vallée	41
Les débuts de l'exploitation forestière, 1840-1860	44
Les mutations dans l'industrie forestière	45
La nature des travaux et les conditions de travail dans l'industrie forestière	50
La guerre civile et la consolidation du développement forestier, 1860-1880	54
Le déclin des activités forestières, 1880-1900	59
La grève dans la vallée de Saginaw de 1885	60
<b>Le développement de la péninsule de Keweenaw, 1840-1914</b>	65
Les premières explorations, 1840-1860	66
La « Fièvre du cuivre », 1843-1847	67
La nature des travaux miniers et les conditions de travail	69
L'origine et la composition de la population avant la guerre civile	70
La guerre civile et la consolidation du secteur minier, 1860-1900	73

L'introduction de nouvelles technologies	75
Le développement démographique	76
La force de travail et les conditions de travail après la guerre civile	77
La vie communautaire et les mesures paternalistes	78
Les relations de travail et les grèves	80
L'effritement du consensus social, 1900-1914	80
La recomposition ethnique de la force de travail	81
La grève de 1913-1914	83

### CHAPITRE 3

#### La migration des Canadiens français dans la vallée de la Saginaw 1840-1900

<b>Les Canadiens français avant la guerre civile, 1840-1860</b>	89
L'organisation communautaire dans la vallée	94
<b>L'accélération du mouvement migratoire et la consolidation des communautés canadiennes-françaises (1860-1880)</b>	96
Le mouvement annexionniste	105
La grève de 1872 dans l'industrie forestière	114
<b>Le déclin de l'industrie forestière et des communautés immigrantes, 1880-1900</b>	115

### CHAPITRE 4

#### La migration des Canadiens français dans la péninsule de Keweenaw, 1840-1914

<b>Les Canadiens français avant la guerre civile, 1840-1860</b>	131
<b>L'accélération du mouvement migratoire et la création de communautés, 1860-1900</b>	137
Le village de Lake Linden et sa vie communautaire	139
Le village de Calumet et sa vie communautaire	148
<b>L'effritement du consensus social, 1900-1914</b>	156
Les Canadiens français et la grève de 1913-1914	160
Conclusion	167
Notes	175
Bibliographie	201
Index	219

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100

COMPOSÉ EN DANTE CORPS 11  
SELON UNE MAQUETTE RÉALISÉE PAR JOSÉE LALANCETTE  
ET ACHÉVÉ D'IMPRIMER EN MARS 2000  
SUR LES PRESSES DE VEILLEUX IMPRESSION À DEMANDE  
À LONGUEUIL, QUÉBEC  
POUR LE COMPTE DE DENIS VALGÉBOIS  
ÉDITEUR À L'ENSEIGNE DU SEPTENTRION

# LES CANADIENS FRANÇAIS DU MICHIGAN

**E**ntre 1840 et 1930, près d'un million de Canadiens français ont émigré aux États-Unis. La grande majorité d'entre eux se sont dirigés vers la Nouvelle-Angleterre. D'autres ont retrouvé les anciennes routes de leurs ancêtres et se sont rendus dans le Midwest américain et particulièrement au Michigan.

Cette migration rappelle l'étonnante mobilité géographique qui a caractérisé les Canadiens français depuis leurs premiers pas sur ce continent. Qui étaient ces immigrants, d'où provenaient-ils, comment se sont-ils adaptés à la réalité industrielle du Michigan et quelles furent les stratégies mises de l'avant pour y parvenir ?

Cette étude lève le voile sur une dimension jusque-là négligée du mouvement migratoire global qui a mené des milliers de Canadiens français à parcourir l'Amérique du Nord aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Elle montre leur participation au recul des différentes « frontières » sur le continent.

*Spécialiste de l'histoire de l'immigration aux États-Unis, Jean Lamarre est professeur au Collège militaire royal du Canada. Outre plusieurs articles publiés aux États-Unis et au Canada, il est coauteur de l'histoire des États-Unis, mythes et réalités (1996), l'histoire du Québec, une société nord-américaine (1998) et coéditeur de La Première Guerre mondiale et le Canada. Contributions socio-militaires québécoises (1999).*



9 782894 481462

ISBN 2-89448-146-2